

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
« SCIENCES HUMAINES,
SOCIALES ET EDUCATIVES »

UNITE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES ET
SOCIALES

DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE



THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

POST GRADUATED SCHOOL FOR
SOCIAL AND EDUCATIONAL
SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT
FOR HUMAN AND SOCIAL
SCIENCES

DEPARTMENT OF SOCIOLOGY

DÉSACRALISER LES SYMBOLES DE L'ÉTAT À L'ÈRE DES RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES : ANALYSE D'UNE NOUVELLE FORME DE CONTESTATION POLITIQUE AU CAMEROUN

Mémoire de Master en Sociologie soutenue le 24 juin 2024

Spécialité : Sociologie Politique

Par

Odyl Hilary BIDJEK

Licence en Sociologie Politique



Jury :

Président : Armand LEKA ESSOMBA, (PR)

Rapporteur : Christian BIOS NELEM, (MC)

Examineur : Albert NNA NTIMBAN, (MC)

©Juin 2024

NOTE D'AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

Par ailleurs, le Centre de Recherche et de Formation Doctorale en Sciences Humaines, Sociales et Educatives de l'Université de Yaoundé 1 n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

À mes parents

Japhet Marie BIDJEK et Julie Caroline BAYON

À mes sœurs

Annah Lorrie BIDJEK et Jacquelyne Gueniève BIDJEK

Remerciements

La réalisation de ce travail a été rendue possible grâce au concours de plusieurs personnes auxquelles nous voudrions témoigner toute notre gratitude. Notre reconnaissance va à l'endroit :

- de notre directeur de mémoire, le Professeur Christian Bios Nelem pour sa disponibilité, ses conseils, sa rigueur, sa tempérance et ses encouragements tout au long de ce travail.
- du chef de Département de Sociologie, le Professeur Armand Leka Essomba pour tous les séminaires organisés.
- du corps enseignant du département de sociologie de l'Université de Yaoundé I, dont les cours ont contribué à forger notre esprit scientifique.
- du Docteur Sylvestre Noa et de Monsieur Elvis Judicaël Essono, pour leur disponibilité à discuter et à relire ce travail.
- des Docteurs Martial Abo'oze et Salomon Essaga, pour leurs éclairages dans le cadre des activités organisées par notre Directeur et aussi au Pr Jean Daniel Bombela Bombela pour les discussions complémentaires et la fourniture d'une documentation importante.
- de nos informateurs dévoués pour leur disponibilité, leurs orientations et les informations qu'ils ont mises à notre disposition dans le cadre de l'élaboration ce travail.
- de nos parents, M. Japhet Marie Bidjek et Madame Julie Caroline Bayon, ainsi que de nos frères et sœurs qui nous ont soutenu financièrement et moralement tout au long de l'élaboration de ce travail.
- du Cercle Philo-Psycho-Socio-Anthropo pour la mise à disposition gratuite de nombreux ouvrages.
- de Paule Noubissi, qui a été d'un soutien moral et vis-à-vis duquel je serai éternellement reconnaissante.
- de nos amis et camarades Franklin Tchoutezo, Gely Menguena, Ali Kadeem Gueye, dont l'amitié et la camaraderie nous ont été d'un apport capital tout au long de l'élaboration de ce travail de recherche.

SOMMAIRE

NOTE D'AVERTISSEMENT.....	i
REMERCIEMENTS.....	iii
SOMMAIRE.....	iv
LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	v
LISTE DES FIGURES.....	vii
RESUME.....	viii
ABSTRACT	ix
INTRODUCTION.....	1
PREMIÈRE PARTIE : ETAT, SYMBOLES ET RESEAUX SOCIAUX NUMERIQUES	20
CHAPITRE 1 : SYMBOLES ÉTATIQUES ET ENVIRONNEMENT SOCIOPOLITIQUE À L'ÈRE DES RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES AU CAMEROUN.....	22
CHAPITRE 2: RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES, D'UN ESPACE DE COMMUNICATION À UN ESPACE DE DÉSACRALISATION DES SYMBOLES ÉTATIQUES.....	49
DEUXIÈME PARTIE : CONTESTATION POLITIQUE, DÉSACRALISATION DES SYMBOLES ET RÉPERCUSSIONS SUR LE PROCESSUS DE LA DÉMOCRATISATION DE LA COMMUNICATION POLITIQUE AU CAMEROUN	81
CHAPITRE 3: PERCEPTIONS, POSITIONS DES ACTEURS POLITIQUES ET IMPLICATIONS AU CAMEROUN.....	83
CHAPITRE IV: RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES ET PROCESSUS DE DÉMOCRATISATION AU CAMEROUN.....	106
CONCLUSION.....	133
BIBLIOGRAPHIE.....	138
ANNEXES.....	152

Liste des Abréviations, sigles et acronymes

ASCNPD : Agence du Service Civique National de Participation au Développement

B.A.S : Brigade Anti-Sardinard

CNCTC : Conseil National des Chefs Traditionnels du Cameroun

CNI : Carte Nationale d'Identité

CODE : Collectifs des Organisations Démocratiques et Patriotiques de la Diaspora Camerounaise (CODE Originel) ou Collectifs des Organisations Démocratiques et Patriotiques des Camerounais de la Diaspora

CPP : Cameroon People Party

CRTV : Cameroon Radio TeleVision

DGSN : Direction Générale à la Sécurité Nationale

ELECAM : Elections Cameroon

FNE : Fonds National de l'Emploi

GCTV : General Change TeleVision

LCCLC : Le Cameroun C'est Le Cameroun

LCCLC-DR : Le Cameroun C'est Le Cameroun-Droit de Réponse

MINESUP : Ministère de l'Enseignement Supérieur

MINFOPRA : Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative.

MINJEC : Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique

MINJUSTICE : Ministère de la Justice

MRC : Mouvement pour la Renaissance du Cameroun

NOSO : Nord-Ouest Sud-Ouest

NTICs : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

OJRDP : Organisation des Jeunes du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais

ONEL : Organe National des Elections

ONU : Organisation des Nations Unies

OTS : On a Trop Supporté

PCRN : Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale

PPTE : Pays Pauvres Très Endetté

RDPC : Rassemblement Démocratique des Peuples Camerounais

RSN : Réseau(x) Social (aux) Numérique(s)

SCNPD : Service Civique National de Participation au Développement

SDF : Social Democratic Front

TIC : Technologies de l'Information et de la Communication

UDC : Union Démocratique du Cameroun

UK : United Kingdom

UNDP : Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès

UNIVERS : Union Nationale pour l'Intégration Vers la Solidarité

UPC : Union des Populations du Cameroun

Liste des figures

Figure 1: Sceau de l'indépendance	24
Figure 2: Monument de la Réunification	25
Figure 3: Drapeau du Cameroun	26
Figure 4: Page Facebook officielle du président de la République du Cameroun	33
Figure 5: Effigie du Président piétiné	35
Figure 6: Drapeau du Cameroun remplacé 1	36
Figure 7: SuperMANAOUDA, caricature du ministre de la Santé.....	38
Figure 8: Campagne Mode Avion.....	55
Figure 9: Mobilisation contre Boris Bertolt	63
Figure 10: Fake news Minfopra	122
Figure 11: LCCLC Droit de Réponse	125
Figure 12: LCCLC -DR, Dantes Comte.....	125
Figure 13: Porc de L'Ouest LCCLC-DR	126
Figure 14: LCCLC-DR Laminou M. Baoussi.....	127

Résumé

La présente recherche intitulée « Désacraliser les symboles de l'État à l'ère des réseaux sociaux numériques : analyse d'une nouvelle forme de contestation politique au Cameroun », part de deux principaux constats : le premier est qu'au Cameroun depuis 2016, l'environnement social et politique est caractérisé par des crises et des revendications (crise anglophone, tensions sociopolitiques après les élections présidentielles de 2018) qui se matérialisent la plupart du temps par une contestation farouche des agir de représentants de l'État. Le second part du fait que les réseaux sociaux numériques ont entraîné une ouverture du débat politique avec une forte tendance à la contestation violente du pouvoir central au Cameroun dans laquelle interviennent des actions de banalisation des symboles étatiques. C'est ainsi que le problème identifié ici est celui de la mutation des réseaux sociaux numériques en espace de désacralisation des symboles de l'État. Le questionnement issu de ce qui précède a été : comment comprendre la contestation politique par la désacralisation des symboles de l'État à l'ère des réseaux sociaux numériques au Cameroun ? La réponse à cette interrogation nous amène à voir que la contestation politique par la désacralisation des symboles étatiques, se comprend à travers l'appropriation des symboles par les acteurs contestataires. En effet, ils sont la matérialisation de l'idéal civique (maintien de l'unité, cohésion) et de l'idéal symbolique (caractère sacré). Deux théories ont été convoquées : la théorie du champ et la théorie des opportunités politiques. Aussi à travers l'observation documentaire et sur la base d'entretiens semi-structurés réalisés avec des analystes politiques, membres de partis politiques, et de membres de la société civile, nous avons identifié et analysé les symboles qui interviennent le plus dans la contestation politique par la désacralisation des symboles étatiques ainsi que l'effet de cette pratique sur la lutte oppositionnelle dans le champ démocratique camerounais. Il ressort au terme de ce travail plusieurs résultats. Le premier est postulé comme suit : la contestation par la désacralisation des symboles de l'État se présente comme une conséquence des luttes dans le champ social et politique camerounais. Le second résultat postule qu'avec la démocratisation, l'espace public virtuel accessible à tous donne lieu à des contestations parfois de type insurrectionnel, à des critiques à des controverses sur la manière dont le pouvoir s'exerce et se maintient au Cameroun. Un troisième résultat stipule qu'il y a un type d'acteurs qui se livre à la banalisation des symboles de l'État, que nous qualifions « d'influenceurs politiques » : un acteur actif sur les réseaux sociaux numériques et qui utilise son exposition médiatique pour débattre de la politique camerounaise. En somme il est important de retenir qu'avec les réseaux sociaux numériques il se donne à voir dans la contestation par la désacralisation des symboles de l'État une lutte oppositionnelle qui se caractérise par la guerre d'informations, le marketing politique et la responsabilité politique.

Mots clés : Symboles de l'État, Réseaux sociaux numériques, Contestation politique, Lutte oppositionnelle.

Abstract

This research focuses on “Desacralising state symbols in the era of digital social networks : analysis of a new form of political protest”. It is based on two main observations : the first is that since 2016, the social and political environment in Cameroon has been characterised by crises and demands (Anglophone crisis, socio-political tensions following the 2018 presidential elections). The second is based on the fact that digital social networks have opened up political debate, with a strong tendency towards violent contestation of central power in Cameroon, involving actions that trivialise state symbols. Thus, the problem identified here is that of the transformation of digital social networks into a space for the desacralisation of state symbols. The question that arose from the foregoing was: how can we understand political contestation through the desacralisation of state symbols in the era of digital social networks in Cameroon ? In response, it is said that political protest through the desacralisation of state symbols is understood through the appropriation of symbols by protesting actors. In effect, they are the embodiment of the civic ideal (maintaining unity, cohesion) and the symbolic ideal (sacredness). Two theories were used: field theory and political opportunity theory. Through documentary observation and semi-structured interviews with political analysts, members of political parties and members of civil society, we identified and analysed the symbols that are most involved in political contestation through the desacralisation of state symbols, as well as the effect of this practice on the oppositional struggle in Cameroon's democratic field. Several results emerge from this work. The first is postulated as follows: contestation through the desacralisation of state symbols is presented as a consequence of struggles in the Cameroonian social and political field. The second result postulates that with democratisation, the virtual public space accessible to all gives rise to sometimes insurrectionary-type contestations, criticisms and controversies about the way in which power is exercised and maintained in Cameroon. A third result states that there is a type of actor who engages in the trivialisation of state symbols, whom we describe as “political influencers” : an actor who is active on digital social networks and who uses his media exposure to debate Cameroonian politics. In short, it is important to remember that with digital social networks, the desacralisation of symbols of the State is giving rise to an oppositional struggle characterised by information warfare, political marketing and political responsibility.

Key words : Symbols of the State, Digital social networks, Political protest, Oppositional struggle.

INTRODUCTION

I. Problème de recherche

L'arrivée d'Internet dans les démocraties a donné une nouvelle plateforme de débat politique aux mouvements contestataires, ceci avec l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication : les réseaux sociaux numériques. Ainsi, aux méthodes classiques de débats d'idées politiques, se sont rajoutés les débats sur les plateformes virtuelles, que constituent les réseaux sociaux numériques. En effet, plusieurs groupes se sont appropriés les réseaux sociaux numériques tels que Facebook, YouTube, Twitter, pour discuter des affaires de l'État à l'instar du groupe « Le Cameroun c'est le Cameroun » qui a longtemps été l'espace virtuel sur lequel étaient tenus la plupart des débats d'idées politiques sur Facebook et d'où des assertions populaires comme « *mieux on vend le Cameroun* » ont vu le jour.

Les réseaux sociaux numériques au Cameroun sont venus enrichir le champ politique d'un nouvel espace de débat en participant activement à la discussion, voire même à l'opposition des idées entre gouvernants et gouvernés. Bien que les réseaux sociaux numériques soient devenus un espace supplémentaire de débats politiques, on assiste toutefois à une mutation des réseaux sociaux numériques au sein de la société camerounaise, d'outils de débats d'idées en arènes politiques à vocation contestataire de type insurrectionnel ou encore de contestations dites révolutionnaires.

L'on n'est plus dans une critique politique élégante, c'est-à-dire, une critique des idées ou encore une opposition par un débat d'arguments ; mais dans une contestation par la profanation des institutions. Une contestation où l'objectif n'est plus de mettre l'accent sur les limites des décisions prises par le Gouvernement, mais qui est désormais la profanation, l'humiliation de l'institution.

Les mouvements contestataires au Cameroun ont longtemps été dominés par la contestation par les idées, une contestation basée sur la discussion et le débat d'arguments entre gouvernants et gouvernés. De plus, l'arrivée des réseaux sociaux numériques avec le développement de l'outil internet a permis aux mouvements contestataires de se trouver un nouvel espace de communication, plus fluide et plus rapide permettant aux Gouvernants d'être au chevet des revendications et des suggestions faites par les gouvernés, favorisant ainsi un bon déroulement de la démocratie.

Les tensions sociopolitiques observées au Cameroun avec la crise anglophone et celles du lendemain des élections présidentielles d'octobre 2018, ont entraîné une mutation dans la pratique de contestations sur les réseaux sociaux numériques. Les réseaux sociaux numériques sont dès lors

devenus des arènes de combat entre les mouvements contestataires et le pouvoir central, où les mouvements contestataires désacralisent aux symboles de l'État. En d'autres termes, les réseaux sociaux numériques sont passés d'espaces de communication entre les élites gouvernantes et les gouvernés à des espaces d'actions à travers lesquelles se déroule une contestation insurrectionnelle contre le pouvoir central. Cette révolution se traduit par la désacralisation massive des institutions politiques en tant que symboles représentatifs de l'État et ceci par la publication de textes, d'images, de vidéos mettant en scène des actions de banalisation des symboles de l'État.

Dans le but de réguler cette mutation des réseaux sociaux numériques au Cameroun, l'État camerounais a mis en place plusieurs mécanismes tels que : la création de l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART), instance chargée de veiller à l'application des textes législatifs et réglementaires en matière des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication ; la réforme de l'article 241 du Code pénal qui vise la régulation et la répression de l'expression de la haine et de la malveillance dans les échanges sur les réseaux sociaux numériques en ligne ; l'article 77 alinéa 1 de la loi n°2010/012 du 21 décembre 2010 relatif à la cyber sécurité et à la cybercriminalité.

En dépit de ces mécanismes, les réseaux sociaux numériques continuent leur révolution d'espace de communication en espace de contestation virtuelle de type insurrectionnelle que l'on peut qualifier de révolution cybernétique. Les réseaux sociaux numériques sont dans ce cas des outils rassemblant des individus en leur donnant un espace de communautarisation des mouvements contestataires insurrectionnels. Tel est posé le problème qui objectivise notre recherche.

II. Problématique

Nous ne voulons pas donner l'illusion d'avoir été les premiers à travailler sur ce sujet, plusieurs auteurs ont déjà entrepris d'analyser les contestations du pouvoir à l'ère des réseaux sociaux numériques. Ce travail de revue de la littérature est fait en vue de mieux ressortir l'angle d'attaque de notre recherche.

Contestation politique

Faisant partie intégrante de notre objet de recherche, la contestation politique constitue une action collective qui vise un changement de l'ordre politique, et qui influe par ricochet l'ordre social. Il convient dès à présent de faire une revue des auteurs ayant des travaux se situant dans le prisme des contestations politiques.

1. La contestation dans les rues

Avant toute chose, qu'est-ce que la rue ? La rue est un espace public physique, espace public qui est un « *ensemble de personnes privées rassemblées pour discuter des questions d'intérêts communs* »¹. Le concept d'espace public renvoie aussi à des espaces appartenant au domaine public « *ouvert et accessible à tous* »². L'une des méthodes par excellence des contestations politiques reste et demeure les manifestations dans les rues. En effet, la grande majorité des dynamiques sociales se jouent généralement dans les rues. Les espaces conventionnels de revendications tels que les médias classiques (télévision, presses), se veulent d'être des espaces élitistes, « *la voie de la rue se pose naturellement comme l'unique recours pour ceux qui étouffent de colère* »³.

Cet aspect de contestation politique par le billet de la rue a été étudié par de nombreux auteurs en l'occurrence Jean-Marcellin Manga et Alexandre Rodrigue Mbassi, qui entendent la rue comme « *un espace politique contrôlé* »⁴. Ces auteurs passent en revue les différentes manifestations de contestation du pouvoir politique central et montrent le pouvoir de répression que possède l'État. Caractère répressif de la rue qu'Alexis Tcheuyap qualifie de « *gouvernement de la peur* »⁵. Pour Alexis, « *la perpétuation des autoritarismes a entraîné une transformation des modes de contrôle de l'expression et de neutralisation de la contestation en Afrique* »⁶. Autrement dit, la nouvelle forme de répression de l'État sur ces citoyens réside sur sa capacité à anéantir les opportunités de revendications en contrôlant les espaces où s'expriment les contestations (la rue, la presse).

Ceci conforte l'idée d'Alexandre Mbassi et Jean-Marcellin Manga selon laquelle, la rue est un espace politique contrôlé. Néanmoins en dépit des risques que celle-ci renferme (confrontation directe avec les autorités, arrestations, etc.), la rue reste un espace privilégié dans le processus de contestation politique du fait de l'impact des mobilisations sur le champ politique et social. En effet, en investissant la rue, l'individu peut porter haut les revendications souvent émises dans le

¹ Alain Létourneau, « Remarques sur le journalisme et la presse au regard de la discussion dans l'espace public », in Brunet, P.-J., *L'Éthique dans la société de l'information*, Québec/Paris, Presses de l'université Laval/L'Harmattan, 2001, p. 47-71.

² C. Loudier, J.-L. Dubois, « L'insécurité dans l'espace public », in *Les Cahiers de L'IAURIF*. Espaces publics : espaces de vie, espaces de ville, n° 133 – 134, 2002 pp. 26 – 38

³ Sylvestre Noa, « La décentralisation de la contestation politique au Cameroun : essai d'analyse à partir des mobilisations collectives de février 2008 », Mémoire de Master, Université de Yaoundé I, 2015, p. 117.

⁴ Jean-Marcellin Manga, Alexandre Rodrigue Mbassi, « De la fin des manifestations à la faim de manifester : revendications publiques rémanence autoritaire et procès de la démocratie au Cameroun », *Politique Africaine*, n°146(2), 2017, p.73-97.

⁵ Alexis Tcheuyap, « Gouverner dans la peur. Pouvoir, médias et disqualification au Cameroun », *Politique Africaine*, n° (161-162), 2021, p.245.

⁶ Ibid., p.245.

cadre des « causettes » ou encore des « endroits buissonniers » (bars, marchés, taxis, etc.) et les exposer au grand jour, à la vue de tous. Ceux qui portent désormais les luttes sont au sens d’Aimé Césaire des « voix de sans voix » ou encore des « libérateurs » au sens d’une célèbre chanson populaire : « je suis votre libérateur, je vais mourir pour vous »⁷.

Jean Marcelin et Alexandre développent ainsi, la manière dont les groupes de contestations qu’ils qualifient de « *groupes protestataires* » se sont réadaptés au processus de reprise en main du jeu politique par le régime de M. Biya, en se basant sur les événements manifestants⁸. Par conséquent dans ce qu’ils ont qualifiés d’« armes du faible », ils montrent comment les groupes manifestants se « débrouillent » pour passer outre la censure autoritaire du pouvoir en place. Ces stratégies résident en « la ruse avec le droit » et en « l’enjeu de la proximité ». Concernant la ruse avec le droit, ces auteurs introduisent les fausses déclarations sur les objets de la manifestation et l’illustrent par le cas de l’association Sid’Ado en 2012⁹ ou encore la possibilité aux groupes manifestants de saisir les autorités par de simple requête, permettant d’attire l’attention de l’opinion publique nationale et internationale. L’enjeu de la proximité quant à lui statue du rôle joué par le réseau affinitaire mais aussi des pratiques de détournement et d’imposition des sens. Aspect qu’ils illustrent par le déroulement de marche en l’honneur du regretté mémoire Charles Ateba Eyene du 27 mars 2014.

Plus général dans l’étude de la rue comme espace de contestation politique, Jérôme Lafargue qualifie la rue comme étant « un territoire privilégié de la manifestation et des revendications sociales »¹⁰ son article s’articule principalement sur les transformations politiques de la rue ; de quelles façons les rapports entre le pouvoir et les gouvernés ont évolué dans les rues et de la mutation des rues en rapport à ces transformations. Il établit les rapports entre le pouvoir et les gouvernés sous deux dimensions contradictoires : « le triomphe de la protestation ou le retour par des effets négatifs sur les manifestants ».

Concernant le triomphe de la protestation, l’auteur entrevoit les rues africaines comme des « *nouveaux espaces de concurrence* » ; avec la libéralisation de la parole politique en contexte démocratique, les rues se sont vues mutées à des « *lieux où s’unifient des groupes contre le pouvoir* » permettant ainsi à chaque entité de la population de faire valoir ses doléances sous la

⁷ Paroles issues de la chanson Ayo...Africa, Longue Longue.

⁸ Un événement manifestants est une occupation momentanée par plusieurs personnes d’un lieu ouvert public ou privé, qui comporte directement ou indirectement l’expression d’opinions publiques.

⁹ Jean Marcelin Manga, Alexandre Mbassi, « De la faim de manifester à la fin des manifestations... », op. Cit, 2017, p.89.

¹⁰ Jérôme Lafargue, La rue africaine en mouvement : politique et action collective, Crepao, Université de Pau, 1996, p.24--38.

forme de manifestation publique. Quant au retour des effets négatifs sur les manifestants, il ouvre un nouvel aspect de la perception des rues en politique : la violence qui y est pratiquée entraîne ce qu'il qualifie de socialité idoine : le rire, la peur et la fiction du mouvement. Une violence qui se veut spectaculaire et brutale qui exerce comme une sorte de revanche du pouvoir face aux actes des mouvements manifestants, une peur des représailles et un rire qui connote la suprématie du pouvoir. La rue revêt donc un nouveau caractère : un espace figé par le contrôle du pouvoir.

Néanmoins il affirme que la rue reste bel et bien un espace vivant, possédé par les manifestations grandissantes à grande vitesse, à cause de l'esthétique et de la symbolique que revêtent les manifestations dans les rues. Esthétique à cause de la rue comme décor d'action et symbolique en rapport à la réappropriation des lieux représentatifs du pouvoir pour exercer la manifestation en tant qu'injonction faite au pouvoir. D'autres auteurs se sont donnés pour objectif de repenser les stratégies politiques d'occupation de la rue, en partant par une approche iconographique, négligée par les auteurs mentionnés plus haut.

Les auteurs mentionnés plus haut entrevoient la contestation de rue comme un ensemble entre grèves et manifestations sans toutefois poser le pied sur les méthodes employées pendant ces contestations. Alexandre Dézé est celui qui attire notre attention sur cette forme de contestation, pratiquée dans les contestations de rues : une contestation iconographique¹¹, dans laquelle il préconise de construire l'image comme objet d'étude sociologique des phénomènes contestataires « *dans ce qu'elle a et par ce qu'elle a de visible* ». Selon lui, l'image procède plus largement d'un acte de communication qui est le produit de pratiques sociales et qui met en jeu des rapports sociaux ; l'image est immergée au social et ne livre son sens que dans le discours et les actes de l'individu ou du groupe qui l'objectivise. Une perception analysée par la sociologie dans la façon dont se construit l'interaction entre les émetteurs et les récepteurs, la façon dont l'émetteur se représente dans l'image et la façon dont il construit la figure du récepteur.

L'étude des mouvements sociaux par l'image est une partie marquante de son iconographie de contestations à travers trois pistes principales : saisir l'image comme parole protestataire, partir de l'image pour analyser les modalités de production des identités collectives des mouvements contestataires et s'intéresser à l'image pour mieux comprendre les logiques complexes de passage à l'acte. Les images en effet, sont un caractère très utilisé dans les contestations dans les rues. Pas que la rue comme espace de contestation politique au Cameroun, l'on note aussi le recours à l'outil

¹¹ Alexandre Dézé, « Pour une iconographie de la contestation », in Cultures & conflits [En ligne], 91/92/automne/hiver, 2013, mis en ligne le 31 décembre 2014, URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18773> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.18773>

Internet pour contester le pouvoir politique central. Cet aspect omis dans les travaux des précédents auteurs a été largement traité par d'autres.

De même dans le contexte des contestations physiques de l'ordre politique, Patrick Bigombe Logo et Hélène-Laure Mentong¹², analysent les répercussions de ces contestations sur le processus politique. Pour eux, la contestation politique, qui prend son origine dans la lutte pour le multipartisme a entraîné une « *crise de la légitimation* ». La crise de la légitimité a conduit à un univers instable, mais un univers instable caractérisé par la continuité politique. Continuité politique qui a été possible grâce à la préservation du système de domination politique caractérisé par la mainmise de l'État sur l'espace physique largement étayé plus haut.

Une mainmise de l'État qui a été remise en question avec l'avènement des TIC. Cette prouesse issue de la révolution scientifique va entraîner un nouveau paramètre dans le processus de contestation : la contestation sur Internet.

2. La contestation numérique

Les pratiques de contestation sont désormais loin de se réduire aux mobilisations dans l'espace physique que constitue la rue. Avec le développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), la contestation politique s'est investie de l'outil Internet et particulièrement des réseaux sociaux ou des réseaux sociaux numériques (RSN).

Katrien Pype¹³ est celle-là qui fait état des travaux de recherche sur ce qu'elle appelle le « politique en ligne » et renseigne sur le comment les pratiques de politique ont eu à évoluer avec l'outil internet. L'auteur fait la revue des travaux scientifiques discutant de l'engagement et de l'appartenance politique dans ce qu'elle a appelé l'« Afrique Numérique », travaux qu'elle regroupe sous trois aspects particuliers : les subalternes, l'esthétique politique et les publics numériques. L'auteur montre les points de vue sur la manière dont les subalternes (les citoyens) investissent le numérique. Les médias numériques enrichissent la politique d'espaces sur lesquelles les « sans-voix » peuvent faire entendre leur voix et d'espaces de surveillance des activités du gouvernement, de ses institutions dans le bus de dévoiler les abus, la corruption et l'injustice. L'espace public numérique est donc devenu un terrain d'action, il constitue un vecteur de changement politique, en ceci qu'il permet aux citoyens « subalternes » africains de « renverser des régimes despotiques, d'améliorer politiquement et économiquement leurs existences et de

¹² Patrick Bigombe Logo, Hélène-Laure Mentong, « Crise de la légitimité et évidence de la continuité politique », *Politique africaine*, vol/n°62, 1996.

¹³ Katrien Pype, « Le politique (en ligne) par le bas en Afrique subsaharienne, *Politique Africaine*, 2021/1 (N°161-162), pages 71 à 97.

réinventer une culture politique ». Autrement dit, le numérique a permis de mettre l'emphase sur la transparence dans la pratique de la culture politique en Afrique.

Dans le même sillage, Coralie Richaud qualifie les réseaux sociaux numériques de « *nouveaux espaces de contestation* »¹⁴. Elle aborde le thème de la redéfinition des relations gouvernants-gouvernés à travers les réseaux sociaux. Elle démontre que les réseaux sociaux numériques redéfinissent les pratiques en politique, en stipulant que les réseaux sont à l'origine des outils contestataires. À travers plusieurs exemples, elle souligne le rôle joué par les réseaux sociaux numériques dans la construction des mouvements sociaux.

Les réseaux sociaux sont un « espace polémique » dans lequel les échanges s'apparentent à des « monologues interactifs ». Les réseaux sociaux, selon l'auteure, ont permis de contourner la répression de l'État sur la rue, en raccourcissant le nombre d'intermédiaires entre les gouvernés et les gouvernants en rendant la communication, non plus verticale, mais horizontale.

Argument que défend Eric Bityili bi Nleme¹⁵ dans son document sur la contestation au Cameroun. Pour lui, les réseaux sociaux numériques sont des « *espaces alternatifs aux manifestants pour interpeller le gouvernement, se mobiliser contre ce dernier et surtout chercher à influencer la politique* ».

L'auteur étudie la participation politique au Cameroun par l'analyse des violences politiques dans les régions anglophones et par l'impact des médias sociaux. La partie sur la participation politique virtuelle fait la revue des activités menées sur l'espace virtuel tel que : Facebook, WhatsApp, YouTube, etc. et qualifie l'espace virtuel comme « *le seul endroit qui échappe encore à la censure des autorités et où tout le monde peut donner son avis sans avoir peur d'être interpellé par la police* ». Les réseaux sociaux numériques redéfinissent clairement les rapports gouvernants et gouvernés en raison du « *caractère mobilisateur des réseaux sociaux numériques* », et jouent un rôle effectif à travers « *le partage des informations* » ; ce qui a entraîné une revisite de la politique de sortie de crise par le gouvernement.

Cette dimension de la contestation virtuelle est partagée par Bandiougou Konaté¹⁶ lorsqu'il parle de la « *vitalité contestation entretenue par les réseaux sociaux* ». Les réseaux sociaux numériques ont favorisé l'activisme citoyen et le contrôle de l'action gouvernementale, sur le net

¹⁴ Coralie Richaud, « les réseaux sociaux numériques : nouveaux espaces de contestation et de reconstruction de la politique ? », *Les Nouveaux cahiers du Conseil Constitutionnel*, n°57(4), 2017, p. 20-44.

¹⁵ Eric Bityili bi Nleme, *La participation politique au Cameroun*, lu sur academia.edu, le 20 août 2022.

¹⁶ Bandiougou Konaté, « Contestation politique et citoyenneté dans le Sénégal du XXI^e siècle : la vraie revanche de la société civile », extrait du *Mémoire : Évolution de la contestation politique en Afrique postcoloniale : l'exemple du Sénégal*, Maîtrise en Science Politique, université Gaston Berger de Saint-Louis, 2012.

en retour à la réduction de la facture numérique au Sénégal dès l'année 2003. Ils s'apparentent à un « *tremplin à la ferveur contestataire* ». Il justifie particulièrement son idée principale par l'assertion suivante : « *Les réseaux sociaux en particulier ont démontré en amont et en aval des élections présidentielles de février 2012 toute leur importance en influant de tout leur poids sur le processus électoral* ». Il parvient à la conclusion que l'outil informatique est l'arsenal majeur du changement politique au Sénégal.

Néanmoins, Katrien¹⁷ dans son article ne partage pas totalement cette vision. Pour elle, les médias sociaux en dépit de la marge de manœuvre qu'ils donnent aux citoyens, n'ont pas eu d'impact politique radical immédiat sur « *quasiment aucun régime antidémocratique ou autocratique en Afrique subsaharienne* », mais ont permis aux citoyens de mettre en œuvre des « *compositions numériques* » pour faire évoluer leur capacité d'action du virtuel vers le matériel. Par « *compositions numériques* », l'auteure entend toutes les techniques possibles utilisées par les citoyens « *pour exprimer leurs revendications, leurs subjectivités et leurs attentes politiques* ». Ces techniques peuvent aller jusqu'aux « *dessins humoristiques, de vidéos ou de textes qui se moquent des dirigeants politiques africains et leurs politiques publiques* ».

En ce qui concerne la capacité d'action du virtuel vers le matériel, Franck Afom¹⁸ étudie la constitution d'un espace oppositionnel en ligne au Cameroun à partir des scandales de Vanessa Tchatchou et de Monique Koumateke. Il montre comment le « *passage du fait divers au scandale a débouché en une discussion dans laquelle les critiques, les blâmes et les griefs s'échange [...] entre les autorités hospitalières et gouvernementales et les citoyens sous une forme véhémence* ». Autrement dit, les réseaux sociaux numériques ont enrichi l'espace public d'un espace de revendication, dans la mesure où ils sont des lieux de transpositions des manifestations de leurs colère et des malaises du peuple d'en bas (au sens de Katrien Pype), mais aussi d'un espace de surveillance des agir du gouvernement. En effet, c'est à partir des réseaux sociaux numériques que les faits divers de deux victimes emblématiques de la négligence hospitalière et « *la transformation de leurs drames* » en événements médiatiques, ont donné lieu à la constitution en ligne d'un espace public oppositionnel.

Les réseaux sociaux numériques ont un impact considérable sur l'environnement politique dans un État. C'est ce qui justifie l'intérêt de cette recherche, qui statue sa temporalité à l'ère des réseaux sociaux. L'avènement des réseaux sociaux numériques et la conquête politique de ceux-

¹⁷ Katrien Pype, « Le politique (en ligne) par le bas en Afrique subsaharienne », op. Cit., p. 79.

¹⁸ Frank Afom, « Les scandales Vanessa Tchatchou et Monique Koumateke. La constitution d'un espace public oppositionnel en ligne au Cameroun », *Réseaux*, 2019/4 (n° 216), p. 219-241.

ci sont des aspects développés dans le sens de nouvel espace de contestation, en réponse à la défaillance de l'espace physique de contestation qu'est la rue. En plus de cet aspect, il est question dans cette étude de questionner la dimension de diffusion qui caractérise le réseau social. Le réseau social comme moyen de diffusion des actions de contestations. Ici, les réseaux sociaux numériques sont aussi un moyen de transmission des actions entreprises dans un espace physique vers un espace virtuel, en vue d'y attirer une plus grande attention.

De même, la contestation politique est beaucoup plus étudiée sur les méthodes dans leur globalité en l'occurrence à l'analyse des grèves, manifestations, et émeutes, il sera question pour nous en nous appuyant sur un modèle en particulier de contestation politique : l'opposition par les symboles de l'État, d'interroger le recours aux symboles de l'État dans une dimension de profanation et de désacralisation, pour contester l'ordre politique ou encore pour contester le pouvoir central.

III. Question de recherche

Notre travail de recherche est structuré autour d'une (01) question principale et trois (03) questions subsidiaires.

1. Question principale

Elle est formulée comme suit :

- Comment comprendre la contestation politique par la désacralisation des symboles de l'État à l'ère des réseaux sociaux numériques au Cameroun ?

1.1. Questions secondaires

Les questions secondaires sont des questions qui viennent étayer la question de départ dans le but de la rendre plus précise. Elles se forment tel qu'il suit :

- Quels sont les symboles de l'État ciblés par les contestataires des réseaux sociaux numériques ?
- Quels sont les acteurs qui portent ce type de contestation ?
- Quelles sont les implications de ce type spécifique de contestation sur le champ politique au Cameroun ?

IV. Hypothèses

Nos hypothèses de recherche se constituent autour d'une hypothèse principale et deux hypothèses auxiliaires.

1. Hypothèse principale

Les acteurs contestataires s'approprient les symboles de l'État en tant qu'identifiant de la nation camerounaise dans le but d'atteindre les autorités garantes de l'État et de créer une désaffection à leur égard tout en permettant un détachement de l'idéal du gouvernement vers un attachement des luttes de minorités propices aux dynamiques sociopolitiques.

1.1. Hypothèses secondaires

- Les symboles de l'État ciblés dans les actions contestataires sont les institutions administratives, celle-là qui représentent le pouvoir de l'État à savoir : le Président de la République, les ministres, les ambassades, les emblèmes nationaux, etc.
- Les acteurs qui portent ce type de contestation sont majoritairement les groupes de pressions et d'intérêts externes et interne.
- La désacralisation des symboles de l'État a des répercussions sur le processus de démocratisation au Cameroun, elle possède des implications sur la communication politique.

V. Objectif de recherche

Notre objectif de recherche est structuré autour d'un (01) objectif général et trois (3) objectifs secondaires.

1. Objectif général

L'objectif général de cette recherche est de comprendre l'incidence de l'appropriation des symboles de l'État dans les contestations sociopolitiques au Cameroun, et d'analyser la révolution qu'apportent les réseaux sociaux numériques dans les pratiques contestataires en tant que nouveaux espaces matériels de contestation de type insurrectionnel.

1.1. Objectifs opérationnels

- Établir le profil des symboles utilisés dans les contestations du pouvoir central au Cameroun.
- Analyser la mutation des réseaux sociaux numériques en espace de contestation en contexte démocratique au Cameroun.
- Analyser l'apport de la désacralisation des symboles de l'État à la lutte oppositionnelle au Cameroun et saisir l'impact des actions contestataires sur la stabilité sociopolitique au Cameroun.

VI. Clarification des concepts

Dans *Les règles de la méthode sociologique*, Émile Durkheim recommandait à tout sociologue que la première démarche doit être de définir les choses qu'il traite, afin que l'on sache et qu'il sache bien de quoi il est question. Dans cette recherche les concepts clés sont définis tour à tour tel que suit :

1. Symboles de l'État

Pour certains auteurs les symboles de l'État sont assimilés aux symboles nationaux à l'instar de Lowenthal¹⁹ qui écrit que les principaux symboles nationaux sont composés du drapeau, de l'hymne, de l'emblème et de la devise et que tous portent en eux l'empreinte du passé, du présent, mais également du futur de la nation par le système de valeur qu'ils véhiculent, ou encore au sens de Firth²⁰, les symboles de l'État étaient associés à des empires ou des royaumes.

L'avènement des États a fait en sorte que les symboles politiques soient désormais des équivalents de symboles nationaux. La notion de symbole de l'État n'étant pas universelle, mais propre à une nation, à un État. Les symboles de l'État sont des éléments d'intégration et de construction d'une idéologie en vigueur dans un État. Le but principal d'un symbole politique est d'exprimer un ensemble de sentiments qui plaisent aux personnes avec lesquelles il est lié. Les symboles de l'État ont donc pour fonctions de renforcer le sentiment d'appartenance à une patrie.

Dans le cadre de notre recherche, le concept est perçu comme étant tout ce qui renvoie directement à l'État ou encore à l'exercice du pouvoir à savoir : les autorités publiques (Le Président de la république, le Premier Ministre le Ministre de la Santé, le Ministre de l'Enseignement Supérieur, le Ministre délégué au Ministère de la Justice, les institutions (ambassades), les emblèmes nationaux (drapeau du Cameroun, devise), en *bref*, les objets, lieux qui participent à la création identitaire du Cameroun et représentent la nation.

2. Contestation politique

La contestation politique se situe entre le domaine de la sociologie des mouvements sociaux, si l'on se base sur deux aspects des mouvements : l'action collective et le rapport à l'ordre social. La contestation politique au sens des mouvements sociaux est perceptible sous le couvert de lutte entre deux classes précises : la classe des gouvernants et celle des gouvernés. Cette lutte est présente depuis l'avènement des révolutions, en l'occurrence, la révolution industrielle qui opposait la classe ouvrière à la classe des dominants. Cette lutte était beaucoup plus axée sur la

¹⁹ D. Lowenthal, *European and English Landscape as National Symbols in Geography and National Identity*, Cambridge, 1994.

²⁰ Raymond Firth, *Symbols : Public and private*, London, Royaume-Uni, 1973.

division du travail et reposait sur l'amélioration des conditions de travail des ouvriers. Ces différentes frustrations des ouvriers ont émergé dans la société globale avec l'avènement de la démocratie.

La contestation politique ou encore la contestation du pouvoir central se situe dans ce prisme historique, comme réponse à la domination que l'élite gouvernante exerce sur la population gouvernée.

La contestation politique est perçue comme une opposition (manifestations, grèves, parfois violence) à caractère politique. Autrement dit, une activité entreprise par ceux dont les attentes sont opposées à celles de l'élite dirigeante. La contestation politique est inhérente aux systèmes démocratiques. En effet, la démocratie est le « seul régime qui prévoit dans sa constitution la possibilité permanente de contester les institutions et les décisions politiques des gouvernants » au sens de Juliette Roussin²¹.

La contestation politique au Cameroun s'apparente à une lutte « destinée à prendre le gouvernail de la conduite de l'État »²². Les acteurs de contestation au Cameroun ou encore les mouvements de contestation au Cameroun se donnent pour première caractéristique l'opposition au régime en place. Autrement dit, l'opposition au « régime de M. Biya » qui a « réussi à conserver la main et à mettre fin aux illusions de changement nourries par ses adversaires politiques »²³. C'est ce facteur qui nourrit en grande partie la contestation politique au Cameroun. Pour ce faire, les acteurs de contestation recourent à de nombreuses méthodes qui leur permettent de mener leurs actions de contestation. C'est l'ensemble de ces méthodes qui justifieront les lignes qui suivent.

Une contestation politique est un comportement d'opposition à l'action du gouvernement. Elle peut être collective ou individuelle. Dans notre travail, il sera question d'analyser les différentes actions d'opposition ou de critique contre le pouvoir central enregistrées ou diffusées sur les réseaux sociaux numériques, avec une attention particulière sur les symboles étatiques. C'est ce qui pousse notre attention sur l'usage des symboles dans les logiques de contestation.

²¹ Juliette Roussin, « Démocratie contestataire ou contestation de la démocratie ? L'impératif de la bonne décision et de ses ambiguïtés », in *Autorité démocratique et contestation*, vol 40(2), 2013, p255-511.

²² Sylvestre Noa, *Militantisme extraterritorial : le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RPDC) face aux mouvements d'opposition*, Thèse présentée en vue de l'obtention du diplôme de Doctorat/PhD en Sociologie, Université de Yaoundé 1, 2020.

²³ Jean-Marcellin Manga, Alexandre Rodrigue Mbassi, « De la fin des manifestations à la faim de manifester : revendications publiques rémanence autoritaire et procès de la démocratie au Cameroun », *Politique Africaine*, n°146(2), 2017, p.73-97.

Ainsi tout au long de notre travail, les réseaux sociaux numériques seront les moyens de mise en relation entre les acteurs contestataires, le gouvernement et l'opinion publique.

VII. Cadre théorique

Ce travail de recherche s'inscrit dans un paradigme de la tradition sociologique compréhensive. Ceci se fait en sollicitant la théorie du champ politique de Pierre Bourdieu et la théorie des opportunités politiques.

1. La théorie du champ

Pierre Bourdieu consacre une attention particulière à la notion de champ politique après l'alternance de 1981, avec la publication de plusieurs numéros d'actes de la recherche en sciences sociales²⁷. Il conçoit la notion de champ comme se présentant à

L'appréhension synchronique comme des espaces structurés de position (ou de postes) dont les propriétaires dépendent de leur position dans ces espaces et qui peuvent être analysées indépendamment des caractéristiques de leurs occupants (en partie déterminées par elles)²⁸.

Par conséquent, un champ est le lieu où se dénouent les luttes qui opposent en permanence les groupes sociaux.

Chaque champ est construit autour d'enjeux et d'intérêts spécifiques portés par des acteurs qui participent au champ et qui contribuent à la reproduction dudit champ. Un champ est de ce fait constitué de deux dimensions : la première renvoie à la position des acteurs dans le champ et la seconde aux prises de position²⁹. La position des acteurs est liée par le type et le volume de capital détenu par chaque acteur. La valeur et la distribution des différentes formes de capital (qu'il soit social, économique, culturel, politique ou encore financier), varie d'un champ à un autre, ceci étant, cet aspect crée un principe de hiérarchie et d'inégalité entre les acteurs des différents champs. Ce qui suppose les rapports de force et de domination entre les champs.

Le cadre de cette recherche amène à voir les contestations politiques dans le prisme de la lutte entre dominants (le pouvoir politique) et dominés (ceux qui s'opposent ou contestent le pouvoir de l'État). Le champ d'action ici étant les réseaux sociaux numériques. Les prises de position des acteurs sont déterminées par l'accumulation d'une forme de capital, liée aux stratégies déployées par les acteurs pour améliorer leur position dans le champ. Ces stratégies dépendent de

²⁷ Notamment : « la représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique » (1981), « Penser la politique », (1988).

²⁸ Pierre Bourdieu, « Quelques propriétés des champs », in *Questions de Sociologie*, Paris, Minit, 1984, p. 113.

²⁹ Marcos Ancelovici, « Esquisse d'une théorie de la contestation : Bourdieu et le modèle du processus politique », in *Sociologie et Sociétés*, 41(2), 2009, p. 39-61.

la perception de la configuration ou des rapports de force du champ³⁰ à partir de leur propre position dans ce champ. Cette recherche amène à interroger la désacralisation des symboles de l'État dans les contestations du pouvoir politique central. Ceci dans une perspective de profanation. Le recours aux symboles de l'État est perçu ici comme une stratégie de position des acteurs de contestation à l'égard du pouvoir central.

2. La théorie des opportunités politiques

La notion de structure des opportunités politiques ou encore « *political opportunity theory* » (Théorie des opportunités politiques)³¹ pour Olivier Fillieule et Lilian Mathieu, « *rend compte de l'environnement politique auquel sont confrontés les mouvements sociaux, et qui peut selon la conjoncture exercer une influence positive ou négative sur leur émergence et leur développement* »³².

Elle fut mise en avant pour la première fois dans l'ouvrage *The conditions of Protest Behaviour in American cities* »³³ dans lequel il associait conditions d'émergence d'une action et conjoncture politique dans les villes où il effectuait son étude (43 villes). Cette vision de la théorie des opportunités politiques sera reprise par plusieurs auteurs dont celui qui retiendra notre attention est Sydney Tarrow, dans les années 1990³⁴.

La vision des structures des opportunités politiques de Sydney Tarrow est régie par quatre (4) caractéristiques essentielles : les institutions politiques et leur degré d'ouverture et de fermeture ; la stabilité ou l'instabilité des alignements des cadres politiques ; la présence ou l'absence d'alliés influents au mouvement social considéré ; l'existence ou non au sein des élites de divisions. Il fait émerger dans ses travaux le concept de cycle d'action qu'il définit comme étant « *une vague croissante puis décroissante d'actions collectives étroitement liées et de réactions à celles-ci* »³⁵.

La théorie des opportunités politiques repose sur le fait que les actions collectives n'existent pas à l'état isolé, car le contexte politique pousse à l'action. Les tensions sociopolitiques autour de la crise anglophone et de la réélection du Président de la République ont favorisé la montée des revendications et des contestations contre le pouvoir politique central ; ce qui a poussé

³⁰ Pierre Bourdieu, L. Wacquant, *Réponses pour une anthropologie réflexive*, Paris, Seuil, 1992.

³¹ Issue de la traduction libre.

³² Olivier Fillieule, Lilian Mathieu, *Dictionnaires des mouvements sociaux*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politique, 2009.

³³ Peter Einsiger, "The conditions of protest behavior in American cities", in *American Political Science review*, vol.67, 1993.

³⁴ Sydney Tarrow, *Power in movements : collective action, social movements and politics*, 1994, p. 89--116.

³⁵ Ibid, p.95.

les acteurs contestataires à s'investir des réseaux sociaux numériques en tant qu'espace de communautarisation des révolutions insurrectionnelles.

L'intérêt porté à cette théorie face à la désacralisation par les symboles de l'État à l'ère des réseaux sociaux numériques, se fait en connaissance du contexte politique camerounais, contexte en crise qui favorise ainsi la croissance des mouvements contestataires insurrectionnelle à l'encontre du pouvoir politique central.

VIII. Méthodologie de la recherche

La collecte de données est un moment clé du processus de la recherche. C'est la phase qui intervient après celle de l'objectivation sociologique. Selon Madeleine Grawitz, toute recherche ou application de caractère scientifique en sciences sociales comme dans les sciences en général, doit comporter l'utilisation de procédés opératoires rigoureux, bien définis, transmissibles, susceptibles d'être appliqués à nouveau dans les mêmes conditions, adaptés aux genres de problèmes et de phénomènes en cause³⁶. Dans le cadre de cette étude, le recours à la recherche qualitative sera fait pour mieux cerner les différents aspects du phénomène étudié.

1. Population d'étude

Par population d'étude, on entend l'ensemble des acteurs clés, des différentes personnes qui serviront d'enquêtes dans la présente étude. Ceci étant, les entretiens se sont faits avec des acteurs sociaux et politiques précis, qui s'illustrent dans les champs de la communication et de la participation politique au Cameroun, et ayant en particulier, une connaissance poussée des révolutions contestataires sur l'espace public du Cameroun.

Pour ce faire, il a été question d'entretenir des adhérents de différentes formations politiques, des analystes politiques ou chercheurs, et de la société civile, sur la thématique qui est la nôtre. Le choix de ce type d'informateurs va de soi, à la lumière des préoccupations qui sont les nôtres. En effet, le but étant ici de mieux saisir les enjeux de la contestation politique axée sur la désacralisation des symboles de l'État à l'ère des réseaux sociaux numériques au Cameroun.

2. Technique de collecte

La technique de collecte des données est un « *processus de recueil d'information sur des variables définies. Elle permet de vérifier la pertinence des hypothèses de recherche et l'évaluation des résultats obtenus dans le but de mieux cerner l'objet de la recherche* »³⁷.

Les approches qualitatives se sont développées avec une grande diversité de techniques de collecte de données. Dans le cadre de cette recherche, pour entrer en possession des données nous

³⁶ Madeleine Grawitz, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 1972, 11^{ème} édition.

³⁷ Confer cours du Pr. Honoré Mimche, Les techniques de collecte de donnée.

avons fait au préalable une observation documentaire, l'observation indirecte et des entretiens semi-structurés.

2.1.L'observation documentaire

L'observation documentaire ou encore l'enquête documentaire est une observation qui « *s'effectue à travers un élément médiateur constitué par les documents* »³⁸. Autrement dit, dans l'observation directe il n'y a pas de contact direct avec ou immédiat entre l'observateur et la réalité. L'élément principal dans l'observation indirecte est le document. Le document désigne « *toute trace en rapport avec l'activité des hommes vivant en société* »³⁹, mais aussi qui « *constitue indirectement une source d'information sur les phénomènes sociaux* ». Il existe plusieurs catégories de documents dont ceux qui retiendront notre attention sont les suivants : les documents directs écrits qui constituent la trace directe d'un phénomène social, on dénombre dans cette catégorie : les articles de presse, les documents non officiels, les instruments de recherche bibliographique (bibliographie et fichiers manuels).

Avec le développement des nouvelles technologies, la documentation traverse la barrière de l'écriture, ce qui introduit la deuxième catégorie de document utilisé dans cette étude : le document iconographique moderne. Le document iconographique moderne est l'ensemble des images qui résultent du « *recours à la photographie au cinéma, aux procédés d'enregistrement vidéo* ». À l'exemple des supports vidéo recueillis sur les plateformes virtuelles telles que Facebook, YouTube, et Twitter montrant des actes de banalisation des symboles de l'État. Cette ribambelle documentaire issue des nouvelles technologies a été d'une importance capitale dans la construction de notre objet. Cette documentation a été obtenue à partir de la fouille du web et des réseaux sociaux numériques.

2.1.L'entretien semi-structuré

Dans cette recherche nous avons eu recours à l'entretien semi-structuré, technique assez utilisée dans la recherche qualitative. Elle a pour objectif d'obtenir les points de vue, les réflexions et les observations de personnes qui ont une connaissance particulière, un statut particulier et qui disposent d'informations auxquelles l'on ne peut avoir accès par d'autres moyens. L'entretien semi-structuré selon Madeleine Grawitz est un « *procédé d'investigation scientifique utilisant un processus de communication verbale pour recueillir des informations en relation avec le but fixé* »⁴⁰. Il s'agit d'un type particulier de technique de recherche qui consiste pour le chercheur

³⁸ Jean Louis Loubet Del Bayle, *Initiation aux méthodes des sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 184--187,

³⁹ Op. Cit.

⁴⁰ Madeleine Grawitz, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 1972, 11^{ème} édition.

d'obtenir de l'enquêter des informations à travers une discussion formelle. L'entretien semi-structuré est aussi, une conversation réglée à travers un guide d'entretien dans le but de rassembler le maximum d'informations sur différents points de conversation, avec pour objectif d'obtenir les points de vue et observations des différents acteurs clés.

Le Guide d'entretien de notre recherche établi à partir de plusieurs thématiques justifie le choix de l'entretien semi-structuré comme arguments fondateurs de notre collecte de données. Le guide d'entretien a été administré à trois catégories principales d'informateurs : les adhérents de différents partis d'opposition en l'occurrence le Mouvement de la Renaissance du Cameroun (01), L'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (01), de militants du parti au pouvoir en l'occurrence le Rassemblement Démocratique Du Peuple Camerounais (02) et (04) analystes politiques ou chercheurs, des conseillers éducatifs (03), des agents maintien de la sécurité (01), de consultants (01).

3. Mode d'analyse et de traitement des données

Il est question ici d'analyser les données recueillies lors de la collecte des données sur le terrain, afin d'en interpréter les résultats. C'est une étape essentielle dans la recherche de terrain. Dans le cadre de cette étude, plusieurs données seront traitées par l'analyse de contenu.

3.1.L'analyse de contenu

Pour Madeleine Grawitz, l'analyse de contenu est une « *technique de recherche pour la description objective, systématique et quantitative de contenu manifeste de communication ayant pour but de les interpréter*. Selon Loubet Del Bayle⁴¹, on peut distinguer deux types d'analyse du contenu : *l'analyse de contenu classique* et *l'analyse de contenu moderne* à base quantitative. L'analyse classique est celle qui nous intéresse, elle se donne pour soucis de rechercher la signification du document, qu'elle soit évidente ou implicite, à partir de l'agencement logique du document, après une analyse raisonnée. Elle a permis ainsi de déceler la finesse et la profondeur des données acquises dans la documentation. Ainsi, les données recueillies par le biais des entretiens, de l'observation documentaire, ont été, après le découpage des contenus regroupés en plusieurs thématiques qui suivent : les symboles et leurs usages dans les logiques de contestation, la finalité du recours aux symboles de l'État pour s'opposer au pouvoir central et les résultantes des actions autour de la banalisation des symboles de l'État sur la stabilité sociopolitique.

Loin d'être limitées, ces thématiques donnent lieu à de nombreuses sous-thématiques qui seront développées dans la suite de ce travail.

⁴¹ Jean Louis Loubet Del Bayle, op. Cit.

IX. Structuration du travail

Notre travail se structure en deux parties de quatre chapitres : la première partie de ce travail porte sur État, symboles et réseaux sociaux numériques et s'étale sur deux chapitres. Le premier s'intitule : Symboles étatiques et environnement sociopolitiques à l'ère des réseaux sociaux numériques au Cameroun. Il consiste en un état des lieux sur le concept de symbole de l'État, sa portée socioculturelle et politique et en un inventaire des objets et personnes les plus utilisés à l'ère des réseaux sociaux numériques en passant par environnement sociopolitique conflictuel du Cameroun. Le deuxième chapitre quant à lui s'intitule : Réseaux sociaux numériques : d'un espace de contestation à un espace de désacralisation des symboles étatiques. L'objectif dans ce chapitre est d'analyser la mutation de l'espace public que constitue les réseaux sociaux numériques, d'espace de partage et de communication en espace de contestation de type insurrectionnel et à montrer les différents usages des symboles de l'État dans les logiques contestataires sur la toile camerounaise.

La deuxième partie s'intitule Contestation politique, désacralisation des symboles et répercussions sur le processus de démocratisation de la communication politique au Cameroun. Le premier chapitre de cette partie est formulé comme suit : perceptions, positions des acteurs politiques et implications au Cameroun. Ce chapitre a pour but de peser l'impact qu'ont eu les contestations sociopolitiques virtuelles autour des symboles de l'État, sur la position politique de l'opposition au Cameroun. Ici, l'intervention des acteurs clés sera vivement sollicitée. Le deuxième et dernier chapitre de ce travail de recherche s'intitule : Réseaux sociaux numériques et processus de démocratisation au Cameroun. L'objectif ici est de présenter les différentes conséquences de l'utilisation des réseaux sociaux numériques dans les contestations du pouvoir central, sur les dynamiques sociopolitiques du Cameroun.

**PREMIÈRE PARTIE : ETAT, SYMBOLES ET RESEAUX SOCIAUX
NUMERIQUES**

Cette partie porte sur deux chapitres. Le premier intitulé : Symboles étatiques et enjeux sociopolitiques à l'ère des réseaux sociaux numériques au Cameroun discute du statut des symboles étatiques, les préférences en ce qui concerne les symboles les plus utilisés sur l'espace virtuel et les représentations sociale, culturelle et politique de ces derniers au Cameroun. L'objectif étant d'analyser les enjeux sociopolitiques de la banalisation des symboles de l'Etat dans les réseaux sociaux numériques. Le deuxième chapitre intitulé : réseaux sociaux numériques d'un espace de communication à un espace de désacralisation rend compte de l'évolution de la sphère médiatique avec l'avènement des plateformes numériques, de la mutation des réseaux sociaux numériques en espace de contestation, du recours aux symboles étatiques dans les contestations politiques. L'objectif ici est d'analyser les logiques derrière la contestation par la désacralisation des symboles de l'État d'une part, d'autre part ressortir l'impact des réseaux sociaux numériques en tant qu'espace de discussion en transit entre communication et désacralisation.

CHAPITRE 1 : SYMBOLES ÉTATIQUES ET ENVIRONNEMENT SOCIOPOLITIQUE À L'ÈRE DES RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES AU CAMEROUN

L'État est défini comme étant « *une collectivité humaine géographiquement localisée et politiquement organisée ayant pour support sociologique une nation* »⁴². La nation quant à elle, est un groupement humain dans lequel les individus se sentent unis les uns aux autres par des liens à la fois matériels et spirituels et se conçoivent comme différents des individus qui composent les autres groupements nationaux⁴³. La nation en tant qu'ensemble participant à l'unicité au sein de son territoire, met en place des liens matériels et immatériels en la personne des symboles pour pérenniser les liens développés entre les différents individus qui peuplent son territoire. Elle garantit la mémoire collective nationale à travers les symboles qu'elle met en place et garantit la promotion de son idéal national ou républicain à travers l'ensemble des institutions qui participent au pouvoir de décision au sein de son territoire.

À l'ère d'Internet et du numérique, en particulier des réseaux sociaux numériques comme Facebook, Twitter et YouTube, ceci avec la participation du climat politique conflictuel observé au Cameroun de nombreux comportements voient le jour allant aux pôles contraires du principe intégrateur des symboles étatiques prônés par ledit État. Le présent chapitre se donne pour objectif de présenter le statut des symboles étatiques au Cameroun, de présenter les symboles les plus utilisés sur la toile camerounaise, de donner les représentations socioculturelles et politiques des symboles de l'État et enfin de présenter l'environnement politique qui concourt à la contestation politique par l'attaque des symboles de l'État à l'ère des réseaux sociaux numériques au Cameroun.

I. LE STATUT DES SYMBOLES ÉTATIQUES AU CAMEROUN

Avant toute chose, que représentent les symboles étatiques ? Pour Rosenthal, les symboles de l'État s'assimilent aux symboles nationaux⁴⁴. Point de vue que nous n'infirmos pas, mais auquel nous rajoutons le fait que les symboles étatiques sont des symboles sociaux, au sens d'Emile Durkheim et de Marcel Mauss, qui « *donne sens à des statuts et rôles joués dans un cérémonial* »⁴⁵. Ils traduisent ainsi « *l'adhésion d'une communauté à des valeurs qui la spécifient* »⁴⁶. Les symboles étatiques au Cameroun représentent donc ici l'idéal du vivre ensemble

⁴² El Hadj Mbodj, *Cours de droit constitutionnel*, Université catholique d'Afrique de l'Ouest, Faculté de Bamako.

⁴³ Op. Cit.

⁴⁴ D. Lowenthal, « European and English Landscape as National Symbols », in *Geography and National Identity*, Cambridge, 1994.

⁴⁵ Raymon Boudon, Philippe Besnatd et al., *Dictionnaire de la sociologie*, Larousse-Bordas, 1997, p.222.

⁴⁶ Op. Cit.

camerounais et sont présents dans le processus de construction de cet idéal dans les consciences collectives. Quel est le statut des symboles étatiques au Cameroun ? L'acuité de cette interrogation fera l'objet de ce segment sous trois angles particuliers : le plan historique, le plan institutionnel et le plan juridique.

1. Sur le plan historique

Lorsque nous parlons de la dimension historique d'un symbole, cela renvoie à trois éléments principaux : la dimension figurative, la dimension mémorielle et la dimension collective ou totale dudit élément.

1.1.La dimension figurative :

Elle renvoie à la matérialisation des symboles, à ce qui rend le symbole réel. Pour mieux argumenter cette dimension, appuyons-nous sur l'étymologie de la notion de symbole. Étymologiquement, la notion *symbole* vient de la langue grecque et du mot *sumbulon*, lui-même dérivé du verbe *sumballein*, qui signifie « joindre ». Il définit un objet partagé en deux dont la possession des deux parties sont remises à deux individus différents, ce qui leur permettant ultérieurement de se joindre et de se reconnaître. Le symbole dans ce sens renvoie à un objet physique visible, ayant un système de compréhension dépassant le seul fait de l'objet physique, dans la manière dont il rassemble les parties et implique leur appartenance commune à un même élément.

Le symbole est un objet physique, et en tant qu'objet physique, il fait appel à des éléments d'identification de nature iconographiques. Autrement dit, il fait appel à des icônes, figures, portant le même sens que le sentiment qu'il veut véhiculer. Exemple pris de la balance qui est perçue comme symbole de la justice.

Figure 1: Sceau de l'indépendance



Source : Magasine officiel Minjustice⁴⁷

La Balance comme signe de justice représente l'équité, elle fait référence à l'idée d'équilibre et de mesure : elle rappelle tant l'objectif de la justice (la conciliation et l'apaisement des intérêts en conflit) que le moyen d'y parvenir (départager chacun en pesant le pour et le contre)⁴⁸.

1.2.La dimension mémorielle :

Elle renvoie à la faculté des symboles à conserver les souvenirs des individus. Ici, le symbole est la représentation physique d'un événement marquant ou d'un passage marquant dans l'histoire d'un pays. C'est le cas des monuments historiques qui marquent dans les mémoires, l'histoire du pays dans lequel ils sont institués. La dimension mémorielle assure la reconnaissance par la nation de l'intérêt patrimonial d'un bien, forgeant ainsi une identité culturelle au sein du groupe. Jean Daniel dira que le symbole participe à la « *socialisation de l'État* »⁴⁹ dans les consciences communes.

La dimension mémorielle des symboles au Cameroun est portée par les monuments et les sites historiques, car en effet, les monuments et les sites représentent l'âme d'un peuple, sa mémoire et ses repères historiques. À l'instar du monument de la réunification au Cameroun.

⁴⁷ Magazine d'information générales du ministère de la Justice, Février 2022, n°18, p. 65.

⁴⁸ <https://www.vie-publique.fr/fiches/38050-justice-que-representent-le-glaive-et-la-balance>

⁴⁹ Entretien avec Jean Daniel, le 18 mai 2023 à Yaoundé.

Figure 2: Monument de la Réunification



Source : Site officiel Crtv⁵⁰

Construit entre 1973 et 1976, le Monument de la Réunification est un symbole représentant le Cameroun en tant qu'État dans toute sa diversité et sa complexité, il est aussi le symbole de l'attachement des Camerounais à leur patrie. Il renvoie à un sentiment d'unité par la famille, de la nouvelle à l'ancienne génération.

1.3.La dimension collective ou totale :

Le symbole crée des liens entre les individus d'un même groupe. Cette dimension est une conséquence directe des deux premières dimensions. Le symbole représente l'identité collective, le lien social. C'est le cas du drapeau au Cameroun qui représente la trajectoire historique collective de l'État du Cameroun.

⁵⁰ <https://www.crtv.cm/2022/04/monuments-historiques-preserver-la-memoire-collective/#:~:text=C'est%20un%20appel%20%C3%A0,m%C3%A9moire%20et%20ses%20rep%C3%A8res%20historiques> consulté le 09 juillet 2023

Figure 3: Drapeau du Cameroun



Source : Site officiel Crtv⁵¹

Le drapeau « vert-rouge-jaune » : dont les trois bandes sont verticales et d'égales dimensions. Il est frappé d'une étoile d'or au centre de la bande rouge. Le vert représente l'espérance et symbolise la riche végétation du pays. Le rouge symbolise le sang versé pendant le combat pour l'indépendance, et constitue le symbole de la souveraineté. L'étoile d'or représente l'unification en un État un, indivisible et unique. Le jaune représente le soleil et le sol de la savane du nord. Il a été adopté le 21 mai 1975.

En somme, le symbole est une analogie qui renvoie à l'invisible de la relation, pour la rendre visible, au sens de la figure de style. C'est le passage de l'immatériel au matériel. C'est une façon de signifier tout ce qui crée des liens entre des idées, pour faire valoir leur ressemblance.

2. Sur le plan institutionnel

Le Cameroun est un pays avec un grand héritage symbolique et ceci depuis la période coloniale. Il a hérité de cette période coloniale des personnes, des sites, des moments et monuments dans son histoire chargée de sens dans les représentations collectives. Qui de mieux placé pour véhiculer la culture symbolique d'une nation que ses institutions ? Il est question d'en présenter quelques-unes ainsi que les acteurs institutionnels qui prônent la pérennisation des symboles étatiques au Cameroun.

2.1. Les institutions

Plusieurs institutions sont en charge du maintien du patrimoine symbolique du Cameroun, nous ne traiterons que des plus importantes dans la suite de ce segment.

- La Constitution du Cameroun⁵² : elle dénombre dans ses textes de loi plusieurs symboles

⁵¹ <https://www.crtv.cm/wp-content/uploads/2019/05/Drapeau.png>

⁵² Loi n°96/06 du 18 Janvier 1996, portant révision de la Constitution du 02 Juin 1972, modifiée et complétée par la

étatiques à savoir : la devise, « Paix-Travail-patrie »⁵³, il s'agit d'un idéal, une représentation idéologique que l'État du Cameroun inculque à ses citoyens à travers la devise.

« *Tous les citoyens contribuent à la défense de La Patrie* »⁵⁴. Autrement dit, la préservation de l'intégrité de la nation est commune à tous les citoyens. « *Tout homme a le droit et le devoir de travailler* »⁵⁵, le sens attribué aux citoyens est d'être utile à la patrie, l'idéologie du travail est donc inhérente au statut de chaque Camerounais. « *Fière de sa diversité [...], mais profondément conscient de la nécessité de faire son unicité, proclame (la constitution du Cameroun) solennellement qu'il constitue une seule et même nation [...] sur la base de l'idéal de la fraternité, de justice et de progrès* »⁵⁶.

Le message est celui d'identité sociale et d'appartenance à un environnement commun, il est aussi celui d'acceptation des valeurs communes représentatives de l'État du Cameroun.

- La Présidence de la République : elle comprend la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux⁵⁷. Elle est l'institution qui régit le fonctionnement des autres institutions.

- Le Ministère de la Justice : il a été créé par le décret n°2005/122 du 15 avril 2005, portant organisation du Ministère de la Justice. Il est chargé de la « *conservation et l'apposition des sceaux de la République du Cameroun* »⁵⁸.

- Le Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique, il est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en ce qui concerne la jeunesse, l'éducation civique, mais surtout la promotion de l'intégration nationale de la jeunesse, la promotion de l'intégration nationale en générale, l'insertion professionnelle des jeunes, le suivi des activités et mouvements des jeunes.

En ce qui concerne la protection et la valorisation des symboles étatiques du Cameroun, le MINJEC a entrepris plusieurs actions dans le but de revaloriser les symboles de l'État tel que : La Campagne de revalorisation des symboles et emblèmes nationaux, tenue le mercredi 17 avril 2019 à Yaoundé VI⁵⁹, avec pour objectif de renforcer les aptitudes des populations en général et des

loi n° 2008/01 du 14 Avril 2008.

⁵³ Titre Premier, Article 1^{er}, Alinéa (4), « De l'État et de la Souveraineté », *Constitution du Cameroun*, Loi n°96/06 du 18 Janvier 1996, portant révision de la Constitution du 02 Juin 1972, modifiée et complétée par la loi n° 2008/01 du 14 Avril 2008, p.4.

⁵⁴ Préambule, *Constitution du Cameroun*, Loi n°96/06 du 18 Janvier 1996, portant révision de la Constitution du 02 Juin 1972, modifiée et complétée par la loi n° 2008/01 du 14 Avril 2008, p.2.

⁵⁵ Op.cit.

⁵⁶ Préambule, op.cit.

⁵⁷ Décret N°2011/412 du 09 décembre 2011 portant réorganisation de la Présidence de la République.

⁵⁸ Décret N°2012/389 du 18 septembre 2012, portant organisation du Ministère de la Justice.

⁵⁹ <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/25304/fr.html/symboles-emblemes-nationaux-le-minjec-lance-une-campagne-de-revalorisation>

jeunes en particulier aux valeurs de civisme, patriotisme, de respect des emblèmes nationaux et des institutions républicaines, entre autres.

- Le Ministère des Arts et de la Culture : il est l'institution qui régit la politique culturelle et qui assure la valorisation du patrimoine culturel dans l'ensemble du territoire camerounais. Il assume plusieurs fonctions dont celle de la valorisation des sites et monuments historiques, de la protection et la conservation du patrimoine culturel. Il a été créé un détachement en la qualité de direction du patrimoine et plus précisément le service des sites, monuments, etc. Néanmoins, ce détachement ne nous renseigne pas à suffisance sur le concept que nous appelons symboles étatiques ou encore symbole de l'État.

Aussi, la création de l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement, en 2010⁶⁰, avec pour missions principales : la mobilisation des énergies pour le développement économique, social et culturel du pays et la promotion du sentiment national et de la dignité du travail, de l'esprit civique et de la culture de la paix, a participé à la valorisation des idéaux culturels de l'État du Cameroun.

2.2. Les Acteurs institutionnels

Ici on note les autorités administratives en fonction comme les ministres, gouverneurs, ambassadeurs, etc.

- Le Président de la République, son Excellence M. Paul Biya : il est l'un des symboles personnifiés de l'État du Cameroun en plus d'être l'institution régalienne des symboles étatiques. Il est garant de « *l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, de la permanence et de la continuité de l'État* »⁶¹. Le Président de la République représente l'État dans les actes de la vie publique en général.

- Le Premier Ministre et le Gouvernement : le Premier Ministre est le chef du Gouvernement, dont il dirige l'action. La Constitution le charge de l'exécution des lois⁶². Il exerce le pouvoir réglementaire, nomme aux emplois civils sous réserve des prérogatives reconnues au Président de la République dans ses domaines⁶³.

- Le Gouvernement met en œuvre la politique de la Nation telle que définie par le Président de la République. Il est responsable devant l'Assemblée Nationale.

- L'ambassadeur : Il est celui qui dirige et coordonne tous les services administratifs et leur

⁶⁰ Décret N°2018/630 du 26 octobre 2018, portant réorganisation de l'agence du service civique national de participation au développement.

⁶¹ *Constitution du Cameroun*, Titre II, Chapitre I, Article 5.

⁶² *pre.cm* consulté le 13 Avril 2023.

⁶³ Voir Article 12 de la Constitution du Cameroun

personnel, il protège les intérêts de son pays dans le pays où il est assigné. Il est le représentant de l'État auprès d'un autre ; ou auprès d'une organisation internationale. Il exerce son pouvoir au nom du gouvernement.

Les symboles de l'État sont en bref, des représentations de l'idéologie en vigueur au Cameroun. Cette idéologie est celle d'un État souverain, indépendant, et garant des droits de l'Homme édictés dans la Charte des Nations Unies. Ces symboles sont de ce fait sacrés, ainsi, il favorise l'intériorisation des valeurs et normes du Cameroun.

3. Sur le plan juridique

Les symboles de l'État résument les valeurs fondamentales défendues dans un État, ils marquent l'inscription de l'État. Ces symboles doivent par conséquent faire l'objet d'un respect scrupuleux, de la part de tous les citoyens et surtout de la part de ceux qui incarnent. Mathias Eric dira à cet effet que : « *le symbole étatique véhicule le sens que l'État se donne [...], ils appellent à un comportement de respect vis-à-vis de lui* »⁶⁴. On parle souvent de la sacralité de la symbolique républicaine. Dans l'optique de maintenir les valeurs véhiculées par les symboles étatiques, l'État du Cameroun à travers le gouvernement a mis en place plusieurs mécanismes de prévention à l'utilisation des symboles étatiques. Entre autres nous avons : l'Arrêté n° 005/CAB/PM du 10 janvier 2007 portant création d'un comité interministériel sur la normalisation et l'harmonisation des symboles officiels de l'Etat, chargé « *d'étudier les spécifications techniques ainsi que les usages liés à la conception et à l'utilisation des marques d'identification de l'état* »⁶⁵, un système de sanction lié à l'utilisation faite des symboles étatiques valables dans l'entièreté du territoire. Ce système de sanction intervient dans l'optique de créer dans l'ensemble des pensées communes : un sentiment de patriotisme profond qui permettra de construire de manière efficace le sentiment d'appartenance à une seule nation « *une et indivisible* »⁶⁶.

Dans cette perspective est proscrite toute action allant vers la désacralisation des symboles de l'État. Pour le marquer dans les consciences collectives, plusieurs tentatives de sensibilisations sur l'usage des symboles étatiques ont été entreprises au Cameroun, nous pouvons citer entre autres : le Colloque international sur l'Éducation Civique et l'Intégration Nationale, tenu au Palais des Congrès du 8 au 10 Juillet 2013, avec de nombreux objectifs, dont celui « *d'amener les Camerounais à affiner la culture du respect, en tout temps, en tous lieux et en toutes circonstances,*

⁶⁴ Entretien du 16 mai 2023 avec Mathias Eric, Yaoundé 1.

⁶⁵ <https://www.spm.gov.cm/site/?q=en/node/259>

⁶⁶ « Un État unitaire décentralisé. Elle est une et indivisible, laïque, démocratique et sociale ». (Article 1er), <https://www.prc.cm/fr/lecameroun/organisationetat#:~:text=La%20devise%20de%20la%20R%C3%A9publique,%3A%20Paix%2D%20Travail%2DPatrie,consulté le 06 avril 2023.>

des emblèmes nationaux et des symboles de la République, tout autant que les lois, les règlements et la chose publique ».

Pour marquer les opinions, ou encore procéder aux revendications, les différents acteurs s'en prennent aux symboles de l'État dont les plus violents ont été ceux perpétrés par la milice des « Amba Boys », nom choisi par les sécessionnistes de la « crise anglophone ». Leurs actions principales après le 1er octobre 2017, n'ont été qu'une longue liste de situations de bras de fer avec les militaires, mais plus généralement, les agents de l'État⁶⁷. Nous y découvrons entre autres : des attaques des postes de gendarmerie, destruction d'écoles, destruction de bâtiment publique, destructions de drapeau, etc.

Dans le même sillage nous enregistrons aussi les actions faites par le groupe de revendication nommé Brigade Anti Sardinard en abrégé B.A.S. constitué majoritairement de Camerounais de la diaspora, qui après les élections présidentielles d'octobre 2018 se sont fait connaître, et ce particulièrement sur la toile à partir de leurs actes de vandalisme des ambassades du Cameroun outre frontière et des discours particulièrement violent à l'encontre des membres du Gouvernement.

La Constitution du Cameroun et l'action du Gouvernement sur le respect de l'usage fait des symboles étatiques à un écho dichotomique auprès de la population. Certains leur donnent le respect qu'ils méritent, d'autres non, comme le témoignent les faits dénommés plus haut. Ce qui doit motiver davantage le Gouvernement sur la sensibilisation à l'utilisation des symboles étatiques.

Ces différents actes à l'encontre des symboles étatiques sont certes perpétrés sur des espaces physiques, mais ont eu plus d'impact et de visibilité à travers les réseaux sociaux, qui sont le moyen le plus prisé dans la diffusion de ces actes, au regard des multiples avantages qu'ils recèlent. Les lignes qui suivent feront état des symboles les plus utilisés sur la toile en général au Cameroun.

II. LES SYMBOLES PRÉFÉRÉS SUR L'ESPACE VIRTUEL AU CAMEROUN

Les réseaux sociaux numériques ou l'espace virtuel ont une place importante dans notre société actuelle et dans nos relations avec les autres. Ils jouent un rôle non négligeable en matière de sociabilité, entendue comme « *l'aptitude générale d'une population à vivre intensément les*

⁶⁷ Nous nous pencherons sur ces différents actes de manière plus globale dans le chapitre 2 de ce travail.

relations publiques »⁶⁸. Ils participent donc à relier les individus entre eux par un lien interpersonnel et/ou de groupe⁶⁹.

Dans l'ensemble des comportements que peuvent acquérir les individus sur l'espace virtuel, on note celui de l'appropriation des symboles de l'État, ou encore des éléments représentatifs de l'État du Cameroun ; ceci surtout lorsqu'il s'agit de s'attribuer des noms d'utilisateurs sur les réseaux sociaux. Cette représentation des symboles au Cameroun passe par les attributs tels que : « 237, Mboa, Camer, etc. ». Les lignes qui suivent font état des symboles préférés sur l'espace virtuel de Facebook, Twitter et YouTube.

1. Le « 237 » ou code indicatif du Cameroun

Sur de nombreuses pages ou sites internet, l'on peut observer la présence de l'indicatif « 237 » comme suffixe de nom. En d'autres termes, il apparaît généralement dans le processus d'appellation sur la toile camerounaise. Quelle est l'origine de ce nombre ? Et quelle en est sa véritable portée sociale ?

237 est un identifiant attribué au Cameroun comme son indicatif téléphonique à travers le monde. Socialement, il est le numéro par lequel on reconnaît un événement, une personne, un objet appartenant au Cameroun. C'est dans cette logique que plusieurs internautes se sont approprié ce numéro sur les réseaux sociaux numériques pour signifier que le contenu de leur publication sera essentiellement issu de la société camerounaise. L'identifiant 237 marque l'identité collective des Camerounais. L'identité collective entendue comme « *l'aptitude d'une collectivité à se reconnaître comme groupe* »⁷⁰. De ce fait, cet identifiant implique un effet de cohésion, qui passe outre les différences ethniques à l'intérieur du territoire et implique la construction d'une certaine autonomie collective à l'extérieur du territoire.

Lorsque l'on tape sur la barre de recherche des sites comme Facebook, Twitter ou encore YouTube, on se rend compte de la quantité importante de pages portant le numéro 237. Le contenu de ces pages étant pour la plupart des comptes où les acteurs publient les faits divers, ou encore font des comptes-rendus des différents plateaux de débats ou des chaînes de « Kongossa » ou « Gossip⁷¹ » sur les dernières actualités du pays.

Socialement, le nombre « 237 » joue le même rôle qu'un symbole classique de l'État du Cameroun, en raison de la signification qu'il possède. En effet, le « 237 » implique directement

⁶⁸ M. Agulhon, in Raymon Boudon, Philippe Besnard et al., *Dictionnaire de la Sociologie*, 1997, op.cit., p.207.

⁶⁹ <http://socialonline.over-blog.com/le-role-des-reseaux-sociaux-dans-la-sociabilite.html>

⁷⁰ Raymon Boudon, Philippe Besnard et al., *Dictionnaire de la sociologie*, op.cit., p.116.

⁷¹ Traduction libre : Commérage

l'appartenance au Cameroun, aux idéaux camerounais et par-dessus tout l'appartenance à la Nation qu'est le Cameroun. D'où son utilisation poussée par les internautes camerounais. Il est un facteur d'intégration sociale, qui entre en totale collaboration avec les valeurs prônées par l'État.

2. Le diminutif « Camer » ou « Kamer »

Dans le même sillage que « 237 », le diminutif « Camer » qui vient du nom « Cameroun », ou « Kamer » qui lui vient de « Kamerun », est aussi utilisé pour désigner une page, un site ou des personnes ayant un rapport de proximité avec le Cameroun. Il tient son origine du langage populaire appelé « Camfranglais » ou encore le « Francanglais », qui est, comme son nom l'indique, un amalgame du Français, de l'Anglais et des langues locales camerounaises. Il a été popularisé à la fin des années 90 en raison d'un manque de langue commune aux jeunes camerounais de cette époque. Il reste largement parlé dans les régions francophones du pays puisqu'il s'agit là d'un pidgin francophone. Dans ce langage courant, il désigne une personne originaire du Cameroun. Il est beaucoup plus utilisé par les chanteurs qui font du slam ou rappeur en signifiant camerounais ou encore Cameroun.

Il est utilisé dans sa variante « Kamer » pour désigner le Kamerun, Cameroun sous tutelle allemande. La différence entre les deux diminutifs saute aux yeux. Alors que « Kamer » représente beaucoup plus les attributs historiques du Cameroun, « Camer » quant à lui est beaucoup plus utilisé dans l'optique du Cameroun du Renouveau, de la modernité.

Ils assurent néanmoins la même portée sociale que le « 237 » en tant que symbole représentatif de l'identité commune chez les Camerounais. C'est en ceci que l'on entend des paroles de la part de la population tels qu'« *on est tous des « Camer » on doit s'entraider* », ou encore, comme exclamation « *ah, c'est le « Camer »* ».

L'expression « Camer » ou « Kamer » désignant le pays le Cameroun est souvent substitué par l'expression « Mboa » qui tient son origine de la langue Duala au Littoral du pays qui veut dire « *Chez soi* » ; « *à la maison* » ; « *chez les miens* ». La signification à elle seule montre à suffisance la portée symbolique que renferme l'expression. Au même sens que le « 237 » plus haut, il évoque le rassemblement, l'identité collective, l'appartenance à une société particulière.

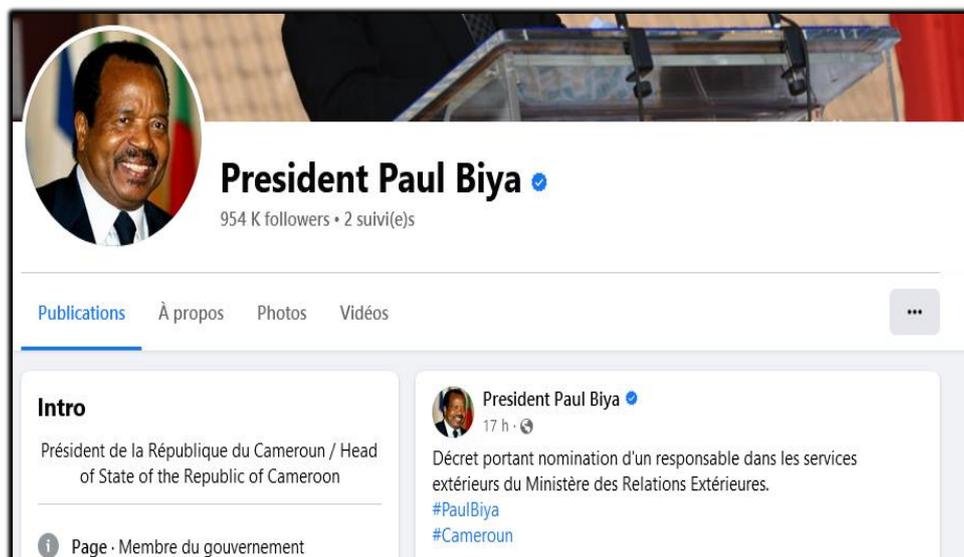
3. La personne du Président

Dans la catégorie des symboles physiques au Cameroun, la figure du président de la République fait partie des symboles étatiques les plus utilisés sur les réseaux sociaux, en particulier YouTube. Comme on peut le lire sur la biographie sur le site prc.cm, son Excellence Paul Biya est née le 13 février 1933, et est le deuxième Chef de l'État au Cameroun. Il est le symbole par

excellence sur le réseau social YouTube ; il fait partie intégrante de la vie politique du Cameroun sur YouTube. En effet, plusieurs vidéos portent à l'intérieur de leur nom le nom du président de la République du Cameroun, qu'il s'agisse de faire une sorte de « compte rendu » critique de son accession au pouvoir, ou encore des vidéos sur lui en tant que personne morale.

Aussi sur les réseaux sociaux numériques, nous observons des variantes issues du nom du président tel que : Paupol, Pa' Paul, etc. Sur Facebook et Twitter, le président est connu sous le nom de « *Président Paul Biya* »⁷². La figure du Président de la République représente une figure de réussite et de pouvoir aux yeux de la nation entière. Il est le garant de l'unité nationale. Au Cameroun, les attributs constitutionnels du Président de la République font de lui le symbole étatique le plus influent dans toute l'étendue du territoire et même outre frontière.

Figure 4 : Page Facebook officielle du président de la République du Cameroun



Source : Page Facebook Officielle du Président⁷³

Page officielle du Président de la République du Cameroun, on peut voir sur la photo qu'il compte à ce jour 954.000 followers dont la majorité est des Camerounais. Il est la 3^e personnalité la plus suivie au Cameroun, sur Facebook⁷⁴ en 2017. En 2022, le président de la République est la personnalité la plus suivie au Cameroun, sur le réseau social Twitter, et le 2^e sur Facebook, se faisant devancer par la star de Football, président de la Fécafoot, Samuel Eto'O⁷⁵.

⁷² La figure 4 à la page suivante illustre l'apparence de ses différentes pages sur les réseaux sociaux numériques entre autres Facebook, Twitter, etc.

⁷³ https://www.facebook.com/PaulBiya.PageOfficielle/?locale=fr_FR

⁷⁴ <http://lesmarchesdelodie.com/fr/2017/11/30/liste-facebook-twitter-cameroun-2017/>

⁷⁵ <https://www.stopblablacam.com/politique/0403-8378-reseaux-sociaux-paul-biya-et-samuel-eto-o-personnalites-camerounaises-les-plus-influentes-sur-twitter-et-facebook>

En accord avec l'Article 5 de la Constitution du Cameroun par exemple (1) Le Président de la République est le Chef de l'État. (2) Élu de la Nation tout entière, il incarne l'Unité nationale ; il définit la politique de la Nation ; il veille au respect de la Constitution ; il assure par son arbitrage, le fonctionnement régulier des Pouvoirs publics. Il est le Garant de l'Indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, de la permanence et de la continuité de l'État du respect des traités et accords internationaux. Juste ces deux alinéas confirment avec suffisance l'apport astronomique qu'est la figure du Président de la République au Cameroun.

De même, le Chef de l'État est une personnalité distincte qui représente symboliquement la continuité et la légitimité de l'État, personnalité à laquelle diverses fonctions sont traditionnellement rattachées, à l'instar de la représentation extérieure, la promulgation des lois, la nomination aux hautes fonctions publiques. Le Président de la République est doté de pouvoirs spéciaux faisant de lui la personnalité la plus importante du pays. L'article 8 de la constitution le justifie en stipulant que :

Il exerce le droit de grâce après avis du Conseil Supérieur de la Magistrature. Il exerce le pouvoir réglementaire. Le Président de la République crée et organise les services publics de l'État. Il nomme aux emplois civils et militaires, il peut dissoudre l'Assemblée Nationale⁷⁶.

Le président représente le chef, le dirigeant d'une nation. En ce qui concerne le Cameroun, il est après les emblèmes nationaux, le symbole de reconnaissance et appartenance officiel au Cameroun. On se reconnaît camerounais, car nous avons et partageons tous le même chef de l'État. Il participe activement à l'identification et fait partie du patrimoine culturel et historique du Cameroun.

Dans les contestations politiques visant à désacraliser les symboles étatiques, le président intervient le plus souvent à travers son effigie (photo officielle dans les institutions) comme le démontre la figure ci-dessous, capture d'écran d'une vidéo où l'effigie du Président de la république est piétinée par les activistes.

⁷⁶ Voir Article 8 de la Constitution du Cameroun.

Figure 5: Effigie du Président piétiné



Source : Page YouTube⁷⁷

La figure ci-dessus représente l'effigie officielle du Président de la République du Cameroun à l'ambassade de France. Dans la vidéo originale de l'image, les activistes tiennent des propos injurieux à l'égard du chef de l'État et piétine sa photo en scandant qu'il n'est plus dans la légitimité de gouverner le Cameroun.

4. Le drapeau du Cameroun

Présenté plus haut⁷⁸, le drapeau du Cameroun fait partie des symboles les plus utilisés dans les actes de désacralisations. Il est le plus souvent mis en avant lors des manifestations publiques contre le pouvoir en place. Les activistes lui reprochent de ne pas représenter le Cameroun dans sa totalité, dans sa collectivité. Dans plusieurs vidéos nous notons qu'il est remplacé en faveurs de d'autres drapeaux que nous présenterons à la suite de ce paragraphe, ou encore complètement déchiré dans une action de rejet de sa légitimité.

⁷⁷ <https://youtu.be/N422aRTrod8>

⁷⁸ Figure 3, I.1.

Figure 6: Drapeau du Cameroun remplacé 1



Source : Page Kamer infos YouTube⁷⁹

Cette image est issue de la vidéo conférence d'un groupe d'activiste nommé B.A.S. à Cologne, l'élément principal qui attire l'attention ici est la présence d'un drapeau camerounais à deux étoiles au lieu d'une seule, ces deux étoiles frappées sur la bande verte au lieu de rouge. Ce drapeau est enfaite le drapeau de la République Fédérale du Cameroun de 1961 à 1972, puis de la République Unie du Cameroun de 1972 avant d'être changé en 1975. La raison principale de la présence de l'ancienne version du drapeau est selon ces activistes, qu'il est celui qui représente le mieux les deux parties du Cameroun (le Cameroun Français et celui anglais).

5. L'Hymne nationale

L'hymne nationale du Cameroun intervient aussi dans les actions de contestation du pouvoir en place au Cameroun. Faisant partie intégrante de la dimension mémorielle des symboles, l'hymne est désormais utilisé pour contester la légitimité des acteurs politique de l'État. Lors de la crise anglophone, il a circulé sur la toile une nouvelle hymne nationale accompagné du drapeau qui va avec. Les militants de la cause anglophone l'on intitulé « Freedom Land » (Pays Libre)⁸⁰.

⁷⁹ https://youtu.be/7jIK_eJYVI

⁸⁰ <https://youtu.be/qy43OiQKFPw>

6. Les autorités administratives en fonction

Une autorité administrative est un terme générique qui désigne un organisme ou une personne d'un organisme qui, au nom d'une personne morale et dans le cadre d'une fonction relevant du droit administratif, a le pouvoir de prendre des décisions unilatérales. Elle ne peut agir que dans les limites de ses compétences⁸¹. En étroite collaboration avec le Président, les autorités administratives en fonction ou encore les membres du gouvernement, font partie intégrante des symboles les plus utilisés par les Camerounais. Ils font partie des personnes dont les moindres faits et gestes sont tracés au peigne fin et directement discuté sur les réseaux sociaux numériques l'instar de Facebook.

Le ministre d'État, ministre de l'Enseignement supérieur, Pr Jacques Fame Ndong : il est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d'enseignement supérieur⁸².

Le ministre de la Santé Publique, M. Manaouda Malachie : il est nommé le 4 janvier 2019 et est mis au-devant de la scène à la venue de la Covid-19. Pendant cette période, il a été par son activité sur les réseaux sociaux numériques, en l'occurrence Twitter, l'une des « *figures de proue de la lutte contre le Covid-19* »⁸³.

Dans ses tweets, il faisait le dénombrement des cas de Covid enregistré dans l'étendue du territoire tout en mettant un accent sur les mesures barrières à observer dans la vie quotidienne. Il a su conquérir l'espace virtuel et l'image populaire à l'entame de cette crise par son dynamisme et le regain d'énergie qu'il apporte dans la gestion de la pandémie. C'est ce facteur qui lui a valu le nom de « *Super Manaouda* ».

Héroïsme mis à mal par les publications humoristiques sur les réseaux sociaux numériques, qui afin de compte n'était qu'une « *parodie sociale du super héros gouvernemental [...] au pouvoir limité, contrairement au superman hollywoodien qui, lui, a de réels pouvoirs* »⁸⁴. Le ministre passait alors ici comme un chroniqueur, dont les pouvoirs n'ont aucun impact véritable sur la réalité. Il ne relate que les faits existants et ne laisse pas entrevoir un changement.

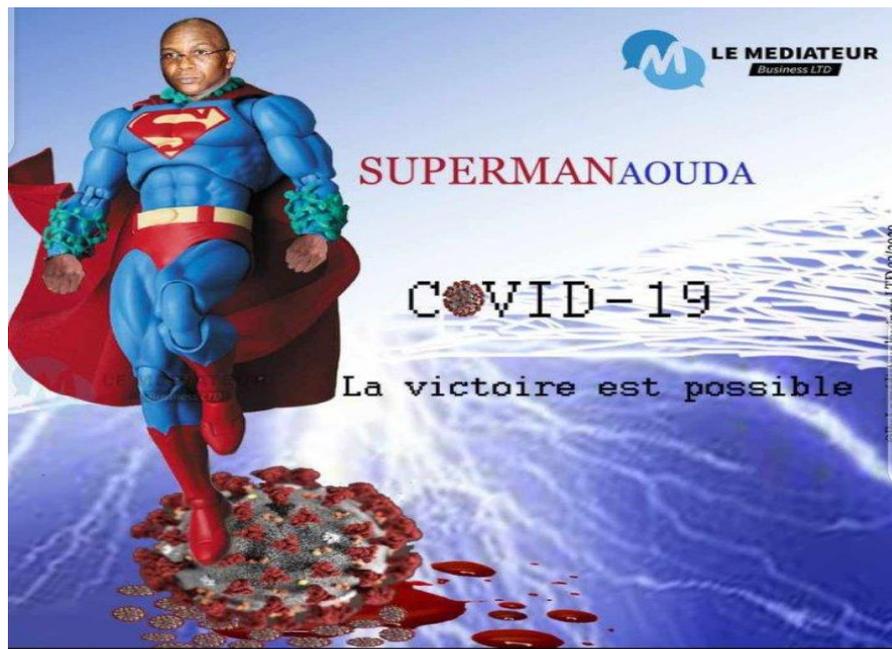
⁸¹ https://www.toupie.org/Dictionnaire/Autorite_administrative.htm#:~:text=Une%20autorit%C3%A9%20administrative%20est%20un,les%20limites%20de%20ses%20comp%C3%A9tences.

⁸² <https://www.spm.gov.cm/site/?q=fr/content/fame-ndongo-jacques>

⁸³ Alexandre Rodrigue Mbassi, « Rire en situation de crise. La réception sociale du Covid-19 au Cameroun sous le prisme de l'humour en ligne », in *Réseaux*, 2021/4(n°228), 2021, page 8.

⁸⁴ Alexandre Rodrigue Mbassi, *ibid.*

Figure 7: SuperMANAOUDA, caricature du ministre de la Santé



Source : Recherche Google⁸⁵

Figure représentant le ministre de la Santé publique en superhéros, connotant le sauveur du secteur de la santé au Cameroun. En effet, le ministre de la Santé publique apparaît comme celui-là qui à la figure de superman, vient pour sauver le secteur de la santé publique de la dérive dans laquelle elle se trouve.

Faisant partie des symboles par lesquelles on reconnaît le Cameroun à l'échelle mondiale, leur manière de faire, d'agir est toujours l'objet de minutieuses observations des internautes sur la toile camerounaise, presque autant que celle du Président de la République.

Pourquoi existe-t-il une forte mobilisation autour des faits et gestes et de l'utilisation des symboles étatiques ? Ceci s'explique en raison de la représentation socioculturelle faite des symboles étatiques. Quelle est-elle donc ? Les lignes qui suivent se donnent pour objectif de répondre à cette question.

III. REPRÉSENTATION SOCIOCULTURELLE ET POLITIQUE DES SYMBOLES DE L'ÉTAT

Les symboles de l'État sont importants dans l'expression de la culture, de la politique et de l'histoire identitaire d'un pays. En ce sens, ils recèlent en leurs seins différentes représentations et assument plusieurs fonctions.

⁸⁵ <https://www.google.com/url?sa=i&url=https%3A%2F%2Ftwitter.com%2FDrManaouda%2Fstatus%2F1241714697054928898&psig=AOvVaw253xRhg2LTa0rD6vD9nzam&ust=1683363161361000&source=images&cd=vfe&ved=0CBAQjhxqFwoTCNiU-Ojm3f4CFQAAAAAdAAAAABAD>

1. Ce que veut dire la représentation d'un symbole

Un symbole est une « *représentation signifiante de quelque chose produite par quelqu'un d'autre. Le pouvoir d'un symbole réside dans sa capacité à produire du sens et à communiquer ce sens* »⁸⁶. Les symboles sont des représentations d'une situation d'hospitalité qui se matérialise comme suit :

*On brise une pièce d'argile [...] et une fois brisée, on en donne à chacun une partie. L'un et l'autre hôte les gardent dans leurs familles et éventuellement une ou plusieurs générations après. Un descendant de l'un peut se présenter chez l'autre et dire, voilà il y a eu une relation d'échange entre votre père ou votre grand-père et mon ancêtre*⁸⁷.

En se basant sur la vision citée plus haut, on se rend compte qu'un symbole est un signe par lequel passe le lien social.

Aussi, le symbole est un pont entre deux entités : le matériel et l'immatériel. Il permet de donner une perception physique et matérielle à quelque chose qui est difficilement observable. En d'autres termes, il rend réel l'idée ou l'imaginaire autour d'une réalité perceptible. À l'exemple de l'Afrique du Sud où l'arc-en-ciel est utilisé comme symbole pour penser la cohabitation des groupes par leur juxtaposition, ce qui lui donnera le nom de Nation arc-en-ciel (inventée par Desmond Tutu en 1982).

Ceci étant, le symbole permet de quitter d'un monde imaginaire à un monde matériel. Cette idée de passage d'abstrait et concret est justifiée par la définition Martine Xiberras : « *le symbole est tout un signe concret évoquant un rapport à quelque chose d'absent ou d'impossible à percevoir. Le symbole fait apparaître un secret* »⁸⁸.

En sociologie, des sociologues ont statué la représentation des symboles à l'aide de faits sociaux précis. Claude Lévi-Strauss en étudiant le fonctionnement des Indiens Bororos du Brésil et les Indiens de l'Asie du Sud, parvient à la conclusion que « *toute culture peut être considérée comme un ensemble de systèmes symboliques au premier rang desquels se placent le langage, les règles matrimoniales, les rapports économiques, l'art, la science, la religion* »⁸⁹. Autrement dit, une culture est un symbole qui se caractérise par un langage, des règles, etc.

⁸⁶ Sandra Jovchelovitch, Birgitta Orfali D, « La fonction symbolique et la construction des représentations : la dynamique communicationnelle ego/alter/objet », in *Hermès*, Éditions CNRS Éditions, La Revue H, 2005/1(n° 41) 2, 2005, pages 51 à 57.

⁸⁷ Camille Tarot, Marie-Louise Martinez et Amandine Denimal, « La question du symbolique et la querelle du sacré », in *Questions Vives* [En ligne], N° 28, 2017, <http://journals.openedition.org/questionsvives/2899> ; DOI : 10.4000/questionsvives.2899

⁸⁸ Martine Xiberras, *Pratiques de l'imaginaire. Lecture de Gilbert Durand*, Presses Universitaires de Laval, 2002.

⁸⁹ Claude Lévi-Strauss, « Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss », in *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1950 (2003 : XIX).

Le symbole, n'étant pas un concept figé si nous nous basons sur les représentations plus haut, il convient de le définir en fonction de la valeur que l'on veut lui accorder. Ceci étant quelle valeur juridique accordons-nous aux symboles ?

2. La valeur juridique des symboles

Les symboles ont des valeurs juridiques multiples, ils sont souvent utilisés comme des représentations de protection légale d'entités et de concepts. Par exemple, le drapeau national peut être considéré comme un symbole de la souveraineté d'une nation, et sa destruction ou sa désacralisation est une offense punissable par la loi d'une nation.

De même, les symboles sont utilisés dans l'établissement des documents et des contrats officiels, où leur signification et interprétation sont régies dans la loi. Par exemple les sceaux de la justice sont très souvent utilisés pour représenter le concept d'équité et d'impartialité de la justice.

Les symboles ont une valeur juridique significative, en ceci qu'ils sont mis sur pied pour représenter légalement des entités et des personnes protégées, des concepts et des valeurs véhiculées par l'État. Leurs usages et leurs interprétations sont guidés par des normes et principes légaux ; et toutes violations à leurs encontre entraînent des conséquences sur toute l'étendue du territoire. Cette valeur juridique se justifie par l'ensemble des fonctions qu'assument les symboles, fonctions qui seront déroulées plus bas.

3. Fonction des symboles

La question « *à quoi servent les symboles ?* » est celle qui alimente les lignes qui suivent. En se basant sur les approches développées plus haut, il ressort quatre fonctions principales des symboles. La fonction révélatrice, la fonction de réunion, la fonction de contrôle, la fonction sacrée.

3.1. La fonction révélatrice

La première fonction, le symbole montre ; le symbole rend sensible ce qui ne l'est pas. Il matérialise les valeurs abstraites, les vertus, etc. Il permet de dire, de voir ce qu'un objet ordinaire ne peut pas dire ou montrer. Dans ce cas, le symbole éclaire ce qui est obscur, il permet de passer un message, une ou plusieurs idées sans le recours à la parole.

Le symbole est par conséquent exclusif⁹⁰, en ce sens, il faut que chaque individu puisse le reconnaître comme représentant une idée particulière et qu'il n'y ait pas de contestation quant à son contenu et à son sens. Le symbole est porteur d'une vérité qui ne serait pas accessible ailleurs⁹¹. Ainsi, il a une valeur pour le groupe, pour la société ; il est le lieu d'expression des sentiments et il assume un pouvoir d'association. C'est donc un attribut social. Cela est étroitement lié à la deuxième fonction.

3.2.La fonction de réunion

La deuxième fonction, le symbole réunit ; le symbole est caractéristique de l'appartenance. Il au sens de Georges Gurvitch, il « inclut et exclut ». Cette fonction se retrouve dans le symbolisme d'un État. Edmond Ortigues écrit, « *dans le langage, le symbole est un phénomène d'expression indirecte (ou de communication indirecte) qui n'est signifiant que par l'intermédiaire d'une structure sociale* »⁹². Autrement dit le symbole sert à communiquer et ne joue un rôle que dans une structure organisée. Il permet de passer un message, une idée précise, sans avoir recours ou en ayant peu recours à la langue et à la parole⁹³. En *bref*, il est un outil de communication, qui permet de faire passer des idées à un groupe capable de s'identifier et d'en déchiffrer le sens. Le sens associé au symbole étant acquis au cours d'une socialisation préalable.

3.3.La fonction de contrôle

La troisième fonction, le symbole prescrit, il véhicule un ensemble de principes et de valeurs. Il invite à respecter ce qu'il symbolise, c'est un agent de contrôle social et de pouvoir. Le symbole en tant qu'outil de communication, communique un ensemble de principes, de valeurs voire même de normes. En organisant un système allégorique, les individus définissent un ensemble de valeurs qui régissent leur comportement moral. Le symbole permet par conséquent de maîtriser l'ordre social établi en dominant le système de valeurs.

Le symbole devient un instrument de pouvoir. Il s'impose au sein d'une société et permet la conservation d'un statut et la légitimité d'une structure⁹⁴. Le fait de reconnaître le drapeau

⁹⁰ La balance ne saurait symboliser autre chose que la justice, ou encore le courage ne saurait être mieux symbolisé que par le lion)

⁹¹ Gaëlle Marinthe, « *Approche psycho-sociale des dégradations de symboles nationaux : conséquences sur les relations intergroupes, implication de l'identification et des patriotismes* », Psychologie, Université Rennes 2, 2020, Français. NNT : 2020REN20003. tel-02937852

⁹² Edmond Ortigues, *Le Discours Et Le Symbole*, Paris, Aubier, 1962.

⁹³ L'étoile dorée sur le drapeau du Cameroun qui représente le fait que le Cameroun soit un et indivisible.

⁹⁴ Les symboles politiques qui représentent les membres de la société, mais aussi l'identité politique de la société. Par l'exemple, le drapeau « vert-rouge-jaune » et l'étoile dorée est symbole du Cameroun, symbole aussi de l'État unitaire.

comme symbole appartenant au Cameroun permet de donner une légitimité à l'État unitaire du Cameroun. Aussi, le maintien du symbole nécessite le maintien du système en place.

3.4. La fonction sacrée

Le symbole est une entité sacrée, en concevant l'investissement au sein de la société comme investissement religieux, Emile Durkheim⁹⁵ conçoit que les individus utilisent des métaphores et des symboliques pour véhiculer un idéal. Le sacré n'intervient lorsque que lorsque les symboles représentent à la fois les idéaux de la société dans la continuité du temps. Du fait de cet idéal, le symbole devient intouchable et respecté : il perd toute assimilation au profane.

De même en plus de ces fonctions, le symbole est une représentation qui aide dans l'unification des personnes autour de même identité nationale. Aussi, il évoque des émotions comme le respect, la loyauté et le patriotisme.

Il a une portée éducative, dans le sens où il renseigne les apprenants sur la culture de leur pays ; utilisé lors de cérémonies officielles, réceptions diplomatiques, et autres événements formels.

Ces différentes fonctions des symboles sont particulièrement importantes, surtout concernant les symboles utilisés dans les sociétés, en tant que partie intégrante du patrimoine organisationnel de ladite société, à savoir les sociétés religieuse ou politique.

Dans le cadre de ce mémoire, nous nous intéressons de près à la contestation en s'attaquant aux symboles, particulièrement aux symboles de l'État. Quelle est la source de ce type de contestation politique insurrectionnel ? L'environnement politique du Cameroun nous renseignera à suffisance sur l'émergence de ce type de contestation.

IV. ÉCOLOGIE POLITIQUE DE LA CONTESTATION PAR L'ATTAQUE DES SYMBOLES DE L'ÉTAT

L'écologie politique du Cameroun est caractérisée par une république présidentielle unitaire décentralisée, où le président est le Chef de l'État dans un système de multipartisme. Le Cameroun obéit aux principes de la démocratie qui est le « gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple », par conséquent, il assure les droits et les libertés de chaque individu à l'intérieur de son territoire. Le Cameroun est un État laïc, il est donc neutre et garanti l'indépendance vis-à-vis des religions. Si l'on s'en tient à cette brève présentation de l'environnement politique au

⁹⁵ Emile Durkheim, *Les Formes Élémentaires De La Vie Religieuse : Le Système Totémique En Australie*, livre 3, Paris, Librairie Félix Alcan, 1912.

Cameroun, on se poserait la question de savoir : pourquoi assiste-t-on à des contestations dans ce pays ? Ce n'est pas sans compter sur les dynamiques internes et externes que rencontre le pays en situation de multipartisme et de libertés. L'ensemble de ces dynamiques et ce qui fait l'objet de cette partie.

1. Les perpétuels reproches

On observe une mutation du climat sociopolitique régi par les différentes dynamiques sociales, mais les motivations derrière la lutte pour l'alternance restent pratiquement les mêmes.

1.1.La volonté d'effacement de Paul Biya de la vie politique

L'environnement politique du Cameroun est caractérisé par un régime de gouvernance « durable », un parti politique au pouvoir dominant et une certaine limite ou inefficacité du pluralisme politique. Le Cameroun est gouverné par le Président Paul Biya depuis 1982, faisant de son mandat l'un des plus longs en Afrique. Le système politique y est fortement centralisé en dépit des techniques de décentralisation instituées par le Gouvernement.

Le vouloir des acteurs contestataires d'en temps était déjà très expressif à ce sujet, à l'instar de la Charte du CODE. Au jour d'aujourd'hui, c'est encore plus le cas avec le maintien observé par Paul Biya à la tête de la magistrature suprême. La personne de Paul Biya à elle seule galvanise la critique politique en rapport à alternance politique. Ceci en critiquant son âge, ou en mettant en avant le désir d'alternance politique. Certains acteurs contestataires vont même jusqu'à dire « *avoir de la haine* » à l'encontre de Paul Biya et de nourrir cette haine que « *lorsqu'il aura quitté le pouvoir* »⁹⁶.

En plus de cela, la volonté d'effacement de Paul Biya prend forme dans la lutte électorale. L'objectif est de faire partir de président de la République par toutes les voies possibles et particulièrement par la voix des urnes. Ce qui n'a pas grand écho au regard des résultats des dernières élections présidentielles au Cameroun en 2018. Malgré ceci, l'opposition saisit la Cour suprême et conteste au grand jour lesdits résultats de la présidentielle du 7 octobre 2018. Cette situation va entraîner une grande mobilisation autour de la légitimité des résultats du scrutin. Mais cette tentative échoue à la vue du verdict donné par le président du Conseil Constitutionnel.

Certains médias se donnent le luxe de publier sur l'espace public d'Internet des articles qui évoquent les manquements reprochés aux mandats du président Paul Biya. Dans l'article du Cameroun Web intitulé « *Etouidi : les 33 regrets et péchés de Paul Biya* »⁹⁷, on peut y lire 33 faits

⁹⁶ <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/18/j-ai-de-la-haine-pour-lui-de-douala-a-paris-la-croisade-de-calibri-calibro-contre-paul-biya->

⁹⁷ <https://www.mobile.camerounweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Etouidi-les-33-regrets-et-p-ch-s-de->

reprochés au Président de la République à l'instar de : une proximité aérienne avec son peuple où ils notifient la rareté des moments physique entre les gouvernés et le chef d'État en prenant pour exemple le cas de son ancien tuteur.

De n'avoir pas sauvé le Crédit Agricole de la banqueroute où ils stipulent que le Président aurait pu facilement sauver le Crédit Agricole de la faillite vu qu'il avait déjà vu cela venir ; avoir confisqué l'alternance politique : ce fait en particulier alimente encore beaucoup les motivations derrière les contestations. De n'avoir pas consenti au rapatriement des restes de l'ancien président Ahmadou Ahidjo. De pratiquer la diplomatie de l'absence aux vues de ses nombreux voyages hors du territoire national pendant de longues périodes ou encore d'avoir trahi le libéralisme communautaire dont il a toujours fait l'apologie dans sa manière de gouverner, etc.

1.2.La transparence du processus électoral

La transparence du processus électoral est au cœur des débats politiques sur alternance depuis le retour au multipartisme. Plusieurs éléments justifient cet aspect à la lumière des différents boycotts perpétrés par l'opposition, aux différentes élections, mais particulièrement à celle présidentielle⁹⁸. L'opposition se base sur le fait que le RDPC, Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais, se veut champion dans la tricherie, la corruption et la fraude électorales à partir de forte représentation sur l'appareil administratif. Les organismes politiques, les partis politiques d'opposition réclament la création d'un organe indépendant qui ne va s'occuper que des élections.

Doléances qui avaient eu un écho favorable auprès du pouvoir central qui avait institué l'ONEL, Organisme National des Elections et ensuite ELECAM, Elections Cameroon. Malgré cela, la remise en cause de la légitimité des résultats d'élections perdue, l'opposition taxe ELECAM d'être partielle aux vues que qui nomme les personnes en son sein, et pose un regard accusateur sur le Code électoral. Pour les acteurs contestataires, ce principal grief reste aussi inchangé qu'à l'avènement du multipartisme et continue d'attiser les tensions contre le pouvoir central.

1.3.Le respect des droits de l'Homme

Le débat sur le respect des droits de l'Homme au Cameroun reste et demeure d'actualité dans la lutte pour l'alternance politique.

Paul-Biya-682496-

⁹⁸ Octobre 1992, octobre 2018, les plus populaire où respectivement le SDF, Social Democratic Front, Le MRC, Mouvement de la Renaissance du Cameroun, ont évoqués la non transparence du processus électoral.

La mondialisation avec « *les tentatives d'occidentalisation des pays africains fait des droits de l'homme une redoutable arme politique* »⁹⁹. En dirigeant le combat politique vers les droits de l'Homme, l'opposition, voire même les mouvements d'opposition, possède une manœuvre puissante pour mettre le régime au pouvoir en conflit avec les partenaires occidentaux. Ce qui implique le désir de démanteler le régime pour promouvoir les droits de l'Homme. Pour l'opposition cette « dictature » écrase les droits fondamentaux des populations¹⁰⁰. Ils assimilent ainsi le régime en place, de régime dictatorial.

Pour le rapport 2021 sur les droits de l'Homme au Cameroun¹⁰¹, le Cameroun fait montre de violations des droits de l'homme dans plusieurs secteurs d'activités à l'instar de : le respect de l'intégrité de la personne, respect des libertés civiles, libertés de participer au processus politique, corruption et manque de transparence au sein de gouvernement, etc.

Il faut noter que la situation au Cameroun est complexe et il existe de multiples facteurs qui contribuent à cette écologie sociopolitique.

2. Les causes principales des crises au Cameroun

Les crises au Cameroun tiennent leurs origines de plusieurs causes et ce sous plusieurs angles de la vie politique du Cameroun. Il est important de citer quelques-uns :

Les différences ethniques et religieuses au Cameroun :

Le Cameroun possède plus de 250 ethnies avec autant de différentes langues, coutumes et traditions. Ces différences ont été des sources par excellence de conflits.

*La politisation de la question ethnique polarise les débats et les tensions ne cessent de s'accroître entre, d'une part, les Bulu et Beti, perçus par de nombreux Camerounais comme étant proches de Biya et vivant surtout dans les régions du Sud et du Centre et, d'autre part, les Bamiléké de Kamto, une communauté native de l'ouest francophone, mais également très présente dans les villes du pays*¹⁰².

Certains activistes des deux camps ont mis un accent particulier sur les différences ethniques des deux personnalités sur des plateaux télé en accusant leurs rivaux respectifs de ne soutenir exclusivement que ceux ressortissant de leurs régions d'origines en défaveur des autres

⁹⁹ Sylvestre Noa, *Militantisme extraterritorial : le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RPDC) face aux mouvements d'opposition*, Thèse présentée en vue de l'obtention du diplôme de Doctorat/PhD en Sociologie, Université de Yaoundé 1, 2020.

¹⁰⁰ Op.cit.

¹⁰¹

<https://cm.usembassy.gov/fr/rapport-2021-sur-les-droits-de-la-personne-cameroun/#:~:text=Les%20estimations%20prudentes%20de%20la,sup%C3%A9rieur%20%C3%A0%20la%20capacit%C3%A9%20maximale.>

¹⁰² International Crisis group, « Apaiser les tensions ethno politiques au Cameroun, en ligne et hors ligne », *Rapport Afrique n°295*, traduit de l'anglais, 3 décembre 2020 p.3.

régions. Ceci a contribué à attiser les conflits « ethno politique ». Comme le démontre l'article de l'Observatoire Pharos intitulé : « *Cameroun : le péril de la fracture identitaire* »¹⁰³.

La fragilité de l'État du Cameroun :

Selon International Crisis Group, l'apparente stabilité du Cameroun n'est que trompeuse de l'état de fragilité dans lequel il se trouve¹⁰⁴. Les indicatifs de fragilité au Cameroun sont : le déficit démocratique¹⁰⁵. En effet le déficit démocratique au Cameroun se manifeste par l'existence d'un mode néo patrimonial de régulation politique. Autrement dit, un mode de gestion d'État qui se singularise par des manœuvres gouvernantes orientées vers la pérennisation inconditionnelle du leader présidentiel au sommet de la magistrature suprême¹⁰⁶.

3. Les conditions de vie précaires des populations

Ce facteur est raison principale de la pauvreté et du chômage qui sont les premières pensées lorsqu'on pense à la jeunesse camerounaise, dont le Président de la République ne cesse de faire l'apologie à chaque discours lors de la célébration de la fête de la Jeunesse au Cameroun. Impactée par plusieurs chocs politico-économiques, sécuritaire et sanitaire¹⁰⁷ au cours des cinq dernières années, l'économie camerounaise a connu une stagnation, voire une décroissance des indicateurs de performance économique¹⁰⁸.

En effet, en accord avec l'institut national des statistiques, le taux de pauvreté est d'environ 37,5% en 2015. La cause directe de la pauvreté au Cameroun est le chômage. Ce phénomène économique reste principalement urbain (10,7%). Yaoundé et Douala affichent les taux les plus élevés, avec respectivement 14,7% et 12,5% (3). Selon les chiffres de l'Institut National de la Statistique, 39,9% de la population camerounaise vivaient en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 738 CFA/jour. Le taux de pauvreté évaluée à 12,2% en milieu urbain atteint 55% en milieu rural. En addition le chômage est approximativement de 4,3% en 2015.

Aujourd'hui, le taux de pauvreté stagne aux alentours de 40 % et l'on constate de grandes disparités régionales, la population pauvre étant majoritairement concentrée dans les zones rurales. Le Cameroun dispose néanmoins d'un fort potentiel de développement et peut s'appuyer sur ses

¹⁰³ « Cameroun : le péril de la fracture identitaire », *Observatoire Pharos*, 12 mai 2020.

¹⁰⁴ <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/cameroon-fragile-state>

¹⁰⁵ https://www.revues.scienceafrique.org/adilaaku/texte/minkonda_et_mahini2019/

¹⁰⁶ Mathias Éric Owona Nguini, Hélène-Laure Menthong, « Gouvernement perpétuel » et démocratisation janusienne au Cameroun (1990-2018) », in *Politique africaine*, 2018/2 (n° 150), 2018, pages 97 à 114.

¹⁰⁷ La baisse des prix mondiaux du pétrole, la pandémie de la COVID-19, la crise anglophone dans le Nord-Ouest et Sud-Ouest, et la lutte contre Boko Haram à l'Extrême-Nord.

¹⁰⁸ <https://www.afrobarometer.org/articles/la-pauvrete-vecue-augmente-au-cameroun-selon-lenquete-afrobarometer/>

importantes ressources, naturelles notamment, pour assurer une croissance économique inclusive et réduire la pauvreté¹⁰⁹.

Plusieurs facteurs contribuent à la croissance de la pauvreté et au chômage au Cameroun à l'instar de l'accès limité à l'éducation. Plusieurs jeunes manquent de formation professionnelle ; le manque d'opportunités : le marché du travail au Cameroun est relativement petit, en particulier dans les zones rurales. Le manque d'infrastructures, l'instabilité politique, qui ont négativement impacté l'économie et le marché du travail, la corruption.

De même, les autres causes du chômage sont entre autres : le gaspillage des ressources humaines qui ne sont pas mises en valeur. Le problème se pose davantage en termes de sous-emploi et de travail mal rémunéré dans le secteur informel. Le principal problème du marché du travail au Cameroun n'est pas tant le chômage, que le sous-développement et les niveaux trop bas de salaires. 69,3% des travailleurs gagnent moins que le salaire minimum légal du pays qui est d'environ 25 000 FCFA (40 euros), un salaire de misère insuffisant pour vivre et subvenir à leurs besoins. Il faut noter que 4 personnes actives sur 3 sont en situation de sous-emploi.

Un système éducatif faiblement orienté sur l'emploi. Le système éducatif camerounais se caractérise par une grande inadéquation entre la formation et l'emploi. Le profil du chercheur d'emploi dressé par le Fonds National de l'Emploi (FNE) montre que 65 % des chercheurs d'emplois sont diplômés, mais non qualifiés. Ainsi il ressort de cette enquête qu'environ 80 % des élèves sont orientés vers l'enseignement général, 15% vers l'enseignement technique et 5% vers l'enseignement technique professionnel, ce qui explique certainement cette inadéquation.

L'insuffisance des dispositifs de financement des projets par le secteur financier. Les banques n'accordent de crédits qu'à ce qui peut fournir des garanties et les crédits accordés sont de courte période ; ce qui empêche toute possibilité d'investissement. Le Fonds PPTE créée pour lutter contre la pauvreté ne le fait guère, car les conditions exigées sont telles qu'il faut être une grande organisation pour y parvenir¹¹⁰.

Des efforts sont faits pour lutter contre ces fléaux au Cameroun, par des initiatives dans le cadre de promouvoir l'accès à l'éducation, à la formation professionnelle. Malgré tout cela, le challenge de la pauvreté et du chômage reste signifiant.

¹⁰⁹ <https://www.un.org/africarenewal/fr/derni%C3%A8re-heure/cameroun-cr%C3%A9er-des-opportunit%C3%A9s-de-croissance-inclusive-et-de-r%C3%A9duction-de-la>

¹¹⁰ https://www.podcastjournal.net/L-analyse-de-la-pauvrete-au-Cameroun_a2976.html

En somme, les symboles étatiques sont des entités sacrées qui recèlent des enjeux socioculturels et politiques considérables. En effet de par leurs fonctions, les symboles étatiques sont des garants de l'idéal communautaire d'une nation, et dans le cadre du Cameroun, les symboles permettent de mettre en place le système de fraternité, de patriotisme, de vivre ensemble véhiculé par le Gouvernement camerounais.

Le climat conflictuel du Cameroun a cependant contribué à la montée des comportements déviants à l'encontre des symboles étatiques ; comportements qui ont été poussés avec la forte représentation des réseaux sociaux numériques. De ce fait, on a assisté à une montée des contestations sociopolitique en s'attaquant aux symboles de l'État via les réseaux sociaux. Quelle est la manifestation physique de ce type de contestation insurrectionnel ? L'acuité de cette question fera l'objet de notre deuxième chapitre sur la contestation par les symboles de l'État sur les réseaux sociaux numériques : symboles et emblèmes nationaux mis en procès.

CHAPITRE 2 : RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES, D'UN ESPACE DE COMMUNICATION À UN ESPACE DE DÉSACRALISATION DES SYMBOLES ÉTATIQUES

À l'entame, les réseaux sociaux numériques étaient un nouvel espace de communication qui permettait de relier des personnes distantes dans l'espace et de garder un contact permanent et régulier défiant ainsi l'obstacle de la distance. De ce fait, les réseaux sociaux numériques sont devenus en quelques années l'un des usages principaux du Web dans le monde¹¹¹. Cependant, les réseaux sociaux numériques ont été envahis entre autres par la sphère politique et depuis lors, ces mêmes réseaux ont connu une mutation de réseaux de communication virtuelle à réseaux de propagande, de campagne et de contestation politique.

Au Cameroun, plusieurs associations et organismes politiques ont transposé leurs activités physiques vers le monde virtuel que constituent les réseaux sociaux. En s'aidant de la liberté d'expression, ces différents espaces de communication se sont érigés en champs de bataille où se battent pouvoir central, société civile et organismes politiques. Faisant ainsi suite à la rue comme espace de contestation au Cameroun. Les réseaux sociaux numériques s'inscrivent dans le paradigme de la « *contre démocratie* »¹¹²; ils sont un outil de mobilisation où se déroulent des actions de contestation du pouvoir central camerounais, l'on assiste désormais à une transposition des contestations de rue vers l'espace virtuel qu'est le réseau social. C'est cette mutation des réseaux sociaux numériques d'espace de communication en espace d'action de contestation politique qui fait l'essence de ce chapitre.

I. RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES : OUTILS INNOVATEURS AU CAMEROUN

Au Cameroun, les réseaux sociaux numériques servent d'espaces de communication, mais aussi de catalyseurs de mobilisations sociales et politiques. Dans un contexte de crise et de tensions sociopolitiques, les réseaux sociaux numériques ont été l'outil par excellence de la mobilisation à travers plusieurs utilisations telles qu'un cadre d'information nouveau, un moyen de communication privilégié par les contestataires, un espace de socialisation politique et de rassemblement, mais surtout un espace de pression.

¹¹¹ <https://www.universalis.fr/encyclopedie/reseaux-sociaux-internet/>

¹¹² Concept théorisé par Pierre Rosanvallon dans son ouvrage *La Contre-Démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, éditions Seuil en 2006, qui consiste en la surveillance, le jugement, la dénonciation au travers desquelles la société exerce des pouvoirs de correction et de pression.

1. Les réseaux sociaux numériques comme cadre d'information

Autrefois les sources d'information privilégiée étaient les journaux, la télévision ou encore la radio, mais avec l'avènement du web 2.0 et la révolution de l'Internet, les réseaux sociaux numériques se sont progressivement mis à l'échelle des médias traditionnels dans le partage d'information. C'est ce que confirme le rapport annuel de 2015 du Reuters Institute : dans ce rapport du Reuters Institute, Facebook et WhatsApp apparaissent comme des intermédiaires entre les médias dominants et les lecteurs¹¹³.

Le cas de la crise anglophone au Cameroun illustre à suffisance cette puissance des réseaux sociaux numériques ; cette mise en concurrence des médias traditionnels par ceux-ci à l'avantage des réseaux sociaux numérique¹¹⁴. Pour nos enquêtés, les réseaux sociaux numériques ont été un « moyen d'action important quant à la mobilisation autour de la cause, et ont rendu la crise plus visible à l'échelle nationale et internationale¹¹⁵. Les réseaux sociaux numériques permettent une plus rapide diffusion des informations vers un grand public, leurs forces résident dans le pouvoir d'attractivité dont ils sont dotés. En effet lors d'un questionnaire sur la pénétration des réseaux sociaux, plus de la moitié des personnes interrogées ont déclaré être actifs sur les réseaux sociaux numériques « quotidiennement » ou encore à « forte fréquence », ou même « tous les jours ».

De même, les réseaux sociaux numériques rivalisent avec les moyens traditionnels de communication comme le soulignent certains enquêtés :

Les réseaux sociaux (numériques) modernes ont plus de fonctionnalités que les traditionnels, les réseaux sociaux (numériques) sont plus avancés et les informations sont véhiculés rapidement, les réseaux sociaux (numériques) ont souvent un coup d'avance sur les médias traditionnels¹¹⁶.

D'autres encore accusent les moyens traditionnels de ne pas être à la hauteur du changement dont est sujet l'humanité : « *les réseaux sociaux (numériques) c'est le futur. Les médias traditionnels sont en train de mourir à petit feu, les réseaux sociaux (numériques) sont plus avancés et les informations sont véhiculées rapidement* ».

C'est cette dimension des réseaux sociaux numériques qui dans un contexte de crise a dirigé l'opinion publique vers les réseaux sociaux numériques comme moyen de rester informé sur la

¹¹³ Digital News report, Reuters Institute, <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/our-research/digital-news-report-2015-0>, 2015.

¹¹⁴ Informations recueillies dans l'article : « Médias sociaux : nouvel outil de démocratisation en Afrique centrale ? », sur *jstor.org*, <http://www.jstor.com/stable/resrep21454.5> consulté le 09 janvier 2023 à 00h08min.

¹¹⁵ Entretien avec Mathias Eric et Jean Daniel.

¹¹⁶ Entretien avec Madame X, Sous-directrice Minjec, 30 mai 2023.

crise et son évolution, ce qui a poussé certains à investir les réseaux sociaux numériques comme base de communication.

Les réseaux sociaux numériques comme moyen de communication chez les acteurs contestataires se font ressentir à la quantité de Followers ou d'abonnés présents sur leurs différents réseaux. Leurs publications (images, vidéos) y sont souvent partagées des centaines, voire des milliers de fois. Ce qui dépasse les chiffres d'audience de certains médias classiques. Au Cameroun, les pages Facebook, Twitter de certains acteurs contestataires sont suivies par plus de 50.000 personnes à l'instar de la B.A.S, ou encore des pages faisant état des informations sur « l'Ambazonie », ou même des figures de proue telles que Tapang Ivo Tanku, Patrice Nouma, Mark Bareta, Boris Bertolt, etc.

En étant actif de manière journalière, ces activistes à travers leurs publications véhiculent des données qui reconstruisent la façon dont certains intéressent à la chose politique et entraînent une remodelisation des pratiques de socialisation politique.

Les réseaux sociaux numériques sont devenus un cadre important pour l'information en raison de leur capacité à diffuser des informations à grande échelle et rapidement. Les lecteurs peuvent facilement suivre les dernières informations sur une variété de sujets via ces plateformes. En plus des informations provenant de sources traditionnelles telles que les sites Web des médias, les blogs et les reportages, les réseaux sociaux numériques permettent également aux utilisateurs de partager des informations et de laisser des commentaires sur les actualités.

En étant accessibles et à la portée de tous, les informations issues des réseaux sociaux numériques sont disponibles à tout moment, n'importe où, ce qui permet aux utilisateurs de suivre l'actualité en temps réel. En outre, les informations peuvent facilement être partagées entre les utilisateurs, augmentant ainsi la portée de l'information.

2. Les réseaux sociaux numériques comme lieu de socialisation aux mouvements sociaux

La socialisation politique est le processus durant lequel un individu apprend et intériorise les normes et valeurs de la société, construit son identité sociale et développe ses opinions et ses attitudes politiques. Philippe Braud¹¹⁷ distingue les milieux de socialisation et les agents de socialisation. Il entend par milieux de socialisation les communautés au sein desquelles s'opère

¹¹⁷ Philippe Braud, *Sociologie politique*, Paris, L.G.D.J, 2006, 738 p. (ISBN 2-275-03031-X et 9782275030319, OCLC 237957788 (<https://worldcat.org/fr/title/237957788>)).

l'activité d'inculcation et par agents les personnes ou individus qui exercent un rôle d'inculcation sur d'autres individus.

Les réseaux sociaux, entendus ici comme milieu de socialisation politique, sont un espace qui véhicule des valeurs et croyances politiques. Ils apportent différentes informations sur des activités politiques diverses, qui concourent souvent à la participation politique selon les programmes diffusés. L'accès rapide et immédiat aux réseaux sociaux numériques permet l'abondance d'informations qui mène à la discussion politique, et influe sur la participation politique. Par ricochet, les réseaux sociaux numériques en contexte démocratique permettent une participation plus accrue à la vie politique et par conséquent, sont une instance de socialisation par excellence aux mouvements sociaux.

Assez fréquemment, plusieurs histoires font le « buzz » et nécessitent l'intervention des autorités sur les réseaux sociaux. Dans ce contexte, plusieurs conflits locaux peuvent prendre des proportions nationales, voire même internationales. Par exemple à travers les réseaux Facebook et Twitter, les appels aux « villes mortes » d'ordre de la contestation anglophone ont été communiqués. De même, la grande majorité de l'organisation lors de la crise anglophone dans les cas des rangs contestataires a été dirigée sur les réseaux sociaux, à travers des vidéos¹¹⁸, des messages déclinant le calendrier des villes mortes et autres actions à mener.

Les réseaux sociaux numériques comme nouvelles ressources pour les mouvements sociaux obéissent à trois principes ainsi décrits par Michel Offélé cité par Nicolas Douay¹¹⁹ :

Tout d'abord le nombre, c'est-à-dire la capacité à mobiliser des effectifs importants. Ensuite l'expertise, dépendante des compétences des membres du groupe et/ou de leur capacité à mobiliser des personnalités compétentes censées permettre la persuasion. Enfin, le recours au scandale pour dénoncer une situation et sensibiliser l'opinion publique.

La dimension participative des réseaux sociaux numériques permet de recourir facilement à ces trois principes. Plus clairement, les réseaux sociaux numériques mettent en scène l'internaute en lui donnant la possibilité d'interagir et de s'identifier à une communauté.

C'est ainsi que les activistes, entendus comme agents de socialisation, sont ces leaders de groupe de mouvements sociaux, souvent suivis par des milliers de personnes. Pour ces activistes, les réseaux sociaux numériques sont le canal de communication idéal. Les leaders fixent les

¹¹⁸ L'on se souvient des vidéos publiées par l'activiste Tapang Ivo Tanku, appelant à la désobéissance civile et à la destruction des biens et agents de l'État.

¹¹⁹ Nicolas Douay, « Mouvements sociaux numériques et aménagement de l'espace », in *Informations sociales*, 2014/5 (n° 185), 2014, pages 123 à 130. <https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2014-5-page-123.htm&wt.src=pdf>. DOI 10.3917/inso.185.0123

rendez-vous avec les partisans, à travers leurs conversations, ils éduquent et forment à la chose politique ; ils partagent leurs actions sur la toile. On se souvient de la diffusion sur les réseaux sociaux numériques de la décapitation de Florence Anyafor, des ordres de villes mortes au NOSO passés par le biais des réseaux sociaux numériques ou encore de la diffusion de la fête de l'indépendance de la république Ambazonienne.

Pas que les activistes, d'autres leaders de mouvements sociaux et politiques ont construit leurs stratégies sur les réseaux sociaux. C'est le cas du mouvement « stand up for Cameroon », ou encore « Black Friday » lancés par le Cameroon's People Party qui n'ont pas accès aux médias traditionnels.

Le mouvement « Stand Up for Cameroon »¹²⁰ est un mouvement citoyen créé en 2016, dont les figures principales sont : Kah Walla, Me Alice Nkom, Père Ludovic Lado, Nana Collins, dont le but est stipulé comme suit sur la page Facebook : « *Parce que le Cameroun est dans une phase capitale, il est important d'agir, de se lever pour changer* »¹²¹.

Il se donne pour but de faire agir les Camerounais pour la transition politique dans le pays. Sur Facebook, sa page officielle est suivie par plus de 18.000 personnes. Le mouvement se présente comme personnalité publique, affichant son numéro de téléphone, son adresse email, mais surtout le lien direct vers la page YouTube où l'on retrouve les différentes activités du groupe dans l'espace physique en replay¹²².

On y retrouve aussi des publications en rapport avec l'actualité sociale et politique du pays (non à la vie chère, non au tribalisme, etc.). Le mouvement Stand Up for Cameroon a été nommé dans la catégorie « *Acteurs de la société civile* » à la première édition des Cameroun Web Awards.

« Black Friday » ou « Friday in Black » est une campagne érigée par le CPP, Cameroon's People Party en 2018, par la présidente du mouvement Kah Walla qui a pour but de porter du noir le vendredi, comme pour montrer son désaccord face à la manière de gouverner du pouvoir central. Il est question de s'habiller en noir et d'investir les rues tous les vendredis dans cette tenue pour protester contre l'emprisonnement des Camerounais dont les idées et opinions ne convergent pas avec celle du régime dictatorial du président Biya¹²³.

¹²⁰ https://www.facebook.com/StandUp4Cameroon/?locale=fr_FR

¹²¹ https://www.facebook.com/StandUp4Cameroon/?locale=fr_FR

¹²² <https://www.youtube.com/watch?v=KuYbp98mL34&feature=youtu.be>

¹²³ <https://cameroonvoice.com/news/2019/08/06/balayer-le-regime-pour-reconstruire-le-cameroun-la-proposition-de-kah-walla-pour-mettre-fin-a-la-crise-tous-azimuts/>

Les réseaux sociaux numériques comme des canaux d'informations à large public (surtout la jeunesse) permettent de relater les grandes thématiques à différentes échelles, et permettent également l'interconnexion entre différents individus et ainsi favorisent les interactions sociales. En effet ils assument une dimension de liberté d'expression qui leur permet le rassemblement rapide derrière une cause commune portée par un mouvement social ou un acteur particulier. La capacité de poster, de commenter et de partager à une grande vitesse implique celle de donner son opinion dans un laps de temps, et ce de manière publique et ouverte. Ils sont un lieu d'expression non contraignant et ouvert. Exemple pris du mouvement les « Gilets jaunes » en 2018 : dans le cadre de la naissance du mouvement, Éric Drouet avait fait le choix de créer un événement et un groupe sur Facebook. Le choix était stratégique, car Facebook est le premier réseau social français¹²⁴. Ce mouvement a eu impact médiatique capital en France comme le prouve les propos de Thierry Moreau :

Le mouvement des gilets jaunes est sans doute l'événement qui a été le plus couvert dans toute l'histoire des médias français. Selon l'étude menée par Kantar Média, on dénombre 643 585 citations des gilets jaunes dans les médias entre le 15 novembre 2018 et le 14 janvier 2019. Durant ces deux mois, la pression médiatique exercée par le mouvement a été deux fois supérieure à celle d'un autre événement important¹²⁵.

Les réseaux sociaux, comme leviers des mobilisations et des mouvements sociaux, engendrent la création ou l'avènement de nouvelles formes de solidarité à travers la popularisation des Hashtags. Créée en 2007 par Chris Messina, un ancien ingénieur américain de Google, le hashtag désigne un mot-clé, précédé du sigle #, qui permet d'identifier et de regrouper les messages parlant d'un même sujet sur les réseaux sociaux., qui servent d'outils d'affichage de convictions politiques ou encore de revendication comme le prouve le #jeveuxmacni, popularisé sur le Facebook Cameroun à l'égard des distributions des cartes nationales d'identités ou encore le #modeavion pour véhiculer le boycott des maisons Orange et MTN Cameroun comme le témoigne l'image ci-dessous :

¹²⁴ Muller dit Estelle Woulkoff et marine Busson, « La mobilisation sociale sous une nouvelle forme : enjeux et défis des réseaux sociaux numériques », Institut d'Étude des Crises de l'Intelligence Économique et Stratégique, <https://www.institut-criSES.org/post/la-mobilisation-sociale-sous-une-nouvelle-forme-enjeux-et-d%C3%A9fis-des-r%C3%A9seaux-sociaux>

¹²⁵ <https://www.tflinfo.fr/culture/l-impact-mediatique-des-gilets-jaunes-2110477.html>

Figure 8: Campagne Mode Avion



Source : www.google.com/images¹²⁶

Campagne « Mode Avion », instituée au Cameroun sur Facebook. Dans l'optique de boycotter les services d'Orange Cameroun et MTN Cameroun, afin qu'ils baissent les tarifs de leurs services. L'intervalle était de 12h à 14h, ce 24 avril 2023.

La même logique est attribuée au mouvement #Jeveuxmacni, qui a pris forme sur les réseaux sociaux numériques, en l'occurrence Facebook. Le mouvement vient de l'« *exaspération des Camerounais* »¹²⁷ dont l'attente de la mise à disposition de leurs pièces d'identité devient de plus en plus longue. Les réseaux sociaux numériques sont dans ce cas de figure le lieu de mobilisation par excellence pour les actions sociales populaires.

L'apparition des réseaux sociaux numériques et plus largement des applications du web 2.0 a permis aux internautes de s'exprimer encore plus facilement qu'avec les médias traditionnels.

¹²⁶ https://www.google.com/imgres?imgurl=https%3A%2F%2Fwww.camerouninfo.net%2FNyaBiZ854%2FImages%2Fafficheorange_camerouninfonet_380x300.jpg&tbid=AZs3alheJIZLKM&vet=12ahUKEwjM8eyqx8zAhUymCcCHff4BXQQMygDeUIARC_AQ..i&imgrefurlhttps%3A%2F%2Fwww.camerouninfo.net%2Farticle%2Fcamerounentreprisesdetelephoniemobiledesabonnesdontcertainescelebritieslancementunmouvementde417204.html&docid=dCbFbO6BlklM&w=380&h=350&q=boycott%20d%27orange%20cameroun&client=firefoxbd&ved=2ahUKEwjM8eyqx8zAhUymCcCHff4BXQQMygDegUIARC_AQ

¹²⁷ Georges Macaire Eyenga, Gaetan Omgba Mimboe, Joseph Fabrice, Bindzi, « Être sans papier chez Soi ? Les Méseures de l'encadrement biométrique au Cameroun », in *Presse de Science Po/ « Critique internationale »*, 2022/4 n°97, 2022, p. 124.

Internet, à contrario à la radio ou au journal, ou encore au journal télévisé, met sur le même pied d'appui la population gouvernée et les gouverneurs, Coralie Richaud parle d'une redéfinition des interactions entre gouvernants et gouvernés¹²⁸. Les réseaux sociaux numériques dans ce même sillage ont permis une horizontalité des relations entre gouvernant et gouvernés.

3. Les réseaux sociaux numériques, outils de revendication politique

La transparence et l'horizontalité des réseaux sociaux numériques ont permis à la population de donner son avis plus facilement sur la chose politique et la manière dont sont gérées les affaires de l'État (l'inflation, le coût de la vie, les décisions étatiques en rapport à la gestion des conflits internes, etc.). On assiste désormais à la montée des pages individuelles et collectives s'érigeant en page de revendication ou encore de pression à l'égard de certaines décisions prises ou pas par le pouvoir central.

Plusieurs cas de figure au Cameroun peuvent illustrer à suffisance la pression des réseaux sociaux numériques sur le pouvoir central à l'instar de janvier 2017, où les arrestations considérées comme arbitraires de certaines figures du mouvement anglophone ont provoqué une campagne, baptisée « *Operation Free all Detainees* », qui a eu un retentissement médiatique important, et ce notamment sur Facebook ; l'opération consistait à mettre la pression sur les autorités camerounaises à travers les réseaux sociaux, pour obtenir la libération des détenus. Comme cas de figure, prénotons le cas de l'arrestation en janvier 2018 de la figure de proue de l'Ambazonie, Julius Ayuk Tabe, au Nigéria. Il a été interpellé au Nigeria en compagnie de 9 autres responsables de la sécession au cours d'une réunion à Abuja à Neha Hôtel, par les éléments de l'armée camerounaise. La raison de leur arrestation est que ces intellectuels avaient planifié la création d'une république, bénéficiant du soutien financier de la puissante diaspora anglophone en Occident¹²⁹.

Aussi, l'on se souvient de l'arrestation de la journaliste Mimi Mefo le 7 novembre 2018, par les forces de l'ordre du Cameroun. Elle était accusée de « *propagation de fausses nouvelles et cybercriminalité, atteinte à la sécurité de l'État* »¹³⁰. Arrestation qui a déclenché une mobilisation sans précédent sur les réseaux sociaux numériques et dans les médias classiques qui ont poussé le pouvoir à faire lever les charges contre elle¹³¹.

¹²⁸ Coralie Richaud, « les réseaux sociaux numériques : nouveaux espaces de contestation et de reconstruction de la politique ? », in *Les Nouveaux cahiers du Conseil Constitutionnel*, n°57(4), 2017, p. 20-44.

¹²⁹<https://www.voafrique.com/a/julius-ayuk-tabe-president-auto-proclame-d-e-ambozonia-nigeria/4196836.html>

¹³⁰ <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse/2641>

¹³¹<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20181111-cameroun-journaliste-anglophone-mimi-mefo-liberation-charles-wesco>.

Du scandale de Monique Koumateke, décédée le 12 mars 2016, dont la vidéo choquante circulait sur les réseaux sociaux numériques (Facebook, WhatsApp), montrant Monique, 31 ans, enceinte de jumeaux, couchée morte dans le hall de l'hôpital Laquintinie de Douala, et dont le ventre était en train d'être découpée par les mains de sa cousine, dans le but de sauver les jumeaux de sa cousine, portant espoir qu'ils soient encore en vie. Affaire qui a été sujette à une mobilisation à l'échelle nationale sur les réseaux sociaux numériques, qui sollicitait la descente d'autorités compétentes et des sanctions à l'encontre du personnel médical. En réaction, « *des acteurs de la société civile [...], formations de l'opposition, investissent la rue, habillés en noir et munis de mouchoirs blancs, pour dire leur exaspération vis-à-vis de la situation sociale et politique.* »¹³²

De même, les réseaux sociaux numériques peuvent être utilisés comme des outils de revendications d'une manière très efficace. En effet, les réseaux sociaux numériques sont devenus des plateformes qui permettent de partager instantanément des informations à une audience considérable à travers le monde. De nombreux groupes et organisations utilisent les réseaux sociaux numériques pour sensibiliser le public aux questions sociales et politiques importantes. Ils peuvent utiliser des hashtags, des vidéos, des photos et des messages sur les réseaux sociaux numériques pour attirer l'attention sur un sujet et mobiliser les populations.

Les réseaux sociaux numériques ont également permis aux militants d'organiser des manifestations et des rassemblements en ligne et hors ligne. Ils peuvent rapidement coordonner des efforts et mobiliser des groupes de personnes qui partagent les mêmes préoccupations.

En outre, les réseaux sociaux numériques ont accru la transparence et la responsabilité des gouvernements et des entreprises. Les citoyens peuvent utiliser les réseaux sociaux numériques pour signaler des injustices, des abus et des méfaits et attirer l'attention sur ces questions.

En conclusion, les réseaux sociaux numériques sont devenus une plateforme pour la mobilisation et la participation civique, ce qui a considérablement renforcé la capacité des citoyens à revendiquer leurs droits et à influencer le processus politique.

II. RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES COMME ESPACE DE CONTESTATION AU CAMEROUN

L'interactivité permise par les réseaux sociaux numériques se présente sous plusieurs façons : l'échange, le partage et la production d'informations par le biller de courriels, de vidéos,

¹³² Jean Marcelin Manga, Alexandre Rodrigue Mbassi, « De la fin des manifestations à la faim de manifester : revendications publiques rémanence autoritaire et procès de la démocratie au Cameroun », Op. Cit. p.4.

de directs (pour Facebook et YouTube) ou encore de Tweet¹³³ (pour Twitter). Tout ceci concourt à la création de communautés qui se donne pour objectif de « discuter en ligne de politique ». La discussion politique en ligne se définit comme étant un processus d'échange et d'interaction entre des internautes intervenant dans un même espace, sur un sujet politique. Ceci dans le but d'analyser les décisions politiques prises par les gouvernants passant ainsi sous un peigne fin les grands moments politiques de leur État d'appartenance.

1. Mise en commun des opinions sur les réseaux sociaux numériques

Plusieurs canaux régissent l'utilisation des réseaux sociaux numériques : la liberté, l'anonymat, le partage sans modération d'informations¹³⁴. Les réseaux sociaux numériques en tant qu'espace de discussion en ligne se trouvent trempés dans ces facteurs, parfois contradictoires, où les utilisateurs peuvent partager des informations sans toutefois doser la charge ou en exagérant délibérément la portée conflictuelle qu'aura la publication d'une part, et d'autre part, choisir de faire une publication dans le but de manipuler l'opinion publique, afin de rallier ou d'attirer le plus de personnes dans une cause, cause qui peut être méliorative ou péjorative¹³⁵.

De même, la communication via les réseaux sociaux numériques obéit à une dualité accablante, comme l'affirme Jean Daniel : « *Il y'a un usage binaire[...], une utilisation conventionnelle plus visible pour toucher le plus grand monde, et un usage contestatoire* ». Le temps minime qui sépare une publication aux réactions peut favoriser la discussion rationnelle et réfléchie, mais ceci est entravé par l'anonymat qui s'oppose largement à la rationalité et entraîne parfois des ribambelles de propos injurieux, ou la propagande de la violence verbale. Par exemple sur certaines publications faites par un membre du pouvoir central, on y retrouve des messages injurieux dans l'espace commentaire, ou encore où l'espace commentaire s'apparente à un espace de règlement de compte et de bataille oratoire.

Les éléments cités plus haut concourent tous vers un aspect important de l'utilisation des réseaux sociaux, principalement lorsqu'il s'agit de parler politique : la mise en commun des opinions qui est une cause principale de la communautarisation sur les réseaux sociaux. Internet favorise la mise en commun de personnes défendant des opinions variées et diverses ; et des

¹³³ Un Tweet est un court message (140 caractères maximum, 280 pour certaines langues utilisant l'alphabet latin, comme le français) posté sur le site de micro blogage Twitter. larousse.fr

¹³⁴ Aléatoire, varie selon l'application utilisée. Sur Facebook et YouTube, il existe une certaine censure concernant le type d'image, ou les propos violents qui n'existent pas réellement sur Twitter.

¹³⁵ Phénomène que l'on retrouve beaucoup sur Facebook où les personnes n'ayant pas l'accès facile sur l'espace physique passent par le virtuel pour créer des communautés de revendications, à l'instar de la B.A.S.

discussions qui en découlent, on observe un ralliement aux différentes causes suivant les idéologies. Ceci se fait en ayant recours à l'expérience personnelle.

Internet facilite la circulation des idées en privé, mais aussi leur incubation parmi des publics de plus en plus larges, ce qui leur permet d'être ensuite relayées de manière beaucoup plus publique. Internet permet ainsi des passages inédits du privé vers le public, des formes de "condensation" de cette parole politique « évaporée »¹³⁶.

Céline MASTURAK souligne que la référence à expérience personnelle est un procédé utilisé pour amener de nouvelles idées et pour justifier son engagement¹³⁷. C'est parce qu'un à une expérience similaire à la mienne, ou vit les mêmes difficultés que moi, que je vais me rallier à lui, ainsi peut-être l'on sera mieux entendu, on aura plus de visibilité et d'impacts chez les décideurs.

C'est souvent ce sentiment qui régit l'adhésion aux groupes d'intérêts ou à des fora politiques ; et même pour se faire une opinion sur les sujets publiquement débattus et parfois pour choisir entre des candidats lors d'élections.

Les discussions politiques en ligne à travers les réseaux sociaux numériques sont censées faire naître une sorte d'homogénéité sociale où le pouvoir s'exerce véritablement pour et par le peuple. De ce fait, les groupes ou fora permettent de faire ressortir une forme de sociabilisation politique basée sur le renforcement d'un sentiment d'appartenance à la nation. Mais ces discussions sont souvent à l'origine des séparations ou encore des usages déviants allant jusqu'à ériger les réseaux sociaux numériques en espace de contestation.

Il est important de noter que l'émergence de l'opinion publique est indissociable de l'avènement de la démocratie, l'opinion publique est désormais entendue comme celle du plus grand nombre. Les réseaux sociaux numériques ont juste offert une nouvelle plateforme de popularisation de ces opinions.

2. Mobilisations collectives sur les réseaux sociaux numériques

L'avènement des réseaux sociaux numériques a eu un effet positif sur l'action sociale, tant sur le plan individuel que sur le plan collectif. Les réseaux sociaux numériques sont de nos jours un facteur générateur d'actions. Exemple pris des mouvements de revendications observés dans les pays africains comme : le mouvement « *Y en a marre* » au Sénégal¹³⁸ ou encore « *Balai Citoyen* »

¹³⁶ Séverine Arsène, « Internet et politique en Chine », in *Recherches Internationales*, Jean-François Bayart, Karthala, pp.420, 20119782811105808. fihal-00704198f

¹³⁷ Céline Maturak, « Le forum comme lieu de production d'un discours unitaire et mobilisateur : un nouveau terrain pour la confrontation idéologique chez les mouvements politiques marginaux », in *Enjeux théoriques et interrogations méthodologiques*, 9e Congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP), atelier 8 La discussion politique en ligne, Toulouse, 5-7 septembre 2007.

¹³⁸ Mamadou Ba, « Dakar, du mouvement Set Setal à Y'en a marre (1989-2012) », *Itinéraires* [En ligne], 2016-1 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2016, URL : <http://journals.openedition.org/itineraires/3335>

au Burkina Faso¹³⁹ où plusieurs appels aux rassemblements ont été faits à partir des réseaux sociaux. C'est un argument que partage le Pr Mathias Eric qui dira :

Les réseaux sociaux (numériques) sont un espace de communication, c'est un espace neuf nouveau, il n'est donc pas étonnant que les forces politiques, autant que les groupes de pression ou d'intérêt aient occupé cet espace-là. Aujourd'hui les réseaux sociaux (numériques) font intégralement partie de l'espace public ce qui montre l'importance qu'ils ont¹⁴⁰.

Le « *Balai citoyen* » est un mouvement issu de la société civile du Burkina Faso, fondé le 25 août 2013, ce mouvement a activement pris part à l'opposition contre Blaise Compaoré en 2014. Les initiateurs du mouvement, qui disent vouloir débarrasser le pays de toutes les « saletés » ont le balai pour symbole et se font appelés « Cibal » : composé de la contraction des mots « citoyen » et « balayeur »¹⁴¹.

Le mouvement « Y'en a marre » quant à lui est un mouvement populaire-citoyen qui a vu le jour en janvier 2011, par un collectif de rappers et de journalistes pour exprimer le ras le bol face à l'injustice sociale, la corruption et la mal-gouvernance¹⁴². Il naît d'un « *sentiment de désillusion des Sénégalais sur le bilan de l'investiture d'Abdoulaye Wade, précédemment qualifié de « héros » ou de « patriarche bâtisseur* » »¹⁴³. Bilan qui était taché de composante comme : multiplications des scandales économiques, la croissance de la dette du pays, concentration accrue des pouvoirs autour de l'exécutif et particulièrement du palais présidentiel.

Aussi, des campagnes sur les réseaux sociaux numériques ont été lancées pour appeler au boycott de quelques produits marocains et des produits français¹⁴⁴ ceci montre que les réseaux sociaux numériques sont une sphère d'action individuelle, mais aussi collective.

Sphère dans laquelle se ruent les groupes à tendance politique ou contestataire. Sur les réseaux sociaux, on observe une dualité incontournable : ils sont à la fois un canal de transmission de messages instantané, rapide et à grande échelle et à la fois un lieu de rassemblement. Les réseaux sociaux numériques apparaissent comme une bouée de sauvetage pour les groupes ou organisations politiques ayant une difficulté à avoir un impact sur l'espace public physique.

¹³⁹ Zakaria Soré, *Le Balai Citoyen*, Analyse sociétale africaine/African societal Analysis (ASA), 2016.

¹⁴⁰ Entretien avec Mathias Eric, le 16 mai 2023 à 18h15, au Rectorat de l'Université de Yaoundé 1.

¹⁴¹ Zakaria Soré, Op. Cit.

¹⁴² Ibrahima Touré, « Jeunesse, mouvements sociaux, citoyenneté en Afrique de l'ouest : étude comparée des mouvements de contestation « Y'en a marre » au Sénégal et « Balai citoyen » au Burkina Faso, in *Africa Development*, Vol.42 N°2, 2017, p. 61-73.

¹⁴³ Ibrahima Touré, op.cit.

¹⁴⁴ Cas de Boycott des produits français et marocains fait pour protester contre la vie chère, développé par Mostafa A., dans son article « l'impact des réseaux sociaux numériques sur le discours de contestation », *Africana-İrÖnu Üniversitesi, Uluslararası Afrika Araştırmaları Dergisi*, 3(1), 2023, p. 51-69.

De même, les réseaux sociaux numériques en tant que lieu d'action virtuelle participent à la création des groupes d'actions de type contestataire insurrectionnel. Car c'est souvent le lieu par excellence où prennent forme les mouvements contestataires, comme le confirme le mouvement populaire « *Biya Must Go* », en ceci qu'ils favorisent la mise en commun des minorités.

Le slogan « *Biya Must Go* »¹⁴⁵ qui pose le postulat d'un Cameroun libre et uni. Le slogan « *Biya Must go* » est introduit par le SDF, dans les années 1992, après le retour au multipartisme. La stratégie adoptée par le SDF était de « faire du SDF un parti national en lui trouvant une base idéologique répondant au problème des Camerounais des années 90 »¹⁴⁶. Il s'est donc de ce fait, installé dans une opposition radicale, envisageant comme unique alternative le renversement du régime en place à travers différents slogans dont le « *Biya must go* » [Biya doit partir], « *change* » [Changement], « *your suffering has come to end* » [votre misère est arrivée à sa fin], etc.

Slogan que l'on retrouve de nos jours dans les pratiques oppositionnelles au Cameroun. À l'instar de la « *marche de la libération* » à Paris le samedi 18 mai 2019, où l'on pouvait lire sur les pancartes des manifestants des slogans dont celui de « *Biya must go* ». Manifestations transmises en direct des pages Facebook de certains militants. La marche avait pour but de passer un message au président de la République, pour lui dire qu'il est temps pour lui de quitter la scène et d'installer une véritable démocratie au Cameroun¹⁴⁷.

Utilisés aussi par les acteurs de l'opposition, les réseaux sociaux numériques sont un espace de propagande où l'apologie de la vision de tel parti d'opposition est faite, ou encore où l'on socialise à la critique¹⁴⁸. En effet, Paola Sedda rappelle que : « *les pratiques émancipatrices qui se développent dans les sphères numériques permettent aux activistes de déserrer les espaces médiatiques et politiques dominant pour se forger, en marge, une conscience protestataire* »¹⁴⁹.

Les réseaux sociaux numériques participent dans à un processus de régénérescence de l'engagement surtout dans le parler politique.

¹⁴⁵ https://www.facebook.com/photo/?fbid=275793511214788&set=a.275793497881456&_tn_=%3C

¹⁴⁶ Théophile Mirabeau Nchare Nom, « Le Social Democratic Front Au Cameroun : Entre Socialisme D'opposition Et Socialisme Démocratique », in *Pour Une Histoire Des Socialismes En Afrique*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2021, p.135-149.

¹⁴⁷ Article par Salma Amadore, Actucameroun.com

¹⁴⁸ Paola Sedda : « L'internet contestataire comme pratique d'émancipation : des médias alternatifs à la mobilisation numérique », in *Les cahiers du numérique*, Lavoisier, 2015.

¹⁴⁹ Ibid., p. 23-24.

Aussi, les réseaux sociaux numériques ont contribué à l'émergence d'un discours contestataire ; en effet, ils jouent également un rôle central dans les contestations, ne serait que pour alerter et informer l'opinion, dénoncer les violences, coordonner les actions et formuler les revendications. « *Les réseaux sociaux numériques amplifient les phénomènes contestataires et de ce fait les hissent, grâce à l'horizontalité dont ils sont les vecteurs, au niveau des gouvernants, devenant alors des ascenseurs contestataires.* »¹⁵⁰

Les réseaux sociaux numériques en tant qu'ascenseurs contestataires ont conduit à un bouleversement du modèle classique de contestation par l'horizontalité du pouvoir. Classiquement, les contestations étaient portées par les syndicats, les associations organisées, mais avec l'arrivée des réseaux sociaux, on observe désormais que n'importe quel citoyen lambda peut être porteur d'une revendication, sans toutefois appartenir à un organisme précis.

¹⁵⁰ Coralie RICHAUD, « Mouvement des « anti » : les réseaux sociaux sont-ils des ascenseurs contestataires ? », https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwii luDI0sz-AhWwTaQEHRE8D_IQFnoECDcQAQ&url=https%3A%2F%2Fwww.unilim.fr%2Fomij%2Fwp-content%2Fuploads%2Fsites%2F9%2F2021%2F11%2F4BilletCoralieRICHAUDComiteFINAL.pdf&usg=AOVaw1lsZD6uicW7JbcNkspmvdy

Figure 9: Mobilisation contre Boris Bertolt



Source : Groupe LCCLC-DR/ Facebook¹⁵¹

Nous illustrons avec cette image un cas pratique de mobilisation collective sur les réseaux sociaux numériques. Il est question de faire appel au maximum de compte Facebook pour signaler la page de Boris Bertolt suites aux informations erronées qu'il a publié sur son fil d'actualité à propos de l'ancien footballeur maintenant Président de la FECAFOOT, Samuel Eto'o. Nous remarquons aussi dans cette publication une dichotomie représentative des réactions face à l'annonce : certains approuvent la démarche (le nombre de likes), et d'autres pas (les deux premiers commentaires sur la photo).

¹⁵¹ <https://www.facebook.com/groups/325804968198852/permalink/1455532111892793/>

III. RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES ET MISE EN PROCÈS DES SYMBOLES DE L'ÉTAT DU CAMEROUN

L'usage des symboles est régulé par des normes. En tant qu'objets sacrés, les symboles de l'État prescrivent d'être utilisés avec soin et avec respect. Le cadre de notre recherche nous amène à voir l'usage des symboles de l'État sous le prisme de la banalisation pour contester le pouvoir central dans l'espace virtuel au Cameroun. Les réseaux sociaux numériques ont été le terrain par excellence dans lequel ont été observés des actes de profanation des symboles de l'État, tant des symboles nationaux que des personnes et personnalités publiques du Cameroun.

L'objectif de cette partie est de faire un état des lieux de ces différents actes de contestation du pouvoir central par les symboles de l'État sur Facebook, Twitter ou encore YouTube.

Les acteurs politiques qui s'adonnent à la contestation politique par l'attaque des symboles de l'État ont adapté leurs stratégies avec le développement de la technologie. Bien avant l'essor des réseaux sociaux, on avait déjà vu certains s'arrimer aux nouvelles technologies de l'information. L'exemple pris des médias sociaux qui leur permettaient déjà de véhiculer leurs messages et ainsi leur apporter une grande visibilité à l'échelle nationale. Les réseaux sociaux numériques ont permis une redéfinition de la carte médiatique en ceci qu'ils ont permis au média classique de sur-exister, à l'instar des émissions de chaînes de télévision qui sont enregistrées afin d'être publiées sur les réseaux sociaux numériques; ça maintient en vie les choses qui devaient être dans le cimetière des souvenirs ; le développement d'Internet avec les réseaux sociaux numériques a permis à l'interne comme à l'externe de dynamiser la contestation politique et la construction d'un « *répertoire médiatique* »¹⁵².

Les réseaux sociaux numériques grâce aux multiples fonctionnalités qu'ils offrent, permettent de donner une force nouvelle à l'engagement politique ; les médias sociaux depuis lors qui servaient beaucoup plus de relais entre l'acteur et sa cible, les réseaux sociaux numériques entraînent désormais la participation. Ce sont des terrains politiques entiers au même niveau que l'espace physique.

Ceci étant à partir des réseaux sociaux, ils déploient cette particularité. On est témoin de retransmissions des actions sur l'espace physique vers la toile, permettant à leurs sympathisants absents physiquement de prendre part virtuellement à la mobilisation. De plus, sur les réseaux sociaux, on ne diffuse pas seulement, on entreprend aussi des actions. Les réseaux sociaux

¹⁵² Sylvie Ollitrault, « De la caméra à la pétition-web : le répertoire médiatique des écologistes » in Réseaux, volume 17, n°98, 1999, pp 153-185.

numériques s'offrent aux plaisirs de l'utilisateur. Ils sont ouverts à qui le veut bien. Nullement besoin d'une autorisation préalable à laquelle sont soumis ceux qui s'engagent dans l'espace physique.

Les acteurs de contestation sont habités par un esprit de liberté absolue. Pour eux, prendre ses marques sur le champ politique, « *c'est sortir de l'ordinaire, c'est-à-dire faire ce que les autres groupes d'acteurs sont en incapacité de produire* »¹⁵³. C'est en ce sens que les réseaux sociaux numériques deviennent les espaces témoins de pratiques de toutes sortes, comme celle qui alimente le corpus de cette recherche : la contestation par la désacralisation des symboles de l'État.

À quel moment observe-t-on les situations de contestation par la désacralisation des symboles de l'État étatiques au Cameroun ? L'acuité de cette question fera l'objet de notre travail au regard des différentes opportunités tirées de l'espace public virtuel que sont les réseaux sociaux.

1. Les réseaux sociaux numériques dans les contestations

Les réseaux sociaux numériques ont pris une place de plus en plus importante dans les mouvements de contestation à travers le monde ces dernières années. Voici quelques exemples :

- « Printemps arabe »

Le printemps arabe est un ensemble de contestation populaire d'ampleur et d'intensité variable selon les pays, qui se sont produits dans plusieurs pays arabes à partir de décembre 2010, tels que : la Tunisie, la Libye, le Maroc, l'Égypte, la Syrie ; etc. Les principales causes étaient : le manque de libertés individuelles et politiques, la misère, le coût de la vie, le besoin de démocratie entre autres. Les réseaux sociaux numériques ont joué un rôle crucial dans les événements du Printemps arabe, en particulier en Tunisie et en Égypte. Les manifestants ont utilisé Facebook, Twitter et YouTube pour organiser des rassemblements, partager des informations et diffuser des images, documentant ainsi les événements en temps réel et les faisant connaître aux médias du monde entier.

- « Black Lives Matter »

Le « Black Lives Matter » est un mouvement qui découle d'un hashtag utilisé sur les réseaux sociaux, depuis 2013. Le mouvement est porté par Alicia Garza, une activiste noire qui avait écrit un billet d'humeur, suite à l'acquittement de George Zimmerman, soupçonné d'avoir tué un jeune noir américain de 17ans. Il deviendra officiellement un mouvement de défense des

¹⁵³ Sylvestre Noa, Op Cit. p.10.

droits civiques en 2015 et se donne pour mission d'être une « intervention politique et idéologique dans un monde où les noirs sont systématiquement les cibles de la mort ».

Le mouvement connaît une résurgence en 2021, lors de la mort d'un autre citoyen noir américain du nom de Georges Floyd. Sur les réseaux sociaux, notamment sur Twitter, on observait une forte mobilisation derrière le hashtag #BlackLivesMatter, de la part de personnalité politique, de chanteurs, de comédiens, etc. Les réseaux sociaux numériques ont aussi joué un rôle majeur dans le mouvement Black Lives Matter, en permettant aux manifestants de s'organiser, d'alerter l'opinion publique, de diffuser des images de violences policières et de mobiliser des soutiens.

- « Gilets jaunes »

Les réseaux sociaux numériques ont également été un outil de mobilisation dans le mouvement des Gilets jaunes en France, permettant aux manifestants de s'organiser, de partager des informations et de diffuser en direct les événements sur les réseaux sociaux.

- « #jeuxmacni »

L'hashtag #jeuxmacni est un appel popularisé sur les réseaux sociaux, en l'occurrence Facebook, où le postulat central est d'interpeller l'organisme en charge de la production des Cartes Nationales d'Identité en raison de la non-disponibilité des cartes, même après un délai d'attente suffisamment long (deux ans voir plus), mais aussi un appel aux autorités gouvernementales, dans le but de trouver un moyen de remédier à cette situation. Il est principalement porté par des figures comme : Cabral LIBII, Anne Féconde Noah¹⁵⁴, le comédien La légende, etc.

Cependant, l'utilisation des réseaux sociaux numériques dans les contestations peut aussi être critiquée pour son manque d'objectivité et de véracité, notamment en termes d'informations diffusées et de sources vérifiées. Par ailleurs, l'utilisation de ces outils de communication est souvent limitée par des censures gouvernementales ou des suspensions de comptes.

2. Les Opportunités d'opposition par l'attaque des symboles de l'État sur la toile

Nous entendons par opportunités d'opposition les situations ou moments pendant lesquelles les acteurs de ce type de contestation, c'est-à-dire, les acteurs de la contestation par l'attaque des symboles étatiques, agissent le plus souvent. Autrement dit, il s'agit ici de dérouler, et ce de manière non exhaustive, les périodes pendant lesquelles l'on retrouve une ribambelle de publication sur la toile camerounaise des actions de contestation à l'intérieur desquelles sont mises à la disposition des actions contestataires, les symboles étatiques.

¹⁵⁴ Macaire Eyenga et al., 2022, Op. Cit.

Il est important de noter que les symboles sont au cœur des réactions, en d'autres termes, les symboles font partie intégrante des représentations derrière la figure de l'État. En ce sens, c'est en fonction de l'usage fait de symboles étatiques que l'on acquiert la possibilité de diriger ou d'orienter les comportements sociaux autour de la figure de l'État. C'est ce que démontre Laurie Boussaguet¹⁵⁵ dans son article sur la mobilisation des symboles pour répondre au terrorisme. En effet, que l'on pense au deuil national ou encore au recours au drapeau, à la minute de silence ou au chant de ralliement, les symboles étatiques renferment des significations importantes dans la création d'un sentiment fraternel et unitaire. « *Un symbole est un geste, une image, un objet, ou un son qui porte des significations qui vont au-delà de ce qu'il est lui-même, qui renvoie à quelque chose d'autre, qui détient un pouvoir évocateur.* »¹⁵⁶

En observant les opportunités d'opposition sur les réseaux sociaux numériques par l'attaque des symboles de l'État, nous constatons une chose les acteurs principaux de cette pratique politique sont en grande majorité des groupes de pression et des faux comptes qui agissent sous le prisme de l'anonymat que procure les réseaux sociaux. S'agissant des moments, les situations principales observées sont : les déplacements extérieurs des autorités, le temps électoral, la figure du Chef de l'État, les événements sociaux et politiques.

2.1. Les déplacements des autorités politico-administratives

Les sorties des autorités à l'extérieur sont des moments privilégiés par les acteurs de contestations, surtout lors des voyages en Occident. L'exemple pris des déplacements du Président de la République, toujours très animés par la présence presque immédiate des militants d'opposition. En effet, à chaque visite officielle ou encore à chaque déplacement outre frontière du Président, il est accueilli par une délégation d'opposants farouches contre le pouvoir central.

Il est reproché plusieurs faits au président de la République comme le prouvent les nombreuses vidéos postées sur le réseau social YouTube. Entre autres on peut citer : Paul Biya représenterait un danger pour le Cameroun et son avenir en description de certaines vidéos¹⁵⁷ ; Paul Biya et son clan sont des « Nazis noirs »¹⁵⁸ après l'accident de train à Eseka.

Des partisans du CODE, dans ce cas, assimilent le Président et son gouvernement, à des instituteurs de la dictature, concourant aux massacres des populations comme à l'époque nazie et

¹⁵⁵ Laurie Boussaguet, Florence Fauche, « Mobiliser des symboles pour répondre au terrorisme : L'exécutif français face aux attentats de 2015 à Paris », *LIEPP Policy Brief*, 28, 2016, 10.25647/liepp.pb.28.hal-0218633

¹⁵⁵ Publié le 28 janvier 2016, par le CODE, <https://lecode.canalblog.com/archives/2018/01/30/33294826>

¹⁵⁶ Laurie Boussaguet, « Mobiliser des symboles pour répondre au terrorisme : L'exécutif français face aux attentats de 2015 à Paris », 2016, op. Cit.

¹⁵⁷ Publié le 28 janvier 2016, par le CODE, <https://lecode.canalblog.com/archives/2018/01/30/33294826.html>

¹⁵⁸ https://www.alwihdainfo.com/Accident-de-train-a-Eseka-au-Cameroun-Pour-le-CODE-Paul-Biya-et-son-clan-sont-des-Nazis-Noirs_a43294.html

le massacre des Juifs. Dans cette publication du comité constitutionnel du CODE, ils dénoncent qu'en 34 années de pouvoir, Paul Biya soit incapable de construire une autoroute allant de la capitale économique à la capitale politique, ils l'accusent les différents mandats du Président comme « des décennies de mauvais choix », d'« inaction » et de gabegie du pouvoir en place. Pour eux, l'État a failli à sa mission en ce qui concerne le Cameroun.

Les séjours du président dans les pays occidentaux restent des moments de forte attention médiatiques. Il apparaît donc légitime de les analyser comme événements majeurs concourant à l'attaque de l'autorité qu'est le Président.

La B.A.S. dans ses publications exige la fin du régime de Paul Biya. Pour ce faire, elle profite des missions du président à l'étranger pour l'attaquer. Dans ce cas de figure, les réseaux sociaux numériques sont un intermédiaire entre les militants sur place et ceux en ligne, pour diffuser les actions perpétrées à l'encontre du Président de la République. À l'intérieur de ces vidéos, on peut voir des actions de protestation par l'attaque du véhicule présidentiel, ou encore entendre des propos injurieux à l'égard du Président et par ricochet de son gouvernement.

En se déplaçant en occident, les autorités doivent s'attendre à faire face à une vague de militant d'opposition, qui profitent de leur présence hors du territoire national pour légitimer leurs actions et marquer leur désapprobation vis-à-vis de la manière de gérer les affaires de l'État, et ce principalement par le biais des attaques. Cas pris de la délégation du ministre de la Justice et du Ministre des Relations extérieures, qui s'est heurtée à une vague de haine de la part des militants d'opposition de la diaspora lors de leurs missions à Bruxelles.¹⁵⁹

Plusieurs autres cas le démontrent à l'instar du sabotage organisé de la réunion de sensibilisation à Prétoria, le sabotage des activités du RDPC présidées par les envoyés du comité central à Londres en 2019¹⁶⁰. Tout ceci dans le but de faire l'illustration à l'échelle nationale de l'« incompétence du parti au pouvoir » à gouverner le Cameroun. En effet, pour ces acteurs, le RDPC, avec à sa tête Paul Biya, ne possède plus les capacités physiques, matérielles de pouvoir gérer les affaires de l'État. Attribut qu'ils justifient en se basant sur l'âge de certaines autorités administratives.

2.2.La figure du Chef de l'État

La figure du Chef de l'État constitue à elle seule l'attraction principale de l'attaque des symboles de l'État. Le Président, Chef de l'État, Paul Biya est la raison principale des actions des

¹⁵⁹ <https://www.youtube.com/watch?v=WCUuRrprgD0>

¹⁶⁰ <https://www.youtube.com/watch?v=-ADIfGY3MM>

opposants. Les acteurs de l'opposition par les symboles étatiques pensent à travers leurs actions, régler leurs contentieux avec le Chef de l'État.

Ils ne s'attaquent pas au Chef de l'État de manière réfléchie, mais s'adonnent à des pratiques politiciennes vulgaires telles que : les injures, le saccage, la destruction de l'effigie, etc. Ils passent au peigne fin tous les faits et gestes du Chef de l'État, pour pouvoir lui renvoyer un ascenseur sanglant au moindre geste.

La plupart de ces activités que ce soit un voyage de missions ou un voyage de vacances¹⁶¹, ou encore la célébration de son anniversaire, un deuil, sont des opportunités politiques à saisir à tout prix pour le saquer. Sylvestre dans sa thèse dira : « *le plaisir est à son comble lorsqu'on agresse, invective, vitupère, fustige Paul Biya en sa propre présence. Plus qu'un exploit, c'est un trophée de guerre que les militants n'hésitent pas à brandir à la moindre occasion* »¹⁶². Des actes qui sont aussitôt commis, aussitôt partagés sur les réseaux sociaux.

Il y a dans ces actions, toute une volonté d'humiliation, nous nous basons ici sur vidéos foisonnantes sur Facebook ou encore YouTube, des manifestations lors des séjours du chef de l'État, à l'Hôtel Intercontinental de Genève en Suisse. Sa longévité au pouvoir semble être la première pilule dure à avaler pour l'opposition. Il faut donc faire preuve de la culture de l'humiliation¹⁶³ pour pousser le chef de l'État à renoncer au pouvoir.

Ils adoptent pour ce faire la méthode suivante : « à la guerre comme à la guerre », qui veut tout simplement dire que pour eux, tous les moyens sont bons pour perturber au maximum la présence du Chef de l'État, et ceci à tous les prix, même s'il faut procéder par la désacralisation d'un symbole étatique.

2.3.La période électorale ou les périodes électorales

Depuis les élections présidentielles de 2011, planent toujours au-dessus des élections un climat de contestation des résultats et du manque de légitimité du processus électoral au Cameroun. Le déroulement des élections au Cameroun a toujours suscité d'importants débats sur les réseaux sociaux. Avant les élections, après les élections et voire même pendant les élections, les appels aux boycotts au sein de l'opposition, se font ressentir sur les réseaux sociaux.

Les élections récentes au Cameroun en sont la preuve palpable, que ce soit l'élection présidentielle ou les élections municipales. Il est question de tout faire pour évincer la « décennie BIYA ».

¹⁶¹ <https://youtu.be/29yU7rFr8NA>

¹⁶² Sylvestre Noa, 2020, Op. Cit.

¹⁶³ <https://youtu.be/3D2h3bSKXEY>

Le temps électoral est une période à forte résonance politique. Il est catalyseur des activités politiques en contexte de démocratie. C'est à cette période que le peuple peut en effet exercer son pouvoir et pas les représentants qu'il aura choisis. C'est donc une opportunité de vigueur pour mener des actions plus fortes, susceptibles d'avoir un écho favorable dans l'exercice de la conquête du pouvoir. Les réseaux sociaux numériques au Cameroun sont de ce fait, un espace bouillonnant pendant cette période.

Pour les acteurs de l'opposition, la période électorale est le moment idéal où, ils peuvent faire valoir leur culture de l'humiliation à l'encontre du Président de la République et des partisans de la philosophie du R.D.P.C, parti au pouvoir.

« *Le Cameroun est gouverné par un dictateur* »¹⁶⁴, la dictature ici est prise non pas par le manque de multipartisme ou de liberté, mais dans la longévité qu'ils contestent, en affirmant que, les élections sont truquées depuis les premières élections présidentielles, remettant ainsi en cause la légitimité d'ELECAM¹⁶⁵, organe chargé des élections au Cameroun. Il est donc impératif pour les opposants au régime en place, d'investir cette opportunité pour montrer au grand nombre, à l'échelle internationale, la dictature du régime de Paul Biya et ses courtisans.

Tout commence par l'annonce de la candidature du président aux élections présidentielles d'octobre 2018, cette annonce est mal reçue par les opposants, surtout ceux de la diaspora, qui n'hésitent pas à le faire savoir sur les réseaux sociaux. Ce que démontre Irénée Godefroy Zanga¹⁶⁶, lorsqu'elle analyse la violence autour de l'élection présidentielle de 2018 au Cameroun et revient sur les actes de violence verbale et violence physique, ayant eu lieu pendant cette période, opposant les « Tontinards » et les « Sardinards », deux axiomes nés de l'opposition entre le parti au pouvoir et les partis d'opposition.

*« Tontinard » désignerait dans l'inter discours pré et post électoral, des personnes assoiffées de pouvoir et d'argent, sans foi ni loi, qui seraient prêtes à tout vendre, moyennant une poignée d'argent, y compris leur patrie. ». « Sardinard » désignerait des personnes sans consistance, affamées, qui échangeraient leur vote contre des boîtes de sardines distribuées par les membres du parti au pouvoir pour s'assurer les voix des potentiels électeurs.*¹⁶⁷

¹⁶⁴ <https://youtu.be/3D2h3bSKXEY>

¹⁶⁵ <https://youtu.be/Kiq8Xk6iCyY>

¹⁶⁶ Irénée Godefroy Zanga, « De la violence verbale pré-électorale à la violence physique post-électorale : essai d'analyse d'une trajectoire prévisible autour de l'élection présidentielle de 2018 au Cameroun », *Revue de l'ACAREF*, Esstic- Yaoundé II- Soa ? 2020. <https://revues.acaref.net/wp-content/uploads/sites/3/2021/12/Irenee-Godefroy-ZANGA-TAP-VIOLENCE-VERBALE.pdf>

¹⁶⁷ Irénée Godefroy Zanga, Op. Cit.

2.4. Les événements sociopolitiques

En plus des opportunités déroulées plus haut, les actions d'opposition par l'attaque des symboles de l'État, se construisent autour du Climat sociopolitique actuel du Cameroun. Il s'agit de l'actualité qui leur permet de faire ressortir les incapacités du gouvernement. En effet, ces détracteurs sont à l'affût du moindre fait ayant lieu au Cameroun, ils en arrivent même souvent à en avoir l'exclusivité. Ils incombent à Paul Biya la responsabilité de toutes les crises sociopolitiques dont fait, a fait face le Cameroun¹⁶⁸, l'objectif étant de toujours délégitimer le Chef de l'État, par le biais des réseaux sociaux. On assiste le plus souvent aussi à une politique à outrance des faits sociaux.

Le moindre défi social se transforme en un contentieux politique¹⁶⁹. Pratiques privilégiées par les opposants extraterritoriaux : disparitions d'un bébé, accident de circulation, accident de travail, retard de construction, tout est la faute du Président. Ils investissent ces situations sociales pour régler leur compte avec le régime Paul Biya et en font une campagne de négativité accrue sur le Président, dans les réseaux sociaux, en appelant à un Cameroun nouveau.

IV. SYNTHÈSES DE LA CONTESTATION PAR LA DÉSACRALISATION DES SYMBOLES DE L'ÉTAT

Il s'agit dans cette partie de faire une analyse des opportunités politiques présentées plus haut. Le but ici étant de sortir de l'ombre les raisons derrière le recours aux symboles de l'État dans les logiques de contestation au Cameroun. La contestation fait partie intégrante aux démocraties, car elle est un moyen pour les groupes divers de participer dans l'architecture future de leur Nation, aussi une manière de refléter les différents intérêts et valeurs qui existe dans une société. La contestation politique fait référence à une compétition, un débat et un conflit entre deux parties principales au Cameroun : le régime Biya et le reste de l'opposition, dans la conquête du pouvoir camerounais.

Dans la contestation politique, différents groupes ou individus se mettent en compétition sur leurs différentes visions de la manière dont doit être gouverné l'État, et ils cherchent à faire passer leur vision à travers les élections, les mobilisations sociopolitiques, les mouvements sociaux. Le but principal des contestations politiques est souvent d'influencer les décisions politiques ou de gagner du pouvoir politique, tant par des actions pacifiques ou plus ou moins violentes. Au Cameroun, l'une des pratiques politiciennes de conquête ou de lutte contre le pouvoir central est

¹⁶⁸<https://www.voafrique.com/a/selon-un-opposant-paul-biya-est-seul-responsable-de-la-crise-anglophone/4535813.html>

¹⁶⁹ <https://youtu.be/T5IuUBBkAXU>

l'attaque des symboles étatiques. De même, un aspect particulier est à noter dans l'analyse de la contestation par la désacralisation des symboles de l'État. Il s'agit du fait que les actions perpétrées par les acteurs de contestation par les symboles de l'État ont des auteurs précis et une trajectoire précise.

1. Les acteurs de la contestation par la désacralisation des symboles de l'État

L'analyse des situations de contestation ou d'opposition par la désacralisation des symboles de l'État s'est heurtée à un aspect particulier de cette réalité sociale. Ce ne sont pas les partis d'opposition formels et légaux au Cameroun qui procèdent à une contestation ou à une la contestation par la désacralisation des symboles de l'État. Par parti d'opposition, on entend ici : « *un groupe social, organisé de manière durable, articulé jusqu'à l'échelon local, et sollicitant le soutien populaire en vue et l'exercice direct du pouvoir* »¹⁷⁰. Ce sont en effet des groupes de pression et d'intérêt qui s'adonnent à cette pratique peu luisante pour l'image d'un pays, si nous nous basons sur la portée juridique que referment les symboles étatiques. Notre analyse a conduit à l'identification de trois entités précises : le CODE, la B.A.S et les militants « Ambazonniens ».

1.1.Le CODE

Le Collectif des Organisations Démocratiques de la Diaspora Camerounaise, ou en abrégé CODE nait à la fin de l'année 2003, il est un regroupement de plusieurs associations, mouvement et parti politique camerounais qui :

*Travaille à mobiliser les compatriotes de l'étranger, autour de leurs occupations politiques et sociales d'une part et d'autres parts pour qu'ils apportent leurs contributions à la lutte du peuple pour la démocratie, l'État de droit et le changement politique, économique et social dans le pays*¹⁷¹.

C'est la déclaration de Bruxelles, lors d'une rencontre des organisations militantes d'opposition extraterritoriale, le 10 décembre 2003, qu'est annoncée la création du CODE.

Le CODE est doté d'une philosophie bien définie en un objectif principal : « la nécessité d'un changement politique profond, radical et immédiat au Cameroun ». En ce sens il lutte pour un remaniement politique complet et total du système politique camerounais. Et le changement politique n'est possible qu'avec le départ au pouvoir du régime Biya. Argument qu'il soutient lorsqu'il stipule dans cette même charte que : « *notre objectif n'étant pas de gouverner le Cameroun, mais de chasser Paul Biya et sa clique de corrompus* ».

Pour ce faire, il est question de prôner et d'œuvrer pour le départ par « tous les moyens possibles » de Biya et de son régime ; ceci passe par les manifestations, les rencontres et les

¹⁷⁰ Raymond Boudon et Al, Dictionnaire de la sociologie, op. Cit. P 172-173.

¹⁷¹ Charte du CODE, voir annexe.

séances d'informations sur les droits de l'Homme, qu'il estime fortement violés au Cameroun, par le régime au pouvoir, le régime Biya.

Le CODE dénonce avec ferveur les arrestations des membres de l'opposition au Cameroun, et au jour d'aujourd'hui, le CODE apparaît comme un pôle actif de contestation des Camerounais de la diaspora.

1.2.La B.A.S

La Brigade Anti Sardinards ou en abrégé B.A.S, est à l'entame un slogan pour contester le pain et la boîte de sardines distribués après les meetings du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais. Il a progressivement évolué au point de devenir un mouvement de contestation et se donne pour projet de boycotter toutes les prestations programmées par le RDPC en Occident, que ce soit par l'attaque indirecte du Président lors de ses voyages dans les pays occidentaux, ou encore le saccage des ambassades représentatives de l'État du Cameroun, et la dénonciation massive des manquements et limite du pouvoir central à travers les pages Facebook, Twitter et YouTube. Ne disposant certes pas d'une hiérarchie à l'image du CODE, la « brigade » tend à vouloir substituer le CODE dans son idéologie de changement politique coûte que vaille.

Les actes perpétrés par le CODE ou la B.A.S relèvent d'une logique particulière et concise : le désir de changement politique. Et ce désir de changement passe par une seule variable : le rejet catégorique du régime Biya, de la plus petite entité politique au Président de la République. Leur lutte s'articule sur le désir d'alternance et prends origines des frustrations observées par leurs membres sur les questions de gouvernance. Un facteur important est cependant à noter dans l'analyse de la contestation par la désacralisation des symboles de l'État : pour se développer, ces deux mouvements utilisent les réseaux sociaux numériques. Les tenants du groupe sont : Calibri Calibro, Sandy Boston, Valdez N.,

1.3.Les Militants Ambazonniens ou « Amba Boys »

Le 1er octobre 2017, un groupe de séparatiste déclare l'indépendance d'un État à travers les réseaux sociaux¹⁷². Cet État est appelé : « Ambazonia ».

« The Republic of Ambazonia » est constitué selon sa propre dénomination des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest Cameroun. Les « Amba boys » constituent le groupe armé de l'État d'« Ambazonie ».

Leurs actes ne relèvent pas d'une logique complètement éloignée de celle de la B.A.S ou du CODE, ils se veulent juste plus radicaux et plus violents. Ceux-ci espèrent aussi en une alternance politique, mais particulièrement accés sur la reconsidération des Camerounais

¹⁷² <https://www.dw.com/en/who-are-camerouns-self-named-ambazonia-secessionists/a-50639426>

ressortissants des deux régions anglophones. Pour ce faire, ils manifestent leur rejet par la destruction, les boycotts, les appels à ville Morte, les assassinats des institutions représentatives de l'État du Cameroun et par l'érection de nouveaux symboles dans le but de resocialiser les mentalités au rejet de tout ce qui concernerait le Cameroun, de près ou de loin. Emmanuelle Pommerolle considère la partie anglophone du Cameroun comme « *un espace continu de revendications* », « des mouvements sécessionnistes proclament le droit à l'indépendance de ces territoires anciennement sous mandat britannique et contestent la toute-puissance de l'État « francophone »¹⁷³.

Pas que des acteurs collectifs, plusieurs activistes se sont mis en avant par leur participation à la contestation politique par l'attaque des symboles de l'État. Nous en citerons quelques-uns dans les lignes qui suivent.

1.4. Boris Bertolt ou influenceur politique

Il fait partie des lanceurs d'alerte les plus influents au Cameroun sur la plateforme numérique Facebook. Il est un acteur ayant fait partie tant de la contestation politique intra territoriale, que de la contestation politique extraterritoriale au même titre que Valséro¹⁷⁴.

Il lorsqu'il est encore étudiant en histoire à l'Université de Yaoundé I en tant que directeur de publication d'un journal étudiant qui fera immédiatement faillite nommé Camune. Il est recruté ensuite au journal le Jour et après au quotidien Mutations. Ce n'est que lorsqu'il bénéficie d'une bourse offerte par l'Union européenne qu'il se découvre une vocation de journaliste antisystème¹⁷⁵.

Vocation qu'il assouvit à travers sa page Facebook.

Il consacre à cet effet sa page Facebook à dénoncer les affres du régime en place en publiant les témoignages et plaintes des Camerounais. En 2020, il a dénoncé à travers sa page des cas de détournement et de mauvaises gestions des entreprises publiques et parapubliques par les gouvernants, il s'agissait de la gestion des fonds consacrés à la construction et rénovation de stades, à la mauvaise gestion du ministère des Travaux Publics qu'il accusait de détourner les fonds de cette construction, le détournement de fonds au ministère de l'Habitat, etc. Boris Bertolt se veut le révélateur des tricheries financières du régime Biya. Boris Bertolt a d'ailleurs été le premier à avoir mis nu les actes de corruption de la présidente du conseil d'administration de l'ART Justine Difo, impliquée dans de nombreux recrutements frauduleux. Elle sera par ailleurs rappelée à l'ordre par son ministre de tutelle après les révélations du journaliste.

¹⁷³ Emmanuelle Pommerolle, « La démobilisation collective au Cameroun : entre régime post autoritaire et militantisme extraverti », in *Critique Internationale*, 2008/3, n°40, p. 76.

¹⁷⁴ Nous nous appesantirons sur son cas dans les lignes qui suivent.

¹⁷⁵ Sylvestre Noa, 2020, *Militantisme extraterritorial*, op. Cit.

Pas que sur Facebook, l'activiste est aussi reconnu pour son ouvrage sur : « *L'Otage : Enquête sur une guerre, l'histoire d'une inimitié et de mépris entre Paul Biya et Maurice Kamto* », publié en 2020. Ouvrage qui décrit les événements ayant parsemé la vie politique de la période allant de l'élection présidentielle contestée du 7 octobre 2018 à la libération du président national du MRC, Maurice Kamto le 5 octobre 2019. Il met en scène Paul Biya, officiellement déclaré vainqueur de l'élection présidentielle et Maurice Kamto, son adversaire politique qui entre 2004 et 2011 a été son ministre délégué auprès du ministre de la Justice. Il est l'un des membres les plus actifs du groupe fard *Le Cameroun c'est le Cameroun*, en abrégé LCCLC sur Facebook.

1.5. Valsero ou « le papa des coups de minorités »

De son vrai nom Gaston Abé, il se fait appeler le « *Général Valsero* » et se donne pour but de lutter contre le pays qui tue les jeunes à travers la musique et en particulier le Rap. Il se veut « porte-parole du peuple », ce même peuple que le RDPC entreprend de rassembler. Il est reconnu pour son titre « Lettre au président » dans lequel il n'hésite pas d'interpeler directement le président sur les manquements dans sa gestion des affaires de l'État. De même, en tant que porte-parole du peuple, il se veut porter la voix des revendications des Camerounais vivant au Cameroun tant de la diaspora.

Son titre intitulé : « Motion de soutien » est l'un des éclats lyriques dont il est l'auteur. En effet dans ces paroles il laisse comprendre explicitement qu'il est en guerre contre le régime et dénonce : « *trente-trois ans de dictature, trente-trois ans de corruption, trente-trois ans de népotisme, trente-trois ans de destruction, trente-trois ans de souffrance, de misère sans interruption, trente-trois ans d'arrogance, de violence et d'humiliation.* »¹⁷⁶

Nous dénombrons entre autres de ses chansons engagées : « zombie », « how many people this man go kill ? », etc.

Sur le plan politique, Valsero ne cache pas sa sympathie avec Maurice Kamto, président du parti d'opposition MRC à qui il accorde son soutien indéfectible. Il n'hésite pas à parler de lui en utilisant le nominatif de « Président élu », contestant farouchement les résultats des dernières élections présidentielles de 2018. En parallèle avec son rap, il est un activiste très suivi sur Facebook à travers sa page qu'il surnomme « la clinique ». Page dans laquelle à l'image de la clinique, il se donne pour rôle d'être le médecin de la société malade du Cameroun.

Dans sa lutte il s'est vu retirer la nationalité camerounaise et vit désormais en exil en France.

¹⁷⁶ Paroles issues du morceau « Motion de soutien » du rappeur Valsero, sorti le 10 mai 2016.

1.6.Sandy Boston ou « l'Amazone du net »

Activiste de première heure, Sandy Boston est l'une des figures emblématiques de la lutte contre le régime au pouvoir. Elle fait à l'entame de sa lutte partie du groupe les « Amazones », un groupe femme qui se donne pour mission de lutter et dénoncer les problèmes politiques et sociaux du Cameroun, à partir de la diaspora. Elle est l'une des figures de proue du mouvement « Bobi Tanap »¹⁷⁷ qui est un mouvement qui s'inspire de l'usage du corps de la femme pour dénoncer, pour revendiquer. Elles, ces amazones, n'hésitent pas à mettre de haut de leur corps à nue pour la cause défendue en raison de la symbolique de la nudité.

Elle est une des générales de la B.A.S. qu'elle soutient contre vents et marée et scande les exploits sur sa page Facebook dénommée, Sandy Boston officiel. Sur cette page, Sandy dénonce, publie les initiatives de la B.A.S UK, dont le dernier en date est le boycott de l'artiste Grace Decca. En 2020, l'activiste annonce la « fin de la rigolade » dans un direct sur sa page Facebook, dans ce direct du 6 février, elle arbore un portrait du président de la République auquel elle met le feu en traitant le Président de la République d'« *usurpateur* », mais surtout en menaçant que la prochaine fois qu'elle aura recours aux flammes, « *ce ne sera plus le portrait* »¹⁷⁸.

Connue pour ses holdups, elle n'hésite pas à s'en prendre indirectement à la famille présidentielle sur sa page, ceci par la dénonciation lors d'un direct retiré sur sa page des méandres incestueux de la famille présidentielle, ou encore de l'incapacité de la fondation médicale Chantal Biya à administrer des soins sanitaires vu que la fondatrice elle-même se soigne à l'étranger, etc. Elle ne se limite pas qu'à la famille présidentielle, elle accuse avec véhémence les membres du gouvernement dont le dernier en date est le ministre délégué au Ministère de la Justice M. Jean de Dieu MOMO, qu'elle qualifie sur une publication sur sa page Facebook de : « *Ministre des affaires inutiles* » qualificatif auquel elle ajoute : « *Du kongossa et de l'amusement des traites et des frustrés* ».

Comme tous les autres activistes de la B.A.S, elle ne cache pas sa sympathie pour le président du parti pour la renaissance du Cameroun, en l'affichant sur sa photo de couverture Facebook, ou encore en dénonçant la RDPCisation de Me. Michelle Ndoki désormais candidate à la présidence du MRC.

Elle vit au même titre que Valséro, en exil en Angleterre.

¹⁷⁷ Issue de la traduction libre. En francanglais, bobi signifie sein, et tanap debout. Nous pouvons donc dire que Bobi Tanap signifie : sein debout.

¹⁷⁸ <https://actucameroun.com/2020/02/08/sandy-boston-cheffe-des-amazones-de-france-apres-avoir-brule-un-portrait-de-paul-biya-dans-un-direct-sur-facebook-2020-ce-sera-le-feu/>

1.7. Patrice Nganang ou « marqueur du militantisme de la diaspora »

Il entame sa carrière militante en Allemagne en tant qu'écrivain engagé, le positionnant plus comme : « *un partisan extraterritorial de la lutte solitaire* »¹⁷⁹. Il s'est fait connaître de manière plus vive lors de la crise anglophone et de l'élection présidentielle de 2018 à partir de ses positions désormais tranchées sur le régime en vigueur au Cameroun.

Concernant la crise anglophone, il s'est allié au « gouvernement ambazonien » dans lequel il œuvrait pour « *l'achat des armes nécessaires à la rébellion séparatiste* »¹⁸⁰, en lançant régulièrement des levées de fonds. À la fin de l'élection présidentielle de 2018, il marque son soutien au candidat déchu du MRC en lançant une chaîne de télévision pro-Kamto qu'il va appeler : Generation Change TV, GCTV, « *grâce aux levées des fonds auprès des militants et sympathisants du MRC* »¹⁸¹, dans le but de concurrencer les chaînes dites pro-Biya (CRTV, Canal 2...).

Sur les plateformes numériques, en l'occurrence Facebook, il qualifie sur une de ses publications qui datent du 11 juin 2023 le Cameroun d'« *un pays (qui est) comme un homme brutal avec qui vous avez eu un mouna (enfant) jadis, et que vous n'aimez plus* ». Cette allégorie connote deux éléments : le Cameroun comme un homme brutal, pourrait signifier la brutalité avec laquelle le Cameroun, par ricochet ceux qui gouvernent l'État, traitent ceux qui y sont sous son aile ; et que vous n'aimez plus, un état dans lequel l'appartenance au Cameroun est rejetée et fortement repoussée.

Un constat général est fait, les acteurs qui portent la désacralisation des symboles étatiques du Cameroun sont en grande partie exilés ou résidents d'autres pays que le Cameroun. Aussi, ceci n'est pas une liste exhaustive, plusieurs autres activistes sont connus sur la scène médiatique et numérique. Ces actes de décrédibilisation et la finalité derrière témoignent la frustration entretenue par ce type d'acteur. Qu'elles soient de manière plus détaillée, les causes de cette opposition par l'attaque des symboles de l'État ?

2. Les Causes de la contestation par la désacralisation des symboles étatiques

On en distingue deux particulières : les causes culturelles et les causes politiques.

2.1. Les causes culturelles

Il existe de nombreuses causes culturelles pour lesquelles les gens contestent les symboles étatiques. Parfois, ces symboles sont perçus comme des représentations de la mainmise de l'État

¹⁷⁹ Sylvestre Noa, *Militantisme extraterritorial...*, op. Cit.

¹⁸⁰ Ibid., p.114.

¹⁸¹ Ibid., p. 115.

sur la population, et sont donc rejetés par ceux qui luttent pour l'égalité, la justice et la liberté¹⁸². Les symboles étatiques peuvent également être contestés en tant que symboles coloniaux ou impérialistes imposés par des puissances étrangères.

Symboles hérités de la colonisation, certains symboles étatiques qui ont été hérités de la période coloniale peuvent être contestés, car ils sont perçus comme imposés par des puissances étrangères qui ont exploité le pays et sa population. Par exemple, le drapeau camerounais actuel a été adopté lors de la réunification des deux anciennes colonies allemande et française en 1961, mais certains militants considèrent qu'il ne représente pas les cultures et les identités plurielles du pays et qu'il doit être remplacé par un nouveau drapeau plus représentatif. Ce qu'expriment certains activistes la B.A.S. dans leur vidéo¹⁸³.

Symboles d'un pouvoir autoritaire, depuis l'indépendance du pays en 1960, le Cameroun a été dirigé par le même parti politique et le même président, Paul Biya, depuis 1982. Certains opposants politiques et activistes assument le fait que les symboles étatiques tels que l'hymne national ou les armoiries, sont utilisés pour renforcer le culte de la personnalité autour de Biya et du parti au pouvoir, plutôt que d'être des représentations démocratiques du pays. Ce qui explique les actes de rejet des symboles étatiques perpétrés par les militants de la république Ambazonienne, et aussi le désir d'alternance des militants de la B.A.S.

Symboles d'une nation divisée : le Cameroun est un pays multilingue et multiethnique, avec des tensions régionales et politiques qui ont émergé ces dernières années. Certains groupes, comme les anglophones du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, ont remis en question les symboles étatiques, car ils sont perçus comme étant centrés sur la francophonie et ne reflétant pas les cultures et les langues anglophones. Par exemple, des militants anglophones ont appelé à la suppression de la chanson "Ô Cameroun berceau de nos ancêtres" de l'hymne national, en raison de son contenu francophone et de son manque de respect pour les cultures anglophones. Ceci explique à suffisance la logique de rejet dans laquelle sont encrés les militants de l'Ambazonie.

En outre, il peut y avoir des différences d'opinions sur les valeurs et les idéaux que les symboles étatiques représentent, ou les personnes peuvent contester le fait que les symboles étatiques ne reflètent pas les réalités de leur pays. En fin de compte, la contestation par l'attaque de ceux-ci peut être une expression de la liberté d'expression et de la résistance contre l'injustice

¹⁸² https://www.youtube.com/watch?v=C3xQCE_YZmc&pp=ygUhZGVzdHJ1Y3Rpb25zIGR1IGRyYXB1YXV4IGNhbWVyb3Vu URGENT

¹⁸³ https://www.youtube.com/watch?v=C3xQCE_YZmc&pp=ygUhZGVzdHJ1Y3Rpb25zIGR1IGRyYXB1YXV4IGNhbWVyb3Vu

et la domination.

2.2. Les causes politiques

La désacralisation des symboles étatiques au Cameroun peut avoir plusieurs causes politiques, notamment : la prise de conscience de l'importance de la transparence et de la responsabilité dans la gouvernance, qui nécessite de mettre fin à l'utilisation des symboles étatiques pour des fins politiques partisans. L'émergence d'une société civile dynamique qui plaide pour une plus grande participation citoyenne dans la vie politique et l'administration de l'État.

Le processus de démocratisation en cours dans le pays, qui exige une plus grande ouverture et une plus grande transparence de la part des autorités. Le désir de moderniser le pays en le libérant de certaines pratiques traditionnelles et en l'ouvrant davantage à l'économie mondiale.

Ajouté à cela, on note aussi le désir d'effacer le président de la République de toute action politique, à qui ils reprochent principalement son manque de responsabilité dans la gestion économique et politique du pays¹⁸⁴, ses violations des droits de l'homme, sa mise en place de lois répressives contre les libertés et ses réformes constitutionnelles controversées. Ils l'accusent également de favoriser son clan et sa région d'origine, ainsi que de s'accrocher au pouvoir malgré son âge avancé et une longue durée de mandat.

En définitive, les réseaux sociaux numériques étaient un nouvel espace de communication qui permettait de relier des personnes distantes dans l'espace et de garder un contact permanent et régulier défiant ainsi l'obstacle de la distance. De ce fait, les réseaux sociaux numériques sont devenus en quelques années l'un des usages principaux du Web dans le monde. Cependant, les réseaux sociaux numériques ont été envahis entre autres par la sphère politique et depuis lors, ces mêmes réseaux ont connu une mutation de réseaux de communication virtuelle à réseaux de propagande, de campagne et de contestation politiques. Ce qui rejoint la pensée du Pr Mathias Éric Owona Nguini lorsqu'il estime que : « *les réseaux sociaux (numériques) comme vecteur de communication ont été pénétrés par des formes particulièrement violentes de contestation [...] appelant à une dynamique insurrectionnelle contre l'ordre institutionnel au Cameroun* »¹⁸⁵.

Il s'agit de comprendre à travers ces actes qu'il y a plusieurs façons de contester et que la contestation par l'attaque des symboles étatiques en fait partie. C'est-à-dire c'est chacun qui a sa façon d'exprimer son ras le bol. C'est l'appréciation qui va diverger en fonction de qui se trouve devant l'action. Sylvestre commenta : « *la politique par essence est une activité amoral*,

¹⁸⁴ <https://www.24heures.ch/au-cameroun-le-changement-c-est-a-la-tele-988738883057>

¹⁸⁵ Entretien avec Mathias Eric, 16 mai 2023.

ce n'est pas forcément une activité où les gens sont soucieux de l'éthique ». C'est seul la fin qui justifie l'action menée. Pour Aladin, à la question de savoir si l'on peut lutter contre la désacralisation des symboles de l'État sur les réseaux sociaux numériques, il a eu à répondre par la négative, car pour lui c'est : « *une méthode importante de pratiquer la contestation politique* ».

Contester en politique n'est pas une activité où les gens sont soucieux de l'éthique. Tous les moyens sont bons, seul l'objectif compte. Maintenant le moyen pour y parvenir relève de l'exploration de chaque acteur. L'attaque par les symboles entre dans la logique du fait que c'est un moyen pour eux d'attendre leurs objectifs. Ce qui n'exclut pas le fait que ce moyen est inefficace.

Dans le prisme de la citoyenneté que porte les symboles étatiques, l'attaque des symboles relève d'un comportement déviant, anti républicain tel que prescrit par l'aspect juridique et civique de la gestion de l'État. Ceci s'explique par les attitudes prescrites devant les symboles, attitude de respect, de soumission.

Au Cameroun, plusieurs associations et organismes politiques ont transporté leurs activités physiques vers le monde virtuel que constituent les réseaux sociaux. En s'aidant de la liberté d'expression, ces différents espaces de communication se sont érigés en champs de bataille où se battent pouvoir central, personnes civiles et organismes politiques, faisant ainsi suite à la rue comme espace de contestation dans divers pays et en particulier au Cameroun. Les réseaux sociaux numériques s'inscrivent dans le paradigme de la « contre démocratie »¹⁸⁶.

Ils sont un outil de mobilisation où se déroulent des actions de contestations du pouvoir camerounais. L'on assiste désormais à une transposition des contestations de rue vers l'espace virtuel qu'est le réseau social, en raison des multiples opportunités politiques pendant lesquelles la contestation sociopolitique se fait le plus ressentir.

¹⁸⁶ Concept théorisé par Pierre Rosanvallon dans son ouvrage *La Contre-Démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, paru aux éditions Seuil en 2006, qui consiste en la surveillance, le jugement, la dénonciation au travers desquelles la société exerce des pouvoirs de correction et de pression.

**DEUXIÈME PARTIE : CONTESTATION POLITIQUE,
DÉSACRALISATION DES SYMBOLES ET RÉPERCUSSIONS SUR LE
PROCESSUS DE LA DÉMOCRATISATION DE LA COMMUNICATION
POLITIQUE AU CAMEROUN**

La deuxième partie porte sur deux chapitres. Le premier s'intitule contester par les symboles de l'Etat : représentations, positions des acteurs politiques et enjeux au Cameroun. Le but ici est de montrer mes représentations des symboles étatiques par les acteurs politiques rencontré lors de la descente de terrain, le positionnement de ces mêmes acteurs face à l'attaque des symboles de l'Etat, la contribution des réseaux sociaux numériques dans la densification de la contestation politique au Cameroun. La finalité étant d'analyser les logiques d'acteurs dans leurs positionnements par rapport aux symboles de l'État d'une part, d'autre part rendre compte des enjeux de la contestation par les symboles de l'Etat au Cameroun. Le deuxième chapitre intitulé réseaux sociaux numériques et processus de démocratisation au Cameroun rend compte de la situation de la démocratie à l'ère des réseaux sociaux numériques au Cameroun. Il s'appuie sur les nouveaux visages de la communication politique avec l'avènement de ces médias et aussi les formes de discours qui naissent. Ce chapitre sort avec les perspectives pour l'amélioration de la communication politique, des usages, et les pratiques politiques des réseaux sociaux numériques.

CHAPITRE 3 : PERCEPTIONS, POSITIONS DES ACTEURS POLITIQUES ET IMPLICATIONS AU CAMEROUN

Les symboles étatiques jouent un rôle important dans un État, que ce soient de par leurs représentations ou encore les perceptions qu'ils évoquent dans les consciences de ceux qui peuplent le territoire sur lequel ils sont attribués. Les réseaux sociaux numériques de par le fait qu'ils soient ouverts, a permis à certains acteurs, de procéder à une contestation politique, par l'attaque des symboles de l'État. Leur participation dans les contestations du pouvoir central au Cameroun, amène les acteurs politiques et civils à se positionner face à cette pratique politicienne, à donner leurs lectures et avis sur l'attaque par les symboles étatiques, mais aussi sur le rôle joué par les réseaux sociaux numériques dans les contestations politiques depuis leurs avènements.

Le présent chapitre, en se basant sur la lecture du jeu politique camerounais se donne pour but d'analyser la participation des différents acteurs politiques en les personnes des partis politiques et d'en tirer les impacts sur la stabilité sociopolitique au Cameroun. Pour ce faire nous allons passer en premier lieu par l'analyse du parti politique au pouvoir sur la contestation par l'attaque des symboles de l'État, ensuite celles des partis d'oppositions, en passant par la politisation des réseaux sociaux numériques et les enfin les conséquences sur la conquête du pouvoir.

I. Représentations des symboles étatiques par les acteurs politiques au Cameroun

Il est question dans cette partie du travail d'analyser les différentes représentations des symboles étatiques, dans les perceptions des acteurs politiques rencontrés lors de notre descente sur le terrain. S'agissant ici de perceptions d'analystes politiques, de membres de la société civile et surtout de formation politique.

1. Les symboles étatiques comme attribut de souveraineté de l'État

Selon Jean Bodin, « *la souveraineté est le pouvoir de commander et de contraindre sans être commandé ni contraint par qui que ce soit sur la terre* »¹⁸⁷. La souveraineté est une caractéristique essentielle de l'État dont elle est une condition nécessaire et suffisante d'existence. Dans le même sillage, Laferrière¹⁸⁸ comme un « *pouvoir de droit initial, inconditionné et suprême* ». Il indique par-là que l'État ne tient son pouvoir que de lui-même, qu'il est fondé sur le droit et qu'il n'a pas d'égal, et ne relève d'aucun autre et ne reconnaît aucun pouvoir qui lui soit

¹⁸⁷ Jean Bodin, *les six Livres de la République*, Paris, Jacques du Puys, 1576, p.861, lu en ligne le 30 mai 2023, [https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b86268103/f13.image.r=Auteur%20%20Bodin%20,%20Jean%20\(1530-1596\)](https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b86268103/f13.image.r=Auteur%20%20Bodin%20,%20Jean%20(1530-1596))

¹⁸⁸ Laferrière, *Manuel de Droit Constitutionnel*, Paris, Domat, 1947, Cité par El Hadj Mbodj, *Cours de Droit Constitutionnel*, 1^{ère} année Sciences Juridiques, Université Catholique de l'Ouest, UCAO.

supérieur ou concurrent. Attribut juridique de l'État, « *la souveraineté traduit son indépendance et justifie les droits régaliens qui lui permettent de s'organiser librement sans aucune ingérence d'un autre pouvoir* »¹⁸⁹. Avec ces différentes définitions de la souveraineté, nous pouvons dire avec aisance que l'État en tant que souverain, possède la capacité de commander et de contraindre sans être à son tour commandé et contraint, ce qui implique le fait qu'aucune entité n'est au-dessus de lui dans l'exercice du pouvoir. Dans le même ordre d'idée, le Cameroun étant un État, est de ce fait souverain, et par conséquent jouit du caractère d'autorité absolu que confère cet attribut.

Les symboles étatiques du Cameroun entrent dans la logique de marquer dans les consciences le caractère absolu de l'État à travers ses représentations iconographiques et matérielles. En défendant cet argument, Sylvestre affirmera sur les symboles étatiques du Cameroun : « *ils renvoient à l'idée que rien ne peut être au-dessus de l'État et l'État n'est soumis à rien d'autre* »¹⁹⁰. Toujours dans le cadre de la primauté de l'État, il dira que les symboles réclament un « *rapport d'allégeance, face au sacré, l'individu à pour réflexe de faire la révérence* », le geste de révérence ici fait allusion à la conduite à tenir en face d'une personnalité telle que le roi qui incarne la toute-puissance d'un royaume.

La souveraineté peut être envisagée sous deux angles : elle peut être interne, c'est-à-dire tournée vers la communauté nationale, ou externe, c'est-à-dire tournée vers la communauté internationale. À travers les symboles étatiques, le pays matérialise son pouvoir auprès de ceux qui peuplent son territoire et auprès de ceux avec qui il entretient des relations internationales. Les symboles étatiques du Cameroun comme témoin de la souveraineté consacrent la présence de l'État, ils renvoient au lieu où l'Etat agit, où sa présence doit être clairement identifiée. Ils sont des véhicules du sens que l'État se donne, de son autorité, mais surtout de sa légitimité. Légitimité en tant qu'ordre politique valide.

En revanche, la république est le « *pouvoir du peuple, pour le peuple et par le peuple* », c'est pourquoi le peuple justifie ainsi l'obéissance au pouvoir autrement que par la contrainte, que caractérise la souveraineté telle qu'expliquée plus haut. Le peuple est celui qui donne aux gouvernés les raisons de se conformer à la volonté des gouvernants conformément au principe de démocratie. Plutôt que de contraindre, sans possibilité d'être contraint, l'État dans une perspective républicaine est la matérialité de la « *res publica* », c'est-à-dire la chose publique gérée par une assemblée et représentant le peuple, ou la population.

¹⁸⁹ Ibid.

¹⁹⁰ Entretien avec Sylvestre, 22 mai 2023, Département de Sociologie.

2. Les symboles comme témoin du caractère étatique du Cameroun.

Les symboles étatiques marquent la figuration du Cameroun en tant qu'État et permettent de se représenter par rapport aux autres États. Ils contribuent à la reconnaissance d'État, au transport du Cameroun à l'échelle nationale et à l'échelle internationale. À partir des symboles, l'État se fait voir et se met en scène tant sur le plan national, que sur le plan international. Basons-nous sur le rôle des ambassades : l'ambassade représente un pays et son gouvernement à l'étranger. Elle sert d'intermédiaire entre deux gouvernements, elle permet aux ressortissants du pays d'origine de l'ambassade de retrouver en elle, le confort et sentiment de se sentir chez soi même outre frontière. À travers ce symbole, le Cameroun s'identifie parmi la multitude. Dans le même ordre Mathias Éric explique : « *les symboles étatiques participent de l'intériorisation de l'État comme communauté politique, c'est-à-dire, qu'à force de voir les symboles de l'État, ça permet que l'État [...] soit légitimé, c'est-à-dire accepté par ceux sur qui il exerce son pouvoir* »¹⁹¹.

Les symboles participent aux liturgies politiques, entendues ici comme l'ensemble des rites reconnu par l'autorité gouvernementale. Ils recèlent des enjeux diplomatiques relatifs à la présence du Cameroun lors des rencontres avec d'autres États. Autrement dit, lors de représentation diplomatique, le drapeau ou encore l'hymne national interviennent dans la reconnaissance du Cameroun aux yeux des autres États. À travers ses symboles, l'État du Cameroun affirme son statut d'État vis-à-vis des exigences mondiales. Autrement dit, l'existence d'un État est assurée et prouvée par les symboles qu'il érige.

Plusieurs critères peuvent également être pris en compte dans la reconnaissance d'un État en tant que tel. Nous faisons référence ici à sa légitimité, à la légitimité du pouvoir. Selon Max Weber, la légitimité est à voir sous trois axes, la légitimité légale, traditionnelle et charismatique. Concernant les symboles étatiques, la légitimité qui nous intéresse est la légitimité charismatique, entendue comme : « *la soumission extra - ordinaire au caractère sacré, à la vertu héroïque ou à la valeur exemplaire d'une personne, ou encore [émanant] d'ordres révélés ou émis par celle-ci* »¹⁹². La légitimité charismatique, qui fait partie intégrante de la domination d'un État entre dans les critères de reconnaissance tant sur le plan de la défense de son territoire et de ses habitants. Ce qui nous amène aux symboles comme garant de la socialisation.

¹⁹¹ Entretien avec Mathias Eric, op. Cit.

¹⁹² Max Weber, *Économie et société* [1971], Tome I, Paris, Pocket, 1995, p. 289-290.

3. Les symboles étatiques comme garant de la socialisation à la nation

Les symboles étatiques participent à la socialisation civique et à la socialisation politique des citoyens au Cameroun. Avec l'éducation civique, les individus acquièrent les manières de se comporter face aux symboles de l'État. Le rôle de l'éducation civique est d'inculquer aux individus les attitudes à avoir lorsqu'ils rencontrent les symboles étatiques. Pour ce faire, l'État à travers l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement¹⁹³ met en œuvre un ensemble de stratégies de socialisation aux symboles (à partir de formation aux volontariats). L'éducation civique participe à la reconnaissance de l'État par ceux qui le peuplent, et de ce fait jouent un rôle sur les comportements chez les Camerounais. Pour Jean Daniel, l'éducation civique « socialise à la reconnaissance de l'État, aux respects de l'État à travers ses symboles »¹⁹⁴. Autrement dit, les symboles étatiques permettent d'intérioriser les valeurs à avoir, la manière de se comporter, et les postures à observer face à ces différents éléments.

Toutefois, l'éducation est perçue par Louis Althusser comme, « une arme idéologique de l'État »¹⁹⁵, relevant de l'école ; l'école comme appareil idéologique de l'État. Qu'est-ce qu'un appareil idéologique ? Selon Louis Althusser, un appareil idéologique est « un certain nombre de réalités qui se présentent à l'observateur immédiat sous forme d'institutions distinctes et spécialisées »¹⁹⁶.

En d'autres termes, l'éducation donne à l'État le pouvoir de contrôler ce que les individus apprennent, comment ils apprennent et quels sont les systèmes de croyances qui sont valorisés et enseignés, et ceci grâce à l'enseignement. Alexie Tcheuyap analysant la relation pouvoir, médias et disqualification au Cameroun, explique la censure en disant que : « l'idée centrale du système de peur qu'est la censure se trouve dans la volonté de dire quoi penser, de fabriquer des symboles participant à la construction nationale et l'image d'un leader « charismatique », figure de la faillite postcoloniale »¹⁹⁷.

L'État peut influencer les attitudes, les croyances, les valeurs et les comportements de sa population en fonction de ses propres intérêts et objectifs politiques. Par exemple, dans les régimes totalitaires, l'éducation est souvent utilisée pour formater la pensée et les comportements de la

¹⁹³ Entretien du 30 mai 2023 avec Marie Danielle au SCNPD.

¹⁹⁴ Entretien avec Jean Daniel, op. Cit.

¹⁹⁵ Louis Althusser, « Idéologie et Appareils idéologique de l'État (Note pour une recherche) », Article originalement publié dans la revue *La Pensée*, no 151, juin 1970. In ouvrage de Louis Althusser, *POSITIONS* (1964-1975), pp. 67-125. Paris : Les Éditions sociales, 1976, 172 p.

¹⁹⁶ Ibid.

¹⁹⁷ Alexie Tcheuyap, « Gouverner dans la peur. Pouvoir, médias et disqualification au Cameroun », *Politique Africaine* n° 161-162, 2021, p. 250.

population afin de soutenir le gouvernement en place. Les programmes d'éducation peuvent enseigner des histoires biaisées ou falsifiées qui glorifient le régime en place et ses dirigeants, tout en déformant ou en diabolisant l'opposition. Les matières telles que la littérature, l'histoire et la religion peuvent être utilisées pour renforcer l'idéologie du régime et promouvoir la conformité à ses exigences (cas de l'Inde où les nationalistes hindous réécrivent l'histoire pour légitimer la primauté des hindous)¹⁹⁸.

En somme, les symboles étatiques permettent à chaque Camerounais d'affirmer sa « *camerounité* ». C'est-à-dire, ils permettent à chaque Camerounais de défendre l'existence de leur État, de marquer à l'international la présence de leur État et donnent une base sur laquelle s'appuyer pour défendre les intérêts de son territoire. Ils participent de ce fait à l'élaboration de l'identité nationale.

4. Les symboles comme garant du patriotisme au Cameroun

Le patriotisme s'entend comme un « *sentiment d'appartenance, d'attachement à son pays* »¹⁹⁹. À travers les symboles étatiques au Cameroun, les Camerounais intériorisent la fonction de maintien de la cohésion du groupe national au service de l'État, dans la mesure où il favorise le respect des obligations civiques dans la société, du point vu de l'identité nationale. Le patriotisme ici renvoie au civisme et à l'affection, à supposer que le civisme se perçoive comme le respect de règles ayant pour but la préservation du bien commun. Les symboles sont ainsi, des éléments renvoient aux mêmes réalités, qui traduisent des valeurs fondamentales auxquelles s'attachent les citoyens du pays. Cela apparaît clairement dans la devise du Cameroun, « Paix-Travail-Patrie », patrie qui renvoie à la préservation de l'intégrité et à la défense de la nation, à la fierté et à l'honneur. Le patriotisme est de ce fait, l'idéal prôné par les symboles étatiques, et inculqué au citoyen du Cameroun.

Cas pratiques d'Ernest Simo, qui travaille pour la NASA et est deux fois finaliste du programme des astronautes de l'agence spatiale, en 1994 et en 1996, ou encore Alexie Tcheuyap, Vice-recteur à la Faculté de Toronto au Canada, Justine Germe Nzweundji ; biotechnologiste des plantes et présidente de l'Académie camerounaise des jeunes scientifiques, 2016 : finaliste national pour « ma thèse en 180 secondes » au Cameroun, prix du chercheur junior à l'Institut de recherche médicale et d'études des plantes médicinales en 2015 et lauréate du prix L'Oréal-Unesco pour les femmes et la science.

¹⁹⁸ « En Inde, les nationalistes hindous réécrivent l'histoire pour légitimer la primauté des hindous » (lemonde.fr)

¹⁹⁹ Françoise Daucé, Anne Le Huérou, Kathy Rousselet, « Les diversités du patriotisme contemporain » in *Critique internationale* 2013/1 (N° 58), pages 9 à 17.

Cependant, « *le label patriotique sert souvent à développer des activités qui n'ont rien à voir avec la valorisation du lien à la patrie. Il peut devenir, par opportunisme, une simple « marque » instrumentalisée par différents acteurs à des fins non patriotiques* »²⁰⁰. En ce sens, le patriotisme est souvent utilisé à des fins purement égoïstes. Certains détracteurs du patriotisme affirment que :

*Le patriotisme a un caractère exclusif et discriminatoire, et qu'il peut conduire à des comportements nationalistes radicaux qui promeuvent des pratiques xénophobes contre les immigrés, et que même ceux qui n'ont pas de statut légal peuvent être victime de discrimination, sentiment national exacerbé*²⁰¹.

Ceci quand le patriotisme s'apparente à un nationalisme trop poussé. Le nationalisme caractérisé par le fait de concevoir sa nation au-dessus des autres nations.

In fine, les symboles étatiques sont des garants du patriotisme, patriotisme dont l'expression relève des perceptions individuelles et collectives.

II. Positionnement des acteurs politiques et publics face à l'attaque des symboles étatiques au Cameroun

Cette partie se propose de montrer et d'analyser le positionnement des acteurs politiques entendues comme, les formations politiques, et les acteurs publics entendus encore les individus qui entreprennent dans leurs domaines et qui parfois font face au gouvernement en place et les activistes, ceux-là qui s'adonnent à la contestation par l'attaque des symboles étatiques dans les logiques de contestation politique.

1. Les formations politiques

Les formations politiques entendues comme organisations politiques dont le but est de conquérir le pouvoir et légales d'un point de vue juridique partagent chacune la même dynamique face aux partages des publications sur les réseaux sociaux numériques, des scènes de banalisation des symboles étatiques par les acteurs contestataires. C'est un inventaire non exhaustif de ces différentes réactions qui fait l'objet de cette partie.

Que ce soit le parti au pouvoir ou encore les partis d'opposition, la contestation politique par l'attaque des symboles de l'État est fortement condamnée. C'est le niveau d'initiatives pour exprimer le rejet de cette pratique qui est différente.

²⁰⁰ Ibid.

²⁰¹ Patriotisme - Qu'est-ce que c'est, définition et concept - 2021 - Économie-Wiki.com (economy-pedia.com)

Le parti au pouvoir RDPC

Le RDPC en tant que parti au pouvoir se doit de combattre avec virulence cette pratique, que nous qualifions de pratique politicienne. Pour ce fait, ils passent par des initiatives qui montrent clairement qu'ils se désolidarisent de toute action qui pourrait ternir l'image du pays. Ceci à travers des communiqués ou encore des sorties officielles de membres sur les actions des acteurs contestataires.

L'exemple est pris du communiqué de la Présidence de la section RDPC France-Nord Christelle Ndongo, après le boycott du concert de l'artiste Grâce Decca : « *cette attitude est non seulement irresponsable, mais également antipatriotique et vise à mettre en mal la paix sociale, la cohésion nationale et le vivre ensemble qui sont des concepts chers à notre pays* »²⁰². Elle ajoutera à ses propos : « *nous (...) condamnons fermement ces actions et nous désolidarisons de toutes formes de déstabilisation ou d'instrumentalisation de la diaspora et toutes les activités et autres qui sont de nature à ternir l'image du Cameroun sur la scène internationale* »²⁰³.

Dans la même logique, prenons le cas de la sortie de Jacques Fame Ndongo, Secrétaire Général à la communication du RDPC, au lendemain des événements du 17 juillet 2021 à Genève, où les activistes de la BAS avaient investi l'hôtel Transcontinental de Genève. Il qualifiait ainsi leurs actions de bouffonnerie et affirmait que ces actions-là n'ébranleront pas le Cameroun, tout en demandant aux Camerounais : « *de n'accorder aucun crédit* »²⁰⁴ à ces actes et où il rassurait l'opinion publique au fait que : le président gouverne le pays « *peu importe l'endroit où il se trouve* »²⁰⁵. Aussi, Jean Nkuété, Secrétaire Général du Comité central du parti, qualifiant les activistes d'« *ennemis de la République, manipulés par des forces obscures, intérieures et extérieures, dont l'objectif principal est de mettre à mal la stabilité des institutions et d'instiller subtilement le venin des troubles sociaux dans notre pays* »²⁰⁶,

A déclaré avoir « *pris ses responsabilités en condamnant avec la dernière énergie cette barbarie* »²⁰⁷, tout en appelant les « *autorités compétentes à sévir face à ces compatriotes qui ont visiblement pris sur eux de défier allégrement l'autorité de l'État sous le fallacieux prétexte de*

²⁰² Extrait de communiqué de Christelle Ndongo, Présidente de Section RDPC France-Nord, voir communiqué en annexe 6.

²⁰³ Ibid.

²⁰⁴ Extrait du Communiqué du Secrétaire à la communication du RDPC, Jacques Fame Ndongo. <https://www.lebledparle.com/fame-ndongo-tacle-la-diaspora-anti-biya-la-republique-est-solide-la-bouffonnerie-ne-l-ebbranlera-pas/>

²⁰⁵ Ibid.

²⁰⁶ <https://www.lebledparle.com/discours-et-comportements-haineux-jean-nkuete-denonce-des-manoeuvres-liees-a-2025/>

²⁰⁷ <https://www.rdpcedm.cm/2019/02/violence-en-politique/>

liberté de manifester »²⁰⁸. Pour lui, la conduite à tenir aux militants du parti qui consiste à : « *contrecarrer et annihiler les discours et les comportements de haine, d'exclusion et de stigmatisation des communautés, dont le développement est de plus en plus perceptible dans l'espace public* »²⁰⁹.

Toujours dans un positionnement de rejet et de condamnation, le communicant du RDPC, André Luther Meka, après le boycott de l'artiste Grace Decca, statuait déjà sur le fait qu'il s'agit là de comportements antirépublicains qui n'ont aucune place dans la société camerounaise en disant : « *Je condamne fermement cette attitude de la BAS qui veut s'attaquer à Grâce Decca ; c'est anti démocratique* »²¹⁰. Il serait question de « *signaler leurs pages, contenus indésirables, je ne veux plus voir ça sur mon fil d'actualité* »²¹¹, comportement qui prône pour tous ceux qui tiennent en respect les symboles étatiques. De même pour le Conseiller municipal de la mairie de Yaoundé III, « *il n'y a pas de logique dans la banalisation des symboles. Le Camerounais qui aime son pays malgré qu'il n'aime pas le parti au pouvoir ne peut pas déchirer un drapeau* »²¹².

Assimilant ainsi l'acte de déchirer le drapeau relève d'un comportement anti républicain qui ne devrait aucunement faire partie des agissements contraires à la nation. Il y a dans les sorties des cadres et membres du RDPC, une véritable attitude de rejet et de condamnation à l'encontre des actions des activistes sur les symboles étatiques. Qu'en est-il des formations politiques d'opposition.

Les formations d'opposition au Cameroun

Le Cameroun comporte un nombre important de partis d'opposition. Néanmoins, tous ne sont pas représentés sur le plan du jeu politique. Dans le jeu politique actuel, on dénombre : l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (7/180) ; le Social Democratic Front (6/180) ; le Parti camerounais pour la réconciliation nationale (5/180) ; l'Union démocratique du Cameroun (4/180) ; le Front pour le salut national du Cameroun (3/180) ; le Mouvement pour la défense de la République (2/180) ; l'Union des mouvements socialistes (2/180), pour citer ceux représentés à l'Assemblée Nationale.

²⁰⁸ Ibid.

²⁰⁹ <https://actucameroun.com/2023/06/07/discours-de-haine-jean-nkuete-demande-aux-militants-du-mrc-davoir-des-conduites-exemplaires/>

²¹⁰ <https://actucameroun.com/2022/05/09/andre-luther-meka-je-condamne-cette-attitude-de-la-bas-qui-veut-sattaquer-a-grace-decca/>

²¹¹ Entretien du 15 mai 2023, avec Leonel, Président de Sous-section OJRDPC.

²¹² Entretien du 27 mai 2023, avec Vincent de Paul, Président OJRDPC, conseiller municipal mairie de Yaoundé III.

Le MRC, Mouvement de la Renaissance du Cameroun, parti arrivé deuxième à la dernière élection présidentielle de 2018, suite à leur décision de ne pas investir les élections municipales, se voit absent de la scène politique. Cela ne les empêche pas d'intervenir quant au déroulement de la politique de manière générale. Pour Rodrigue, membre de la cellule de communication communale du MRC, ces actions sont des actes « *irrévérencieux, ce n'était pas utile* »²¹³, ainsi, l'attaque des symboles de l'État fait partie des actes à condamner dans le processus de lutte politique au Cameroun.

Nous nous souvenons ainsi des propos de Joseph Emmanuel Ateba, Secrétaire National à la Communication du MRC, sur le plateau de Canal presse du 26 mars 2023, lorsqu'il parlait de « *vouloir associer des activistes à un parti politique voilà la mauvaise foi du système qui ne veut pas répondre aux préoccupations du Camerounais qui pleure* »²¹⁴. Cet aspect du positionnement du MRC, se résume en ce que P. Bigombe Logo et H-L. Mentong ont appelé : la « *fin du monopole politique et maintien du système de domination* »²¹⁵. Pour eux, « *(le pouvoir) cherche enfin à déconsidérer les acteurs concurrentiels pour retrouver une nouvelle légitimité* »²¹⁶. En d'autres mots, le pouvoir en place n'entrevoit que la condamnation des actes des différents activistes comme une stratégie de maintien de leur position de gouvernement en place et non comme un positionnement de libération du peuple opprimé.

Autres réactions observées, la position du « *politiquement correct* » de certaines formations politiques d'opposition face aux contestataires. Beaucoup plus en se basant sur le fait que le parti MRC, parti dont la B.A.S se sent le plus en lien (dans l'idéologie)²¹⁷, n'a pas encore entrepris des poursuites à l'encontre de ces activistes-là qui eux, n'hésitent pas de clamer haut et fort leur sympathie.

Pour le Parti Camerounais pour la Réconciliation nationale, porté par Anne Feconde Noah, sont aussi dans une logique de condamnation des activistes. Concernant la B.A.S, qui à un moment avait prévu des attaques à l'encontre du président du parti, L'honorable Cabral Libii, elle mettra en garde les activistes en écrivant :

Si des individus réfractaires à la contradiction idéologique venaient à s'arroger le droit de s'en prendre physiquement à l'honorable Cabral LIBII, une riposte assidue et

²¹³ Entretien du 5 juin 2023, avec Rodrigue, MRC.

²¹⁴ Propos recueillis lors de l'intervention du Secrétaire à la communication du MRC, dans le plateau de Canal Presse, <https://www.youtube.com/live/zdeO4u0rTdm?feature=share>

²¹⁵ Patrick Bigombe Logo, Hélène-Laure Mentong, 1996, op. Cit, p. 19.

²¹⁶ Ibid.

²¹⁷ En effet, la Brigade Anti-Sardinards est convaincue que Pr. Maurice Kamto, est l'homme qu'il faut pour le Cameroun de demain. Il est la force à travers laquelle le Cameroun pourra se reconstruire et conquérir sa place sur la scène politique, économique et sociale de l'Afrique et du reste du monde.

*proportionnelle sera assurée. Dans une telle hypothèse, le PCRN défendra son président sans lésiner sur aucun moyen pertinent*²¹⁸.

Elle affirme ainsi que la bataille politique est une bataille idéologique, une bataille d'idée et non une guerre physique qui s'en prendrait à l'intégrité physique et morale d'un individu.

Njoya Ibrahim, sympathisant de l'UDC : « *les symboles de l'État ne devraient pas être observés de cette manière dans la contestation politique* »²¹⁹, en ceci que, faisant partie intégrante de la marque de l'État. Ils doivent être respectés par tous les citoyens qu'ils soient dans le territoire national ou hors du territoire national.

En somme, les formations politiques qu'elles soient au pouvoir ou dans l'opposition récuse cette intervention des acteurs de contestation par l'attaque des symboles de l'État.

2. Les acteurs de la Société Civile

Les acteurs de la société entendus ici comme l'épiscopat, les chefs traditionnels, et les acteurs individuels qui dans l'exercice de leurs activités, sont confrontés à l'État : journaliste, etc. Sans aller aux pôles contraires des formations politiques, les acteurs de la société civile se veulent radicaux dans leurs réactions face à l'attaque des symboles de l'État pour s'opposer au pouvoir.

L'épiscopat :

Le corps religieux a été très présent dans les dynamiques oppositionnelles présentes au Cameroun. Dans son analyse de la crise anglophone, Nadine Machikou, table sur la position du religieux dans la crise. Elle énoncera : « *le religieux a été, dès l'origine de la formation de la cause anglophone, le repère de structuration de la grammaire protestataire, mais aussi son réceptacle, son occasion et son ferment* »²²⁰.

En d'autres mots, la rhétorique protestataire lors de la crise anglophone s'est légitimée à travers les prophéties, les appels à prier et les rituels religieux autour des idéaux de paix, de justice et de délivrance.

Les évêques sont ceux qui se sont le plus fait entendre lors de la crise anglophone, les évêques camerounais, au lendemain de leur Assemblée plénière en avril 2018, se sont prononcés sur la crise, appelant au dialogue. « *Des individus brûlent des villages, détruisent des biens et tuent*

²¹⁸ https://cameroun24.net/actualite-cameroun-Cibril_Libii_mUi_Un_girdU_li_BrigirdU_Ani_Sirdini-4-4-53695.html

²¹⁹ Entretien du 22 mai 2023, avec Njoya Ibrahim, sympathisant de L'UDC, AEFALSH, Yaoundé 1.

²²⁰ Nadine Machikou, « Utopie et Dystopie ambazonienne : Dieu, les dieux et la crise anglophone au Cameroun », in *Politique africaine*, (n° 150), 2018, p. 118.

des citoyens »²²¹. Dans un message publié mercredi 16 mai, l'épiscopat camerounais a estimé qu'une médiation s'impose pour épargner le Cameroun d'une « *guerre civile inutile et sans fondement* »²²². Il a également lancé un cri de détresse à tous les acteurs de la crise anglophone, « *Cessons toutes les formes de violences et arrêtons de nous entre-tuer ; nous sommes frères sœurs, reprenons le chemin du dialogue, de la justice, de la réconciliation et de la paix* »²²³.

Le Cardinal Tumi, Archevêque Emérite de Douala, qui est celui dont les sorties ont été les plus observées, a toujours prôné le dialogue, comme la route à suivre pour sortir de la crise. Il disait :

*Quand on parle de crise anglophone, la première idée qui me vient en tête, c'est que le temps est grave et tant qu'on continue de tuer qui que ce soit, militaires, civils, parce que toute vie est sacrée, ce sera toujours une impasse. Nous prions pour que le terrorisme cesse aussitôt que possible. Et que tout le monde se retrouve autour d'une table pour dialoguer. Tant qu'il n'y aura pas dialogue, c'est-à-dire que l'on s'écoute les uns et les autres, la crise va continuer*²²⁴.

La crise anglophone ici est vue sous le prisme de la sacralité, de la prière, les individus étant ainsi des « *sujets de Dieu* », non plus des « *sujets de l'État* »²²⁵.

Les chefs Traditionnels

Tous arborent une position de condamnation face aux actions des activistes. Le jeudi 11 juillet 2019, le Conseil national des chefs traditionnels du Cameroun (CNCTC) condamnait avec la dernière énergie ces actes qu'il qualifiait d'« *antipatriotes* ». Dans un communiqué lu au journal de 13 heures de la CRTV radio, le CNCTC dit avoir appris avec « *tristesse les événements malheureux qui se sont déroulés à Genève en Suisse* ». Pour lui, ce sont « *des événements qui sont l'œuvre irresponsable de certains compatriotes vivant à l'étranger* ». Il continue son propos en stipulant que : « *s'attaquer au Président de la République où qu'il se trouve, c'est attaquer les institutions de la République* », mettant ainsi à la lumière de tous le caractère déviant des actes des activistes.

²²¹ <https://africa.la-croix.com/au-cameroun-mgr-michael-bibi-nomme-eveque-de-buea-dans-le-sud-ouest-anglophone/#:~:text=Le%20pape%20Fran%C3%A7ois%20a%20nomm%C3%A9%20mardi%205%20janvier%2C,%C3%A9v%C3%AAque%20de%20Bu%C3%A9a%20dans%20le%20Sud-ouest%20du%20Cameroun.>

²²² <https://africa.la-croix.com/au-cameroun-les-eveques-proposent-une-mediation-dans-la-crise-anglophone/#:~:text=Les%20%C3%A9v%C3%AAques%20camerounais%20se%20sont%2C%20une%20nouvelle%20fois%2C,%C2%AB%20guerre%20civile%20inutile%20et%20sans%20fondement%20%C2%BB.>

²²³ <https://www.google.com/amp/s/africa.la-croix.com/au-cameroun-mgr-michael-bibi-nomme-eveque-de-buea-dans-le-sud-ouest-anglophone/amp/>

²²⁴ <https://actu.cameroun.com/2018/04/12/cameroun-crise-anglophone-cardinal-christian-tumi-que-tout-le-monde-se-retrouve-autour-dune-table/#:~:text=Le%20Cardinal%20Christian%20Tumi%20dans%20les%20colonnes%20du,cette%20crise%20qui%20a%20d%C3%A9but%C3%A9%20en%20novembre%202016.>

²²⁵ Nadine Machikou, « Utopie et Dystopie... », op. Cit.

Les journalistes

Le positionnement des journalistes face à l'attaque des symboles étatiques obéit à une dialectique particulière. Les journalistes de la presse publique sont contre, tandis que ceux de la presse privée sont pour²²⁶. Pendant que certains font l'apologie des activistes, Cyrille Kemmegne avec son ouvrage : *Brigade Anti-Sardinards : engagée pour un Cameroun nouveau*²²⁷, d'autres fustigent leurs actions, Serge Mbida, journaliste de la CRTV,

*Ramassis d'enflures sans envergure, des sans-papiers, des sans-emplois pour la plupart auxquels vont s'ajouter quelques artistes dévoyés appelant à la haine, des journalistes ayant abandonné leur éthique et leur déontologie, des enseignants ne répondant plus du doute cartésien*²²⁸.

Pour lui, ces activistes n'usent plus de la chose du monde la mieux partagée : la raison et de ce fait ne font preuve d'aucune logique dans la concrétisation de leurs actions.

D'autres :

Pour Aladin, c'est la « *résultante d'un patriotisme mal assouvi* »²²⁹. Autrement dit, c'est la résultante d'une mauvaise socialisation aux symboles étatiques, aux règles qui régissent les comportements autour des symboles. Selon un autre informateur : « *ayant déjà dit que le Cameroun est un et indivisible, ce genre de comportement ne devrait même pas exister* »²³⁰, qualifiant ainsi l'action de s'opposer par les symboles d'une action déviante, allant aux antipodes des comportements civiques et citoyens. De même, un autre dira : « *ce genre de personne on doit les punir* »²³¹, mettant encore l'accent sur l'anormalité que cette action recèle.

Position qu'une activiste des réseaux sociaux, l'influenceuse politique ne partage pas forcément, car pour elle, le régime Biya, fait partie des démembrements de l'hégémonie de la France sur l'Afrique, de la néo colonisation. Toujours ferme dans ses positions, Nathalie Yamb, prône la lutte contre le néocolonialisme français, ce qui lui a valu la sympathie des activistes comme ceux du CODE²³², ou encore l'aversion du gouvernement français qui va d'ailleurs

²²⁶ Il convient de noter que pas tous ne sont dans l'un ou l'autre cas.

²²⁷ <https://actucameroun.com/2021/08/18/le-journaliste-cyrille-kemmegne-sort-un-livre-a-la-gloire-de-la-brigade-anti-sardinards/>

²²⁸ <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-denonciation-le-journaliste-de-la-crtv-serge-mbida-bombarde-la-brigade-antisardinards-375000.html>

²²⁹ Entretien du 25 mai 2023, avec Aladin, consultant, Yaoundé.

²³⁰ Entretien du 30 mai 2023, avec une Directrice, Minjec, SCNDPD

²³¹ Entretien du 30 mai 2023, avec une Sous-Directrice, Minjec, SCNDPD.

²³² <http://lecode.canalblog.com/archives/2022/10/20/39675971.html>

interdire de territoire l'activiste Suso-camerounaise accuser d'inciter à la violence à l'encontre des symboles de la France en Afrique²³³.

3. Les activistes

La position des activistes sur la contestation par l'attaque des symboles de l'État est que celui-ci constitue un moyen légitime de parvenir à leurs fins, c'est-à-dire à la libération du Cameroun des « *griffes de la bête sauvage égoïste* » que constitue le *gouvernement du Régime Biya*. Plusieurs exemples le prouvent, qu'ils s'agissent de la nomination qu'il donne à leur lutte, lutte pour l'alternance politique (CODE), lutte contre Paul Biya et son gouvernement (B.A.S), lutte pour la libération contre les oppresseurs que constituent la République du Cameroun (Amba boys), tout porte à croire qu'ils n'en peuvent plus de ce régime, ils en ont marre du régime Biya. Pour ce faire, ils passent leurs messages à travers des slogans, des paroles de chansons, des publications contre les membres du gouvernement, etc.

Des slogans de propagande portés sur leurs pages, initiatives dont ils sont les propriétaires, les activistes statuent sur leurs positions que nous nous permettons de résumer comme suit : le désir d'effacement de Paul Biya et de son gouvernement du Cameroun (BAS), ou encore l'alternance politique (CODE). Pour ce faire, ils passent par la dénonciation de l'incapacité des gouvernants à gouverner le peuple. Et comment dénoncer, en décrédibilisant, en délégitimant les gouvernants face au peuple. Entre autres slogans nous avons : free_Cameroon [Cameroun libre], Catcham [issus du Francanglais du verbe To catch qui veut dire capturer], « la patrie ou la mort nous vaincrons », etc.

Il est question ici d'ouvrir les yeux aux peuples, et en tant que « porte-parole », ils se donnent pour objectif d'être la « *voix des sans voix* » au sens d'Aimée Césaire, les sans voix étant ici les Camerounais qui subissent les affres du gouvernement sans moyen de réponses, sans moyen d'y échapper, voix qui désormais en leur nom, au nom du « Peuple », va arracher leur liberté confisquée par le régime au pouvoir. Ce qui fait à travers la musique, à travers le rap²³⁴. « *Les acteurs du monde du rap deviennent, depuis un certain nombre d'années, des leaders d'opinion importants pour la jeunesse, dans un pays composé en grande majorité de jeunes* »²³⁵, la musique ici étant une nouvelle pratique de démocratie.

²³³ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/05/18/nathalie-yamb-l-influenceuse-qui-veut-chasser-la-france-d-afrique_6126684_3212.html

²³⁴ Valséro dans ses chansons énumérées plus haut, lettre à Paul Biya, Motion de Soutien,

²³⁵ Alice Aterianus-Owanga et Mathilde Debain, « Demain, un jour nouveau ? » Un renversement électoral confisqué au Gabon, in *Politique africaine*, 2016, n°144, p.157

Une question se soulève néanmoins qui est donc ce fameux peuple ? N'est-il pas le même que le RDPC, parti au pouvoir veut rassembler ? Le peuple ici au sens de Jean Marcelin Manga et d'Alexandre Mbassi²³⁶ est l'ensemble des Camerounais qui a « faim » de reconnaissance de la part de leur État, « faim » de voir que leur État prend en compte leurs cris de douleurs, mais surtout, qui prend des mesures pour lutter contre la situation précaire dans laquelle ils évoluent et dont ils ont désormais marre.

Des mouvements, le holdup électoral, le Bobi Tanap, tous accès vers la dénonciation des affres du régime Biya. En somme pour les activistes, l'attaque par les symboles de l'État est une aubaine voire même le seul moyen de visibilité auprès des gouvernants et du régime Biya s'il on veut parvenir à toucher du doigt, l'utopie que représente l'alternance politique au Cameroun. En tant que Camerounais, les activistes ont la légitimité de parler de la gouvernementalité de l'État. Nous observons que pour ces activistes l'attaque des symboles étatiques est une réponse à la mauvaise gouvernance du Cameroun. Pour ces activistes, il est question de lutter pour l'alternance politique et ce, peu importe le moyen ou le mécanisme par lequel y parvenir²³⁷.

III. Contribution des réseaux sociaux numériques dans la densification de la contestation politique au Cameroun

Les réseaux sociaux numériques ont permis aux mouvements de contestation et aux acteurs de contestations d'exister en dehors du simple espace physique. Aussi, il existe sur les réseaux sociaux des créneaux qui sont fortement orientés vers la mise en question de l'État. « *Cette mise en question pouvant se faire par un discours particulièrement irrévérencieux et violent envers l'État et ses représentants et ses symboles* »²³⁸. Au Cameroun, en rapport avec notre contexte, nous avons institué de présenter la contribution des réseaux sociaux numériques à travers deux grandes dynamiques numériques : les réseaux sociaux numériques comme médiatisation des actions, espace de l'expression de la guerre d'information.

1. Réseaux sociaux numériques moyens de médiatisation des actions

Les réseaux sociaux numériques comme médiateur ont donné la possibilité à des individus hors du territoire faisant aussi partie de la communauté internationale, d'évoluer avec les dynamiques internes au Cameroun, sans passer outre certaines informations. En effet, les

²³⁶ Jean Marcelin Manga, Alexandre Rodrigue Mbassi, « De la fin des manifestations à la faim de manifester : revendications publiques rémanence autoritaire et procès de la démocratie au Cameroun », op. Cit.

²³⁷ Nous nous inspirons ici la charte du CODE présente en annexe.

²³⁸ Entretien avec Mathias Eric, op. Cit.

informations y sont véhiculées à la vitesse du moment où elles se déroulent, sans censure, et à moindre coût. Ils ont joué un rôle non négligeable dans la communication politique.

Des leaders politiques, aux activistes, les réseaux sociaux numériques ont permis aux individus de mettre en valeur leur idéologie, de se légitimer vis-à-vis de l'opinion publique, d'étendre à ce nouvel espace leurs campagnes et d'acquérir de nouveaux militants et adhérents. La pratique de la communication politique à l'ère des réseaux sociaux numériques a été délivrée de l'utopie de la liberté d'expression de la presse écrite, fortement censurée. Il y a une sorte de lever de bouclier dans l'espace numérique, qui fait de celui-ci le lieu de la libre expression par excellence. Être visible et actif sur les médias sociaux est devenu un nouvel impératif communicationnel pour les différents acteurs politiques²³⁹, en raison des avantages notoires que recèle cet espace.

Les réseaux sociaux numériques sont un moyen d'action important dans la mobilisation. Ils jouent un rôle important dans la circulation de propagande pour une cause, quelle que soit la légitimité qu'on prête à celle-ci. Les réseaux sociaux numériques (RSN), en tant que vecteur de communication, ont été pénétrés par des formes particulièrement violentes de contestation. Dans le cadre par exemple de la crise anglophone, ils ont permis de : « *donner la parole aux acteurs contestataires* », mais aussi de : « *donner la parole à plusieurs parties, à plusieurs niveaux : la population, les acteurs contestataires, l'État* »²⁴⁰.

Les réseaux sociaux numériques sont des espaces de communication ouverte et en tant que tel, permettent à tout individu d'y trouver le lieu d'expression de son mal-être, de ses frustrations, ce qui est normal. Mais en rapport à cette crise, ils ont contribué à « *une sorte de criminalisation ou bien de victimisation de la crise anglophone* »²⁴¹, à travers les scènes de violence, qui y tournaient en boucle, qui a contribué parfois à la radicalisation des acteurs de cette crise. Ils ont fortement œuvré dans la mobilisation des individus, en ce sens où les acteurs contestataires en publiant leurs frustrations, leurs activités, leurs idéologies, ont pu attiser la sympathie de l'opinion publique, ce qui leur a permis de rallier le plus de personnes à leur cause. C'est ce facteur que soulève l'agent de la DGSN lorsqu'il disait : « *il y a des individus (dans le cadre de la crise anglophone) qui ont détruit leurs pièces d'identité parce qu'on leur avait dit que l'on allait leur en procurer de nouvelles* », et ceci à travers les « *différentes plateformes numériques* »²⁴².

²³⁹ <https://balises.bpi.fr/la-communication-politique-a-leres-des-reseaux-sociaux-en-plein-dans-la-cible/>

²⁴⁰ Entretien avec Aladin, op. Cit.

²⁴¹ Entretien avec Leonel, op. Cit.

²⁴² Entretien avec un agent de la DGSN, op. Cit.

Assertion qui montre le caractère médiateur des réseaux sociaux dans la diffusion de l'information pendant la crise anglophone.

L'un des défis de la médiatisation des réseaux sociaux numériques est le fait que les informations diffusées par ce canal sont en proie à des tentatives, parfois concrétisées, de déformations de l'information ou encore de manipulation à d'autres fins que l'information. Qu'en est-il de cet aspect ?

2. Réseaux sociaux numériques comme espace d'expression de la guerre d'informations

En période de conflits ou de crise, l'information est capitale, elle intervient non pas seulement pour informer, mais aussi pour rassurer la population sur l'état d'avancement du conflit et les situer sur le plan sécuritaire dans leur différent déplacement. C'est ainsi que l'avènement des médias numériques dit « réseaux sociaux numériques » a favorisé une augmentation des opportunités offertes aux citoyens d'avoir accès à l'information, d'exprimer leurs opinions, voire même de faire concurrence aux professionnels de l'information²⁴³.

Le pouvoir de contrôle de la circulation et de la diffusion de l'information des pouvoirs publics se trouve considérablement réduit aussi bien dans les pays dits démocratiques que dans les pays en « voie de démocratisation »²⁴⁴. L'espace numérique comme espace de communication a permis alors de faire ressortir la dualité information - désinformation. En politique seul l'objectif compte, comme Machiavel le disait dans la politique, « tous les moyens sont bons », c'est la fin qui justifie les moyens. On assiste donc à une prolifération du phénomène de « Fake-news » grandissant dans l'espace public virtuel.

Exemple pris lors des dernières élections présidentielles de 2018, sur plusieurs pages Facebook animées par les militants du MRC, on a diffusé les résultats dans plusieurs bureaux de vote, notamment à Douala, à Mbalmayo, à Yaoundé et dans quelques bureaux de vote au Sud, bureaux où le président du parti pour la Renaissance du Cameroun était vainqueur des suffrages, ce qui a contribué à faire croire à sa victoire, pourtant il ne s'agissait que de tendances et ne représentent en rien toute l'étendue du territoire. Ce facteur seul a contribué à l'origine de la crise sociopolitique postélectorale.

²⁴³ Jean-Jacques Bogui et Christian Agboblí, « L'information en périodes de conflits ou de crises : des médias de masse aux médias sociaux numériques », 2017, lu en ligne, <https://doi.org/10.4000/ctd.705>

²⁴⁴ Ibid.

Cette guerre d'informations n'est possible qu'avec l'avènement des réseaux sociaux numériques. Ils ont servi à la diffusion de l'information et de la désinformation des différents acteurs en combat en fonction de leurs intérêts et de leurs visées. Les plateformes numériques offrent un terrain de jeu idéal pour diffuser des fausses nouvelles ou « fake news »²⁴⁵. Leur régulation présente de nombreux défis, en particulier lorsqu'il s'agit de leur demander de choisir quel type de contenu censurer. Cette désinformation qui a souvent pour but principal de manipuler l'opinion publique à travers la désinformation est facteur que nous longuement observé dans l'analyse des propos tenus par nos informateurs qu'ils soient de la société civile, de parti politique ou encore des analystes politiques.

Nous observons sur les RSN en rapport avec la désinformation, des contenus imposteur, des contenus qui consiste à imiter une source d'information officielle, pour diffuser de fausses nouvelles. Nous relevons ici des communiqués officiels portant le sceau de la République lors des recrutements divers. Le contenu imposteur gagne ainsi en crédibilité par la faute de fausse source officielle, ce qui permet de diffuser de fausses nouvelles. Exemple du faux recrutement de 200 Camerounais au Ministère des Finances²⁴⁶.

Cette guerre d'informations largement contribuées à un désintéressement du jeu politique camerounais par les individus qui peuplent le Cameroun et a contribué à entraver les représentations patriotiques des Camerounais.

La désinformation et l'information sur les réseaux sociaux ont contribué à une « *crise de la légitimation* »²⁴⁷ du pouvoir. Crise, qui tient son origine de la lutte pour le multipartisme et qui se définit comme étant : « *une logique de déstabilisation de l'ordre politique* »²⁴⁸. Dans l'optique de déstabiliser le pouvoir politique central, les activistes et séparatistes à travers leurs groupes utilisent les plateformes numériques pour parvenir à leur fin. À cet effet, ils n'hésitent pas de publier, de faire des directs allant dans ce sens. Quels sont les enjeux de cette crise de la légitimation de l'ordre politique au Cameroun ?

²⁴⁵ Julien Boyadjian, « Désinformation, non-information ou sur-information ? Les logiques d'exposition à l'actualité en milieu étudiants » in *Réseaux*, n° 222, 2020, pages 21 à 52.

²⁴⁶ <https://www.stopblablacam.com/economie-et-politique/1501-3225-non-le-ministre-camerounais-des-finances-ne-recrute-pas-300-employes>.

²⁴⁷ Patrick Bigombe Logo, Hélène-Laure Mentong, « Crise de la légitimité et évidence de la continuité politique », *Politique africaine*, vol/n°62, 1996, op. Cit.

²⁴⁸ Ibid. p. 15.

IV. Implication des actions de désacralisation des symboles de l'État sur le champ social et politique

La désacralisation des symboles étatiques dans les logiques de contestation du pouvoir n'aurait en rien impacté la vision de l'État, les comportements citoyens, l'intérêt porté sur le fonctionnement de la société, ou encore sur les manières de se comporter face aux représentants de l'ordre politique. En effet l'État reste debout malgré tout. Néanmoins de nombreux facteurs théoriques, voire même pratiques contestent avec fermeté cet aspect de l'État debout. C'est cette dualité de répercussion qui est l'objet de cette section en passant par les implications vis-à-vis de la perception de l'État, vis-à-vis des comportements citoyens, mais surtout sur la stabilité politique et sociale.

1. Implications sur la perception l'État

L'État est confronté, depuis plusieurs dernières décennies, à de profondes mutations qui interrogent, voire mettent en cause, sa pertinence et sa légitimité décennies, à de profondes mutations qui interrogent, voire mettent en cause, sa pertinence et sa légitimité²⁴⁹. Au niveau des institutions et de l'État en général, l'attaque des symboles étatiques a contribué auprès de l'opinion publique d'« *amener les citoyens à faire une remise en question de l'État et des affaires de l'État* »²⁵⁰. En effet, ils sont nombreux, ces Camerounais qui ne s'intéressent plus au jeu politique. Cet aspect prouve qu'en général l'intérêt que porte les Camerounais tant intra territoire, qu'extra territoire diminue, et ce de manière grandissante.

Pour certains, l'État reste en effet debout malgré les actions de contestation, mais pour d'autres cette pratique a contribué à attiser la crise de légitimation portée par les acteurs contestataires.

Ces banalisations ont poussé bon nombre de Camerounais, à être des fatalistes et à se désintéresser des affaires de l'État. Nous entendons régulièrement des phrases du genre « on va faire comment », témoignant leur impuissance face à la gestion de l'État, ou encore « n'est-ce pas c'est eux qui ont le pouvoir », montrant à suffisance la distance entre gouvernants et gouvernés.

²⁴⁹ Jean-Marc Sauvé, « Servir l'État aujourd'hui » in *Revue française d'administration publique*, n° 165, 2018, pages 135 à 144.

²⁵⁰ Entretien avec Aladin, consultant.

Beaucoup se sont désintéressés au principe de l'État de droit, nous observons par exemple des individus qui marchent lors de l'exécution de l'hymne national, etc.

Aussi, la banalisation par les symboles étatiques montre : « *les défaillances de l'État, les faiblesses de l'État, l'incompétence de l'État, cela décrédibilise le gouvernant, c'est-à-dire le pouvoir, les hommes du régime. Ça joue vraiment beaucoup sur la perception qu'on a des symboles* »²⁵¹.

L'attaque par les symboles de l'État montre l'incompétence de l'État à protéger les symboles. À l'exemple des saccages d'ambassades ou des brigades ou encore une sous-préfecture, la question est posée de savoir comment ces activistes ont fait pour attaquer ces institutions-là. L'attaque des symboles étatiques met dans l'opinion publique le fait que « *l'État que vous voyez-là ne peut plus vous protéger* »²⁵². Ce climat instaure dans les consciences un sentiment de psychose, de peur et de crainte vis-à-vis de l'État et en particulier de tout ce qui concerne de près ou de loin la gestion de l'État.

De même à travers ces actions, le but est de déstabiliser le système de gouvernance c'est-à-dire, de décrédibiliser les gouvernants auprès de la population et des organismes internationaux. Après la lecture de publication telle que : le gouvernement sanguinaire tue les manifestants, ou encore le gouvernement dictatorial, ceci ébranle le sentiment d'appartenance à une société démocratique, qui respecte les droits humains et les libertés. Ce facteur entraîne la montée d'une vision péjorative de l'État, et décrédibilise le système en place même à l'international (ce qui contribue souvent à une perte des marchés publics internationaux). On assiste à une sorte de « désolidarisation » entre l'État et ceux qui composent sa population.

Dans une logique complètement opposée à la précédente, le moyen utilisé par les acteurs de contestation a permis à certain et « bon » nombre si l'on s'en tient au nombre de followers suivant les pages de ces activistes et sécessionniste de s'affirmer et d'assumer leurs positions face au débat et au combat politique. Nous pouvons dire qu'ils ont dans une certaine mesure, permis aux acteurs de la société civile de pouvoir réclamer haut et fort leur droit ; comme le témoigne la montée des revendications sociales, que ce soit dans le secteur éducationnel, sanitaire, etc., que nous observons²⁵³.

De nombreux Camerounais s'intéressent à la vie au Cameroun, à la conquête du pouvoir grâce aux canaux numériques, nous portons le cas du groupe Facebook, « *Le TGV de l'info* » qui

²⁵¹ Entretien avec Rodrigue, op. Cit.

²⁵² Ibid.

²⁵³ (Grèves des enseignants), le secteur sanitaire (grèves des infirmiers)

est un véritable canal où bon nombre de Camerounais s'abreuvent, en y laissant au passage des likes ou encore des commentaires ; ou encore la notoriété auprès de l'enquête au sujet de la mort du journaliste camerounais Martinez Zogo.

2. Implication sur les comportements citoyens

La contestation par la désacralisation des symboles étatiques a créé un climat de terreur et d'angoisse au sein de la population. À titre d'exemple, on accuse les Bamilékés ou les Bulus ou les Anglophones ou les Peuls, d'un tel ou tel acte relevant du tribalisme.

Au niveau sociopolitique, une psychose, un climat de terreur qui naît, de peur et de crainte vis-à-vis de l'autre ; tout le monde redoute l'issue des discours haineux que les réseaux sociaux numériques peuvent entraîner. Ça attise les crises ça donne une ampleur, ça décuple c'est-à-dire ça « *donne une ampleur souvent très exagérée d'une question qui était aussi simple* »²⁵⁴. Exemple du fait divers entre Bamoun et Béti à Sangmélina.

On arrive à une situation où tout le monde se prépare à la riposte, une situation de défiance. Nous nous souvenons du conflit Mousgoum – Arabe Choua qui a été amplifié par les réseaux sociaux numériques et comme le témoigne à suffisance Rodrigue : « *sur une affaire d'altercation entre deux personnes, on a vu des individus se déplacer de villages pour aller en attaquer d'autres* »²⁵⁵.

Par conséquent, si quelqu'un veut déstabiliser, « *il suffit juste qu'il reste dans son quartier et que le voisin par hasard pousse son enfant il décède, et qu'il poste qu'un Bamoun a tué l'enfant de mon enfant pour qu'il y ait une déferlante de discours haineux à l'encontre d'une partie de la population* »²⁵⁶.

Il convient de noter ici que l'un des facteurs entraînant les discours de haine est la désinformation.

La montée des discours de haine, comme conséquence de la désinformation sur les réseaux sociaux numériques « *incite à la violence et impacte la cohésion sociale et le vivre ensemble* »²⁵⁷. Les discours de haine sont devenus en ce sens, l'un des moyens le plus fréquents pour propager une idéologie qui vise la division et la séparation ; dans une grande échelle même, la xénophobie.

²⁵⁴ Entretien avec Rodrigue.

²⁵⁵ Ibid.

²⁵⁶ Ibid.

²⁵⁷ Entretien avec une Directrice, Minjec, op. Cit.

Cas pratique de la rivalité portée par les termes « Tontinard » et « Sardinard » à l'encontre des Bulus et des Bamilékés ; ce facteur à amener une forte partie de l'opinion publique à penser que « ce sont les bulus qui ont le pays » et de ne plus accorder aucune crédibilité aux actions des ressortissants de la région du Sud ou à se penser minoritaire si l'on n'appartient pas à cette tribu, comme le soutien encore ceci : « *le Biyaïsme est un tribalisme. Le futur du Cameroun s'annonce chaotique et Biya s'en fout puisqu' il ne sera plus là. Combien de Fang-béti gouverneur ? préfet, directeur de ceci directeur de cela, c'est un scandale et n'en parlons plus de l'armée* »²⁵⁸.

Cet impact des discours haineux sur la cohésion sociale est encore mis en évidence par Peter Mafany Musongue, président de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme, quand il disait : « *les discours de haine et xénophobes fragilisent l'unité nationale, le vivre ensemble, la cohésion sociale, ils structurent les replis identitaires et concourent au dénigrement et au rejet de l'autre* »²⁵⁹.

Les comportements citoyens n'ont pas complètement été impactés de manière négative. En effet sur les mêmes plateformes numériques où prolifèrent les discours de haine ou encore la désinformation, nous observons des individus qui portent un message d'unité et de cohésion sociale. Les associations citoyennes telles que DefyHatenow, ou encore des groupes tels que : « *Le Cameroun Pour tous* » y voient le jour. Ces élans citoyens ont pour but de lutter contre le sentiment d'exclusion porté par l'attaque des symboles étatiques et ont aussi pour but de renforcer le vivre ensemble en prônant la diversité culturelle entre autres mécanismes de lutte.

L'impact des discours de n'est pas le propre de la société camerounaise, mais est mondial, surtout avec l'arrivée des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Il est un fléau planétaire comme le dit le secrétaire général de l'ONU : « *Le discours de haine est une sonnette d'alarme - plus il sonne fort, plus la menace de génocide est grande. Il précède et favorise la violence* »²⁶⁰, par conséquent il convient de saluer les initiatives républicaines qui ont majoritairement vu le jour en réponse à l'impact négatif des contestations par l'attaque des symboles.

3. Implication sur la manipulation de certains symboles

²⁵⁸ <http://www.cameroon-info.net/reactions/@,65328,7,cameroun-paul-biya-a-celebre-ce-jour-sans-tambour-ni-trompette-son-82e-anniversa.html>

²⁵⁹ Propos recueillis lors de la conférence de Presse d'ouverture de la Campagne Nationale contre les discours haineux, Yaoundé 5 mars 2021.

²⁶⁰ António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, 2023.

Ici l'implication est à voir sur le facteur que les symboles servent à une double fonction, la consolidation et le témoignage. Ceci étant, désacraliser ou encore détruire un symbole recèle un impact sur la conscience mémorielle historique et se justifie sur le paradoxe actions contestataires et réponses du pouvoir central évoqué plus haut.

Par conséquent, le peuple ou encore l'opinion publique se voit contraint à une sorte de dilemme : celui de la lutte pour la conservation du patrimoine et celui de la lutte comme acteurs actifs de leurs droits. Devrait-il s'adonner à cette pratique politicienne ou alors la condamner ? S'il décide de condamner ce ne serait pas là un moyen de soumettre à un État stationnaire, à la continuité politique, ou alors devrait-il y participer et entraver la mémoire symbolique patriotique que revêt le symbole étatique ? Tant d'interrogation qui jalonne l'esprit à la connaissance de ce paradoxe.

4. Implication sur la stabilité sociopolitique

À la question de savoir si la contestation par l'attaque des symboles de l'État, une grande partie de nos informateurs ont répondu à la négative. La pratique politicienne qui consiste en la contestation par la désacralisation des symboles de l'État. Ce point de vue peut être adopté si nous nous basons sur certains aspects de la vie sociopolitique ou encore sur les actions menées par « *République (qui œuvre) a opposé une véritable résilience face à toutes aux menaces et crises* »²⁶¹ tels qu'énumérés dans leurs articles.

Pourtant lorsque M.E.O.N disait lors de la marche pendant les funérailles de Charles Ateba Yene : « *ce qu'il faut savoir c'est que, si quelqu'un meurt, les autres continuent le combat. Le Cameroun est sur une voie irréversible. Quelle que soit la durée, le Cameroun est sur une voie irréversible. Ça, ce sont juste des signaux* »²⁶².

Il laissait comprendre le Cameroun est dans une période d'implosion lente, mais efficace qui risque au bout du compte entraver sa stabilité sociopolitique. Qu'en est-il ?

Il est forcé de noter à la lumière des dynamiques politiques qui traversent le pays que la stabilité sociopolitique camerounaise est en proie aux différentes crises dont elle est porteuse. La

²⁶¹ Hermann Minkonda et Bertrand-Michel Mahini, « Analyse sociopolitique de la fragilité de l'État du Cameroun », *Droit, politique et société en Afrique* Volume 1 – numéro 1 : Nation et République sous le prisme des défis contemporains, 2019.

²⁶² Verbatim extrait de l'article de Jean Marcelin Manga, Alexandre Rodrigue Mbassi, « De la fin des manifestations à la faim de manifester : revendications publiques rémanence autoritaire et procès de la démocratie au Cameroun », op. Cit, [Voir la vidéo <https://www.youtube.com/watch?v=6DBUh3D4_tI>].

contestation politique pour l'alternance politique au Cameroun est comme une marmite d'eau bouillante au feu, à force de bouillir, elle risque fortement déborder.

La situation politique camerounaise, situation d'un « État stationnaire » au sens de Patrick Awondo et Fred Eboko, « *une organisation politique qui produit un système d'allégeances clientélistes dont l'objectif central est la conservation du pouvoir* »²⁶³. En ce sens les luttes pour l'alternance politique qui ont vu le jour pendant et après les élections présidentielles de 1992, sont justes en train d'être ajusté aux nouvelles ressources de la mondialisation (les réseaux sociaux numériques), et ce avec une force qui se voit décupler au fil du temps.

À la question de connaître quel est l'enjeu ou quels sont les enjeux de ce type de contestation, nous pouvons tout simplement dire qu'il est important pour le pouvoir en place d'accorder une attention particulière aux dynamiques politiques qui voient le jour à l'intérieur de son territoire et à l'extérieur, et qui sont dans la bonne ligne pour influencer de manière durable la stabilité sociopolitique au Cameroun.

En définitive, les représentations des acteurs publics et politiques autour de la contestation par l'attaque des symboles étatiques, se perçoivent de manière différente par les acteurs qu'ils soient de la société civile ou des acteurs politiques ou encore des activistes, tant comme outils de socialisation, de reconnaissance de la souveraineté de l'État du Cameroun. Il convient aussi de noter que les réseaux sociaux ont contribué à un grand pourcentage sur la contestation politique et ceux au Cameroun en participant à la mobilisation, aux partages de l'information et de la désinformation. Cette contestation a eu des enjeux majeurs sur les représentations du Cameroun par l'opinion publique tant sur les perceptions de l'État, que vis-à-vis des comportements citoyens et sur le vivre ensemble.

Mais il convient de noter que cette contestation politique par l'attaque a enrichi le processus politique camerounais, d'un regain de patriotisme et de citoyenneté sur certains camerounais. La véritable inquiétude ici réside au niveau du fait qu'à long terme, ce type de pratique politicienne avec l'impulsion des nouvelles technologies pourra entraîner le Cameroun dans une situation de non-retour en ce qui concerne la stabilité sociopolitique au Cameroun. En fin de compte que pouvons-nous penser du rapport réseaux sociaux et démocratie au Cameroun ?

²⁶³ Patrick Awondo, Fred Eboko « l'État stationnaire, entre chaos et Renaissance », dans *Politique Africaine*, n°150, 2018.

CHAPITRE IV : RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES ET PROCESSUS DE DÉMOCRATISATION AU CAMEROUN

Les réseaux sociaux numériques sont devenus un outil majeur pour la diffusion de l'information et la participation des citoyens à la vie démocratique. Ils permettent au recueil des opinions, à la mobilisation, etc. Ils sont un espace libre, mais encadré par la loi, qui participe à la préservation de l'idéal de liberté d'expression et d'opinion prôné par la démocratie. Les réseaux sociaux ont le potentiel de renforcer la démocratie en permettant une participation plus active des citoyens à la prise de décision tout en facilitant la transparence et la responsabilité des gouvernements et des institutions publiques. Cependant, ils peuvent aussi être considérés comme une menace pour ces mêmes démocraties en participant par exemple aux revendications et à l'amplification voire même l'avènement des crises, à travers plusieurs mécanismes.

Au Cameroun, l'utilisation des réseaux sociaux numériques a augmenté de façon exponentielle au cours des dernières années, que ce soit comme outil de partage, de mobilisation ou encore de contestation. Ils ont été un vecteur important d'expression de la liberté d'expression, de la participation citoyenne, de la transparence et de la responsabilité politique dans le pays. Toutefois, leur rôle dans le développement de la démocratie et de la participation citoyenne n'est pas sans pousser au débat. L'objectif de ce chapitre est d'examiner le rapport réseaux sociaux numériques et démocratie au Cameroun par l'analyse des implications des plateformes numériques sur la vie politique et sociale du pays.

I. « Crise des médias classiques »²⁶⁴ et essor des réseaux sociaux numériques au Cameroun

La radio, la télévision, les journaux, les médias classiques en général sont en difficulté. Les réseaux sociaux numériques ont permis d'ignorer, tout au moins contourner les médias traditionnels. Leur méthode est d'établir un lien direct, sans intermédiaire entre l'information et l'opinion publique intéressée par ces contenus. La présente partie se propose d'analyser cette crise sous trois aspects précis : la censure sur l'information, l'accès à l'information, la formation, la distraction et la rémunération.

²⁶⁴ Théodora Miéré, « Tic et Mobilisation : le cas du Congo », in *Les enjeux de l'information et de la communication*, n°17/3A, 2016, p. 198.

1. Mainmise du pouvoir : censure de l'information

En dépit de la pluralité médiatique expérimentée dans les pays africains et au Cameroun en particulier (médias classiques, médias privés, médias sociaux), les mécanismes de contrôle des médias n'ont pas disparu et restent parfois les mêmes que pendant la période post colonial. Michel Kifinda Ngoy l'explique en ces termes : « *le politique occupe de façon de plus en plus importante les grilles de programmes et influence donc l'organisation de l'espace médiatique* »²⁶⁵.

La censure de l'information consiste à empêcher la diffusion ou la publication de certaines informations qui pourraient être considérées comme sensibles ou qui vont à l'encontre de l'idéologie politique, économique ou sociale des autorités ou administrative. « *Dans la plupart des pays, les pouvoirs ont systématisé les formes de contrôle dans le but de réguler l'ordre social et de protéger les « intérêts stratégiques » ou « l'ordre public »* »²⁶⁶. Ces propos d'Alexie Tcheuyap démontrent pourquoi il est presque impossible de parler de médias classiques sans évoquer la censure dont ils font preuve. Michel Foucault ajoutait

*Dans toute société, la production du discours est à la fois contrôlée, sélectionnée, organisée et redistribuée par un certain nombre de procédures qui ont pour rôle d'en conjurer les pouvoirs et les dangers, d'en maîtriser l'événement aléatoire, d'en esquiver la lourde, la redoutable matérialité.*²⁶⁷

Ainsi, le pouvoir politique dans une société a recours à un ensemble de stratégie ayant pour but de mettre en droite ligne toute activité ou institution l'empêchant d'exercer son pouvoir ou encore de perturber son déroulement et parmi ces différentes stratégies nous retrouvons celle de la censure de l'information diffusée.

Cette censure s'observait au Cameroun en mai 1957, Bebey-Eyidi, directeur de *L'Opinion du Cameroun*, est détenu pour avoir publié les articles de Ruben Um Nyobe, leader de l'Union des populations du Cameroun (UPC), jusqu'à l'adoption de la loi 94/04 du 4 janvier 1996, les journaux restent tenus de présenter leurs morasses au ministère de l'Administration territoriale qui décide de ce qui est publiable²⁶⁸. Les lois sur lesquelles s'appuient les tribunaux pour emprisonner et taxer les journalistes existent avant tout pour réprimer les écrits qui ne sont pas jugés favorables au régime en place. Les médias classiques apparaissent alors comme des outils de marketing politique pour le pouvoir en place, par conséquent : « *la télévision et la radio sont des organismes d'État,*

²⁶⁵ Michel Kifinda Ngoy, « Médias et pouvoir politique en RDC. (De la deuxième république à la transition) », Université de Kinshasa, RDC, Licence en science de l'information et de la communication, 2009, lu en ligne.

²⁶⁶ Alexie Tcheuyap, « Gouverner par la peur... », op. Cit, p. 249

²⁶⁷ M. Foucault, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971, p. 11

²⁶⁸ Thomas. Atenga, « La presse privée et le pouvoir au Cameroun. Quinze ans de cohabitation houleuse », in *Politique africaine*, n° 97, 2005, p. 33-48

*les journalistes ont le statut de fonctionnaire. Les émissions font la promotion des actions du gouvernement et de l'entourage du chef de l'État ».*²⁶⁹

Le contrôle de l'information à travers la censure est un facteur intrinsèque aux sociétés africaines, aux jeunes démocraties, si nous nous basons sur les exemples cités plus haut. Néanmoins, il est important de noter que la censure de l'information va à l'encontre de la liberté d'expression²⁷⁰, qui est l'un des piliers fondamentaux de la démocratie. Les médias classiques sont d'une importance capitale dans la diffusion de l'information, mais ce rôle est mis à mal par la mainmise de l'État sur l'information, caractérisée par la censure et le contrôle de l'information diffusée.

Malgré les réglementations autour de l'utilisation des réseaux sociaux numériques, ils ont permis à la promotion d'une culture de la transparence à travers une couverture impartiale de toutes les questions, qu'elles soient positives ou négatives, par l'appui de facteurs comme les faux profils, l'instantanéité, etc. En d'autres termes, les plateformes numériques même toujours sous le prisme de la censure ont été ces outils, qui ont permis de lever l'emprise de l'État sur les informations et se sont érigés en plateforme de contournement de cette emprise.

2. La valeur

La valeur se lit ici au sens du prix. En effet, l'accès à l'information avec les médias classiques, au-delà de la censure médiatique, se constate au niveau du coût. Les médias classiques sous le prisme du coût sont plus chers et difficiles d'accès par rapport aux réseaux sociaux numériques. En effet, l'abonnement à une revue de presse écrite coûte plus cher que l'achat d'un forfait internet. Aussi, la télévision entre dans le même alignement qu'il s'agisse du prix de l'objet électronique en lui-même ou encore l'abonnement à un bouquet de chaîne. Les réseaux sociaux numériques quant à eux doivent aussi faire aux défis du coût, mais le fait de la globalisation des outils numériques (que ce soit sur le plan personnel, professionnel, académique ou ludique) est plus accessible.

La question de l'accès à l'information par rapport au coût peut être assez complexe dans les réseaux sociaux numériques. D'une part, ils peuvent offrir un accès rapide et facile à un large éventail d'informations gratuitement ou sans nécessité de recours à trop de moyens, tout au moins, ce qui rend l'information plus accessible que jamais²⁷¹. D'autre part grâce à leur faible coût, sont

²⁶⁹ Théodora Miéré, « Tic et mobilisation : le cas du Congo », op. Cit, p. 199.

²⁷⁰ Préambule, Constitution du Cameroun, Loi n°96/06 du 18 janvier 1996 Portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, modifiée et complétée par la loi n°2008/001 du 14 avril 2008.

²⁷¹ <https://www.internetmatters.org/fr/resources/social-media-advice-hub/social-media-benefits/>

plus accessibles à la majorité des individus, individus qui représentent de futurs militants et potentiels électeurs.

Cependant, il y a un coût caché associé à cet accès plus facile. Les réseaux sociaux collectent souvent des données sur les utilisateurs pour les utiliser à des fins publicitaires, ce qui permet aux annonceurs de cibler les publicités en fonction de l'historique de navigation et d'autres informations relatives à l'utilisateur²⁷². Les utilisateurs payent donc en quelque sorte pour l'accès à l'information avec leurs données personnelles, ce qui soulève souvent le problème des médias sociaux et vie privée, sous le prisme de la protection des utilisateurs.

En fin de compte, l'accès à l'information dans les réseaux sociaux numériques est en grande partie gratuit ce qui est l'une des raisons pour lesquelles les réseaux sociaux numériques semblent prévaloir sur les médias classiques. Néanmoins, il est question pour les utilisateurs doivent être conscients des coûts cachés associés (divulgarion des données personnelles) à cet accès et être prêts à être critiques quant à la qualité et la fiabilité des informations qu'ils reçoivent sur ces plateformes.

3. Formation aux normes et valeurs à l'ère des réseaux sociaux numériques

Il a été présenté plus haut que les réseaux sociaux numériques jouent un rôle important quant à la socialisation politique des individus. Mais de manière globale, il convient de noter que les médias classiques, malgré les limites qu'ils comprennent, ont une place de choix dans la formation des individus. En effet, « *Ce sont tous tes médias (médias classiques et sociaux) qui inculquent ce qui se pense et ne pense pas, ce qui se fait et ne se fait pas* »²⁷³. Conséquence directe de l'attribut de diffusion d'information, la formation qu'apportent les médias de masse se lit sous le prisme de l'héritage véhiculé par l'information.

En tant que relais des gouvernants et des gouvernés, les réseaux sociaux numériques et les médias classiques jouent un rôle dans l'apprentissage des valeurs et des normes de la société dans laquelle l'individu évolue. Ils sont « *une véritablement école politique et sociale* »²⁷⁴, autrement dit un lieu où s'effectue la socialisation sociale et politique à travers les valeurs et informations véhiculées à l'intérieur. Pourtant la variable dans laquelle les réseaux sociaux numériques tentent de surpasser les médias classiques est que ceux-ci permettent après avoir inculqué les normes et valeurs, de laisser exprimer son opinion, et ainsi exercer une pression sur celles-ci.

²⁷² <https://www.bbc.com/afrique/monde-58167242>

²⁷³ Christian Bios Nelem, op. Cit, p 62.

²⁷⁴ Ibid.

Les normes et valeurs de la société camerounaise sont véhiculées tant par les médias classiques que les réseaux sociaux numériques. Néanmoins avec les réseaux sociaux numériques un autre aspect de la discussion entre en jeu, il n'est plus question d'accepter les normes tel que prescrit, mais désormais d'y apposer son avis. C'est ce phénomène qui entraîne les comportements déviants tels que les discours haineux, les violences en ligne, etc.

4. Le divertissement et la rémunération à l'ère des réseaux sociaux numériques

Le divertissement ou encore la distraction font partie intégrante des fonctions des médias qu'ils soient classiques ou numériques. Jean Claude Bertrand écrit « *l'enseignement [...], passe d'autant mieux qu'il se déguise en amusement [...]. De même, la publicité cherche à distraire – et l'information, pour séduire, se pare des plumes du spectacle* »²⁷⁵.

En ces mots ressort une fonction précise des réseaux sociaux numériques. La fonction de divertissement.

L'attribut de divertissement quand il s'agit des réseaux sociaux numériques se justifie par le fait que l'utilisation de ces derniers est considérée très souvent comme activité de distraction. Le but derrière étant le plus souvent d'échapper au réel, aux réalités du monde physique parfois empreint aux conflits et aux contestations, ou encore lutter tout simplement contre l'ennui. Pour Francis Balle, il s'agit d'une « *rupture avec l'accomplissement des rôles sociaux habituels* »²⁷⁶, dans lequel il est question de migrer vers un monde imaginaire.

La rémunération quant à elle, est un élément presque inexistant dans les médias classiques. Les réseaux sociaux numériques permettent désormais la « monétisation » des vidéos publiés en ligne, en d'autres termes, les plateformes numériques permettent désormais de gagner de l'argent par les interactions dans la page. La monétisation consiste à « *convertir un actif Internet, une audience, un contenu, en chiffre d'affaires* »²⁷⁷. À ses débuts, en 2001, la monétisation sur Internet consistait « *à placer des bandeaux publicitaires sur un site et être rémunéré à l'affichage* »²⁷⁸, aujourd'hui elle avec l'arrivée des réseaux sociaux numériques a entraîné des nouveaux métiers tels que celui d'influenceur Web²⁷⁹. De manière plus détaillée, c'est un individu qui a acquis de l'expérience sur un domaine particulier²⁸⁰. Les vidéos et les textes qu'il publie sur différents

²⁷⁵ Jean Claude Bertrand, *Médias, Introduction à la presse, la radio et la télévision*, Ed. Marketing, Ellipses, 1995.

²⁷⁶ Francis Balle, 1980, *Médias et Société*, Editions Montchrestien p. 564.

²⁷⁷ La monétisation sur Internet - Marketing Professionnel e-magazine (marketing-professionnel.fr)

²⁷⁸ Ibid.

²⁷⁹ Un influenceur Web est « *Une personne active sur les réseaux sociaux (numériques). Elle utilise son statut, sa position ou son exposition médiatique pour promouvoir des produits de consommation contre rémunération* ».

²⁸⁰ Voyage, alimentation, maquillage, jeux vidéo, politique, faits divers, etc.

réseaux sociaux numériques lui donnent une visibilité qui attire des abonnés. C'est généralement cette capacité à d'abord influencer une nouvelle clientèle et ensuite de la fidéliser relativement à la consommation de certains « produits » qui rend l'individu influenceur²⁸¹.

Prenons le cas de Facebook, pour bénéficier d'une rémunération de la part de Facebook ou alors pour monétiser sa page plusieurs critères entre en jeu dont le respect d'un ensemble de règles, connues sous le nom de « *Politiques de monétisation pour les partenaires et Règles de monétisation pour le contenu* »²⁸² :

- Créer du contenu sur une plateforme éligible (une plateforme éligible selon Facebook est un profil Facebook professionnel.
- Avoir minimum 10000 abonnés.
- Résider dans un pays éligible. Le Cameroun n'est pas un pays éligible, mais il existe des moyens de contournements de cette règle.
- Interagir dans la page avec sa communauté (directs ou Lives, like, réels, etc.)
- Respecter les standards de la communauté, de contenu authentique.
- Respecter les conditions spécifiques aux pages, aux groupes, aux événements, etc.

Concernant les pays éligibles, le Cameroun n'étant pas un pays éligible²⁸³, plusieurs moyens de contournement de cette règle existent. Il s'agit par exemple de créer sa page, se rapprocher d'une personne vivant dans un pays éligible et le mettre comme administrateur de la page et cette personne va gérer les démarches et vous reverser l'argent issu de la monétisation²⁸⁴.

Enfin, les réseaux sociaux numériques ont œuvré à lever les restrictions derrière les médias classiques, ce qui a conduit à une reconfiguration de plusieurs domaines de la vie sociale et politique tels que le secteur de l'information, de la formation, de la distraction, etc. La sphère politique s'est vue être aussi reconfigurée à l'ère des réseaux sociaux numériques. Quels sont les différents domaines où cette reconfiguration s'observe ? C'est ce fait qui justifiera les lignes qui suivent.

²⁸¹ Ibid.

²⁸² L'on retrouve ses différentes règles dans la politique de confidentialité de l'application Facebook ou sur le lien Règles de monétisation pour le contenu | Pages d'aide Meta Business (facebook.com)

²⁸³ Le Cameroun n'a pas de contrat avec la maison Meta Business de Facebook, raison pour laquelle pour faire monétiser une page Facebook au Cameroun il faudrait se rapprocher d'une personne administrative dont le pays hôte est partenaire

²⁸⁴ <https://www.youtube.com/watch?v=n31VBqir-8c> consulté le 8 juillet 2023.

II. Réseaux sociaux numériques, remodellement de la communication politique au Cameroun

Cette partie a pour but d'analyser l'utilisation des réseaux sociaux numériques dans la communication politique au Cameroun, en prenant en compte leurs effets tant sur la diffusion de l'information, la participation citoyenne, et sur la mobilisation politique.

1. Réseaux sociaux numériques, nouveaux canaux de diffusion de l'information politique

La diffusion de l'information politique est un moyen parmi tant d'autres, dont recourent les acteurs politiques pour construire et conforter leur identité institutionnelle. Les réseaux sociaux numériques permettent aux citoyens de communiquer plus facilement avec les acteurs politiques et les responsables politiques. Ce qui peut encourager ces acteurs à être plus attentifs aux besoins et préoccupations des citoyens et qui permet de répondre plus rapidement à leurs demandes. Avec l'avènement des réseaux sociaux numériques et l'ouverture politique du Cameroun ²⁸⁵, l'information politique concourt « *à la constitution du rapport du citoyen à la politique* »²⁸⁶. Autrement dit, à travers les informations que le citoyen reçoit sur la manière dont est géré le pouvoir, se basent les images et impressions qu'il se fait des acteurs politiques de la société dans laquelle il évolue.

La culture politique étant « *l'ensemble des connaissances, des normes et des valeurs d'un citoyen qui vont orienter son vote lors d'une élection* »²⁸⁷, permet avec la mise à la disposition d'une masse d'information de construire des proximités affectives et émotionnelles entre les citoyens et les acteurs politiques de leur territoire. Cette masse d'informations est de ce fait transmise par le biais des réseaux sociaux numériques.

Dans sa note de recherche, Sali Bouba Oumarou, analyse les informations proposées sur les pages d'entrée-accueil des sites Web des partis politiques (RDPC, UDC et MRC), et parvient à la conclusion selon laquelle : « *les différentes informations [...] tendent toutes à construire un univers de référence, à nourrir la socialisation partisane et concourent à la formation d'un esprit de parti* »²⁸⁸. Si nous transposons cette conclusion à notre analyse des réseaux sociaux numériques, les différentes pages Facebook, Twitter des acteurs politiques permettent à travers le contenu

²⁸⁵ Ouverture permise lors du retour du multipartisme en 1990.

²⁸⁶ Sali Bouba Oumarou, « Les usages des sites Web par les partis politiques camerounais », in *Politiques et Sociétés*, vol 39, n°2, 2020, P 167.

²⁸⁷ <https://etudiant.lefigaro.fr/bac/revisions-du-bac/detail/article/quelle-est-l'influence-de-la-culture-politique-sur-les-attitudes-politiques-12399/>

²⁸⁸ Sali Bouba, p. 166.

médiatique qu'ils postent, de ramener à leurs causes des militants qui constitueront peut-être leurs listes d'adhérents et d'électeurs pour les prochaines échéances électorales. Autrement dit, les réseaux sociaux offrent aux acteurs politiques la possibilité de construire leur personnalité et leur image publique. Les électeurs ont désormais accès à des informations sur leurs antécédents, leurs opinions et leurs positions politiques.

Dans le même ordre d'idée, les réseaux sociaux numériques ont œuvré à la transposition des actions de l'espace physique vers l'espace numérique. En effet, les acteurs politiques procèdent la plupart du temps à la migration sur leurs pages du contenu hors ligne dans l'espace numérique en ligne. À partir de cette caractéristique, les informations diffusées lors des rencontres hors ligne sont disponibles en ligne, pour une rediffusion ou encore un ciblage de la population plus grande que celle actuellement présente hors-ligne. Ce que Jean Daniel a appelé « *sortir du cimetière de l'oubli* »²⁸⁹.

En d'autres termes, les réseaux sociaux numériques ont permis aux activités hors ligne de continuer d'exciter même après qu'ils soient terminés dans l'espace physique. C'est le cas des différents débats télévisés que nous retrouvons en rediffusion sur YouTube²⁹⁰. À partir de cela, les acteurs politiques peuvent utiliser les données des réseaux sociaux numériques pour s'adresser directement à des groupes spécifiques d'internautes²⁹¹. Cette forme de marketing politique ciblée permet de diffuser des messages pertinents auprès d'un groupe cible donné et engendrer la participation politique.

2. Réseaux sociaux numériques nouveaux canaux de participation politique

La participation politique est « *l'ensemble des activités, individuelles ou collectives, susceptibles de donner aux gouvernés une influence sur le fonctionnement du système politique* »²⁹² à l'ère des réseaux sociaux numériques s'est vue évoluée d'une manière notable au Cameroun :

Désormais, dans leurs rapports à la politique, les citoyens camerounais [...] doivent composer également, tout au moins depuis les élections présidentielles de 2011, avec les sites Web des partis politiques qui pourraient subsumer une nouvelle rupture

²⁸⁹ Entretien avec Jean Daniel, op. Cit.

²⁹⁰ Les médias classiques privés transposent leurs contenus après diffusion sur leurs pages YouTube, c'est le cas par exemple de Equinoxe, Vision 4, etc...

²⁹¹ <https://www.cnil.fr/fr/communication-politique-queles-regles-pour-la-collecte-de-donnees-sur-les-reseaux-sociaux#:~:text=Seules%20deux%20bases%201%C3%A9gales%20apparaissent%20ici,1%E2%80%99organisme%20qui%20va%20traiter%20les%20donn%C3%A9es.&text=Seules%20deux%20bases%201%C3%A9gales,va%20traiter%20les%20donn%C3%A9es.&text=bases%201%C3%A9gales%20apparaissent%20ici,1%E2%80%99organisme%20qui%20va%20traiter>

²⁹² Anne-Cécile Douillet, 2017, « Chapitre 1. La participation politique dans les démocraties représentatives », in Anne-Cécile Douillet, *Sociologie politique : Comportements, acteurs, organisations*, Paris, Armand Colin, pp. 15-38.

*paradigmatique de la vie politique camerounaise susceptible de mettre à mal la balkanisation ethnique et régionale de la participation politique*²⁹³.

Plus clairement, si nous transposons l'analyse des sites Web aux réseaux sociaux numériques, nous constaterons du fait qu'ils ont remodelé le paradigme de participation politique des citoyens depuis les élections 2011, c'est-à-dire les premières élections présidentielles après l'implémentation de l'internet au Cameroun.

La participation politique dans cette partie s'entrevoit aussi dans la manière des citoyens d'interagir avec les gouvernants ou élus politiques. En effet, les plateformes des réseaux sociaux numériques permettent d'échanger en temps réel avec les citoyens. Ils peuvent commenter, partager et réagir aux publications des acteurs politiques²⁹⁴. Ceci qui permet une communication bidirectionnelle, tant des citoyens vers les gouvernants, que des gouvernants vers les citoyens.

Autrement dit, les acteurs politiques peuvent participer à des discussions, répondre directement aux questions des citoyens et partager des opinions, ce qui rend la communication plus interactive, pour Cayrol, « *ils (les réseaux sociaux numériques) sont les relais par excellence entre gouvernant et gouvernés* »²⁹⁵. De même, les citoyens peuvent à travers la zone de commentaires sur les applications comme Facebook et Twitter, donner plus facilement leurs avis et se faire entendre. Facteur qui conduit inévitablement à la participation au débat politique, qui est une forme de participation politique.

En libérant la parole, par la liberté d'expression, prendre part au débat politique est plus facile et plus ouvert, surtout grâce au couvert de l'anonymat. Les citoyens ne subissent plus les décisions du gouvernement, ils donnent leur point de vue ce qui a fait des réseaux sociaux numériques un terrain privilégié pour la discussion en ligne par le « *parler politique en ligne* »²⁹⁶. « Parler politique en ligne » se définit comme :

*Un processus d'échange et d'interaction entre des internautes intervenant sur un même espace, sur un sujet « politique » au sens large, quels que soient le procédé technique utilisé (forum, liste de discussion, blog...), l'objet ou l'objectif de l'échange et le degré d'implication et de mobilisation de ces personnes*²⁹⁷.

Autrement dit, discuter de politique en ligne est une situation de partage entre plusieurs individus sur un sujet particulier qui a trait à la gouvernance, ceci en utilisant les plateformes numériques sans prendre en compte le degré d'implication de ces individus. « Parler politique »

²⁹³ Sali Bouba Oumarou, op. Cit, 2020, p.161.

²⁹⁴ À travers les commentaires, les tweets et retweets, les partages, et les likes.

²⁹⁵ Roland Cayrol, *Médias et démocratie : la dérive*, Paris, Presse de Science politique, p. 13.

²⁹⁶ Fabienne Greffet, Stéphanie Wojcik, « Parler politique en ligne. Une revue des travaux des travaux français et anglo-saxons », in *Réseaux*, n°150, 2008, page 19 à 50

²⁹⁷ Ibid., p. 21.

devient donc le moyen privilégié par lequel les acteurs politiques et publics ne sont plus passifs, mais aptes à se forger des opinions autonomes, susceptibles de les conduire à s'engager politiquement.

*La discussion politique se conçoit fréquemment comme le fondement d'une démocratie délibérative dans laquelle les vues politiques des citoyens ne seraient plus figées, prédéterminées par leurs intérêts, mais amenées à se transformer à travers des interactions créatives et un échange argumenté*²⁹⁸.

Enfin, la discussion politique en ligne, permet aux citoyens de se former, ce qui les mettra dans une position de sujet-acteur vis-à-vis des affaires de l'État, que ce soit dans la gestion des affaires sociales et politiques que dans les prises de décisions, et nous convenons avec Breindl Yana qu'« une telle forme de participation en ligne, attestant de la volonté de rapprochement entre élus et citoyens »²⁹⁹. En tant que nouveaux acteurs politiques, les citoyens sont plus aptes à se mobiliser pour une cause, ce qui conduit aux réseaux sociaux numériques comme canaux de mobilisation politique.

3. Réseaux sociaux numériques nouveaux canaux de mobilisation et de recrutement politique

De nos jours, internet constitue le lieu d'exercice de la mobilisation en faveur ou en contre faveur d'une cause. Fabien Granjon souligne que : « *La conflictualité sociale s'appuie sur des « armes matérielles » au nombre desquelles les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont très souvent joué un rôle central* »³⁰⁰. Les réseaux sociaux numériques permettent aux citoyens de se mobiliser et de coordonner des actions collectives plus facilement. Aspect utile pour organiser des manifestations, des pétitions et d'autres formes de protestation pacifique, éléments responsables des dynamiques sociopolitiques dans une société. Avec les réseaux sociaux numériques, les anciens moyens de mobilisation (entendus comme les syndicats, le multipartisme, le droit de manifestation) deviennent caducs. Les chats, les tweets, les tags et hashtag, sont les nouveaux moyens de mobilisation peu régulée ni intégrée dans le champ politique. Le temps de l'action politique est ainsi remodelé par l'immédiateté des réseaux sociaux numériques et a un effet de masse important et instantané.

²⁹⁸ B. Barber, *Strong Democracy : Participatory Politics for a New Age*, Berkeley, University of California Press, 1984.

²⁹⁹ Breindl Yana, « La démocratie en ligne : utopie ou réalité future ? L'usage politique d'Internet : approche générale et étude de cas ». Mémoire présenté en vue de l'obtention d'une Licence en information et communication, Université Libre de Bruxelles, 2007.

³⁰⁰ F. Granjon, V. Papa, G. Tuncel, *Mobilisations numériques. Politiques du conflit et technologies médiatiques*, Presses des Mines, Paris, 2017, p. 13.

Dans le cadre de la mobilisation, nous pouvons citer :

Cas pratique 1 :

- Mouvement OTS, « On a Trop Souffert »

Depuis le 21 février 2022, les enseignants des établissements secondaires du Cameroun observent une grève baptisée On a Trop Souffert avec pour matérialité le hashtag « #craiemorte » qui consiste à se présenter au poste de travail comme prévu, mais ne pas administrer de cours ni d'évaluation et de correction. Les revendications portées par ce mouvement sont : de meilleures conditions de travail, le paiement immédiat de la dette envers les enseignants³⁰¹, les intégrations pour les nouveaux lauréats des écoles de formation³⁰² et la mise en application du décret portant statut particulier de l'enseignant³⁰³.

Plusieurs groupes Facebook portent la cause de ce mouvement. Il s'agit entre autres du groupe SECA (Syndicat des enseignants du Cameroun pour l'Afrique), OTS/WBE (On a Trop Supporté/ We beared Enough), où sont régulièrement mis en ligne les appels aux grèves, les situations où le statut des enseignants tel que décrit par le décret n'est pas respecté.

Les réseaux sociaux numériques sont « *l'option la plus solide pour les mobilisations* »³⁰⁴ étant donné l'impossibilité de le faire sur l'espace public physique. Ils sont une voie de contournement de la mainmise de l'État sur l'espace physique, constituent une plateforme de choix quant aux mobilisations politiques et sociales.

Aussi, les réseaux sociaux permettent aux acteurs politiques de mobiliser rapidement et efficacement un grand nombre de personnes. Ils peuvent publier des messages, des vidéos et des photos pour informer les personnes de leurs actions et de leurs plans. Ils ont été un outil de mobilisation et d'engagement politique partout dans le monde, depuis l'apparition de ceux-ci³⁰⁵. Les réseaux sociaux numériques à travers la proximité qu'ils procurent ont permis aux citoyens de

³⁰¹ Les 181 milliards relatifs aux rappels. Un rappel ici est un

³⁰² https://www.koaci.com/article/2022/02/21/cameroun/politique/cameroun-les-enseignants-entrent-en-greve-pour-revendiquer-les-meilleures-conditions-de-travail_157805.html#:~:text=Au%20Cameroun%2C%20des%20millions%20d%E2%80%99enfants%20seront%20p riv%C3%A9s%20d%E2%80%99%C3%A9cole,leurs%20revendications%20ne%20seront%20pas%20prises%20en%20compte.

³⁰³ Décret N° 2000/359 DU 05 DECEMBRE 2000, portant statut particulier des fonctionnaires des corps de l'Education nationale.

³⁰⁴ Simon Ngono, « Les réseaux sociaux comme nouvel espace de mobilisation dans des contextes postautoritaires Le cas de « l'affaire Éva » au Cameroun » in *Les Cahiers du numérique*, Vol. 14, 2018, pages 129 à 149.

³⁰⁵ Plusieurs mouvements le confirment tels que présenté plus haut : Black Lives Matter, Gillets Jaunes, etc.

s'engager et de participer de manière plus active à la vie politique³⁰⁶. Ils ont contribué à une démocratie plus participative. Les individus peuvent diffuser des idées et impulser des tendances.

Cas pratique 2 :

- Le mouvement 11 millions d'électeurs

Le mouvement 11 millions d'électeurs est un mouvement institué par l'honorable Cabral Libii et le parti UNIVERS, qui bénéficie d'une popularité sans précédent sur la plateforme numérique Facebook, grâce à la diffusion rapide de l'information et au partage immédiat des activités hors ligne, en ligne. La communication autour de ce mouvement s'est vue décupler sur toute l'étendue du territoire grâce aux plateformes numériques. De même la mobilisation autour des manifestations et marches politiques du MRC, s'est majoritairement faites sur la même plateforme. La mobilisation politique s'est vu jouir d'un nouvel espace, libre et ouvert qui induit à la pratique d'une démocratie effective.

III. Réseaux sociaux numériques face à la démocratie au Cameroun

Les réseaux sociaux numériques ont bouleversé la pratique de la démocratie, et ce partout dans le monde. En effet, « *l'activité politique ne saurait s'effectuer en marge de l'intervention de ces moyens de communication de masse* »³⁰⁷. Il s'agit dans cette partie de montrer cette reconfiguration de la démocratie par les réseaux sociaux numériques au Cameroun à travers trois aspects précis : la conquête du pouvoir, la polarisation politique et la transparence politique.

1. Réseaux sociaux numériques et marketing politique

Le marketing politique se définit comme « *l'ensemble des méthodes dont peuvent faire usage les organismes politiques pour définir leurs objectifs, leurs cibles, leur programme et pour influencer le comportement des électeurs en leurs faveurs* »³⁰⁸.

Dans le processus de marketing politique, les réseaux sociaux numériques ont permis aux acteurs de contestation de porter haut leurs luttes et promouvoir auprès d'un grand monde leurs idéologies. Les réseaux sociaux numériques offrent aux acteurs politiques la possibilité de construire leur personnalité et leur image publique. Les électeurs ont accès à des informations sur

³⁰⁶ <https://balises.bpi.fr/la-communication-politique-a-lerc-des-reseaux-sociaux-en-plein-dans-la-cible/> consulté le 08 juillet 2023.

³⁰⁷ Christian Bios Nelem, « Médias Privés et vie privée des hommes politiques au Cameroun : une analyse comparée du messager et du patriote », Mémoire présenté en vue de l'obtention d'une maîtrise en Sociologie, Sous la direction de Valentin Nga Ndong, Université de Yaoundé 1, 1999, p.59.

³⁰⁸ <https://d1n7iqsz6ob2ad.cloudfront.net/document/pdf/5385ad4b086a5.pdf>

les antécédents des acteurs politiques, leurs opinions et leurs positions politiques ce qui permet entre autres de les ériger en star au sens d'idole ou de créer un lien émotionnel vis-à-vis d'eux.

Comme nous l'avons déjà dit, les réseaux sociaux numériques permettent aux acteurs politiques de toucher un public plus large et diversifié, de manière plus rapide et moins coûteuse par rapport aux méthodes traditionnelles de communication. Par conséquent, les acteurs politiques peuvent également utiliser ces plateformes numériques pour recueillir des données sur les préférences et les opinions de leur public, ce qui peut les aider à adapter leur message et leur stratégie de campagne à travers les sondages d'opinion avec « *l'analyse des données d'opinions* »³⁰⁹.

La conquête du pouvoir par le recours aux réseaux sociaux numériques a remis à l'ordre du jour le pouvoir de l'émotion dans les logiques de conquête d'opinion et de ralliement à une cause. Les réseaux sociaux numériques ont permis d'avoir accès à la personnalisation, qui est « *l'action d'identifier le pouvoir à la personne qui l'exerce* »³¹⁰.

À ce sujet, Roland Cayrol affirme :

*Nous vivons un monde complexe et changeant, chacun pressent que les règles du jeu de la vie en commun vont être mises à mal dans l'époque qui s'ouvre. Dès lors, on veut mieux savoir quelle personne, quel homme, quelle femme va se trouver aux commandes. Il s'agit pour le citoyen de ressentir la garantie qu'il peut accorder sa confiance à une personnalité, qu'il s'agit de cerner*³¹¹.

En d'autres termes, dans un contexte de crise, il s'agit pour chaque individu de la société de s'identifier à la personne à qui il offre sa voix, et cette identification se fait grâce aux proximités affectives et émotionnelles que l'individu éprouve envers celui ou celle qui exerce le pouvoir. À travers les réseaux sociaux numériques, les acteurs politiques se mettent en scène, se positionnent dans une logique de vente de leur image au même sens de la vente des produits en « *cherchant à séduire le consommateur électeur* »³¹². Aspect qui joue en étroite corrélation avec le prisme de gagner plus de notoriété par rapport aux autres.

Sous le prétexte d'informer, de former, les réseaux sociaux numériques ont permis aux gouvernants, aux leaders et acteurs politiques de déformer et orienter les choix politiques par le phénomène de « *starisation des hommes politiques* »³¹³, qui est une stratégie intrinsèque au marketing politique à l'ère moderne. Il est désormais question pour l'acteur politique de séduire,

³⁰⁹ Roland Cayrol, « Voter à l'heure des médias et des sondages », in *Pouvoirs*, n°120, 2007, p.83.

³¹⁰ Définitions : personnalisation - Dictionnaire de français Larousse

³¹¹ Roland Cayrol, 2007, « Voter à l'heure des médias et des sondages », op. Cit, 2007, p.87.

³¹² Christian Bios Nelem, « Médias privées et vie privée... », op. Cit, p.76.

³¹³ Ibid.

de paraître. C'est ce que nous observons lors des campagnes électorales. Nous assistons à une montée en vedette du leader politique dans le but de créer une « *impression d'intimité avec la personnalité présente sur le petit écran* »³¹⁴ ce qui pousse à la personnalisation politique.

L'acteur politique use de la personnalisation politique dans le but de conquérir le pouvoir. C'est ainsi que les dénominatifs comme « *président mendiant de la paix* »³¹⁵, ou encore « *président humain* »³¹⁶ sont utilisés. Dénominatifs qui représentent la relation entre la personnalité publique et un trait de caractère. C'est cet élément qu'Albert Mabileau résume en ce point : « *les hommes ont toujours éprouvé le besoin de voir l'autorité s'incarner en une personnalité* »³¹⁷.

Cependant, l'utilisation des réseaux sociaux numériques dans la conquête du pouvoir politique peut également présenter des risques. Les acteurs politiques peuvent être confrontés à des critiques et des attaques en ligne, ce qui peut nuire à leur réputation et à leur soutien populaire et avec la désinformation, les « fakes news », ou encore la transposition de l'espace privée au public.

Enfin, les réseaux sociaux numériques sont devenus un outil incontournable dans le marketing politique tant sur le partage des idéologies ou sur la personnalisation du pouvoir. Mais l'utilisation de ces plateformes doit être effectuée avec prudence et en prenant en compte les risques potentiels comme celui de la polarisation politique.

2. Réseaux sociaux numériques et polarisation politique

Les réseaux sociaux numériques tels que Facebook, Twitter, ont considérablement transformé la façon dont les gens s'informent et interagissent entre eux, tel que présenté plus haut. Bien que ces plateformes aient le potentiel de rassembler les individus et de faciliter la communication, elles peuvent également mener à une polarisation politique.

La polarisation politique « *désigne de manière générale une situation dans laquelle les opinions politiques de certains individus sont très éloignées de celles d'autres individus* »³¹⁸. Les individus qui s'engagent le plus dans des contenus politiques sur les réseaux sociaux numériques ont beaucoup de chance de suivre des personnes ayant des opinions politiques similaires aux leurs, ce qui peut renforcer leurs croyances existantes et polariser leur perception des questions politiques.

³¹⁴ Ibid. P.77.

³¹⁵ Entretien avec une directrice, Minjec, op. Cit.

³¹⁶ Entretien avec une Sous directrice, Minjec, op. Cit.

³¹⁷ Albert Mabileau, « La personnalisation du pouvoir dans les gouvernements démocratiques », in *Revue française des Sciences Politiques*, n°1, 1960, p. 43.

³¹⁸ Raül Magni Berton, « Actions gouvernementales, popularité et polarisation politique : une étude comparée », in *Revue Française de Science politique*, 2003, vol. 53, pages 947.

Au Cameroun, la montée des discours de haine entre certaines tribus témoigne à juste titre la polarisation politique entraînée par les réseaux sociaux numériques. C'est ce facteur que Lilian Mason cité par Maya Kandel va théoriser en affirmant que le « *tribalisme [est le] stade ultime de la polarisation* »³¹⁹. L'auteure affirme dans son article que le tribalisme en tant que stade ultime de la polarisation s'exprime par le fait que les individus ne donnent plus grande importance à l'idéologie, mais en « *l'idée que les gens votent en fonction de leurs intérêts et valeurs* »³²⁰. Cet élément est l'un des arguments que nous soulevons pour expliquer la bataille Tontinard/Sardinard³²¹ qui se livre sur les réseaux sociaux numériques.

De plus, les algorithmes utilisés sur ces plateformes pour personnaliser le contenu peuvent également contribuer à la polarisation. Les individus sont souvent confrontés à un contenu qui correspond à leurs vues existantes, ce qui peut renforcer leur position et réduire leur tolérance envers les opinions divergentes³²². Les algorithmes qui régissent les flux d'informations sur les réseaux sociaux numériques peuvent avoir un impact sur la qualité de l'information à laquelle les utilisateurs ont accès. Les algorithmes peuvent privilégier le contenu populaire ou controversé au détriment du contenu fiable et factuel³²³, ce qui peut rendre la tâche difficile pour les individus d'accéder à des informations précises et véridiques sur l'environnement politique dans lequel il évolue.

En résumé, bien que les réseaux sociaux numériques aient le potentiel de connecter les individus, ils peuvent également mener à la polarisation politique en exposant les utilisateurs à des informations biaisées et en renforçant leurs opinions existantes. Pour pallier cette limite dans la communication politique, les acteurs politiques se basent sur la transparence politique et la responsabilité politique.

3. Réseaux sociaux numériques en quête de transparence et responsabilité politique

Au Cameroun, l'environnement conflictuel dans lequel évolue la société fait en sorte qu'il y ait une fragmentation de l'opinion publique, un affaiblissement de la confiance dans les institutions démocratiques. Les réseaux sociaux numériques interviennent alors ici à travers la transparence pour renforcer la confiance des citoyens dans leurs gouvernements et institution politique. En effet avec les réseaux sociaux numériques, « *il est plus facile de contacter les*

³¹⁹ Maya Kandel, « Le tribalisme, stade ultime de la polarisation », *IdeAs*, 2019, [En ligne], URL : <http://journals.openedition.org/ideas/5526>

³²⁰ Ibid., p. 4.

³²¹ Les Tontinards reprochent aux Sardinards de se contenter de pains sardines alors que les richesses du pays sont accaparées par un même gouvernement depuis longtemps.

³²² Le marketing politique à travers le ciblage peut entraîner de critiques vis-à-vis de différents candidats.

³²³ La primauté du scoop, ou du fait divers au détriment de faits actuels et vérifiés.

responsables politiques et de la société civile, ce qui est un plus démocratique indéniable dans des contextes où la culture politique est verticale »³²⁴. Grâce à leur capacité à atteindre rapidement et facilement un large public, les réseaux sociaux peuvent fournir une plateforme pour rendre les informations politiques plus accessibles aux citoyens.

Par exemple, les gouvernements peuvent utiliser ces plateformes pour diffuser des informations sur les décisions et les politiques prises, fournissant ainsi une plus grande transparence sur les processus politiques. C'est ainsi que sur la page Twitter du Président de la République est généralement toujours publié les arrêtés et décisions administratives telles que plus récemment : le décret portant sur la nomination du directeur de l'Imprimerie Nationale³²⁵, ou encore les déplacements du chef de l'État (celui à Paris, pour prendre part au Sommet pour un Nouveau Pacte Financier Mondial)³²⁶, etc.

Cas pratique 1 :

- Circulation des documents officiels sur les réseaux sociaux numériques.

Plusieurs cas de publication de faux documents officiels ont été enregistrés sur les réseaux sociaux numériques. Il s'agit entre autres :

*De la circulation d'un message radio porté du Délégué Général à la Sûreté National le 5 mars 2018, interdisant de sortie du territoire national certaines personnalités soupçonnées dans les enquêtes du Tribunal Criminel Spécial ; de la circulation d'un Message-fax du Chef de protocole d'État le 4 avril 2019, visant à obtenir l'autorisation de port d'armes au profit des éléments de sécurité présidentielle, en vue d'un déplacement à venir du Chef de l'État ; la circulation d'un arrêté ministériel conjointement signé par le ministre de l'Enseignement de Base et de l'Enseignement Secondaire du 7 avril 2020, modifiant le calendrier de l'année scolaire 2019/2020 en République du Cameroun*³²⁷.

Pour pallier aux problèmes de fuite des documents officiels et aussi pour pallier à la prolifération des faux documents officiels sur la toile, les institutions administratives à travers leurs pages Facebook, twitter, s'assurent de mettre en ligne les décisions prises (arrêtés, nominations, etc.) peu après leurs publications dans les médias classiques (la radio et la télévision gardent la primauté lorsqu'il s'agit de publication de décisions officielles (Crtv radio 12h et 17h). Parmi ces

³²⁴ Réseaux sociaux numériques et processus démocratiques en Afrique centrale : entre systèmes hégémoniques et nouveaux régimes de dissidence, lu en ligne <https://www.jstor.org/stable/resrep21454.5>

³²⁵ https://twitter.com/PR_Paul_BIYA/status/1670850994169585664?s=20

³²⁶ https://twitter.com/PR_Paul_BIYA/status/1671620260649218048?s=20

³²⁷ Laurent-Fabrice ZENGUE, *Circulation des documents et spécificités des réseaux sociaux numériques*, Extrait du Module inaugurale du séminaire de formation du PAJEN sur le thème « Internet, TIC dans la vie professionnelle et circulation de documents officiels des administrations et organisations : enjeux, régimes, moyens de preuves et sanctions », Yaoundé, 12 mars 2020

pages nous avons : les pages Facebook et Twitter de la présidence de la république, du MinFOPRA, Minesup, etc.

Figure 10: Fake news Minfopra



Source : Page Facebook officielle du MINFOPRA³²⁸

Les citoyens utilisent aussi les réseaux sociaux numériques pour surveiller les agissements des gouvernants (sur les décisions politiques). Ils peuvent également partager des informations, des analyses et des opinions critiques sur les décisions politiques, ce que nous constatons beaucoup plus sur Facebook.

Le gouvernement est censé agir dans l'intérêt des citoyens. Quand des politiques diverses affectent différemment des groupes donnés, il est censé identifier les arbitrages. Si les électeurs apprenaient que le gouvernement avait violé ce contrat de confiance tacite, ils le chasseraient du pouvoir³²⁹.

³²⁸ <https://www.facebook.com/Minfopra.gov.cm/posts/pfbid02PjtjwDcepNavoSvcRTkPcMPAhkDkGF4dEMEt92pxU71dDv6qqK9fJ4hfaVF3UkT3l>

³²⁹ Stiglitz Joseph, « gouvernement et transparence », in Thoveron (Dir.), *Droit d'informer*, Paris, de Boeck, 2005, p. 41.

Les réseaux sociaux numériques peuvent aider à accroître la transparence politique et la responsabilité politique, en permettant aux citoyens de surveiller les actions des gouvernants³³⁰. Les informations peuvent être partagées rapidement et facilement, permettant ainsi aux citoyens de prendre des décisions éclairées.

Par exemple, les responsables politiques peuvent utiliser les réseaux sociaux pour fournir des informations sur leurs activités et leurs positions politiques, et répondre aux questions des électeurs. Les partis politiques peuvent également utiliser les réseaux sociaux pour promouvoir leur programme et leurs idées, permettant ainsi aux électeurs de prendre des décisions plus éclairées lors des élections.

Les citoyens peuvent être informés en temps réel des politiques publiques mises en place, des budgets alloués, et des initiatives en cours. De plus, les réseaux sociaux numériques peuvent aider à garantir la responsabilité des représentants politiques en fournissant aux citoyens un accès direct à leurs élus, ce qui peut encourager la transparence et la responsabilité dans le processus décisionnel. Au Cameroun, les réseaux sociaux numériques ont été utilisés pour dénoncer la corruption et les abus de pouvoir, surtout à travers des groupes de discussion sur Facebook comme : « *Le Cameroun C'est Le Cameroun* », « *LCCL-Droit de Réponses* », « *N'Zuimanto* », etc. Pour tenir les élus et les institutions publiques responsables, comme le témoigne les réseaux sociaux numériques et transparence politique et pour promouvoir une culture de reddition de comptes.

Cas pratique 2 :

- Le contrôle/veille des biens publics

Certaines pages Facebook à l'instar de celle de « *N'ZUIMANTO* », « *Boris Berthold* », « *TGV de l'info* », « *Paul Chouta* », sont reconnues pour confronter l'administration sur les manquements dans la gestion des biens publics. Qu'ils s'agissent de la mauvaise gestion des hôpitaux à l'instar de l'hôpital de référence de Garoua³³¹, l'état d'avancement des routes à l'instar de celle reliant BABAJOU à BAMENDA³³².

³³⁰ <https://www.bing.com/search?q=Mod%C3%A9ration,+transparence,+publicit%C3%A9+%3A+des+pistes+de+fo+nd+pour+mieux+r%C3%A9guler+les+r%C3%A9seaux+sociaux&FORM=EDGENA>

³³¹ <https://fb.watch/IF1rPhWtUL/> consulté le 08 juillet 2023.

³³² <https://www.facebook.com/profile.php?id=100063884569675> consulté le 08 juillet 2023.

Cas pratique 3 :

- Les décisions de l'État

Certaines décisions administratives y sont publiées pour amener le gouvernement à justifier ses choix. À l'instar des condamnations et emprisonnements³³³. Il est important de noter que la transparence et la responsabilité politique à l'ère des médias sociaux nécessitent un équilibre entre l'utilisation des plateformes numériques pour la participation et la surveillance citoyenne, et la mise en place de mécanismes institutionnels solides pour garantir une véritable responsabilité et transparence politique.

4. Réseaux sociaux numériques boost pour les contestations politiques

La contestation politique permet aux démocraties d'exister et pour ce faire, les porteurs de cette contestation mettent en œuvre différentes techniques ou différents moyens pour parvenir à leurs fins, car, seule la fin justifie les moyens. Le partage des actions d'attaque des symboles de l'État sur les réseaux sociaux fait partie intégrante des moyens auxquels les acteurs de contestation ont recours pour marquer leurs contestations. C'est chacun qui choisit comment exprimer son ras-le-bol. La finalité étant

*Justement de démontrer aux gouvernants qu'ils n'ont plus de légitimité, de démontrer non seulement au gouvernant et à la communauté internationale que ceux qui tiennent les rênes du pouvoir au Cameroun sont illégitimes et qu'il faut par conséquent tout faire pour les renverser*³³⁴.

À travers la fonction d'informer, les réseaux sociaux numériques jouent un rôle majeur dans la montée des revendications et contestations politiques. En effet, « *la presse est devenue un haut lieu d'événements politiques où se fabrique en quelque sorte l'actualité* »³³⁵. Cette fabrication d'actualité se heurte donc à la sensibilité de chaque utilisateur, et c'est ce qui entraîne les situations de contestation.

Cas pratique 1 :

- Un groupe sur Facebook reconnu pour ses tendances critiques. LCCLC-Droit de Réponse

Le groupe public Facebook LCCLC- DR, est une page qui se donne pour objectif d'avoir un « droit de réponse » sur toutes les actualités de la société du Cameroun, politique, sociale,

³³³ https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=pfbid02UoLg6YwyWLxbN1n47wSX99emjaoqNWe5fqxRsAPq1p4c9YyoDyKYyjpXUGwZuuCl&id=105604054814127 consulté le 08 juillet 2023

³³⁴ Entretien avec Mathias Eric, op. Cit.

³³⁵ Christian Bios Nelem, « Médias privés et vie privée... », op. Cit, p.60.

économique. Il compte plus de 50000 membres, mais parmi ces membres certains s'illustrent par leurs positions face à ceux qui ne partagent pas leur idéologie.

Figure 11: LCCLC Droit de Réponse



Source : Page Facebook officielle LCCLC DROIT DE RÉPONSE³³⁶

« Dante Comte », un des membres très actifs du groupe est connu pour son amour pour le régime en place, mais surtout, le fait qu'il ne porte pas dans son cœur les membres du MRC qu'il n'hésite pas de qualifier de « *MR_Chier* ».

Figure 12: LCCLC -DR, Dantes Comte



Source : Page Officielle LCCLC- DR³³⁷

³³⁶ <https://www.facebook.com/groups/325804968198852/>

³³⁷ [https://www.facebook.com/groups/325804968198852/user/100001583542968/?__cft__\[0\]=AZXw84107hncFRH](https://www.facebook.com/groups/325804968198852/user/100001583542968/?__cft__[0]=AZXw84107hncFRH)

« Porc de l'Ouest », au même titre que Dante, lui il est connu pour sa sympathie pour le clan MRC, il participe et programme des directs, le dernier était celui du catcham contre Paul Biya (qu'il appelle Paul Pillard) à Genève le 01^{er} juillet 2023.

Figure 13: Porc de L'Ouest LCCLC-DR

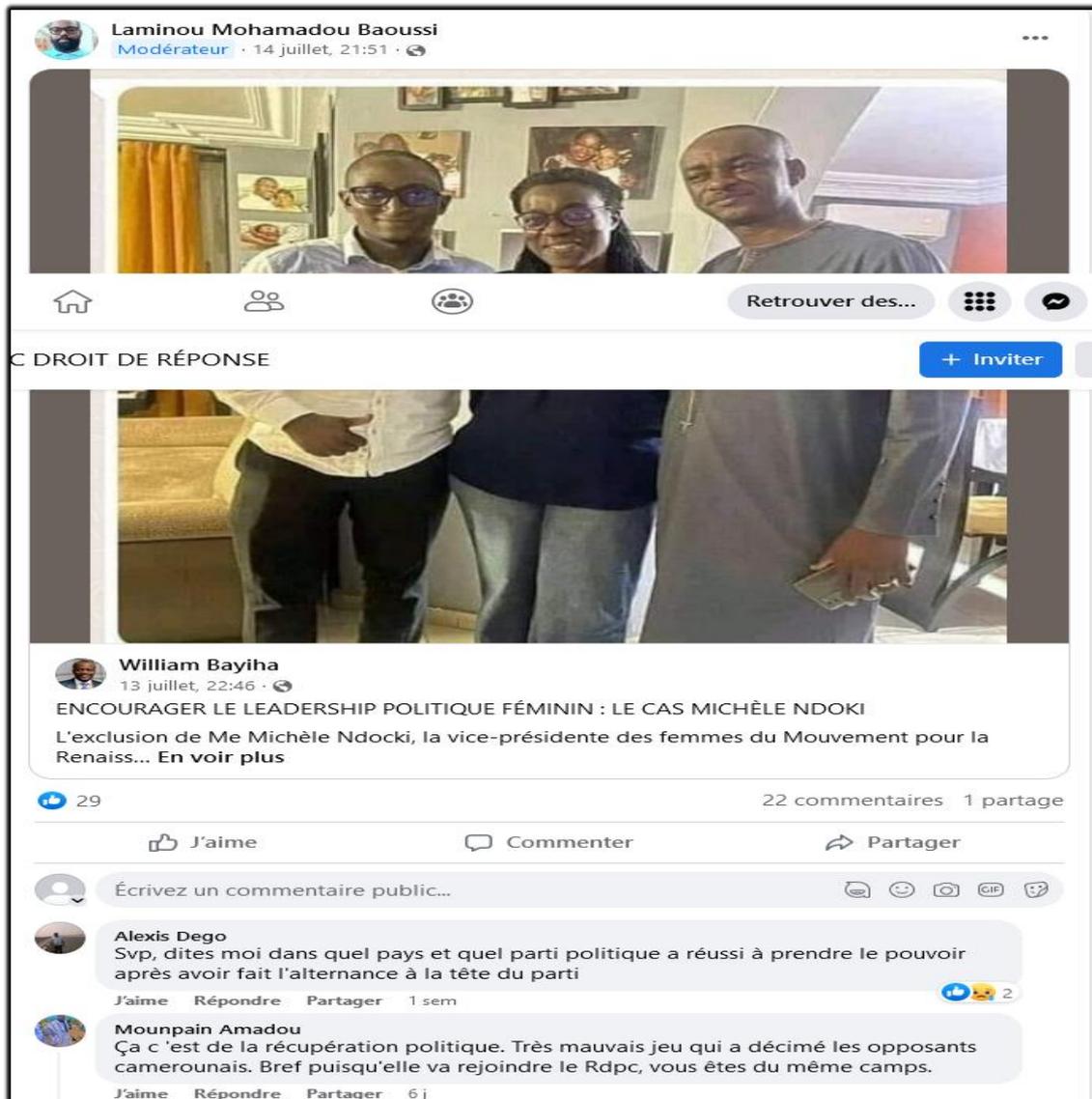


Source : LCCLC-DR³³⁸

« Laminou Mohamadou Baoussi » lui défend les intérêts du PCRN.

CK4dC3MNtqygk36lXr0tWzqpQ98LecAWzke7KDiRoAt6nppNF4DoyZW0PTeOSCquc4z-3i6ZNbaO3sQxfRl_DU2mIBpsi0oF8dHIKeHca1TFKLQlrPuPrdj_NlgwzlwqZJGfHVf1&__tn__=-UC%2CP-R
³³⁸ <https://www.facebook.com/groups/325804968198852/search/?q=porc%20de%20dschang>

Figure 14: LCCLC-DR Laminou M. Baoussi



Source : Page Officielle LCCLC-DR³³⁹

L'étude de ces plateformes en tant qu'espaces de contestation politique, s'analyse sous « *le prisme des utilisateurs et des destinataires* »³⁴⁰. Le but ici est d'analyser le rapport d'horizontalité et de verticalité qui existe entre les deux acteurs, en fonction des actions collectives et individuelles dont les réseaux sociaux numériques sont vecteurs.

D'une part, les réseaux sociaux numériques apportent à la contestation politique, le socle nécessaire à sa mise en forme. En cela, ils sont les supports qui permettent de réactiver la relation entre les gouvernés vers les gouvernants. D'autre part, les réseaux sociaux numériques ne sont

³³⁹ <https://www.facebook.com/groups/325804968198852/permalink/1451902638922407/>

³⁴⁰ Coralie Richaud, « les nouveaux espaces de contestation... », op. Cit, p. 31.

plus utilisés comme le socle commun d'une contestation politique, mais des contestations des gouvernés et par là même ne hissent plus les contestations individuelles jusqu'aux gouvernants.

Dans le même ordre d'idée, les réseaux sociaux numériques renvoient à « *l'imposition sans scrupule des manières de pensée, d'opinions, d'attitudes et de comportement sociaux par le recours aux instruments de propagande* »³⁴¹. Ainsi les réseaux sociaux numériques ont la capacité d'être au service de l'idéologie dominante, élément qui fait ressortir la mainmise du pouvoir sur les médias, et s'entreprendre à légitimer le pouvoir politique central au détriment du pluralisme politique.

IV. Perspectives pour l'utilisation des réseaux sociaux numériques

Il s'agit ici de montrer l'implication des réseaux sociaux numériques en démocratie, de montrer pourquoi les réseaux sociaux numériques interviennent dans les contestations, et les perspectives pour une éducation aux réseaux sociaux numériques.

1. Réseaux sociaux numériques danger ou atouts

Les réseaux sociaux numériques comme atouts ou dangers pour la démocratie s'observent particulièrement à partir du décalage espace virtuel, espace réel. En effet il y a très souvent un fort décalage entre les discours véhiculés par les réseaux sociaux numériques, et la réalité observée sur l'espace physique réel. C'est ce décalage que met en évidence Leonel lorsqu'il dit : « *ce qui se lit sur les réseaux n'est pas forcément ce qui est vécu sur le terrain [...], il y a une sorte de coloration* »³⁴². Coloration qui est fortement portée par les ressentis des personnes qui publient, qui peuvent être souvent en déphasage avec le vécu réel. Les informations vraies ou fausses qui circulent sur les réseaux sociaux numériques sont à la portée de chaque acteur qui l'« *utilise pour se crédibiliser, pour persuader, pour influencer l'opinion, etc.* »³⁴³.

Aussi, les réseaux sociaux numériques peuvent être considérés comme une menace pour la démocratie en ce sens où il existe sur ces plateformes des bulles de filtrage et de désinformation qui peuvent creuser davantage les divisions entre les citoyens et faire proliférer les discours de haine.

Nous constatons aujourd'hui avec regret que les réseaux sociaux sont des temples du mal où les cybercriminels, les paresseux et les partisans du moindre effort entreprennent au quotidien des actes répréhensibles en brandissant des épouvantails pour ternir

³⁴¹ Christian Bios Nelem, op. Cit, p.65.

³⁴² Entretien avec Leonel, op. Cit.

³⁴³ Entretien avec Rodrigue, op. Cit.

*l'image du Gouvernement et dérouter les Camerounais qui sont plus que jamais déterminés à défendre les institutions républicaines*³⁴⁴.

De plus, les algorithmes de certains réseaux sociaux peuvent renforcer les biais intellectuels et confirmer les opinions préconçues plutôt que d'encourager une véritable recherche de la vérité.

Malgré ces arguments, « *les réseaux sociaux numériques sont une chambre d'écho et un vecteur d'accélération de l'information* »³⁴⁵. C'est un lieu d'échange où peut s'organiser un certain nombre d'actions, comme on a pu le voir avec les « *Gilets jaunes* », « *Black lives Matter* », « *jeveuxmacni* », qui se coordonne sur Facebook.

2. Réseaux sociaux numériques 4^e pouvoir ou contre-pouvoir ?

En tant qu'outils permettant de mettre à la disposition d'un vaste public un nombre catégorique d'informations. Donnant la possibilité à ce vaste public de critiquer les informations reçues, les médias de masse dont font partie les réseaux sociaux numériques. Ils ont été érigés en 4^e pouvoir au sens d'une institution étatique qui influence l'aspect politique, social ou culturel d'un pays dans le même ordre d'idée que les trois autres cités plus haut. « *Parce que les moyens de communication de masse ont une expertise qui permet d'évaluer et critiquer le pouvoir en place, au nom des citoyens (les réseaux sociaux numériques) ont été crédités d'un pouvoir* »³⁴⁶.

Qui est celui du 4^e pouvoir après le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire.

Toutefois, les réseaux sociaux numériques peuvent jouer un rôle de contre-pouvoir dans certaines circonstances telles que décrites plutôt dont nous ferons un bref résumé. Ils offrent une plateforme aux citoyens pour s'organiser, s'exprimer librement et faire entendre leurs voix, ils permettent aux citoyens de diffuser rapidement et efficacement des informations, des opinions et des analyses qui peuvent remettre en question les actions des acteurs politiques. Ils peuvent également aider à mettre en lumière des problèmes ou des situations injustes qui pourraient passer inaperçus autrement.

Les citoyens peuvent utiliser les réseaux sociaux pour s'organiser et participer à des mouvements sociaux, des manifestations ou des pétitions en ligne. L'exemple le plus évident est

³⁴⁴ Propos recueillis lors de l'intervention du Ministre de l'Administration territoriale pendant la première conférence semestrielle des Gouverneurs de régions, en ligne, <https://cio-mag.com/cameroun-les-reseaux-sociaux-sont-des-temples-du-mal-ministre/>

³⁴⁵ <https://www.la-croix.com/Sciences-et-ethique/Sciences-et-ethique/reseaux-sociaux-sont-ils-bons-democratie-2020-03-09-1201083067>

³⁴⁶ Le quatrième pouvoir. Dès la fin du 18^{ème} siècle, par Edmund Burke, cité par Christian Bios Nelem « Médias privés et vie privée... », op. Cit, p. 71.

le rôle joué par les réseaux sociaux dans les soulèvements populaires, où les citoyens s'organisent et se mobilisent à grande échelle grâce aux outils de communication en ligne : l'affaire Eva, #jeveuxmacni, #ModeAvion, etc.

Les réseaux sociaux numériques peuvent également fournir aux citoyens un moyen de surveiller et de rendre compte des politiciens et des institutions, les interpeller directement et demander des comptes, avec les pages telles que « LCCLC, LCCL-DR, NZUI Manto ». Cependant, il est important de noter que les réseaux sociaux ne sont pas un véritable contre-pouvoir en soi. Ils sont simplement un outil que les citoyens utilisent pour exprimer leurs opinions et leurs préoccupations. Pour qu'ils aient un réel impact, il est nécessaire que ces voix soient soutenues par d'autres formes de mobilisation, comme des actions dans le monde réel, un engagement politique, des recours judiciaires, etc.

De plus, les réseaux sociaux peuvent également être sujets à la désinformation, à la manipulation et à la polarisation. Il est donc important d'adopter un esprit critique et de vérifier l'information avant de la partager ou de prendre des décisions basées uniquement sur ce qui est diffusé sur les réseaux sociaux.

En fin de compte, les réseaux sociaux numériques peuvent jouer un rôle de contre-pouvoir en permettant aux citoyens de s'exprimer et de s'organiser, mais ne doivent pas être considérés comme le seul moyen de changement et de participation politique. Il est nécessaire de combiner les outils en ligne avec d'autres formes de mobilisation sur l'espace physique par exemple, pour obtenir des résultats significatifs.

3. Pour une alphabétisation aux réseaux sociaux numériques

La réponse à la question ci-dessus posée est à chercher dans une alphabétisation du numérique. L'alphabétisation numérique est :

L'alphabétisation numérique est le processus de formation d'un sujet pour accéder et comprendre le contenu et les formes symboliques par lesquelles se transmettent la connaissance et la culture et pour maîtriser les outils et les codes qui lui permettent de s'exprimer et de communiquer socialement³⁴⁷.

Laurence Corroy l'entrevoit comme une éducation aux médias sociaux numériques. L'éducation aux médias peut se définir comme « *La capacité à accéder aux médias, à comprendre*

³⁴⁷ Marie Carmen Aguilar, Juan Leiva et Antonio Urbano, « L'alphabétisation numérique et la participation familiale à l'école », in *La Revue Internationale De l'Education Familiale*, L'Harmattan, 2014, p. 57.

et apprécier, avec un sens critique, les différents aspects des médias et de leur contenu, qui comprend une dimension créative et communicationnelle. »³⁴⁸

Il s'agit de développer des habiletés et des compétences visant à identifier, décrire, comprendre et évaluer les messages quotidiens de notre univers médiatique qui cherche à nous informer, nous distraire, nous émouvoir ou nous vendre quelque chose. Ainsi, l'éducation aux réseaux sociaux numériques permet de mieux discerner l'influence de ceux-ci sur la société, mais surtout sur notre propre usage des plateformes numériques.

Dans le cadre des réseaux sociaux numériques, l'éducation doit en contexte africain et camerounais en particulier, privilégier certains éléments quant à la préservation des valeurs culturelles et traditionnelles de nos sociétés. Il faut avoir à l'esprit lorsque nous circulons sur cet espace, que les informations diffusées sur Internet sont susceptibles de produire des effets indélébiles. À l'exemple des effets sur la gestion de l'identité : les réseaux sociaux jouent un rôle important dans la création de l'image d'une personne. Il est donc crucial que les individus apprennent à construire une identité numérique positive et professionnelle, en veillant à promouvoir des activités et des valeurs qui les représentent. C'est pourquoi les autorités administratives doivent se garder de donner certaines informations ou de traiter de certains sujets sur l'espace virtuel, ce qui amène à la sensibilisation à la vie privée.

Les acteurs politiques et sociaux doivent comprendre que tout ce qu'ils publient en ligne est vu par d'autres personnes, y compris des potentiels électeurs ou militants, des activistes et même des étrangers. Il est important d'apprendre à être conscients des informations qu'ils partagent et de l'impact possible sur eux-mêmes ou l'opinion publique.

S'éduquer aux réseaux sociaux numériques « *reviendrait à cultiver ce que Corroy a appelé l'empowerment* »³⁴⁹. « *L'Empowerment* » est un terme qui désigne le fait de développer une autoresponsabilisé quant à l'utilisation des réseaux sociaux numériques. En d'autres mots, les utilisateurs doivent comprendre qu'ils ont une responsabilité en ligne et que leurs actions peuvent avoir des conséquences sur eux-mêmes et sur les autres, des répercussions tant sur les plans sociaux que politiques ou culturels. Ceci en se rassurant toujours de la véracité des informations avant de publier, de signaler des pages qui promeuvent la haine et la violence en ligne, etc. Il est donc essentiel de trouver le juste équilibre dans l'utilisation des réseaux sociaux pour renforcer la

³⁴⁸ Laurence Corroy, « *Panorama historique de l'éducation aux médias et perspectives d'actions pour l'Afrique* », conférence prononcée lors du colloque sur l'éducation aux médias à Abidjan (Côte d'Ivoire) le 13 mars 2013.

³⁴⁹ Gnéré Blama Dagnogo, « Du réseau social traditionnel au réseau social numérique : pistes de réflexion pour une éducation aux médias sociaux numériques en Côte d'Ivoire », in *Revue française des Sciences de l'Information et de la Communication*, Vol 12, 2018, <https://doi.org/10.4000/rfsic.3495>

démocratie. Les gouvernements, la société civile doivent travailler ensemble pour promouvoir des pratiques responsables et garantir que les informations diffusées soient fiables.

In fine, les réseaux sociaux numériques jouent un rôle central dans le processus de démocratisation au Cameroun, et ce sur plusieurs aspects. En premier lieu, ils ont permis de contourner la « crise des médias en classique » en redonnant vie à l'accès à l'information, à la formation et à la distraction tout en relevant le défi de la censure ou encore de la mainmise du pouvoir sur les médias classiques ou traditionnels. En second lieu, les réseaux sociaux numériques ont permis de redonner un regain d'énergie à la communication politique en s'érigeant en nouveaux canaux de diffusion, de participation politique et de mobilisation politique.

Aussi, les réseaux sociaux numériques ont œuvré à la conquête du pouvoir, mais en se heurtant aux défis de polarisation politique, de personnalisation politique. Dans l'optique de dépasser ces limites, ils offrent aux citoyens un nouvel attribut de démocratie en la personne de la transparence et de la responsabilité politique. Attribut qui concoure à un booste des contestations politiques qui pour Stéphane Vial, « *fait partie intégrante des pratiques sociales développées autour des réseaux sociaux* »³⁵⁰. En d'autres termes, l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication a influencé les pratiques de participation et ainsi entraîné les contestations sociales et politiques.

Néanmoins, il ne faudrait pas perdre de vue que la démocratie a connu un essor considérable du fait des plateformes numériques. Il est de nature pour un élément d'être un danger ou un atout. Il apparaît donc comme nécessaire de prendre pleinement conscience du fait que les réseaux sociaux numériques sont à l'ère moderne un 4^e pouvoir, dont l'éducation est nécessaire pour qu'ils ne s'apparentent pas à un contre- pouvoir.

³⁵⁰ Stéphane Vial, « il était une fois » ou la naissance d'un groupe sur l'Internet. Retour sur la socialisation en ligne d'une communauté étudiante », in *Réseaux*, n°164, 2010, pp.51-70.

CONCLUSION

Au terme de notre travail qui a consisté à analyser la contestation politique par l'attaque des symboles de l'État à l'ère des réseaux sociaux numériques au Cameroun, il est constaté que les symboles étatiques font l'objet d'une attirance particulière chez les acteurs contestataires. L'intérêt porté à notre sujet naît de deux constats majeurs : le premier part du fait qu'au Cameroun, il réside une écologie politique empreint aux crises dont la plupart tiennent leurs origines des frustrations des membres de la société de manière générale. Le deuxième part de la mutation observée dans l'espace public d'un espace public physique vers un espace virtuel où se cristallisent les contestations politiques de type insurrectionnel. C'est ainsi que le problème qui a été identifié était celui de la mutation des réseaux sociaux numériques en espace où s'observent les situations de désacralisation des symboles de l'État au Cameroun. Pour mieux analyser cette nouvelle forme de contestation politique, nous avons porté notre attention sur le recours aux symboles de l'État dans une dimension de profanation et de désacralisation dans les logiques de contestation de l'ordre politique central ou encore pour contester le pouvoir au Cameroun.

Pour mener à bien ce travail de recherche, nous nous sommes basés sur un questionnement dont l'ossature se présente comme suit : une question principale, comment comprendre la contestation politique par l'attaque des symboles de l'État à l'ère des réseaux sociaux numériques ? À cette question se sont greffées trois autres questions secondaires afin de parvenir à une compréhension totale de la question principale. Elles sont formulées comme suit :

- Quels sont les symboles de l'État ciblés par les contestataires des réseaux sociaux numériques ?
- Quels sont les acteurs qui portent ce type de contestation ?
- Quels sont les enjeux de ce type spécifique de contestation sur le champ politique du Cameroun ?

À la suite de ces questions de recherche, nous avons formulés des hypothèses de réponses pour mener à bien ce travail de recherche. Ainsi, l'hypothèse principale de notre travail postule que les acteurs contestataires s'approprient les symboles étatiques dans les actions de désacralisation contre le pouvoir central en raison du caractère d'identifiant à la nation que ceux-ci comprennent. De ce fait en les désacralisant, ils aspirent à diminuer la valeur du gouvernement en place dans les opinions publiques créant ainsi un environnement propice aux dynamiques sociopolitiques. À la suite de cette hypothèse, nous avons postulé trois autres en rapport aux questions secondaires plus haut :

- Les symboles de l'État ciblés dans les actions contestataires sont les institutions administratives, celle-là qui représentent de l'État à savoir : le Président de la République, les ministres, les ambassades, les emblèmes nationaux, etc.
- Les acteurs qui portent ce type de contestation sont majoritairement les groupes de pressions et d'intérêts externes et interne.
- La désacralisation des symboles de l'État possède un enjeu capital sur le processus de démocratisation au Cameroun. Elle joue un rôle de catalyseur de contestation politique, de facilitateur au combat politique des forces d'opposition du Cameroun

De ces différentes questions et hypothèses de recherche, l'objectif est de véritablement mettre la main sur les circonstances, les causes et les effets de la banalisation des symboles étatiques sur la démocratie au Cameroun. Pour atteindre cet objectif, nous avons mobilisé deux théories principales qui ont permis de mieux lire cette réalité. La théorie étant la grille d'observation, nous avons fait appel à la théorie du champ politique de Pierre Bourdieu (1984) et la théorie des opportunités politiques d'Olivier Fillieule et Lilian Mathieu (2009). La théorie des champs politiques de Pierre Bourdieu nous a permis d'entrevoir les contestations politiques sous la perspective d'une lutte entre dominants et dominés. Le champ d'action ici étant les plateformes numériques. Cette théorie nous a amené à utiliser des termes comme : lutte, capital, champ dans le cadre de la rédaction.

La théorie des opportunités politiques nous aidé à mieux saisir le contexte d'émergence de la contestation politique par la désacralisation des symboles de l'État au Cameroun. Elle nous a permis de prendre en compte l'enjeu des réseaux sociaux numériques dans la matérialisation de cette pratique. Cela nous a poussé à utiliser des termes comme : opportunité, aubaine, occasion.

En s'aidant de la méthode de recherche qualitative nous avons mobilisé trois techniques de collecte de données. L'observation documentaire (à travers les réseaux sociaux numériques dans lesquels nous avons recueillis des publications et vidéos mettant en scène les symboles étatiques) et les entretiens semi-structurés (auprès d'analystes politiques (04), de membres de la société civile (06), et des membres de partis politiques (04), avec lesquels nous avons discuté sur les perceptions et représentations autour des symboles de l'État, des effets sur les comportements citoyens, sur la perception de l'Etat, ainsi que les enjeux liés à la démocratisation du Cameroun).

La collecte, le traitement, l'analyse des données à partir de ces trois techniques, a permis d'avoir un regard plus orienté sur cette réalité et a contribué à mieux saisir la finesse et la profondeur des données acquises sur le terrain et sur les réseaux sociaux numériques, ce qui nous

a amené à axer notre travail autour de quatre chapitres. Dans le premier chapitre intitulé symboles étatiques et enjeux sociopolitiques à l'ère des réseaux sociaux numériques, l'objectif est de présenter les symboles étatiques du Cameroun en passant par ceux les plus fréquemment utilisés sur la toile et de présenter l'environnement politique qui concoure à la contestation politique au Cameroun. Il en ressort de ce chapitre que la notion de symboles de l'État possède une dialectique dans son mode de compréhension et d'utilisation. Dialectique qui se situe au niveau du fait que les symboles œuvrent à la construction et à la déconstruction de l'identité nationale, à la reconnaissance d'une nation, à la cohésion sociale. Mais aussi qu'ils sont présents dans les contestations politiques dans une logique de désacralisation.

Le deuxième chapitre qui s'intitule les réseaux sociaux numériques : d'un espace de communication à un espace de désacralisation, emblèmes et institutions en procès, se donne pour objectif central de faire état des symboles mis en scène dans les logiques de contestation à l'ère du numérique. Pour ce faire, nous sommes partis de la présentation des réseaux sociaux numériques en tant qu'outils innovateurs au Cameroun et étaler les circonstances de mutations de cet espace public communicationnel vers un espace public contestataire.

Le constat parvenu à la fin de ce chapitre est que les acteurs d'oppositions ont transposé leurs activités de l'espace physique vers l'espace virtuel dans le but de porter haut leurs revendications, en s'aidant de l'innovation qu'apportent les réseaux sociaux numériques dans le processus de communication tel que présenté plus haut.

Le troisième chapitre qui est la suite du constat émis à la fin du deuxième se propose d'analyser les représentations et positions des acteurs politiques et les enjeux de la contestation par les symboles de l'État au Cameroun. L'objectif ici étant d'analyser la participation des différents acteurs politiques et par là d'en tirer les impacts sur la stabilité sociopolitique du Cameroun. Pour mener à bien cette analyse, nous avons d'entrée de jeu énuméré les représentations que se font les acteurs politiques des symboles étatiques, ensuite nous avons recensé les positions des acteurs politiques (par les partis politiques) et publics (ceux des acteurs dans l'activité professionnelle sont mis en contact avec le monde politique) en rapport à la contestation par la désacralisation des symboles de l'État. Enfin il était question de montrer la contribution des réseaux sociaux numériques dans la contestation politique en notant les enjeux de la désacralisation des symboles étatiques sur le comportement citoyen, les perceptions de l'État et la stabilité politique en général.

Le quatrième et dernier chapitre de ce travail s'intitule réseaux sociaux numériques et processus de démocratisation au Cameroun il s'agit d'un rapport entre démocratie et réseaux

sociaux numériques du Cameroun. À l'entame du chapitre, il a été question de montrer le contexte d'essor des réseaux sociaux numériques au Cameroun par rapport aux médias classiques. Nous avons ensuite montré comment les réseaux sociaux numériques remodelent la communication politique au Cameroun, et analyser le rapport réseaux sociaux numériques et démocratie à travers le marketing politique, la responsabilité et la transparence politique et la polarisation politique. Tout ceci en prenant soin de noter les perspectives sur le statut d'utilisation des réseaux sociaux numériques en démocratie.

A l'aide de la méthodologie, nous sommes parvenus aux résultats qui non seulement attestent les hypothèses de départ, mais qui nous ont permis aussi de saisir d'autres facteurs qui s'y rattachent. Les résultats de la première hypothèse se présentent comme suit : les symboles étatiques qui interviennent dans les processus de contestation du pouvoir central sont les institutions, les acteurs institutionnels, les emblèmes nationaux. Les types de symboles utilisés traduisent la volonté des auteurs contestataires de s'attaquer directement aux représentants du pouvoir, à ceux qui représentent le peuple dans une logique de contester violemment leurs autorités (en discréditant leur image). Ceci étant, s'opposer par l'attaque des représentants du pouvoir politique camerounais naît du fait que selon les acteurs contestataires, il est question de démystifier la menace que pose le régime Biya au Cameroun.

L'analyse du contenu des vidéos et publications prises sur les plateformes numériques nous a permis d'identifier un contexte de naissance s'agissant de la contestation par la désacralisation des symboles de l'État. Nous avons conclu que plusieurs de ces acteurs, sont convaincus du fait que si le Cameroun est empreint aux crises, s'est essentiellement de la faute du gouvernement en place depuis 1982. Dans cette optique, en s'aidant des opportunités d'oppositions (déplacements des autorités politico-administratives, la figure du chef de l'État, les périodes électorales, les événements sociopolitiques), les acteurs d'oppositions prennent à parti les symboles de l'État dans leurs logiques de contestation.

Par conséquent, pourquoi les symboles interviennent ils dans les logiques de contestation du pouvoir politique ? À cette question, la réponse selon laquelle ils interviennent en raison des différentes représentations derrière les symboles de l'État a été postulée. En effet, les symboles sont des attributs de souveraineté, des garants de socialisation à la nation et des garants du patriotisme.

La seconde hypothèse qui est celle des acteurs impliqués dans la contestation politique par la désacralisation des symboles de l'État révèle qu'ils sont en effet des groupes de personnes et

d'intérêts. Mais à ce type d'acteurs, les recherches nous ont amené à ajouter une autre catégorie d'acteurs, celle des acteurs individuels. Parmi les groupes de pression et d'intérêt nous avons le CODE, la B.A.S, les militants Ambazonniens. À ces groupes s'ajoutent les acteurs tels que : Sandy Boston, Valsero, Boris Bertolt, Patrice Nganang entre autres.

La catégorisation des acteurs dans la contestation politique par l'attaque des symboles étatiques, a permis de déceler derrière cette pratique une logique commune à tous les acteurs : la volonté d'alternance politique. Pour marquer ce désir, il est donc question de trouver des stratégies pour se faire entendre, comprendre. Ces acteurs s'en prennent donc aux symboles tant sur l'espace physique que virtuel.

Cet aspect introduit la troisième hypothèse : celle des enjeux de ce ciblage des symboles de l'État dans les contestations du pouvoir central sur la démocratie ou le processus de démocratisation au Cameroun. Dans le but de mieux situer les différents enjeux, nous avons procédé par l'analyse de la contribution des symboles sur les représentations collectives et l'analyse de la contestation politique. De cette analyse, il ressort que les symboles de l'Etat du fait de leur attribut de sacralité, sont une opportunité, une ressource intarissable lorsqu'il s'agit de stratégies de contestation politique.

De même, par le fait qu'ils remodelent la communication politique (à travers la participation, la mobilisation, le marketing politique), les plateformes numériques sont un outil qui révolutionnent les pratiques démocratiques et influencent la manière d'exercer « le pouvoir du peuple, pour le peuple et par le peuple » (voir discours Abraham Lincoln), liberté d'expression, d'opinion d'association, en y introduisant la responsabilité et la transparence politique, en bois tant les contestations politiques sociales et politiques au sein d'une société et en ouvrant une nouvelle ressource pour la lutte oppositionnelle au Cameroun.

Pour ce qui est des perspectives, certains travaux peuvent également s'orienter sur les enjeux de la médiatisation de la figure du Président Paul Biya dans les réseaux sociaux numériques, en montrant la dialectique des discours sur cette autorités publiques dans le champ des luttes oppositionnelle. Tout comme d'autres peuvent prendre en charge sociologiquement des discours de haines dans les réseaux sociaux numériques tout comme dans les médias classiques. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication en raison de leurs implications plus forte dans la sphère politique, sont un terrain à exploiter pour analyser les dynamiques sociopolitiques qu'ils entraînent dans les sociétés et au Cameroun en particulier.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- BALLE Francis, *Médias et société : éditions, presse, cinéma, radio, télévision, internet*, Montchrestien, 2011, 15^e éd.
- BARBER Benjamin, *Strong democracy : participatory politics for a new age*, Berkeley, University of California Press, 1984.
- BERTRAND Jean Claude, *Médias, introduction à la presse, la radio et la télévision*, éd. Marketing, Ellipses, 1995.
- BODIN Jean, *Les six livres de la république*, paris, Jacques du puys, 1576.
- BOURDIEU Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1984.
- BOURDIEU Pierre, WACQUANT Loïc, *Réponses pour une anthropologie réflexive*, paris, Seuil, 1992.
- BRAUD Philippe, *Sociologie politique*, paris, L.G.D.J, 2006.
- CAYROL Roland, *Médias et démocratie : la dérive*, Paris, Presse de science politique, 1997.
- DOUILLET Anne-Cécile, *Sociologie politique : comportements, acteurs, organisations*, Paris, Armand Colin, 2017.
- DURKHEIM Emile, *Les formes élémentaires de la vie religieuse : le système totémique en Australie*, livre 3, Paris, Librairie Félix Alcan, 1912.
- FIRTH Raymond, *Symbols : public and private*, London, George Allen&Unwin LTD, 1973.
- FOUCAULT Michel, *L'ordre du discours*, paris, éditions Gallimard, 1971.
- GRANJON Fabien et al., *Mobilisations numériques. Politiques du conflit et technologies médiatiques*, Paris, Presses des mines, 2017.
- GRAWITZ Madeleine, *Méthodes des sciences sociales*, paris, Dalloz, 2001, 11^{ème} édition.
- LAFARGUE Jérôme, *La rue africaine en mouvement : politique et action collective*, crepao, Université de Pau, 1996.
- LOUBET DEL BAYLE Jean-Louis, *Initiations aux méthodes des sciences sociales*, paris, Harmattan, 2000.
- LOWENTHAL David, *European and english landscape as national symbols in geography and national identity*, Cambridge, 1994.
- ORTIGUES Edmond, *Le discours et le symbole*, Paris, Aubie, 1962.

- QUIVY Raymond et CAMPENHOUDT Luc Van, 2011, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 2011, 4e édition.
- TARROW Sydney, *Power in movements : collective action, social movements and politics*, Cambridge University Press, 1994.
- WEBER Max, *Économie et société* [1971], tome I, Paris, Pocket, 1995.
- XIBERRAS Martine, *Pratiques de l'imaginaire. Lecture de Gilbert Durand*, Presses Universitaires de Laval, 2002.
- ZAMBO Belinga Joseph Marie, BECHE Emmanuel, « Jeunes et réseaux sociaux au Cameroun », *Connaissances et savoirs*, 2021.

Articles

- ABOUTAYEB Mostafa, « L'impact des réseaux sociaux numériques sur le discours de contestation », in *Africana-irönu Üniversitesi, Uluslararası Afrika Araştırmaları Dergisi*, Vol.3(1), 2023, pp.51-69.
- AFOM Frank, « Les scandales Vanessa Tchatchou et Monique Koumateke. La constitution d'un espace public oppositionnel en ligne au Cameroun », *Réseaux*, 2019/4 (n° 216), pp 219-241.
- AGUILAR Marie Carmen, et al., « L'alphabétisation numérique et la participation familiale à l'école », in *La revue internationale de l'éducation familiale*, n°35, 2014, pp.55-74.
- ALTHUSSER Louis, « Idéologie et appareils idéologique de l'État (note pour une recherche) », in *La pensée*, n°151, 1970, pp. 67-125.
- ANCELOVICI Marcos, « Esquisse d'une théorie de la contestation : Bourdieu et le modèle du processus politique », in *Sociologie et sociétés*, Vol 41, n°2, 2009, pp.39-61.
- ATENGA Thomas, « La presse privée et le pouvoir au Cameroun. Quinze ans de cohabitation houleuse », in *Politique africaine*, n° 97, 2005, pp. 33-48.
- ATERIANUS-OWANGA Alice et DEBAIN Mathilde, « « Demain, un jour nouveau ? » un renversement électoral confisqué au Gabon », in *Politique africaine*, n°144, 2016, pp.157-179.
- AWONDO Patrick, EBOKO Fred, 2018, « L'état stationnaire, entre chaos et renaissance », in *Politique africaine*, n°150, 2018, pp. 5-27.
- BIGOMBE LOGO Patrick, MENTONG Hélène-Laure, « Crise de la légitimité et évidence de la continuité politique », in *Politique africaine*, n°62, 1996, pp. 15-23.
- BOUBA, Oumarou Sali, « Les usages des sites web par les partis politiques camerounais », in *politiques et sociétés*, vol 39, n°2, 2020, pp. 159-173.
- BOUSSAGUET, Laurie, FAUCHE Florence, « Mobiliser des symboles pour répondre au terrorisme : l'exécutif français face aux attentats de 2015 à paris », in *Liepp policy brief*, n° 28,

2016, pp. 1-8.

- BOYADJIAN, Julien, 2020, « Désinformation, non-information ou sur-information ? Les logiques d'exposition à l'actualité en milieux étudiants » in *Réseaux*, n° 222, 2020, pp.21-52.
- CAYROL, Roland, « voter à l'heure des médias et des sondages », in *pouvoirs*, n°120, 2007, pp. 83-94.
- DAUCE, Françoise, et al., « Les diversités du patriotisme contemporain » in *Critique internationale*, n° 58, 2013, pp. 9-17.
- DEZE, Alexandre, « Pour une iconographie de la contestation », in *Cultures & conflits*, Vol (3-4), n° (91-92), 2013, pp. 13-29.
- DOUAY, Nicolas, « Mouvements sociaux numériques et aménagement de l'espace », in *informations sociales*, n° 185, Vol 5, 2014, pp. 123-130.
- EINSIGER, Peter, « The conditions of protest behavior in american cities », in *American political science review*, vol.67, n° 1, 1993, pp. 11-28.
- EYENGA, Georges Macaire, et al., « Être sans papier chez soi ? Les mésaventures de l'encadrement biométrique au Cameroun », *Critique internationale*, Vol 2, n°97, 2022, pp.113-134.
- GREFFET, Fabienne, WOJCIK, Stéphanie, « Parler politique en ligne. Une revue des travaux des travaux français et anglo-saxons », in *Réseaux*, n°150, 2008, pp. 19-50.
- JOVCHELOVITCH, Sandra, ORFALI, Birgitta, « La fonction symbolique et la construction des représentations : la dynamique communicationnelle ego/alter/objet », in *hermès*, n° 41, 2005, pp. 51-57.
- KAPLAN, Andreas et HAENLEIN, Michael, « Users of the world, unite ! The challenges and opportunities of social media », *Business horizons*, vol.53, 2010, pp.59-68.
- LETOURNEAU, Alain, « Remarques sur le journalisme et la presse au regard de la discussion dans l'espace public », in *brunet*, p.-j., *l'Éthique dans la société de l'information*, Québec/Paris, presses de l'Université Laval/Harmattan, 2001, pp.47-71.
- LOUDIER, Dubois, « L'insécurité dans l'espace public », in *Les Cahiers de L'IAURIF*. Espaces publics : espaces de vie, espaces de ville, n° 133 – 134, 2002, pp. 26 – 38.
- LOWENTHAL, David, « European and english landscape as national symbols », in *Geography and national identity*, 1994, Cambridge.
- MABILEAU, Albert, « La personnalisation du pouvoir dans les gouvernements démocratiques », in *Revue française des sciences politiques*, Vol 10, n°1, 1960, pp.39-65.

- MACHIKOU, Nadine, « Utopie et dystopie ambazonienne : dieu, les dieux et la crise anglophone au Cameroun », in *Politique africaine*, n°150, 2018, pp. 115-138.
- MAGNI BERTON Raül, « Actions gouvernementales, popularité et polarisation politique : une étude comparée », in *Revue française de science politique*, vol. 53, n° 6, 2003, pp. 941-962.
- MANGA Jean Marcelin, MBASSI Alexandre Rodrigue, « De la fin des manifestations à la faim de manifester : revendications publiques rémanence autoritaire et procès de la démocratie au Cameroun », in *Politique africaine*, n°146(2), 2017, p.73-97.
- MBASSI Alexandre Rodrigue, « Rire en situation de crise. La réception sociale du covid-19 au Cameroun sous le prisme de l'humour en ligne », in *Réseaux*, n°228, 2021, pp.203-232.
- MIERE Théodora, « Tic et mobilisation : le cas du Congo », in *Les enjeux de l'information et de la communication*, n°17/3a, 2016, pp. 195-212.
- MINKONDA Hermann et MAHINI Bertrand-Michel, « Analyse sociopolitique de la fragilité de l'état du Cameroun », in *Droit, politique et société en Afrique*, Vol 1, n°1, 2019, pp.39-64.
- NGONO Simon, « Les réseaux sociaux comme nouvel espace de mobilisation dans des contextes postautoritaires le cas de « l'affaire Eva » au Cameroun » in *les cahiers du numérique*, vol. 14, 2018, pp. 129-149.
- OLLITRAULT Sylvie, « De la caméra à la pétition-web : le répertoire médiatique des écologistes » in *Réseaux*, Vol 17, n°98, 1999, pp. 153-185.
- OWONA NGUINI Mathias Éric, MENTHONG Hélène-Laure, « Gouvernement perpétuel » et démocratisation janusienne au Cameroun (1990-2018) », in *Politique africaine*, n° 150, 2018, pp.97-114.
- POMMEROLLE Marie-Emmanuelle, « La démobilisation collective au Cameroun : entre régime post autoritaire et militantisme extraverti », in *Critique internationale*, Vol 3, n°40, 2008, pp.73-94.
- PYPE, Katrien, « Le politique (en ligne) par le bas en Afrique subsaharienne, *Politique Africaine*, 2021/1 (N°161-162), pp. 71-97.
- RICHAUD Coralie, « Les réseaux sociaux numériques : nouveaux espaces de contestation et de reconstruction de la politique ? », in *les nouveaux cahiers du conseil constitutionnel*, Vol 4, n°57, 2017, pp.29-44.
- ROUSSIN Juliette, « Démocratie contestataire ou contestation de la démocratie ? L'impératif de la bonne décision et de ses ambiguïtés », in *Autorité démocratique et contestation*, vol 40(2), 2013, pp.255-511.

- SAUVE Jean-Marc, « Servir l'état aujourd'hui » in *Revue française d'administration publique*, n° 165, 2018, pp.135-144.
- SEDDA Paola, « L'internet contestataire comme pratique d'émancipation : des médias alternatifs à la mobilisation numérique », in *Les cahiers du numérique*, vol 11, n° 4, 2015, pp. 25-52.
- TCHEUYAP Alexie, « Gouverner dans la peur. Pouvoir, médias et disqualification au Cameroun », *Politique africaine*, n° (161-162), 2021, pp.245-264.
- TOURE Ibrahima, « Jeunesse, mouvements sociaux, citoyenneté en Afrique de l'ouest : étude comparée des mouvements de contestation « y'en a marre » au Sénégal et « balai citoyen » au Burkina Faso », in *Africa development*, vol.42, n°2, 2017, pp.61-73.
- VIAL Stéphane, « « Il était une fois » ou la naissance d'un groupe sur l'internet. Retour sur la socialisation en ligne d'une communauté étudiante », in *Réseaux*, n°164, 2010, pp.51-70.
- ZANGA Irénée Godefroy, « De la violence verbale pré-électorale a la violence physique post-électorale : essai d'analyse d'une trajectoire prévisible autour de l'élection présidentielle de 2018 au Cameroun », *revues de l'Acaref*, Esstic- Yaoundé II- Soa, 2020, pp. 167-187.

Thèses et mémoires

- BIOS NELEM Christian, « Médias privés et vie privée des hommes politiques au Cameroun : une analyse comparée du messenger et du patriote », mémoire présenté en vue de l'obtention d'une maîtrise en sociologie, Université de Yaoundé 1, 1999.
- KIFINDA NGOY Michel, « Médias et pouvoir politique en rdc. (De la deuxième république a la transition) », Licence en science de l'information et de la communication. Université de Kinshasa, RDC, 2009.
- KONATE Bandiougou, « Contestation politique et citoyenneté dans le Sénégal du XXIe siècle : la vraie revanche de la société civile », extrait du mémoire : « Évolution de la contestation politique en Afrique postcoloniale : l'exemple du Sénégal », maîtrise en science politique, Université Gaston Berger de Saint-Louis, 2012.
- MARINTHE Gaëlle, 2020, « Approche psycho-sociale des dégradations de symboles nationaux : conséquences sur les relations intergroupes, implication de l'identification et des patriotismes », psychologie, Université Rennes 2, 2020.

- NOA Sylvestre, « La décentralisation de la contestation politique au Cameroun : essai d'analyse à partir des mobilisations collectives de février 2008 », Mémoire de Master, Université de Yaoundé I, 2015.

- NOA Sylvestre, « Militantisme extraterritorial : le rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) face aux mouvements d'opposition », Thèse de doctorat/PhD en sociologie, Université de Yaoundé I, 2020.

- YANA Breindl, « La démocratie en ligne : utopie ou réalité future ? L'usage politique d'internet : approche générale et étude de cas ». Mémoire présenté en vue de l'obtention d'une licence en information et communication, université libre de Bruxelles, 2007.

Communications scientifiques

- MATUSZAK Céline, « Le forum comme lieu de production d'un discours identitaire et mobilisateur : un nouveau terrain pour la confrontation idéologique chez les mouvements politiques marginaux ? », *Congrès AFSP, Atelier 8, « La discussion politique en ligne. Enjeux théoriques et interrogations méthodologiques »*, Toulouse 2007.

Lois et décrets

- Loi n°96/06 du 18 janvier 1996, portant révision de la constitution du 02 juin 1972, modifiée et complétée par la loi n° 2008/01 du 14 avril 2008.

- Loi n°2010/012 du 21 décembre 2010 relative à la cybersécurité et à la cybercriminalité au Cameroun

- Loi n° 2010/013 du 21 décembre 2010 régissant les communications électroniques au Cameroun

- Constitution du Cameroun, loi n°96/06 du 18 janvier 1996, portant révision de la constitution du 02 juin 1972, modifiée et complétée par la loi n° 2008/01 du 14 avril 2008, p.4.

- Préambule, constitution du Cameroun, loi n°96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 02 juin 1972, modifiée et complétée par la loi n°2008/001 du 14 avril 2008.

- Titre premier, article 1er, alinéa (4), « de l'état et de la souveraineté ».

- Titre II, chapitre I, article 5.

- Chapitre I : du président de la république, article 8, alinéa 1,2,3,4,5,6,7,8,9,10,11,12.

- Chapitre II : du gouvernement, article 12, alinéa 1,2,3,4,5.

- Décret n°2011/412 du 09 décembre 2011 portant réorganisation de la présidence de la république.

- Décret n°2012/389 du 18 septembre 2012, portant organisation du ministère de la justice.
- Décret n°2018/630 du 26 octobre 2018, portant réorganisation de l'agence du service civique national de participation au développement.

Rapports

- « Cameroun : le péril de la fracture identitaire », observatoire Pharos, 12 mai 2020.
- CORROY Laurence, « *panorama historique de l'éducation aux médias et perspectives d'actions pour l'Afrique* », conférence prononcée lors du colloque sur l'éducation aux médias à Abidjan (côte d'ivoire) le 13 mars 2013.
- Digital news report, Reuters Institute, <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/our-research/digital-news-report-2015-0>.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « apaiser les tensions ethno politiques au Cameroun, en ligne et hors ligne », rapport Afrique n°295, traduit de l'anglais, 2020, p.3.
- Magazine d'information générale du ministère de la Justice, Février 2022.
- Rapport sur les droits de la personne, us Embassy.
- SORE Zakaria, le balai citoyen, analyse sociétale africaine/african societal analysis (asa), 2016.
- ZENGUE Laurent-Fabrice, *circulation des documents et spécificités des réseaux sociaux numériques*, extrait du module inaugural du séminaire de formation du pajen sur le thème « internet, tic dans la vie professionnelle et circulation de documents officiels des administrations et organisations : enjeux, régimes, moyens de preuves et sanctions », Yaoundé, 12 mars 2020

Dictionnaires et cours

- BOUDON Raymon et al, 1997, *Dictionnaire de la sociologie*, Larousse-bordas, 1997.
- FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian, *Dictionnaires des mouvements sociaux*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politique, 2009.
- MBODJ El hadj, Cours de droit constitutionnel, Université Catholique d'Afrique de l'Ouest, faculté de Bamako.

Webographie

- BITYILI BI NLEME Eric, « La participation politique au Cameroun : l'e-contestation », [en ligne],

https://www.academia.edu/50091764/LA_PARTICIPATION_POLITIQUE_AU_CAMEROUN_1
E_contestation

- BOGUI Jean-Jacques et AGBOBLI Christian, 2017, « L'information en périodes de conflits ou de crises : des médias de masse aux médias sociaux numériques », 2017, en ligne, <https://doi.org/10.4000/ctd.705>
- DAGNOGO GNERE Blama, 2018, « Du réseau social traditionnel au réseau social numérique : pistes de réflexion pour une éducation aux médias sociaux numériques en côte d'ivoire », in *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, vol 12, 2018, <https://doi.org/10.4000/rfsic.3495>
- KANDEL Maya, « Le tribalisme, stade ultime de la polarisation », *Ideas* [en ligne], 2019, Url : <http://journalsopenedition.org/ideas/552>.
- LEVI-STRAUSS Claude, 2013, « Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss », in, *Sociologie et anthropologie*, Paris, Presses Universitaires de France, « Quadrige », 2013, pp. IX-LII. URL : <https://www.cairn.info/sociologie-et-anthropologie--9782130608806-page-IX.htm>
- MAMADOU Ba, « Dakar, du mouvement Set Setal à y'en a marre (1989-2012) », in *itinéraires*, 2016, url : <http://journals.openedition.org/itineraires/3335>
- MIRABEAU NCHARE NOM Théophile, « Le Social Democratic Front au Cameroun : entre socialisme d'opposition et socialisme démocratique », in *Socialismes en Afrique*, éditions de la maison des sciences de l'homme, 2021. <https://books.openedition.org/editionsmsh/51365>
- MULLER dit Estelle Wouloff et BUSSON Marine, « La mobilisation sociale sous une nouvelle forme : enjeux et défis des réseaux sociaux numériques », in *institut d'étude des crises de l'intelligence économique et stratégique*, 2021, [en ligne], <https://www.institut-crisis.org/post/la-mobilisation-sociale-sous-une-nouvelle-forme-enjeux-et-d%C3%A9fis-des-r%C3%A9seaux-sociaux>
- Séverine Arsène, « internet et politique en chine », Jean-François Bayart, Karthala, 2011, [en ligne], [20119782811105808.Ffhal-00704198f](https://doi.org/10.1017/9782811105808.Ffhal-00704198f)
- TAROT Camille et al., « La question du symbolique et la querelle du sacré », in *questions vives* [en ligne], 2017, n° 28, <http://journals.openedition.org/questionsvives/2899>
- <https://www.google.com/amp/s/africa.la-croix.com/au-cameroun-mgr-michael-bibi-nomme-eveque-de-buea-dans-le-sud-ouest-anglophone/amp/> consulté le 18 juillet 2023.
- [Http://lecode.canalblog.com/archives/2022/10/20/39675971.html](http://lecode.canalblog.com/archives/2022/10/20/39675971.html)
- [Http://lesmarchesdelodie.com/fr/2017/11/30/liste-facebook-twitter-cameroun-2017/](http://lesmarchesdelodie.com/fr/2017/11/30/liste-facebook-twitter-cameroun-2017/) consulté le 09 juillet 2023

- [Http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-denonciation-le-journaliste-de-la-crtv-serge-mbida-bombarde-la-brigade-antisardinards-375000.html](http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-denonciation-le-journaliste-de-la-crtv-serge-mbida-bombarde-la-brigade-antisardinards-375000.html) consulté le 08 juillet 2023.
- [Http://www.cameroon-info.net/reactions/@,65328,7,cameroun-paul-biya-a-celebre-ce-jour-sans-tambour-ni-trompette-son-82e-anniversa.html](http://www.cameroon-info.net/reactions/@,65328,7,cameroun-paul-biya-a-celebre-ce-jour-sans-tambour-ni-trompette-son-82e-anniversa.html) consulté le 8 juillet 2023
- [Http://www.jstor.com/stable/resrep21454.5](http://www.jstor.com/stable/resrep21454.5) consulté le 09 janvier 2020
- [Https://actucameroun.com/2018/04/12/cameroun-crise-anglophone-cardinal-christian-tumi-que-tout-le-monde-se-retrouve-autour-dune-table/#:~:text=le%20cardinal%20christian%20tumi%20dans%20les%20colonnes%20du,cette%20crise%20qui%20a%20d%27a9but%27a9%20en%20novembre%202016.](https://actucameroun.com/2018/04/12/cameroun-crise-anglophone-cardinal-christian-tumi-que-tout-le-monde-se-retrouve-autour-dune-table/#:~:text=le%20cardinal%20christian%20tumi%20dans%20les%20colonnes%20du,cette%20crise%20qui%20a%20d%27a9but%27a9%20en%20novembre%202016.) Consulté le 08 juillet 2023
- [Https://actucameroun.com/2020/02/08/sandy-boston-cheffe-des-amazones-de-france-apres-avoir-brule-un-portrait-de-paul-biya-dans-un-direct-sur-facebook-2020-ce-sera-le-feu/](https://actucameroun.com/2020/02/08/sandy-boston-cheffe-des-amazones-de-france-apres-avoir-brule-un-portrait-de-paul-biya-dans-un-direct-sur-facebook-2020-ce-sera-le-feu/) consulté le 08 juillet 2023.
- [Https://actucameroun.com/2021/08/18/le-journaliste-cyrille-kemmegne-sort-un-livre-a-la-gloire-de-la-brigade-anti-sardinards/](https://actucameroun.com/2021/08/18/le-journaliste-cyrille-kemmegne-sort-un-livre-a-la-gloire-de-la-brigade-anti-sardinards/) consulté le 08 juillet 2023
- [Https://actucameroun.com/2022/05/09/andre-luther-meka-je-condamne-cette-attitude-de-la-bas-qui-veut-sattaquer-a-grace-decca/](https://actucameroun.com/2022/05/09/andre-luther-meka-je-condamne-cette-attitude-de-la-bas-qui-veut-sattaquer-a-grace-decca/) consulté le 10 juillet 2023
- [Https://actucameroun.com/2023/06/07/discours-de-haine-jean-nkuete-demande-aux-militants-du-mrc-davoir-des-conduites-exemplaires/](https://actucameroun.com/2023/06/07/discours-de-haine-jean-nkuete-demande-aux-militants-du-mrc-davoir-des-conduites-exemplaires/) consulté le 10 juillet 2023
- [Https://africa.la-croix.com/au-cameroun-les-eveques-proposent-une-mediation-dans-la-crise-anglophone/#:~:text=les%20%27a9v%27aaques%20camerounais%20se%20sont%2c%20une%20nouvelle%20fois%2c,%27ab%20guerre%20civile%20inutile%20et%20sans%20fondement%20%27bb.](https://africa.la-croix.com/au-cameroun-les-eveques-proposent-une-mediation-dans-la-crise-anglophone/#:~:text=les%20%27a9v%27aaques%20camerounais%20se%20sont%2c%20une%20nouvelle%20fois%2c,%27ab%20guerre%20civile%20inutile%20et%20sans%20fondement%20%27bb.) Consulté le 08 juillet 2023.
- [Https://balises.bpi.fr/la-communication-politique-a-leres-des-reseaux-sociaux-en-plein-dans-la-cible/](https://balises.bpi.fr/la-communication-politique-a-leres-des-reseaux-sociaux-en-plein-dans-la-cible/) consulté le 08 juillet 2023.
- [Https://balises.bpi.fr/la-communication-politique-a-leres-des-reseaux-sociaux-en-plein-dans-la-cible/](https://balises.bpi.fr/la-communication-politique-a-leres-des-reseaux-sociaux-en-plein-dans-la-cible/) consulté le 7 juillet 2023
- [Https://cameroonvoice.com/news/2019/08/06/balayer-le-regime-pour-reconstruire-le-cameroun-la-proposition-de-kah-walla-pour-mettre-fin-a-la-crise-tous-azimuts/](https://cameroonvoice.com/news/2019/08/06/balayer-le-regime-pour-reconstruire-le-cameroun-la-proposition-de-kah-walla-pour-mettre-fin-a-la-crise-tous-azimuts/) consulté le 08 juillet 2023
- [Https://cameroun24.net/actualite-cameroun-cibril_libii_mui_un_girdu_li_brigirdu_anii_sirdini-4-4-53695.html](https://cameroun24.net/actualite-cameroun-cibril_libii_mui_un_girdu_li_brigirdu_anii_sirdini-4-4-53695.html) consulté le 10 juillet 2023

- <https://cm.usembassy.gov/fr/rapport-2021-sur-les-droits-de-la-personne-cameroun/#:~:text=les%20estimations%20prudentes%20de%20la,sup%3%a9rieur%20%20c3%a0%20la%20capacit%3%a9%20maximale>. Consulté le 09 juillet 2023
- <https://d1n7iqsz6ob2ad.cloudfront.net/document/pdf/5385ad4b086a5.pdf>. Consulté le 16 juillet 2023
- <https://etudiant.lefigaro.fr/bac/revisions-du-bac/detail/article/quelle-est-linfluence-de-la-culture-politique-sur-les-attitudes-politiques-12399/> consulté le 08 juillet 2023.
- <https://etudiant.lefigaro.fr/bac/revisions-du-bac/detail/article/quelle-est-linfluence-de-la-culture-politique-sur-les-attitudes-politiques-12399/> consulté le 08 juillet 2023.
- <https://fb.watch/lemcwrnhnw/> consulté le 08 juillet 2023
- <https://fb.watch/lf1rphwtul/> consulté le 08 juillet 2023
- <https://fb.watch/lkhkdb6nvr/> consulté le 10 juillet 2023
- <https://lecode.canalblog.com/archives/2018/01/30/33294826> consulté le 29 avril 2023
- <https://myoverviews.com/2019/05/21/quelle-difference-entre-medias-sociaux-et-reseaux-sociaux/#:~:text=dans%20les%20faits%2c%20les%20%20c2%ab%20r%3%a9seaux%20sociaux%20num%3%a9riques,on%20peut%20d%e2%80%99ailleurs%20les%20diviser%20en%202%20types>. Consulté le 09 juillet 2023
- <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/bmanalyse/2641> consulté le 08 juillet 2023
- https://twitter.com/pr_paul_biya/status/1670850994169585664?s=20 consulté le 29 juin 2023
- https://twitter.com/pr_paul_biya/status/1671620260649218048?s=20 consulté le 29 juin 2023
- <https://www.24heures.ch/au-cameroun-le-changement-c-est-a-la-tele-988738883057> consulté le 09 juillet 2023
- <https://www.afrobarometer.org/articles/la-pauvrete-vecue-augmente-au-cameroun-selon-lenquete-afrobarometer/> consulté le 08 juillet 2023
- https://www.alwihdainfo.com/accident-de-train-a-eseka-au-cameroun-pour-le-code-paul-biya-et-son-clan-sont-des-nazis-noirs_a43294.html consulté le 29 avril 2023.
- <https://www.bbc.com/afrique/monde-58167242> consulté le 08 juillet 2023.
- <https://www.bing.com/search?q=mod%3%a9ration,+transparence,+publicit%3%a9+%3a+des+pistes+de+fond+pour+mieux+r%3%a9guler+les+r%3%a9seaux+sociaux&form=edge> na consulté le 08 juillet 2023.

- <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/25304/fr.html/symboles-emblemes-nationaux-le-minjec-lance-une-campagne-de-revalorisation> consulté le 09 juillet 2023
- <https://www.cnil.fr/fr/communication-politique-quelles-regles-pour-la-collecte-de-donnees-sur-les-reseaux-sociaux#:~:text=seules%20deux%20bases%201%c3%a9gales%20apparaissent%20ici,1%e2%80%99organisme%20qui%20va%20traiter%20les%20donn%c3%a9es.&text=seules%20deux%20bases%201%c3%a9gales,va%20traiter%20les%20donn%c3%a9es.&text=bases%201%c3%a9gales%20apparaissent%20ici,1%e2%80%99organisme%20qui%20va%20traiter> consulté le 15 juillet 2023.
- <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/cameroon-fragile-state> consulté le 08 juillet 2023
- <https://www.crtv.cm/2022/04/monuments-historiques-preserver-la-memoire-collective/#:~:text=c'est%20un%20appel%20%c3%a0,m%c3%a9moire%20et%20ses%20rep%c3%a8res%20historiques> consulté le 09 juillet 2023
- <https://www.dw.com/en/who-are-camerouns-self-named-ambazonia-secessionists/a-50639426> consulté le 08 juillet 2023.
- <https://www.facebook.com/groups/325804968198852/> consulté le 06 juillet 2023
- <https://www.facebook.com/groups/325804968198852/search/?q=porc%20de%20dsch> g consulté le 06 juillet 2023
- <https://www.facebook.com/minfopra.gov.cm/posts/pfbid02pjtjwdcepnvosvrtkpcmpahkdkgf4demet92pxu71ddv6qqk9fj4hfavf3ukt3l> consulté le 08 juillet 2023.
- https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=pfbid02uolg6ywywlbx1n47wsx99emjaoqnwe5fqxrsapq1p4c9yyodykyjpxugwzuucl&id=105604054814127 consulté le 08 juillet 2023
- <https://www.facebook.com/profile.php?id=100063884569675> consulté le 08 juillet 2023
- <https://www.internetmatters.org/fr/resources/social-media-advice-hub/social-media-benefits/> consulté le 11 juillet 2023
- <https://www.lebledparle.com/fame-ndongo-tacle-la-diaspora-anti-biya-la-republique-est-solide-la-bouffonnerie-ne-l-ebranlera-pas/> consulté le 19 juillet 2023
- https://www.koaci.com/article/2022/02/21/cameroun/politique/cameroun-les-enseignants-entrent-en-greve-pour-revendiquer-les-meilleures-conditions-de-travail_157805.html#:~:text=au%20cameroun%2c%20des%20millions%20d%e2%80%99enfant%20seront%20priv%c3%a9s%20d%e2%80%99%c3%a9cole,leurs%20revendications%20ne%20seront%20pas%20prises%20en%20compte. Consulté le 15 juillet 2023

- <https://www.la-croix.com/sciences-et-ethique/sciences-et-ethique/reseaux-sociaux-sont-ils-bons-democratie-2020-03-09-1201083067> consulté le 08 juillet 2023.
- <https://www.lebledparle.com/discours-et-comportements-haineux-jean-nkuete-denonce-des-manoeuvres-liees-a-2025/> consulté le 10 juillet 2023
- <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/18/j-ai-de-la-haine-pour-lui-de-douala-a-paris-la-croisade-de-calibri-calibro-contre-paul-biya-> consulté le 08 juillet 2023
- https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/05/18/nathalie-yamb-l-influenceuse-qui-veut-chasser-la-france-d-afrique_6126684_3212.html consulté le 08 juillet 2023
- <https://www.marketing-professionnel.fr/tribune-libre/monetisation-internet.html> consulté le 30 juin 2023.
- <https://www.mobile.camerounweb.com/cameroonhomepage/newsarchive/etoudi-les-33-regrets-et-p-ch-s-de-paul-biya-682496-> consulté le 09 juillet 2023
- https://www.podcastjournal.net/l-analyse-de-la-pauvrete-au-cameroun_a2976.html<https://www.universalis.fr/encyclopedie/reseaux-sociaux-internet/> consulté le 08 juillet 2023
- <https://www.prc.cm/fr/lecameroun/organisationetat#:~:text=la%20devis%20de%20la%20r%c3%a9publique,%3a%20paix%2d%20travail%2dpatrie,> consulté le 09 juillet 2023
- <https://www.rdpdpdm.cm/2019/02/violence-en-politique/> consulté le 10 juillet 2023
- <https://www.revenuquebec.ca/fr/une-mission-des-actions/vous-aider-a-vous-conformer/quest-ce-que-leconomie-numerique/influenceurs-web-blogueurs-ou-autres-personnes-tirant-des-revenus-de-leur-presence-sur-le-web/#:~:text=qu%27est-ce%20qu%27un%20influenceur%20web%3f%20un%20influenceur%20web%20est,pour%20promouvoir%20des%20produits%20de%20consommation%20contre%20r%c3%a9mun%c3%a9ration.> Consulté le 30 juin 2023.
- https://www.revues.scienceafrique.org/adilaaku/texte/minkonda_et_mahini2019/ consulté le 08 juillet 2023
- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20181111-cameroun-journaliste-anglophone-mimi-mefo-liberation-charles-wesco> consulté le 08 juillet 2023
- <https://www.routard.com/dossier-pratique-sur-le-voyage/cid137500-ambassades-et-consulats.html?page=2> consulté le 08 juillet 2023
- <https://www.spm.gov.cm/site/?q=fr/content/fame-ndongo-jacques> consulté le 09 juillet 2023

- <https://www.stopblablacam.com/politique/0403-8378-reseaux-sociaux-paul-biya-et-samuel-eto-o-personnalites-camerounaises-les-plus-influentes-sur-twitter-et-facebook> consulté le 09 juillet 2023
- <https://www.tflinfo.fr/culture/l-impact-mediatique-des-gilets-jaunes-2110477.html> consulté le 08 juillet 2023
- https://www.toupie.org/dictionnaire/autorite_administrative.htm#:~:text=une%20autorit%c3%a9%20administrative%20est%20un,les%20limites%20de%20ses%20comp%c3%a9tences . Consulté le 09 juillet 2023
- <https://www.un.org/africarenewal/fr/derni%c3%a8re-heure/cameroun-cr%c3%a9er-des-opportunit%c3%a9s-de-croissance-inclusive-et-de-r%c3%a9duction-de-la> consulté le 08 juillet 2023
- <https://www.vie-publique.fr/fiches/38050-justice-que-representent-le-glaive-et-la-balance> consulté le 09 juillet 2023
- <https://www.voafrique.com/a/julius-ayuk-tabe-president-auto-proclame-d-e-ambozonianigeria/4196836.html> consulté le 08 juillet 2023
- <https://www.voafrique.com/a/selon-un-opposant-paul-biya-est-seul-responsable-de-la-crise-anglophone/4535813.html> consulté le 08 juillet 2023.
- <https://www.youtmube.com/watch?v=n31vbqir-8c> consulté le 08 juillet 2023
- <https://www.youtube.com/live/zdeo4u0rtdm?feature=share> consulté le 29 avril 2023
- https://www.youtube.com/watch?v=6dbuh3d4_ti, consulté le 18 avril 2023
- <https://youtu.be/29yu7rfr8na> consulté le 29 avril 2023
- <https://youtu.be/3d2h3bskxey> consulté le 29 avril 2023
- <https://youtu.be/3d2h3bskxey> consulté le 29 avril 2023
- <https://youtu.be/kiq8xk6icyy> consulté le 29 avril 2023
- <https://youtu.be/t5iuubbkaxu> consulté le 29 avril 2023
- www.facebook.com/paulbiya.pageofficielle/?locale=fr_fr consulté le 29 avril 2023
- www.facebook.com/photo/?fbid=275793511214788&set=a.275793497881456&__tn__=%3c consulté le 29 avril 2023
- www.facebook.com/standup4cameroon/?locale=fr_fr consulté le 29 avril 2023
- www.larousse.fr consulté le 28 juin 2023
- www.youtube.com/watch?v=-adifgy3mm consulté le 29 avril 2023
- www.youtube.com/watch?v=c3xqce_yzmc&pp=yguhzgvzdhljy3rpb25zigr1igryyxblyxv4ignhbvwvyb3vu urgent consulté le 29 avril 2023

- www.youtube.com/watch?v=c3xqce_yzmc&pp=yguhzgvzdhj1y3rpb25zigr1igryyxblyxv4ignhbwvyb3vu consulté le 29 avril 2023
- www.youtube.com/watch?v=kuybp98ml34&feature=youtu.be consulté le 29 avril 2023
- www.youtube.com/watch?v=wcuurrprgd0 consulté le 29 avril 2023

ANNEXES

Annexe 1 : Attestation de recherche

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

FACULTÉ DES ARTS, LETTRES
ET SCIENCES HUMAINES

DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

BP : 755 Yaoundé
Siège : Bâtiment Annexe FALSH-UYI, à côté AUF
E-mail : depart.socio20@gmail.com

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

FACULTY OF ARTS, LETTERS
AND SOCIAL SCIENCES

DEPARTMENT OF SOCIOLOGY



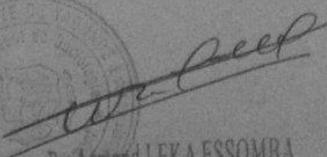
ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, Professeur **LEKA ESSOMBA Armand**, Chef de Département de Sociologie de l'Université de Yaoundé I, atteste que l'étudiante **BIDJEK Odyl Hilary**, Matricule **17C771**, est inscrite en Master, option Sociologie politique. Elle effectue, sous la direction du **Professeur BIOS NELEM Christian** un travail de recherche sur le thème : « *symboles de l'Etat et logiques de contestation du pouvoir central au Cameroun : rôle des réseaux sociaux numériques* ».

Je vous serais reconnaissant de lui fournir toute information non confidentielle, susceptible de l'aider dans cette recherche.

En foi de quoi, la présente attestation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Yaoundé, le 17 JAN 2022



Pr. Armand LEKA ESSOMBA
Maître de Conférences

Annexe 2 : Demande d'entretien ASCNPD

BIDJEK Odyll Hilary
Etudiante en Master II au département de
Sociologie
Université de Yaoundé I
691224797
hilaryodyll@gmail.com

Yaoundé le 30 mai 2023.

Au
Directeur de l'Agence du Service Civique
National de Participation au
Développement

Objet : Demande d'un entretien académique

Monsieur,

Je viens respectueusement auprès de votre haute compétence, solliciter un entretien, dans le cadre de la rédaction de mon mémoire à l'Université de Yaoundé I, département de Sociologie. Je travaille sur le thème : « S'opposer en s'attaquant aux symboles de l'état : analyse de la contestation du pouvoir central au Cameroun à l'ère des réseaux sociaux ». Dans ce cadre, je m'intéresse notamment aux perceptions, aux représentations et actions des acteurs publics à l'égard de la contestation du pouvoir au Cameroun.

J'aimerais beaucoup m'entretenir avec vous sur la façon dont vous percevez les contestations par les symboles étatiques à l'ère des réseaux sociaux, des répercussions sur la démocratie au Cameroun et des stratégies mises en œuvre pour pallier à ce problème social.

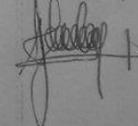
J'aimerais savoir si vous accepteriez cet entretien. Merci de l'attention que vous accorderez à ma demande. Vous trouverez ci-joint le guide d'entretien.

Dans l'attente d'une réponse favorable de votre part, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression renouvelée de mon respect.

Ci-joint :

- Photocopie de mon attestation de recherche.
- Photocopie du Guide d'entretien.

BIDJEK Odyll Hilary



Annexe 3 : Guides d'entretiens
Guide d'entretien 2 : Analystes politiques / Chercheurs

Bonjour Monsieur/Madame. Je m'appelle BIDJEK Odyl Hilary, étudiante en Master II au département de sociologie à l'Université de Yaoundé 1 et je mène une recherche sur l'opposition par l'attaque des symboles de l'État dans les réseaux sociaux numériques. Je voudrais avoir des informations sur les perceptions, les représentations et actions des acteurs publics à l'égard de la contestation du pouvoir central au Cameroun.

Je vous garantis que les informations recueillies au cours de cette discussion ne seront utilisées que pour des besoins académiques

I. Identification du répondant

Noms et Prénoms

Profession

Niveau d'étude

Institution d'attache

Nombre d'année dans l'exercice de l'analyse

II. Connaissance et attitudes en matière de réseaux sociaux numériques

1. Comment avez-vous connu les réseaux sociaux numériques ?
2. Quel réseau social utilisez-vous le plus ?
3. Connaissez-vous les règles qui régissent le fonctionnement des réseaux sociaux numériques ?

III. Connaissance et attitude en matière de symboles étatiques

1. D'après vous, qu'est-ce qu'un symbole de l'État ?
2. Que représente-t-il ? (juridiquement, culturellement, politiquement)
3. Quelle attitude doit-on observer vis à vis d'un symbole ?
4. Quelle est la finalité d'un symbole de l'État ?
5. D'après vous, quelle est la contribution des symboles étatiques au Cameroun ?
6. D'après vous quelle est le sentiment véhiculé par les symboles au Cameroun ?

IV. Perception des actes autour de l'opposition par l'attaque des symboles de l'État à l'ère des réseaux sociaux numériques

1. Pensez-vous que les réseaux sociaux numériques sont un espace de contestation ?
2. Quelle est votre lecture des actes perpétrés par le clan d'Ambazonie à l'encontre des symboles de l'État ?
3. Quelle est votre lecture des actes perpétrés par l'opposition à l'encontre des symboles de l'État ?

4. D'après vous, quelle a été la contribution des réseaux sociaux numériques dans la crise anglophone ?
5. Quelle évaluation faites-vous de l'action des acteurs contestataires sur les symboles de l'État ?
6. Que pensez-vous de l'usage des réseaux sociaux numériques dans la sphère politique au Cameroun ?
7. Comment appréhendez-vous l'attaque des symboles de l'État dans les logiques d'opposition contre le pouvoir central ?
8. Que pensez-vous des mutations engendrées par les réseaux sociaux numériques dans l'espace de communication au Cameroun ? (Type insurrectionnel, oppositionnel, critique)
9. Quelles analyses faites-vous de l'appropriation des réseaux sociaux numériques par les acteurs de contestation ?

V. Réseaux sociaux numériques, lutte oppositionnelle et démocratie au Cameroun

1. Que représentent les réseaux sociaux numériques dans le jeu politique camerounais d'aujourd'hui ?
2. Que pensez-vous de la création des communautés virtuelles dans la contestation du pouvoir politique au Cameroun ?
3. Quelles observations faites-vous de l'utilisation des réseaux sociaux numériques dans la conquête du pouvoir au Cameroun ?
4. Comment s'observe le positionnement du parti au pouvoir vis-à-vis de la contestation par l'attaque des symboles de l'État ?
5. Comment s'observe le positionnement des partis d'opposition vis-à-vis de la contestation par l'attaque des symboles de l'État ?
6. Cette contestation sur les réseaux sociaux numériques a-t-elle un impact sur les symboles de l'État au Cameroun ?
7. D'après vous les réseaux sociaux numériques sont-ils un canal plus pratique pour atteindre le pouvoir central ?
8. D'après vous, cette pratique politicienne a-t-elle contribué à la stabilité sociopolitique au Cameroun ?
9. D'après vous, cette pratique politicienne a-t-elle contribué à la désintégration au sein de la société ?

VI. Rapport entre réseaux sociaux numériques et démocratie au Cameroun

1. Pensez-vous que l'on puisse lutter contre la désacralisation des symboles de l'État sur les réseaux sociaux numériques ?
2. Pensez-vous que les réseaux sociaux numériques soient un danger pour les démocraties ?
3. Pensez-vous que les réseaux sociaux numériques soient un atout pour les démocraties ?

Merci pour votre disponibilité !

Guide d'entretien avec les membres de partis politiques

Bonjour Monsieur/Madame..... Je m'appelle BIDJEK Odyll Hilary, étudiante en Master II au département de sociologie à l'Université de Yaoundé 1 et je mène une recherche sur l'opposition par l'attaque des symboles de l'État dans les réseaux sociaux numériques. Je voudrais avoir des informations sur les perceptions, les représentations et actions des acteurs publics à l'égard de la contestation du pouvoir central au Cameroun.

Je vous garantis que les informations recueillies au cours de cette discussion ne seront utilisées que pour des besoins académiques.

I. Identification du répondant

Noms, Prénoms

Age, profession

Parti d'appartenance, ancienneté dans le parti

Poste occupé dans le parti

II. Présentation du parti et connaissance de son fonctionnement

1. Quels sont les principes qui régissent le fonctionnement de votre parti ?
2. Que pensez-vous de la légitimité de votre parti dans les débats politiques sur l'actualité ?
(Y a-t-il des questions sur lesquelles vous pensez ne pas pouvoir discuter sur la scène politique actuelle ?)

III. Appropriation des réseaux sociaux numériques dans le champ politique

1. D'après vous, que représentent les réseaux sociaux numériques dans la communication de votre parti ?
2. Que pensez-vous de l'usage des réseaux sociaux numériques dans la sphère politique au Cameroun ?

IV. Contestation politique à l'ère des réseaux sociaux numériques

1. Pensez-vous que les réseaux sociaux numériques sont un espace de contestation ?
2. D'après vous, quelle a été la contribution des réseaux sociaux numériques dans la crise anglophone ?
3. D'après vous, quelle a été la contribution des réseaux sociaux numériques dans la crise sociopolitique de 2018 (période post électorale) ?
4. D'après vous quelle a été la contribution des réseaux sociaux numériques dans la crise de la covid-19 ?

5. Que pensez-vous des mutations engendrées par les réseaux sociaux numériques dans l'espace de communication au Cameroun ? (Type insurrectionnel, oppositionnel, critique)
 6. D'après vous peut-on dire qu'il y a banalisation des symboles de l'État dans les réseaux sociaux numériques au Cameroun ?
 7. Quelles sont les logiques qui structurent la banalisation de ces symboles ?
 8. Avez-vous déjà fait l'expérience de la banalisation des symboles de l'État sur les réseaux sociaux numériques ?
 9. Dans quels réseaux était-ce ?
 10. Qui en était l'auteur ?
 11. Quel est selon vous, le but derrière l'attaque des symboles de l'État dans les contestations du pouvoir central au Cameroun ?
 12. Quelles peuvent être les conséquences de ce type de contestation sur le plan sociopolitique au Cameroun ?
 13. Quelles analyses faites-vous de l'appropriation des réseaux sociaux numériques par les acteurs de contestation ?
- V. Réseaux sociaux numériques : lutte oppositionnelle et démocratie au Cameroun**
1. Que représentent les réseaux sociaux numériques dans le jeu politique camerounais d'aujourd'hui ?
 2. D'après vous les réseaux sociaux numériques sont-ils un canal plus pratique pour atteindre le pouvoir central ?
 3. Quelles observations faites-vous de l'utilisation des réseaux sociaux numériques dans la conquête du pouvoir au Cameroun ?
 4. Cette contestation sur les réseaux sociaux numériques a-t-elle un impact sur les symboles de l'État au Cameroun ?
 5. Pensez-vous que l'on puisse lutter contre la désacralisation des symboles de l'État sur les réseaux sociaux numériques ?
 6. Pensez-vous que les réseaux sociaux numériques soient un danger pour les démocraties ?
 7. Pensez-vous que les réseaux sociaux numériques soient un atout pour les démocraties ?

Merci pour votre disponibilité !

Guide d'entretien : Société Civile (journaliste, enseignant, leaders religieux)

Bonjour Monsieur/Madame..... Je m'appelle BIDJEK Odyll Hilary, étudiante en Master II au département de sociologie à l'Université de Yaoundé 1 et je mène une recherche sur l'opposition par l'attaque des symboles de l'État dans les réseaux sociaux numériques. Je voudrais avoir des informations sur les perceptions, les représentations et actions des acteurs publics à l'égard de la contestation du pouvoir central au Cameroun.

Je vous garantis que les informations recueillies au cours de cette discussion ne seront utilisées que pour des besoins académiques

I. Caractéristique de l'intervenant

Noms, prénoms

Profession

Niveau d'instruction

Age

Nombre d'année dans le métier exercé.

II. Connaissance et attitudes en matière de réseaux sociaux numériques

1. Comment avez-vous connu les réseaux sociaux numériques ?
2. Quel réseau social utilisez-vous le plus ?
3. Connaissez-vous les règles qui régissent le fonctionnement des réseaux sociaux numériques ?

III. Perception et attitude en matière de symboles étatiques

1. Que considérez-vous comme symbole de l'Etat ?
2. Que représentent selon vous les symboles de l'État au Cameroun ?
3. Quelles en sont les caractéristiques ?
4. Quel est le rapport que la société civile camerounaise entretient avec les symboles de l'État ?

IV. Contestation politique à l'ère des réseaux sociaux numériques

1. Que pensez-vous de la contestation dans les réseaux sociaux numériques ?
2. Pensez-vous que les réseaux sociaux numériques sont un espace de contestation ?
3. D'après vous, quelle a été la contribution des réseaux sociaux numériques dans la crise anglophone ?
4. D'après vous, quelle a été la contribution des réseaux sociaux numériques dans la crise sociopolitique de 2018 (période post électoral) ?

5. D'après vous quelle a été la contribution des réseaux sociaux numériques dans les crises sporadiques au Cameroun ?
 6. D'après vous peut-on dire qu'il y a banalisation des symboles de l'État dans les réseaux sociaux numériques au Cameroun ?
 7. Avez-vous déjà fait l'expérience de la banalisation des symboles de l'État sur les réseaux sociaux numériques ? Dans quels réseaux était-ce ?
 8. Quel est selon vous, le but derrière l'attaque des symboles de l'État dans les contestations du pouvoir central au Cameroun ?
 9. Quelles peuvent être les conséquences de ce type de contestation sur le plan sociopolitique au Cameroun ?
 10. Que pensez-vous des actions de désacralisation des symboles de l'Etat partagées sur les réseaux sociaux numériques au Cameroun ?
- V. Rapport entre actions contestataires et perception de l'État
1. Quel était votre ressenti après avoir vu des symboles de l'État se faire banaliser sur les réseaux sociaux numériques ?
 2. D'après vous, ces actions de désacralisation à l'encontre des symboles ont-ils un impact sur le sentiment patriotique ?
 3. Pourquoi à votre avis les symboles étatiques interviennent-ils dans les actions contre le pouvoir central ?
 4. Quelles répercussions pensez-vous que ces actions aient sur la stabilité sociopolitique au Cameroun ?
- VI. Rapport entre réseaux sociaux numériques et démocratie au Cameroun
1. Pensez-vous que l'on puisse lutter contre la désacralisation des symboles de l'État sur les réseaux sociaux numériques ?
 2. Pensez-vous que les réseaux sociaux numériques soient un danger pour les démocraties ?
 3. Pensez-vous que les réseaux sociaux numériques soient un atout pour les démocraties ?

Merci pour votre disponibilité !

Annexe 4 : Listes des informateurs

Noms et Prénoms	Profil	Institution d'attache
Mathias Eric Owona Nguini	Enseignant d'Université	Université de Yaoundé 1&2
Bombela Jean Daniel	Enseignant d'Université	Université de Yaoundé 2
Sylvestre Noa	Enseignant d'Université	Université de Yaoundé 2
Serge Nicolas Ndock	Enseignant d'Université	Université de Ngaoundéré
Keptchume Konguep	Conseiller Municipal	RDPC
Essomba Vincent de Paul	Conseiller Municipal	RDPC
Njoya Ibrahim	Militant	UNDP
Rodrigue Piaplé Njifom	Cellule de la Communication	MRC
Monsieur X	Commissaire de Police	DGSN
Aladin Tiam	Consultant	X
Madame X	Directrice formation jeunesse	ASCPD
Madame X	Sous-Directrice formation jeunesse	ASCPD
Madame X	Sous-directrice formation jeunesse	ASCPD
Marie Eboko	Conseiller principal de jeunesse	ASCPD

Annexe 5 : Communiqué Christelle Ndong

RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE
DU PEUPLE CAMEROUNAIS

Unité - Progrès - Démocratie

SECTION RDPC FRANCE NORD

BUREAU DE SECTION



CAMEROON PEOPLE'S
DEMOCRATIC MOVEMENT

Unity - Progress - Democracy

CENTRAL COMMITTEE

GENERAL SECRETARIAT

DÉNONCIATION BOYCOTT CONCERT GRÂCE DECCA

PAR LA SECTION RDPC France NORD

Le 13 mai 2022 est prévu à Paris un Gala de charité STOP COVID-19 avec une prestation de l'icône de la musique camerounaise Grâce Decca en hommage au corps médical.

À cette occasion, un groupuscule d'individus se réclamant d'une organisation partisane BAS/MRC a lancé des mots d'ordre de boycott et autres promesses de violences physiques afin d'empêcher la tenue de ce concert humanitaire.

Cette attitude est non seulement irresponsable mais également antipatriotique et vise à mettre en mal la paix sociale, la cohésion nationale et le vivre-ensemble qui sont des concepts chers à notre pays.

Nous, militantes et militants de la Section RDPC France Nord condamnons fermement ces actions, et nous désolidarisons de toutes formes de déstabilisation, ou d'instrumentalisation de la diaspora et de toutes les activités et autres qui sont de nature à ternir l'image du Cameroun sur la scène internationale.

Les revendications sociales et politiques sont légitimes, mais lorsqu'elles s'apparentent à une forme de violence qui visent à semer la terreur, elles n'ont plus leur place et doivent être dénoncées et combattues énergiquement.

Nous en appelons au sens des responsabilités des uns et des autres, au respect de nos institutions, au droit pour chaque artiste de se produire partout dans le monde et valoriser ainsi la culture et la musique camerounaise.

Nous nous engageons à accompagner vigoureusement les efforts et actions de l'Ambassade du Cameroun en France pour que vive les notions de RASSEMBLEMENT et D'APAISEMENT dans un CAMEROUN ÉMERGENT ET PROSPÈRE !

Mme Christelle Ndong
La Présidente

SECTION RDPC FRANCE NORD - SECRETARIAT DE SECTION - Tél : +33 9 84 43 44 84
Email : secr@rdpcfrancenord.com

www.rdpfrancenord.com
Tous nos articles, vidéos et photos sont disponibles en ligne sur www.rdp.com

TABLE DES MATIERES

NOTE D'AVERTISSEMENT	i
Remerciements	iii
SOMMAIRE	iv
Liste des Abréviations, sigles et acronymes.....	v
Liste des figures	vii
Résumé	viii
Abstract	ix
INTRODUCTION.....	1
I. Problème de recherche	1
II. Problématique	2
1. La contestation dans les rues.....	3
2. La contestation numérique	6
III. Question de recherche.....	9
1. Question principale	9
1.1. Questions secondaires	9
IV. Hypothèses.....	9
1. Hypothèse principale	10
1.1. Hypothèses secondaires.....	10
V. Objectif de recherche	10
1. Objectif général.....	10
1.1. Objectifs opérationnels.....	10
VI. Clarification des concepts	11
1. Symboles de l'État	11
2. Contestation politique	11
3. Réseaux sociaux numériques	13
VII. Cadre théorique.....	14
1. La théorie du champ.....	14
2. La théorie des opportunités politiques	15
VIII. Méthodologie de la recherche	16
1. Population d'étude	16
2. Technique de collecte	16
2.1. L'observation documentaire.....	17
2.1. L'entretien semi-structuré	17
3. Mode d'analyse et de traitement des données.....	18

3.1. L'analyse de contenu.....	18
IX. Structuration du travail	19
PREMIÈRE PARTIE : ETAT, SYMBOLES ET RESEAUX SOCIAUX NUMERIQUES	20
CHAPITRE 1 : SYMBOLES ÉTATIQUES ET ENVIRONNEMENT SOCIOPOLITIQUE À L'ÈRE DES RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES AU CAMEROUN	22
I. LE STATUT DES SYMBOLES ÉTATIQUES AU CAMEROUN.....	22
1. Sur le plan historique	23
1.1. La dimension figurative :	23
1.2. La dimension mémorielle :.....	24
1.3. La dimension collective ou totale :	25
2. Sur le plan institutionnel	26
2.1. Les institutions	26
2.2. Les Acteurs institutionnels	28
3. Sur le plan juridique.....	29
II. LES SYMBOLES PRÉFÉRÉS SUR L'ESPACE VIRTUEL AU CAMEROUN	30
1. Le « 237 » ou code indicatif du Cameroun.....	31
2. Le diminutif « Camer » ou « Kamer ».....	32
3. La personne du Président	32
4. Le drapeau du Cameroun	35
5. L'Hymne nationale	36
6. Les autorités administratives en fonction	37
III. REPRÉSENTATION SOCIOCULTURELLE ET POLITIQUE DES SYMBOLES DE L'ÉTAT	38
1. Ce que veut dire la représentation d'un symbole.....	39
2. La valeur juridique des symboles	40
3. Fonction des symboles.....	40
3.1. La fonction révélatrice	40
3.2. La fonction de réunion	41
3.3. La fonction de contrôle	41
3.4. La fonction sacrée	42
IV. ÉCOLOGIE POLITIQUE DE LA CONTESTATION PAR L'ATTAQUE DES SYMBOLES DE L'ÉTAT.....	42
1. Les perpétuels reproches.....	43
1.1. La volonté d'effacement de Paul Biya de la vie politique	43
1.2. La transparence du processus électoral	44
1.3. Le respect des droits de l'Homme.....	44
2. Les causes principales des crises au Cameroun.....	45

3.	Les conditions de vie précaires des populations	46
CHAPITRE 2 : RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES, D'UN ESPACE DE COMMUNICATION À UN ESPACE DE DÉSACRALISATION DES SYMBOLES ÉTATIQUES.....		49
I.	RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES : OUTILS INNOVATEURS AU CAMEROUN....	49
1.	Les réseaux sociaux numériques comme cadre d'information	50
2.	Les réseaux sociaux numériques comme lieu de socialisation aux mouvements sociaux	51
3.	Les réseaux sociaux numériques, outils de revendication politique	56
II.	RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES COMME ESPACE DE CONTESTATION AU CAMEROUN.....	57
1.	Mise en commun des opinions sur les réseaux sociaux numériques	58
2.	Mobilisations collectives sur les réseaux sociaux numériques	59
III.	RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES ET MISE EN PROCÈS DES SYMBOLES DE L'ÉTAT DU CAMEROUN.....	64
1.	Les réseaux sociaux numériques dans les contestations	65
2.	Les Opportunités d'opposition par l'attaque des symboles de l'État sur la toile.....	66
2.1.	Les déplacements des autorités politico-administratives	67
2.2.	La figure du Chef de l'État.....	68
2.3.	La période électorale ou les périodes électorales	69
2.4.	Les événements sociopolitiques	71
IV.	SYNTHÈSES DE LA CONTESTATION PAR LA DÉSACRALISATION DES SYMBOLES DE L'ÉTAT	71
1.	Les acteurs de la contestation par la désacralisation des symboles de l'État	72
1.1.	Le CODE.....	72
1.2.	La B.A.S	73
1.3.	Les Militants Ambazonniens ou « Amba Boys ».....	73
1.4.	Boris Bertolt ou influenceur politique.....	74
1.5.	Valsero ou « le papa des coups de minorités »	75
1.6.	Sandy Boston ou « l'Amazone du net ».....	76
1.7.	Patrice Nganang ou « marqueur du militantisme de la diaspora ».....	77
2.	Les Causes de la contestation par la désacralisation des symboles étatiques	77
2.1.	Les causes culturelles	77
2.2.	Les causes politiques	79
DEUXIÈME PARTIE : CONTESTATION POLITIQUE, DÉSACRALISATION DES SYMBOLES ET RÉPERCUSSIONS SUR LE PROCESSUS DE LA DÉMOCRATISATION DE LA COMMUNICATION POLITIQUE AU CAMEROUN		81

CHAPITRE 3 : PERCEPTIONS, POSITIONS DES ACTEURS POLITIQUES ET IMPLICATIONS AU CAMEROUN.....83

I.	Représentations des symboles étatiques par les acteurs politiques au Cameroun	83
1.	Les symboles étatiques comme attribut de souveraineté de l'État	83
2.	Les symboles comme témoin du caractère étatique du Cameroun.	85
3.	Les symboles étatiques comme garant de la socialisation à la nation	86
4.	Les symboles comme garant du patriotisme au Cameroun	87
II.	Positionnement des acteurs politiques et publics face à l'attaque des symboles étatiques au Cameroun.....	88
1.	Les formations politiques.....	88
2.	Les acteurs de la Société Civile	92
3.	Les activistes.....	95
III.	Contribution des réseaux sociaux numériques dans la densification de la contestation politique au Cameroun.....	96
1.	Réseaux sociaux numériques moyens de médiatisation des actions.....	96
2.	Réseaux sociaux numériques comme espace d'expression de la guerre d'informations	98
IV.	Implication des actions de désacralisation des symboles de l'État sur le champ social et politique	100
1.	Implications sur la perception l'État	100
2.	Implication sur les comportements citoyens.....	102
3.	Implication sur la manipulation de certains symboles.....	103
4.	Implication sur la stabilité sociopolitique	104

CHAPITRE IV : RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES ET PROCESSUS DE DÉMOCRATISATION AU CAMEROUN106

I.	« Crise des médias classiques » et essor des réseaux sociaux numériques au Cameroun	106
1.	Mainmise du pouvoir : censure de l'information.....	107
2.	La valeur	108
3.	Formation aux normes et valeurs à l'ère des réseaux sociaux numériques	109
4.	Le divertissement et la rémunération à l'ère des réseaux sociaux numériques	110
II.	Réseaux sociaux numériques, remodellement de la communication politique au Cameroun	112
1.	Réseaux sociaux numériques, nouveaux canaux de diffusion de l'information politique	112
2.	Réseaux sociaux numériques nouveaux canaux de participation politique	113
3.	Réseaux sociaux numériques nouveaux canaux de mobilisation et de recrutement politique.....	115
III.	Réseaux sociaux numériques face à la démocratie au Cameroun	117

1.	Réseaux sociaux numériques et marketing politique.....	117
2.	Réseaux sociaux numériques et polarisation politique	119
3.	Réseaux sociaux numériques en quête de transparence et responsabilité politique .	120
4.	Réseaux sociaux numériques boost pour les contestations politiques	124
IV.	Perspectives pour l'utilisation des réseaux sociaux numériques	128
1.	Réseaux sociaux numériques danger ou atouts.....	128
2.	Réseaux sociaux numériques 4 ^e pouvoir ou contre-pouvoir ?.....	129
3.	Pour une alphabétisation aux réseaux sociaux numériques	130
	CONCLUSION.....	133
	BIBLIOGRAPHIE	138
	ANNEXES.....	152
	TABLE DES MATIERES	153